

ISRAËL ET SON ARMÉE : SOCIÉTÉ ET STRATÉGIE À L'HEURE DES RUPTURES

« S'il est bien une armée qui suscite admiration, critiques, débat et polémiques dans nos sociétés surmédiatisées et notre monde en pleine recomposition géopolitique, c'est bien celle de l'État d'Israël. Il suffit de consulter les sites de dialogue sur Internet à l'occasion de chaque intervention de l'armée israélienne pour s'en convaincre. Il était donc utile et courageux de publier une étude consacrée à l'évolution sociologique de cette armée spécifique, mieux connue sous l'acronyme de *Tsahal* ».

Pierre Razoux

Préface de Pierre RAZOUX

Quelle nation en armes ?

Alain DIECKHOFF

Les rapports entre pouvoir civil et pouvoir militaire en Israël ?

Interview d'Ilan GREILSAMMER par Caroline VERSTAPPEN

La minorité druze dans l'armée israélienne

Camille LORETTE

Entre le Glaive et le Livre : la place et le rôle des soldats nationaux-religieux au sein des Forces de défense d'Israël

David KHALFA

Montrer la guerre asymétrique ? L'exemple de la communication israélienne (2000-2009)

Marc HECKER et Thomas RID

Tsahal face au défi de la seconde Intifada

Samy COHEN

Les doctrines de dissuasion d'une puissance atypique : Israël

Nicolas TÉNÈZE

La défense israélienne face au 'dynamic security concept' : une perception européenne

Caroline DU PLESSIX

Un regard sur l'armée israélienne

Interview du Général (2S) Bertrand BINNENDIJK par Caroline DU PLESSIX



IRSEM
École Militaire
21, place Joffre - 75007 Paris
<http://www.irsem.defense.gouv.fr>
ISSN : 2109-9936

Impression : SGA/SPAC

ÉTUDES DE L'IRSEM N°3 - MAI 2010 - ISRAËL ET SON ARMÉE : SOCIÉTÉ ET STRATÉGIE À L'HEURE DES RUPTURES

ÉTUDES DE L'IRSEM

MAI 2010 - N°3

ISRAËL ET SON ARMÉE : SOCIÉTÉ ET STRATÉGIE À L'HEURE DES RUPTURES

GÉNÉRAL BERTRAND BINNENDIJK,
SAMY COHEN, ALAIN DIECKHOFF,
CAROLINE DU PLESSIX, ILAN GREILSAMMER,
MARC HECKER, DAVID KHALFA, CAMILLE LORETTE,
PIERRE RAZOUX, THOMAS RID, NICOLAS TENÈZE



ISRAËL ET SON ARMÉE : SOCIÉTÉ ET STRATÉGIE À L'HEURE DES RUPTURES

GÉNÉRAL BERTRAND BINNENDIJK
SAMY COHEN
ALAIN DIECKHOFF
CAROLINE DU PLESSIX
DAVID KHALFA
ILAN GREILSAMMER
CAMILLE LORETTE
MARC HECKER
THOMAS RID
NICOLAS TENEZE

AVERTISSEMENT

Les opinions émises dans ce document
n'engagent que leurs auteurs.
Elles ne constituent en aucune manière
une position officielle du ministère de la défense.

Études de l'Irsem déjà parues :

1 - LES CRISES EN AFGHANISTAN DEPUIS LE XIX^e SIÈCLE

2 - DES GARDES SUISSES À BLACKWATER / VOLUME 1

ARMÉES PRIVÉES, ARMÉES D'ÉTAT / VOLUME 2

**3 - ISRAËL ET SON ARMÉE : SOCIÉTÉ ET STRATÉGIE À L'HEURE DES
RUPTURES**

LES ÉTUDES DE L'IRSEM

L'Irsem déploie son activité dans le champ de la pensée stratégique afin de renouveler approches et grilles d'analyse nécessaires au renouvellement de la pensée stratégique. Il s'agit de rendre intelligibles les principaux enjeux stratégiques contemporains qui intéressent la France tout en offrant des réflexions originales sur ces mêmes enjeux.

L'Irsem couvre huit domaines d'études : étude des nouveaux conflits, pensée stratégique et nouveaux concepts, armement et prolifération, sécurité européenne et transatlantique, sécurités régionales comparées, défense et société, histoire de la défense et de l'armement, enjeux juridiques de défense.

SOMMAIRE

Préface de Pierre RAZOUX.....	7
Quelle nation en armes ?	15
Alain DIECKHOFF	
Les rapports entre pouvoir civil et pouvoir militaire en Israël.....	33
Interview d'Ilan GREILSAMMER par Caroline VERSTAPPEN	
La minorité druze dans l'armée israélienne	41
Camille LORETTE	
Entre le Glaive et le Livre : la place et le rôle des soldats nationaux-religieux au sein des Forces de défense d'Israël	61
David KHALFA	
Montrer la guerre asymétrique ? L'exemple de la communication israélienne (2000-2009)	117
Marc HECKER et Thomas RID	
<i>Tsahal</i> face au défi de la seconde <i>Intifada</i>	137
Samy COHEN	
Les doctrines de dissuasion d'une puissance atypique : Israël	167
Nicolas TENEZE	
La défense israélienne face au 'dynamic security concept' : une perception européenne.....	187
Caroline DU PLESSIX	
Un regard sur l'armée israélienne	203
Interview du Général (2S) Bertrand BINNENDIJK par Caroline DU PLESSIX	
Les auteurs	219

PRÉFACE

S'il est bien une armée qui suscite admiration, critiques, débat et polémiques dans nos sociétés surmédiatisées et notre monde en pleine recomposition géopolitique, c'est bien celle de l'État d'Israël. Il suffit de consulter les sites de dialogue sur Internet à l'occasion de chaque intervention de l'armée israélienne pour s'en convaincre. Il était donc utile et courageux de publier une étude consacrée à l'évolution sociologique de cette armée spécifique, mieux connue sous l'acronyme de *Tsahal*¹. Cette étude s'inscrit en droite ligne des travaux publiés par Stuart Cohen dont le dernier opus fait désormais autorité en la matière².

Le moment paraît d'autant plus opportun que l'armée israélienne s'est retrouvée une fois de plus sous les feux de l'actualité lors de la récente guerre de Gaza contre le *Hamas*, déclenchant une avalanche de critiques, tant de la part de la communauté internationale que d'intellectuels israéliens engagés dans le processus de paix avec les Palestiniens. Cette vague de critiques, instrumentalisée par

1. Abréviation de *Tsava Haganah Le'Israel* littéralement « Forces de défense d'Israël ».

2. Cohen Stuart, *Israel and its Army – From cohesion to confusion*, Londres, Routledge, 2008.

les uns, rejetée par les autres, illustre le décalage croissant entre la société israélienne et son armée. Elle témoigne également de la lutte d'influence permanente entre l'institution militaire et la classe politique « civile » pour le contrôle effectif du pouvoir, depuis le quasi coup d'état du 31 mai 1967 au cours duquel plusieurs généraux ont marginalisé le Premier ministre en exercice, Lévi Eshkol, pour s'arroger collégalement le droit de déclencher une attaque préventive contre l'Égypte. La victoire éclatante de cette guerre de six jours a sanctifié a posteriori cette influence prépondérante des généraux sur la conduite de la politique sécuritaire d'Israël, et a assis la réputation d'efficacité de *Tsahal*. Il est intéressant de relire l'histoire de l'État juif et du conflit israélo-arabe, puis israélo-palestinien, à l'aune de cette nouvelle grille de lecture.

Du début des années 1970 jusqu'à la période actuelle, les généraux n'ont eu de cesse d'investir tous les partis politiques israéliens pour s'assurer d'une place prépondérante dans le processus décisionnel de leur pays. Leur postulat est simple : les militaires sont les plus à même de comprendre les enjeux stratégiques et d'assurer la défense des intérêts vitaux israéliens. Golda Meir tente bien de reprendre la main, mais elle est trop dépendante de ses conseillers qui sont tous d'anciens généraux, Moshé Dayan en tête. Elle se heurte surtout au drame de la guerre du Kippour qui entraîne son éviction de la scène politique. Ytzhak Rabin, l'ancien chef d'état-major artisan de la victoire de juin 1967, et Shimon Pérès, l'ancien homme de l'ombre reconverti dans la politique, s'entre-déchirent ensuite plusieurs années au sommet de l'État, alors même qu'ils sont du même bord idéologique. Le premier défend les intérêts de l'armée tandis que le second s'évertue à redonner du pouvoir à la classe politique traditionnelle. Menahem Begin les départage brusquement en acceptant la paix avec l'Égypte et en faisant pencher brièvement la balance en faveur de la classe politique, jusqu'à ce qu'Ariel Sharon s'impose comme son ministre de la défense, embourbe Israël dans une guerre catastrophique au Liban et brouille une nouvelle fois les cartes, tant sur le plan de la société que de l'armée, comme l'illustre avec beaucoup de talent le cinéaste Ari Folman dans son film remarquable, *Valse avec Bachir*. Shimon Pérès et Ytzhak Shamir redonnent ensuite l'avantage aux politiques, bien qu'ils appartiennent tous deux à des partis totalement opposés. En 1991, lors de la première guerre du Golfe,

Ytzhak Shamir, lui-même contraint par ses alliés américains, exerce ainsi des pressions phénoménales pour empêcher l'état-major de riposter aux tirs de missiles Scud irakiens contre le territoire israélien. L'année suivante, Ytzhak Rabin met un terme à la première *Intifada* et conclut les accords d'Oslo avec l'OLP, de même qu'un accord de paix avec la Jordanie. Il restaure au passage la primauté de l'institution militaire sur la classe politique israélienne, grâce à la notoriété de plusieurs généraux, dont Ehud Barak, qui passe pour le soldat le plus décoré de toute l'histoire de l'armée israélienne. Assassiné par un fanatique israélien national-religieux, il est remplacé par son vieux rival Shimon Pérès qui s'attache à rétablir l'équilibre entre institution militaire et classe politique. Benjamin Netanyahou lui succède rapidement à la faveur d'élections anticipées et accroît la pression sur les généraux, notamment en limitant les dépenses de l'armée, alors même qu'il se targue d'un pedigree militaire irréprochable. Le chef de file de la droite conservatrice a, en effet, servi en tant que lieutenant dans la *sayeret Mat'kal*, l'unité d'élite la plus prestigieuse de l'armée, et son frère Jonathan est mort au champ d'honneur en commandant le raid sur Entebbe. Il n'en est pas moins décidé à restaurer le pouvoir de la sphère politique civile. Les généraux prennent leur revanche en 1999, lorsqu'Ehud Barak bat Netanyahou et devient Premier ministre. Cet ancien chef d'état-major a construit sa carrière militaire, puis son ascension politique, à l'ombre de son mentor Ytzhak Rabin. Il redonne une place de choix aux généraux, mais trébuche après le déclenchement de la seconde *Intifada*.

C'est le moment choisi par Ariel Sharon pour effectuer son grand retour sur la scène politique israélienne, après une longue traversée du désert. Les généraux exultent, pensant que le héros des guerres de 1967 et 1973 est là pour accroître leur pouvoir et leur influence. Ils se trompent lourdement, car Ariel Sharon a achevé sa mue politique et s'avère déterminé à remettre l'état-major au pas. Sa détermination est renforcée par les frustrations et les rancœurs qu'il a accumulées lors de son passage à l'état-major général, au début des années 1970. Il tient donc en rênes ultra-courtes son ministre de la défense, Shaoul Mofaz, ancien chef d'état-major de *Tsahal*. Le balancier oscille une nouvelle fois en faveur de l'institution militaire après l'attaque cérébrale dont est victime Ariel Sharon en 2006. Pour la première fois depuis la guerre des Six Jours, les trois postes clés (Premier ministre, ministre de la défense et ministre des Affaires

étrangères) sont occupés par trois personnalités politiques sans la moindre expérience militaire (Ehud Olmert, Amir Peretz et Tzipi Livni). A l'occasion du déclenchement de la guerre contre le *Hezbollah*, à l'été 2006, le général Dan Haloutz, un pilote ambitieux devenu chef d'état-major, en profite pour pousser son propre agenda : rétablir l'influence de l'institution militaire sur le processus décisionnel du pays et asseoir la primauté des aviateurs à la tête de l'état-major. On connaît la suite : l'échec patent de cette seconde guerre du Liban, la crise morale de la société israélienne vis-à-vis de l'institution militaire, la publication du rapport Winograd, la démission du général Haloutz et son remplacement par le général Gabi Ashkénazi, un fantassin-parachutiste. Ce dernier s'entend parfaitement avec Ehud Barak qui a depuis récupéré le maroquin de la défense et n'a pas hésité à intriguer pour le conserver sous la houlette du nouveau Premier ministre, Benjamin Netanyahu, qui fait lui aussi son grand retour sur la scène politique israélienne après dix années d'éclipse.

C'est cette question clé des relations armée-société et des rapports entre pouvoir politique et armée qu'analysent avec brio Alain Dieckhoff et Ilan Greilsammer. Le premier démontre la centralité de la guerre dans l'organisation institutionnelle et culturelle de la société israélienne, estimant que le principe même d'une nation en armes est à l'origine d'une militarisation de la société à travers la diffusion généralisée d'un mode de pensée sécuritaire où la guerre est tenue pour une réponse normale à des problèmes politiques. Il explique comment le service militaire constitue à la fois un véritable rite de passage et un élément déterminant de ce qu'il appelle « *l'israélisation des Juifs* ». Il remarque toutefois la baisse tendancielle de la motivation à servir et met en exergue le paradoxe selon lequel la société est plus civile, mais l'armée plus religieuse qu'auparavant. Constatant les transformations de la guerre, il plaide en faveur d'une professionnalisation croissante de l'armée israélienne, sans remettre en cause le principe du service militaire qui reste le meilleur creuset d'intégration pour une société de plus en plus hétérogène. Ilan Greilsammer, quant à lui, explique les changements profonds survenus dans les relations qu'entretiennent les Israéliens avec leur armée, par le passage d'une société pionnière, prônant le sacrifice et l'esprit collectif – sublimée par le mythe du *kibboutz* et de *Tsahal* –, à une société fondamentalement individualiste. La rupture ne serait pas à rechercher au moment de la première guerre du Liban, mais

bien dès la guerre des Six Jours. Cette tendance à l'individualisme s'amplifie après la guerre du Kippour et n'a plus cessé depuis. Dans ce contexte, l'armée perd progressivement son aspect attrayant, même si elle reste appréciée d'une population en recherche permanente de sécurité. La deuxième guerre du Liban en 2006 et celle de Gaza en janvier 2009 constituent, selon lui, des chocs violents qui aboutissent à une forte dévalorisation de l'armée, au point qu'il n'est plus possible de parler aujourd'hui de « militarisation » de la société israélienne. Les généraux ont perdu leur aura et s'ils sont toujours recasés dans de grandes sociétés au terme de leur carrière militaire, ce n'est plus pour leur notoriété mais seulement pour leurs qualités managériales.

Pour mieux comprendre l'évolution sociologique de l'armée israélienne, il convient d'analyser certains des groupes clés qui témoignent de sa diversité. Camille Lorette s'attache ainsi à expliquer la présence de Druzes au sein de *Tsahal*, soulignant la convergence d'intérêts qui les lient aux institutions israéliennes. Ceux-ci, astreints au service militaire, se regroupent chez les gardes-frontières, mais aussi dans des unités particulières de l'armée de Terre. L'auteur décrit les conséquences d'une telle obligation militaire pour la représentativité de cette communauté sur la scène politique israélienne et sur ses conditions de vie quotidienne. Elle insiste sur les rapports complexes qu'entretiennent les responsables de cette communauté avec le gouvernement israélien, qui ont fait des Druzes une « *minorité au sein des minorités* ». David Khalifa examine pour sa part le rôle et la place des nationaux-religieux dans l'armée, qu'il distingue soigneusement des colons dont il est difficile de brosser un portrait sociologique représentatif. Il estime que le nombre croissant de nationaux-religieux au sein de *Tsahal* (un tiers des recrues, quarante pour cent des officiers subalternes) n'est que le reflet amplifié de l'évolution sociétale d'Israël. Il évoque la stratégie d'entrisme dont fait preuve ce groupe pour occuper certains postes clés, posant par là même le dilemme d'une obéissance oscillant entre convictions religieuses et fidélité à l'État. L'état-major, qui demeure pour l'instant laïque, en est bien conscient et s'attache à intégrer ces ultras dans l'institution militaire, sans les laisser exercer une influence trop forte. Pour y parvenir, il regroupe cette population particulière dans des unités spécialisées, y compris d'élite, en application d'une politique « *d'intégration par la séparation* » pour éviter la « *théologisation de l'armée* ».

Au-delà des seules considérations sociologiques, Marc Hecker, Thomas Rid et Samy Cohen montrent comment certaines questions opérationnelles ont pu changer la perception de l'armée israélienne. Les deux premiers scrutent l'évolution de ses techniques de communication vis-à-vis des médias et de l'opinion publique depuis le début de la seconde *Intifada* jusqu'à la fin de l'opération « *Plomb durci* », en janvier 2009. Ils démontrent que la bataille se joue également sur le front médiatique et que ce front est d'autant plus délicat à gérer qu'il s'agit d'une guerre asymétrique. Marc Hecker et Thomas Rid montrent ainsi qu'au-delà du clivage traditionnel entre communicants et combattants, l'évolution erratique de la communication institutionnelle israélienne illustre les difficultés auxquelles sont confrontés les porte-parole de toutes les armées engagées dans des guerres qui se déroulent au milieu des populations et qui produisent nécessairement des images choquantes, comme on peut le voir en Irak, en Afghanistan, au Soudan ou bien même au Sri-Lanka. Samy Cohen, auteur d'un ouvrage récent intitulé *Tsahal à l'épreuve du terrorisme* (Seuil, 2009), étudie de son côté la manière dont l'armée israélienne a fait face au défi de la seconde *Intifada*, posant par là même la question cruciale suivante : comment peut se défendre une démocratie affectée par le terrorisme ? Il démontre que l'absence de stratégie idoine de la part de *Tsahal* l'a conduite à se laisser aller à ce qu'il appelle les vieux réflexes de « *riposte disproportionnée* » qui n'ont fait qu'accroître la spirale de la violence. Ce faisant, les responsables militaires et politiques israéliens ont contribué à l'éclatement de la société palestinienne en de multiples petits groupes, ce qui a permis à des organisations radicales telles que le *Hamas* et le *Jihad* islamique de se renforcer et de s'autonomiser, rendant toute négociation beaucoup plus compliquée.

Pour compléter le tableau, Caroline Jochaud du Plessix nous livre la perception européenne de la politique de défense israélienne à travers la réforme du secteur de la sécurité palestinien. Elle brosse une vision pessimiste de l'évolution des forces de sécurité palestiniennes, constatant le faible impact de la mission civile européenne lancée en 2005 dans le cadre de la feuille de route du Quartette. Elle estime que du fait de la montée en puissance du *Hamas* depuis 2006, le gouvernement israélien aurait pourtant un intérêt direct à accroître la légitimité de l'autorité palestinienne en Cisjordanie en soutenant le processus de renforcement de sa *Force nationale de sécurité*, ne serait-

ce que pour limiter l'influence grandissante du *Hamas* après la guerre de Gaza de janvier 2009. Or, l'armée israélienne limite les capacités et le champ d'action de cette force, tendance aggravée par le résultat des élections israéliennes de février 2009 et la formation d'un gouvernement de coalition dominé par la droite ultranationaliste. Dans ce contexte, il est illusoire, selon elle, d'espérer que la réforme du secteur de la sécurité palestinien puisse porter ses fruits.

Aujourd'hui, l'armée israélienne fait donc face à une situation extraordinairement complexe. Il lui faut exercer en même temps une multitude de missions aux caractères parfois contradictoires dans un environnement politico-médiatique de plus en plus contraint. Les militaires israéliens, qu'il s'agisse de recrues, de professionnels d'active ou de réservistes, doivent pouvoir repousser une agression militaire conventionnelle de grande ampleur, scénario toujours possible. Ils doivent également mettre en œuvre une force de dissuasion nucléaire crédible, conduire des frappes limitées dans la profondeur de territoires hostiles³, maintenir l'ordre dans les territoires occupés, contrer les tirs de roquettes, d'obus de mortiers et de missiles visant les centres de peuplement israéliens, et affronter des mouvements paramilitaires, adeptes d'une guérilla urbaine particulièrement meurtrière. Tout cela en conservant ses valeurs, son efficacité et sa cohésion. Face à tous ces défis, les stratèges israéliens s'interrogent pour savoir s'il leur faut conserver un modèle d'armée unique, capable de répondre à tous les types de menaces, de la guerre totale à la guerre asymétrique, ou bien s'ils doivent plutôt miser sur une armée à plusieurs vitesses – ce qu'elle est déjà devenue dans les faits –, au risque de diminuer sa cohésion et son rôle cardinal dans la société. La réponse à cette question est cruciale au moment où l'armée israélienne se tient prête à frapper le programme nucléaire iranien, à reprendre les hostilités contre le *Hamas* et/ou le *Hezbollah*, et à faire face à une troisième *Intifada* qui deviendra de plus en plus inéluctable, si rien n'est fait pour rendre espoir à une population palestinienne désespérée.

Pierre Razoux

3. Comme récemment en Syrie en septembre 2007 ou au Soudan en mars 2009.

QUELLE NATION EN ARMES ?¹

ARMÉE ET ISRAËLITÉ

Israël a fréquemment été présenté comme l'archétype de la nation en armes où toute la société est mobilisée dans l'institution militaire et préparée à la guerre. Ce choix a été clairement affirmé par la loi sur le service militaire de 1949 qui a introduit le principe d'une armée de masse constituée de trois «étages» : un groupe restreint de soldats de carrière, des conscrits (hommes et femmes appelés sous les drapeaux à 18 ans respectivement pour 36 et 21 mois) et des réservistes (pendant longtemps, les hommes devaient effectuer un mois de période de réserve jusqu'à 54 ans, aujourd'hui ils le font généralement jusqu'à 43-45 ans)². S'ajoutent à cela certains dispositifs complémentaires. Ainsi, les adolescents, garçons et filles, âgés de 14 à 18 ans, sont invités, sur une base volontaire, à rejoindre les rangs du *Gadna* (Bataillons de la jeunesse). Dans cette organisation qui tient un peu du scoutisme, les jeunes bénéficient

-
1. Cet article est une version révisée et actualisée du chapitre publié dans l'ouvrage *Guerres et sociétés* dirigé par Pierre Hassner et Roland Marchal (Karthala, 2003).
 2. Pour une présentation très complète: Martin Van Crefeld, *Tsahal. Histoire critique de la force israélienne de défense*, Monaco, Editions du Rocher, 1998.

d'une préparation militaire (entraînement physique, connaissance du terrain, maniement d'armes légères...). Ils sont également sensibilisés aux problèmes de sécurité du pays, ce qui facilite considérablement leur incorporation future. Par ailleurs, la défense passive, chargée de protéger la population civile durant les guerres, regroupe les hommes de plus de 45 ans, ainsi que les jeunes gens n'ayant pas été jugés physiquement aptes à être intégrés à l'armée régulière³. Enfin, une institution tout à fait originale mérite d'être signalée : la défense territoriale (*Haganah Merhaviv*) qui dote les implantations isolées - surtout le long des frontières - de moyens humains et matériels pour se défendre elles-mêmes en cas d'attaque. Ce dispositif est fondé sur le principe de l'auto-défense qui a accompagné toute l'histoire du sionisme, les *kibboutz* ayant été conçus dans les années 1920 comme de véritables forteresses insérées dans les zones arabes de Palestine⁴. Les implantations intégrées au sein de la défense territoriale sont fortifiées, équipées d'artillerie légère, de mines..., tous les résidents ayant vocation à participer à la protection de leur lieu d'habitation. Les hommes mobilisables ne rejoignent donc pas des unités régulières mais assurent la sécurité sur place. La défense territoriale a été étendue en 1978 à toutes les colonies juives de Cisjordanie et de Gaza (jusqu'au retrait unilatéral de l'été 2005), ce qui leur a donné une certaine autonomie en matière militaire que certains exaltés d'extrême-droite ont mis à profit pour organiser des « raids punitifs » contre des Palestiniens⁵. Ajoutons, pour terminer, que le système de la conscription et des réserves implique fortement les proches. Les parents sont régulièrement invités à rendre visite à leurs enfants dans les bases militaires, tandis que la période de réserve annuelle du chef de famille pèse autant sur l'épouse qui doit alors prendre seule en charge la maisonnée. Directement ou indirectement, toute la nation est donc en principe impliquée dans l'effort de défense.

Comment interpréter cette proximité entre armée et nation ? L'approche longtemps dominante, de nature fonctionnelle, insiste sur la relation équilibrée entre les sphères militaire et civile. Sans

-
3. Après la guerre du Golfe en 1991 qui avait cruellement souligné de graves lacunes dans le fonctionnement de la défense civile, cette dernière fut réorganisée et intégrée dans un commandement de la défense intérieure, nouvellement créé.
 4. Sur le rôle des implantations juives dans la stratégie territoriale d'Israël : Alain Dieckhoff, *Les espaces d'Israël*, Paris, Presses de Sciences-Po, 1989, p. 35-43.
 5. Le risque de voir se constituer une « OAS juive » en cas de démantèlement de colonies, dans le cadre d'un accord avec les Palestiniens, est donc bien réel.

doute, l'acuité des questions liées à la sécurité nationale donne-t-elle à l'armée une place éminente qu'elle n'a dans aucun autre pays occidental. Les militaires contribuent à la formulation de la politique étrangère puisqu'ils sont systématiquement consultés pour toutes les décisions ayant trait aux relations d'Israël avec ses voisins immédiats. Ils participent souvent ès qualité aux négociations diplomatiques. Ainsi les plus hauts échelons de l'armée ont-ils été associés aux différents accords conclus avec l'OLP depuis 1994. L'armée est également fortement impliquée dans le domaine économique puisqu'elle supervise la mise en œuvre des projets de l'industrie d'armement. Enfin, le parachutage des officiers israéliens en politique est une pratique généralisée : à l'exception des partis religieux et arabes, toutes les autres formations politiques représentatives du consensus sioniste ont des généraux et colonels (à la retraite) bien en vue. Pourtant, dans cette perspective fonctionnaliste, cette pénétration des militaires dans la sphère civile ne se serait pas accompagnée d'une militarisation de la société parce que cette dernière exerce des effets en retour sur l'institution militaire. Ainsi, l'arrivée régulière de réservistes contribuerait-elle à insuffler un esprit démocratique au sein de l'armée. Les fonctions civiles remplies par *Tsahal* (enseignement de l'hébreu aux nouveaux immigrants, réhabilitation des jeunes issus de milieux défavorisés...) permettraient en outre de maintenir constamment l'armée à l'écoute de la société. La perméabilité partielle des frontières entre le civil et le militaire a donc facilité le développement d'interactions mutuellement bénéfiques. Israël serait une Athènes moderne où l'*éthos* civique, constamment réactivé, entrave l'absolutisation du militaire⁶.

Cette perception laudative de la nation en armes où l'armée est présentée comme en osmose avec la société a occupé initialement tout le champ des recherches sur les rapports entre les Israéliens et *Tsahal*. Elle a été remise en cause à compter des années 1980 par une série d'approches critiques qui ont replacé au centre du débat la question de la violence organisée et de son rôle structurant pour la société. L'analyse en termes institutionnels avait, il est vrai, eu tendance à privilégier la fonction d'intégration nationale de l'armée sur laquelle Ben Gourion avait d'emblée mis l'accent en affirmant

6. Horowitz Dan, "The Israel Defense Forces: A Civilianized Military in a Partially Militarized Society" in Roman Kolkowicz et Andrzej Korkonski, *Soldiers, Peasants and Bureaucrats. Civil-Military Relations in Communist and Modernizing Societies*, Londres, Allen & Unwin, 1982, p. 77-106.

que « *Tsahal* devait éduquer une génération pionnière, saine de corps et d'esprit, brave et loyale, qui guérira « les divisions tribales et celles de la diaspora »⁷. Ce rôle de creuset joué par l'armée, en particulier pour les nouveaux immigrants au cours des premières décennies, n'a assurément pas été négligeable, mais à trop insister sur ce point, on a souvent perdu de vue que l'armée israélienne servait avant tout à faire la guerre et qu'elle la fit à de multiples reprises. Partant de l'omniprésence de l'expérience de la guerre, les perspectives novatrices ont battu en brèche l'idée qu'il existait un équilibre harmonieux entre les sphères civile et militaire. Elles ont, au contraire, insisté sur la centralité de la guerre dans l'organisation institutionnelle et culturelle de la société. Du fait de la menace permanente pesant sur la survie de l'État durant les premières décennies, l'ensemble de la société a été orienté vers la préparation à la guerre. Le système de réserves permet ainsi l'enrôlement rapide d'une majorité écrasante de la population juive de sexe masculin. Toutes les institutions publiques (ministères, mairies, compagnies de transport...) sont immédiatement mises à contribution en cas de mobilisation générale. Quant à l'arrière, sa tâche est d'assurer le fonctionnement sans trop d'à-coups du système social en situation de crise. Toutefois, la société doit demeurer en état d'alerte constant car tant qu'un seul État de la région (de la Libye au Pakistan) refuse de reconnaître le droit d'Israël à l'existence, la situation conflictuelle persiste. Cette routinisation du conflit⁸ est entretenue par une conception extensive de la sécurité qui ne se limite pas à la défense du pays contre les ennemis extérieurs. Les propos de Ben Gourion sont particulièrement révélateurs : « *La sécurité tient chez nous une place plus importante que dans les autres pays... elle suppose le peuplement des régions inoccupées, la dissémination de la population, la création d'industries dans tout le pays, le développement de l'agriculture... la sécurité implique la conquête de l'espace maritime et aérien et la transformation d'Israël en grande puissance maritime... elle passe par l'indépendance économique et le développement de la recherche et des compétences scientifiques* »⁹. Si tant de domaines relèvent de la sécurité nationale, les menaces sont inévitablement perçues comme quasiment permanentes. Pareille situation est propice au

7. Cité par Stuart Cohen, "From Integration to Segregation: The Role of Religion in the IDF", *Armed Forces & Society*, vol. 25 (3), 1999, p. 388.

8. L'expression est de Baruch Kimmerling, "Making Conflict a Routine: Cumulative Effects of the Arab-Jewish Conflict Upon Israeli Society", *Journal of Strategic Studies*, vol. 6(3), septembre 1983, p. 13-45.

9. Discours à la Knesset, 7 novembre 1955 cité par Uri Ben-Eliezer : « L'armée, la société et la nation en arames », *Les Cahiers de l'Orient*, n°54 (1999), p. 161-185.

développement d'un « *militarisme civil* », partagé par les élites et la majorité du peuple, qui les amène à examiner prioritairement les questions diplomatiques, politiques, économiques à travers le prisme sécuritaire¹⁰. Avec la tentation de tenir tout risque, même relativement mineur, pour un danger mortel pour l'existence de l'État et d'y répondre par la violence armée. La nation en armes n'est donc aucunement fondée, dans cette perspective développée par des sociologues critiques (Baruch Kimmerling, Uri Ben-Eliezer), sur une symbiose militaire/civil mais bien sur la « *militarisation de la société* », c'est-à-dire la diffusion généralisée d'un mode de pensée sécuritaire où la guerre est tenue pour une réponse normale et légitime à des problèmes politiques.

Cette approche novatrice a un mérite insigne : elle souligne combien la participation à l'effort de guerre est l'élément déterminant de l'israélisation des Juifs. De façon symptomatique, nombre de conscrits considèrent que « *l'armée est une expérience israélienne qui constitue une partie intégrante de notre culture* » : le vrai indice de l'israélité, c'est l'appartenance à la communauté militaire. Le service militaire constitue un véritable rite de passage qui investit symboliquement ceux qui l'effectuent, d'une identité israélienne plénière et la dénie à ceux qui ne l'accomplissent pas. Toutefois, cette israélité doit être constamment réitérée par la participation aux périodes de réserves. S'y dérober revient à entrer dans un processus de mise à distance par rapport à l'État d'Israël. De plus, seul l'enrôlement régulier dans l'armée est censé légitimer pleinement l'opposition politique. C'est uniquement si l'on est loyal à l'institution militaire qu'il est permis d'exprimer son désaccord sur les questions touchant à la sécurité de l'État¹¹.

Si l'on excepte les conscrits rejetés pour raisons médicales ou pour niveau éducatif trop faible, deux grandes catégories de la population israélienne sont ainsi écartées d'emblée de « l'israélité normative » : les Arabes et les Juifs ultra-orthodoxes. Les premiers (20 % de la population) ont été exclus d'office de l'obligation de service militaire - seules exceptions, les groupes minoritaires,

10. Kimmerling Baruch: "Patterns of Militarism in Israel", *Archives européennes de sociologie*, vol. 34(2), 1993, p.196-223.

11. Helman Sara, "Militarism and the Construction of Community", *Journal of Political and Military Sociology*, vol. 25 (2), Hiver 1997, p. 305-332.

druze et circassien¹² - au motif que leur loyauté envers l'État était incertaine. A l'évidence, l'argument a du vrai mais il doit être replacé dans la définition même de l'État d'Israël comme État juif, c'est-à-dire rattaché structurellement au groupe majoritaire. L'exclusion des Arabes du service militaire s'inscrit ainsi dans un système plus large de différenciation (en matière de droits sociaux, de distribution d'aides publiques, de pratiques d'aménagement du territoire...) où la judéité de l'État établit de fait une distinction entre la communauté politique légale (regroupant tous les citoyens) et la communauté politique nationale (restreinte aux seuls Juifs)¹³. La situation des ultra-orthodoxes (*haredim*) est différente. Un compromis accepté par Ben Gourion en 1948 avait accordé de généreux sursis - se transformant par la suite en exemptions - aux élèves des académies religieuses. De quelques centaines à l'origine, ces cas n'ont fait qu'augmenter au fil des années, passant de 8 250 en 1977 à 35 000 en 1999, pour se monter actuellement à 50 000. Environ 11 % de la population juive (masculine) échappe ainsi aux obligations militaires pour des raisons religieuses. Bien que personne ne conteste l'appartenance pleine et entière des « hommes en noir » au peuple juif, la plupart des Israéliens laïques ne les considèrent pas vraiment comme *subjectivement* israéliens. En un sens, Arabes et *haredim* ont une israélité formelle mais pas réelle, et leur non-inclusion dans l'armée comme leur non-participation aux opérations militaires les placent hors de l'espace de légitimité politico-idéologique.

Ajoutons que le service militaire ne joue qu'un rôle secondaire dans l'israélisation des femmes juives. Certes, elles sont astreintes à des obligations militaires (21 mois) mais des exemptions relativement libérales permettent à un bon tiers d'y échapper en évoquant essentiellement des raisons religieuses. De plus, elles n'effectuent quasiment pas de périodes de réserves et ne sont pratiquement pas affectées à des tâches de combat (seules 2 % des recrues le sont), mais occupent surtout des fonctions administratives, médicales, sociales ou éducatives¹⁴.

12. Il y a quelques volontaires arabes, des chrétiens mais surtout des Bédouins versés dans des unités de reconnaissance.

13. Dieckhoff Alain, « Démocratie et ethnicité en Israël », *Sociologie et sociétés*, vol. 31 (2), automne 1999, p. 163-173.

14. Bien qu'au cours des vingt dernières années, elles aient fait leur apparition dans de nouveaux secteurs (contrôle radar, instruction des tankistes...), la fonction militaire reste éminemment masculine. Voir Dafna Izraeli, "Gendering Military Service in the Israel Defense Force", *Israel Social Science Research*, vol. 12 (1), 1997, p. 129-163.

C'est la communauté des soldats, constituée sur une base ethnique et de «genre» (hommes juifs), qui incarne la nation en armes que les cinq guerres - si l'on inclut la guerre d'usure le long du canal de Suez - dans lesquelles Israël fut engagé entre 1947 et 1973 ont contribué à consolider. Vécues, à tort ou à raison, comme des confrontations militaires imposées à l'État hébreu pour assurer sa survie, leur bien-fondé ne fut à aucun moment discuté. Une première faille apparut pourtant en 1973 lors de la guerre de Kippour, lorsque Égyptiens et Syriens surprirent un Israël convaincu que les Arabes ne disposaient d'aucune option militaire. Conflit difficile et meurtrier, cette guerre voit naître la première contestation publique des responsables militaires, au premier chef du général Dayan, alors ministre de la défense, accusés de graves négligences. Une commission d'enquête sanctionnera durement les chefs de l'armée et poussera Golda Meir à quitter le pouvoir. 1973 marque un tournant car, pour la première fois, *Tsahal* apparaît comme faillible.

LA TRANSFORMATION DES GUERRES ET LEURS EFFETS SUR LES RAPPORTS ARMÉE-SOCIÉTÉ

C'est à compter des années 1980 que la véritable symbiose entre l'armée et la nation commencera à se défaire quelque peu. Cette évolution s'inscrit dans un contexte marqué par un double changement. Le premier est stratégique. En 1977, le président égyptien, Anouar el-Sadate, entreprend une visite spectaculaire en Israël et ouvre la voie à la signature d'un traité de paix entre les deux pays. Cet événement qui conduit à la neutralisation de son adversaire le plus coriace constitue à l'évidence un gain stratégique pour Israël. Pourtant, en mettant un terme à la confrontation totale entre l'État juif et ses voisins, cette paix tant désirée clôt l'ère des certitudes. Jusqu'alors les choses étaient en effet simples : Israël demeurait, pour reprendre les formules consacrées, « *une petite île dans une mer arabe* », « *un petit nombre face aux multitudes* », qui se battait le dos à la mer pour défendre son droit à l'existence. Désormais, avec la rupture du front du refus arabe, la menace immédiate sur la survie de l'État s'éloigne : la guerre n'est plus la seule option possible. La seconde transformation touche à la situation interne. L'année 1977 voit

l'arrivée au pouvoir, pour la première fois depuis la création de l'État, de la droite (*Likoud*) emmenée par Menahem Begin. Cette alternance contribuera à l'effritement du consensus national quasi absolu qui prévalait jusqu'alors dans la conduite de la guerre, consensus qui avait été facilité par la position dominante du Parti travailliste depuis 1948 à la fois dans le système politique et au sein de la société, de vastes secteurs (information, économie...) étant contrôlés par le parti, via l'État ou des organismes para-publics (Agence juive, syndicat *Histadrout*). L'interpénétration avec les cercles dirigeants de l'armée était particulièrement forte, *Tsahal* étant dans une large mesure le prolongement de la *Haganah*, la milice socialiste active durant l'entre-deux-guerres. La victoire du *Likoud* rompra cette étroite union entre l'État, l'armée et la société, et ce, d'autant plus vite que la droite s'engagera dans une politique beaucoup plus activiste dont la traduction militaire sera la guerre du Liban déclenchée en juin 1982.

Lancée officiellement pour repousser les fedayins de l'OLP sur une ligne située 40 kilomètres plus au nord, l'offensive apparut rapidement comme bien plus ambitieuse. Le général Sharon, ministre de la défense, voulait en réalité transformer en profondeur la donne géopolitique en associant trois objectifs : détruire totalement l'infrastructure militaire de l'OLP, chasser les Syriens et installer à Beyrouth un gouvernement ami dirigé par le phalangiste maronite Béchir Gemayel. Ce vaste dessein stratégique vola très vite en éclat, emportant avec lui le consensus national autour de la guerre. Alors que l'arrière avait toujours fait corps avec le front, des manifestations contre la guerre, d'abord limitées à de petits groupes de la gauche radicale, prirent de l'ampleur. L'acmé fut atteint le 25 septembre 1982 lorsque 400 000 Israéliens se retrouvèrent dans la rue pour demander la constitution d'une commission d'enquête après les massacres de Sabra et Chatila, commis par des miliciens chrétiens alors que *Tsahal* était entrée dans Beyrouth-Ouest. Plus grave encore : la guerre du Liban vit naître un phénomène tout à fait inédit, l'objection de conscience¹⁵. Elle prit la forme d'un refus de servir sélectif, porté par le mouvement *Yesé Gvoul* (« Il y a une frontière/limite »). Ce n'est pas le fait de porter les armes qui était rejeté mais la mission assignée au soldat (l'engagement au Liban) qui était contestée. Environ 170 réservistes choisirent cette voie de la dissidence. C'est évidemment fort peu par

15. Linn Ruth : "Conscientious Objection in Israel During the War in Lebanon", *Armed Forces and Society*, vol.12 (4), Eta 1986, p. 489-511.

rapport aux dizaines de milliers de soldats rappelés sous les drapeaux durant cette guerre, mais symboliquement le fait témoignait d'une remise en cause de la confiance jusqu'alors inébranlable entre les soldats et la hiérarchie militaire et politique. L'offensive au Liban fut hautement controversée parce que, contrairement aux conflits précédents, elle ne fut pas perçue comme reposant sur un constat de « *ein brera* » (« pas de choix ») mais comme une confrontation dictée par des calculs politiques. De plus les moyens utilisés durant la campagne (bombardements de zones urbaines, avec le risque de frapper des civils) en fit une guerre moralement « *sale* » qui rompait avec le précepte de « *pureté des armes* » (*tohar ha-neshék*), à savoir l'usage juste et prudent de la force armée. Finalement, avec l'opération « Paix en Galilée » - c'était son nom de code -, Israël tomba de Charybde en Scylla. Si les fedayins de l'OLP furent bien chassés de Beyrouth, ils laissèrent la place à des combattants autrement redoutables, les chiites d'*Amal* et du *Hezbollah*, qui déclenchèrent une guérilla incessante contre *Tsahal*. En 1985, après avoir perdu plus de 650 hommes, l'armée se repliait, ne contrôlant plus qu'une étroite zone dite « de sécurité », qu'elle abandonna définitivement en mai 2000.

Un cas de figure similaire se présenta lors du déclenchement en 1987 de l'*Intifada* dans les territoires occupés. L'armée se retrouva aux prises avec un soulèvement populaire de grande ampleur, accompagné de manifestations (avec jets de pierre), de grèves, du boycottage des marchandises israéliennes. Engagée dans une vaste opération de police à laquelle elle n'avait pas été préparée, la troupe fut fréquemment débordée par des émeutiers très mobiles et déterminés. Inévitablement, pour tenter de reprendre le contrôle de la situation, certains soldats eurent tendance à recourir à une violence excessive et les bavures se multiplièrent. Le moral de l'armée en fut durablement affecté. Près de 200 soldats optèrent pour l'objection de conscience mais bien d'autres qui avaient des dilemmes moraux furent affectés, avec l'accord de leurs supérieurs, à des tâches administratives, à l'arrière. Seule la signature des accords d'Oslo entre Israël et l'OLP en 1993 enrayera ce phénomène de démoralisation relative, les zones palestiniennes peuplées étant transférées à la police de l'Autorité palestinienne dirigée par Yasser Arafat.

Les guerres les plus récentes, celles des années 2000, furent toutes des conflits asymétriques dans lesquels l'armée israélienne

se trouva aux prises avec des groupes para-militaires cherchant à compenser leur faiblesse par le recours aux attentats ou à des tirs de roquettes: deuxième *Intifada* (à compter de septembre 2000), guerre au Liban contre le *Hezbollah* (été 2006), guerre à Gaza contre le *Hamas* (décembre 2008-janvier 2009). Au cours de l'*Intifada al-Aqsa* apparurent à nouveau différents mouvements de protestation. En janvier 2002, 52 officiers et soldats signèrent une lettre ouverte dans laquelle ils exprimèrent leur refus de « *combattre au-delà des frontières de 1967 pour dominer, expulser, affamer et humilier tout un peuple* ». Ce fut le point de départ du mouvement « *Le courage de refuser* » (*Ometz le-Sarev*) qui regroupe aujourd'hui plus de 600 soldats. A la même époque vit le jour l'organisation *Shovrim Shtika* (« *Rompre le silence* ») dont l'objectif est de recueillir les témoignages de soldats servant dans les territoires occupés pour dénoncer les violations des droits des Palestiniens, tant par des militaires que par des colons. Globalement, toutefois, les mouvements de dissidence des années 2000 furent de moindre ampleur que ceux que la guerre du Liban et la première *Intifada* avaient suscités. Ainsi, alors que près de 300 soldats furent emprisonnés pour refus de servir dans les années 1980-1990, ils ne furent qu'une vingtaine au cours de la deuxième *Intifada*. Si l'objection de conscience est devenue moins répandue, chez les soldats, c'est incontestablement parce que le contexte dans lequel se sont déroulées les guerres des années 2000 favorisait le réflexe patriotique. Tant les attentats-suicides perpétrés par les différents groupes palestiniens que les tirs de roquettes, à l'aveuglette, du *Hezbollah* et du *Hamas* ont renforcé la solidarité nationale et très largement légitimé le recours à la force militaire, limitant par contrecoup les postures de protestation, tant d'ailleurs au sein de l'armée que dans la population.

Enfin, dans cette transformation des visages de la guerre, il convient d'évoquer paradoxalement une « non guerre » : celle qu'Israël ne livra pas en janvier 1991, après le déclenchement de l'offensive des Alliés contre Saddam Hussein. Trente neuf missiles Scud s'abattirent sur le pays, faisant trois morts, endommageant plus de 2000 bâtiments et perturbant assez largement, pour la première fois, la vie de l'arrière. Pourtant, dérogeant au principe de la riposte immédiate, les avions israéliens restèrent dans les hangars. Cette retenue était politiquement pleinement justifiée par le risque qu'une intervention israélienne intempestive ne rompe l'unité de la coalition, constituée sous la houlette des États-Unis, qui regroupait

la quasi-totalité des États arabes du Moyen-Orient. Pourtant, en choisissant l'inaction, *Tsahal* n'apparaissait plus comme le bouclier d'Israël. Sa surpuissance (en termes d'équipement, de savoir-faire...) semblait soudain bien vaine alors que des missiles irakiens, désuets et imprécis, contraignaient la population de tout le pays à s'isoler dans des chambres hermétiques, la tête coiffée d'un masque à gaz. La guerre du Golfe fit prendre conscience à nombre d'Israéliens que, face aux menaces émanant des États périphériques, pourvus de missiles balistiques (Irak, Iran et Libye), leur armée n'avait tout simplement pas de réponse adéquate à apporter. Ce sentiment réapparut dans les années 2000 avec le lancement de roquettes par le *Hezbollah* et le *Hamas* sur le territoire israélien. Face à ces armes assez primitives, Israël n'est pas parvenu à trouver la parade. La puissance de feu considérable de l'armée se révélait insuffisante pour mettre un terme définitif aux tirs de roquettes effectués par des groupes de combattants très mobiles. Au final, les nouvelles formes de violence que l'État hébreu a mises en œuvre (offensive militaire à visée politique, opérations de police) ou auxquelles il a dû faire face (guérilla, soulèvement populaire, tirs de missiles et de roquettes) ont contribué à modifier insensiblement, mais partiellement, les rapports entre la société israélienne et son armée.

UNE SOCIÉTÉ PLUS CIVILE, UNE ARMÉE PLUS RELIGIEUSE

D'emblée il convient de bien marquer que, contrairement à leurs homologues des pays européens, les Israéliens conservent une forte proximité avec leur armée. L'immense majorité des jeunes Juifs israéliens en âge d'être appelés sous les drapeaux continue d'envisager le service militaire comme un devoir patriotique tout à fait normal. Beaucoup suivent une préparation de deux à trois mois avant d'être enrôlés pour pouvoir rejoindre les corps prestigieux comme l'armée de l'air ou les services de renseignement. Les unités de combat, en particulier les différents commandos (*sayerot*), ont dix volontaires pour un poste disponible. L'armée reste l'institution publique en laquelle les Israéliens ont le plus confiance, loin devant la Cour suprême ou la *Knesset*. Ces faits ne doivent toutefois pas dissimuler que les rapports entre la nation et son armée ne sont plus fondés aujourd'hui sur une confiance réciproque totale, voire aveugle. L'illustration de cette

distance plus grande transparaît à travers la baisse tendancielle de la motivation à servir. Si 75 % des jeunes Israéliens se déclarent prêts à faire leur service même si celui-ci n'était plus obligatoire, ils étaient 90 % à être de cet avis dans les années 1980¹⁶. Surtout, ce phénomène de désaffection relative ne touche pas tous les secteurs de la société israélienne de la même façon. Il est particulièrement prononcé chez les jeunes laïques provenant des classes moyennes qui forment « *le gros* » des appelés. Par contre, il est quasiment inexistant chez les jeunes issus des milieux « *sionistes religieux* » (environ 12 % de la population israélienne) qui font preuve d'un dévouement exemplaire. « *Autrefois rare, la vue d'une calotte tricotée - la marque distinctive de l'appartenance nationale-religieuse - sur la tête d'un soldat israélien faisant son service au front est devenue banale... Environ 30 % des soldats des unités de combat portent une calotte tricotée* »¹⁷. Ils prennent progressivement la place des enfants des *kibboutz* qui avaient été traditionnellement sur-représentés dans les formations de combat.

Ce changement sociologique est la traduction de la « révolution culturelle » qu'a connue le monde sioniste-religieux. Contrairement aux ultra-orthodoxes qui ont toujours éprouvé un authentique malaise par rapport à un État juif instauré par l'action des hommes, les sionistes-religieux ont attribué à la création de l'État d'Israël une signification religieuse: son avènement marquait « *le commencement de la rédemption* », c'est-à-dire l'entrée dans les temps messianiques. Cette survalorisation religieuse de l'État s'accroîtra après la guerre des Six Jours perçue comme un événement miraculeux, puisqu'elle avait permis aux Juifs de prendre possession de l'intégralité de la « Terre d'Israël » (jusqu'au Jourdain) et en particulier des lieux les plus saints (sépulture des patriarches à Hébron, tombe de Rachel à Bethléem, Mur occidental à Jérusalem). L'instrument de cette « libération », *Tahal*, fut investi d'une aura de sainteté. S'engager dans cette « *armée de Dieu* » devenait désormais une authentique obligation religieuse s'inscrivant dans des perspectives clairement eschatologiques.

16. Ces données, ainsi que la plupart de celles qui suivent, sont tirées de l'article de Stuart Cohen : "Towards a New Portrait of the (New) Israeli Soldier", *Israel Affairs*, vol. 3 (3/4), printemps-été 1997, p. 77-114.

17. Cohen Stuart : "The Scroll or the Sword? Dilemmas Between Religion and Military Service in Contemporary Israel" in May Chartouni-Dubarry, *Armée et nation en Israël : pouvoir civil, pouvoir militaire*, Paris, IFRI, 1999, p. 62.

Durant ces trente dernières années, les sionistes-religieux sont ainsi devenus beaucoup plus visibles dans l'armée israélienne. Les diplômés de lycées religieux constituent désormais près des 2/3 des effectifs des cours pour officiers d'infanterie et 11% de ceux destinés aux pilotes de l'armée de l'Air. Leur ascension à l'intérieur de la hiérarchie militaire est également indéniable. Les généraux de brigade d'obédience sioniste-religieuse étaient quatre (sur quarante) il y a cinq ans, ils sont désormais huit. Depuis 1998, l'un des 20 généraux de division porte une kippa tricotée. Le mouvement est certes lent mais il va clairement dans le sens d'une accentuation du poids des hauts gradés religieux.

De plus, le secteur sioniste-religieux a énormément gagné en cohésion au cours des dernières décennies, dans la mesure où il bénéficie d'une autonomie institutionnelle croissante au sein de l'armée. Les filières spéciales où se combinent instruction militaire et étude de la *Torah* se sont multipliées. Dans la trentaine de *hesder yéshivot* (académies religieuses «adaptées»), les appelés passent cinq ans, dont deux ans de service militaire et trois d'enseignement religieux. Le même principe de panachage est appliqué dans d'autres programmes (*mekhinaïh*, *shilouv*, *gahelet*), taillés sur mesure pour les soldats religieux.

Ces recrues sont appréciées par la hiérarchie militaire pour leur forte motivation et leur esprit de corps, mais leur présence plus marquée dans l'armée israélienne, en particulier dans des structures spécifiques, a soulevé une question politique centrale : celle de leur loyauté. Beaucoup ont craint que les soldats religieux, socialisés dans des instances (écoles, mouvement de jeunesse, dispositifs militaires particuliers...) où est diffusée l'idéologie de sacralisation de la terre d'Israël, refusent massivement d'obéir à tout ordre d'évacuer des colonies dans les territoires occupés. Le retrait unilatéral de la bande de Gaza, accompagné du démantèlement des 17 colonies qui s'y trouvaient (été 2005), a montré que ces craintes étaient exagérées. Seuls une soixantaine de soldats ont été jugés pour refus d'obéir, ce qui est peu par rapport aux milliers d'hommes mobilisés. Certes, l'armée a évité d'envoyer en première ligne les soldats qui risquaient d'avoir de graves problèmes de conscience, mais cette précaution initiale n'explique pas tout. S'il n'y a pas eu de mutinerie chez les

soldats sionistes religieux, c'est parce que le sens de l'intérêt général, et donc l'obéissance aux autorités de l'État, l'a emporté sur la défense d'intérêts particuliers.

Si l'engagement à servir sous les drapeaux demeure élevé chez les sionistes-religieux, la tendance contraire est observable parmi les jeunes issus des milieux laïques de la classe moyenne. En 1995, 68 % d'entre eux envisageaient positivement d'y passer trois ans alors qu'ils étaient 82 % dix ans plus tôt. Cette baisse de motivation s'accompagne du développement de logiques individuelles. Certains s'arrangent ainsi pour obtenir des certificats médicaux de complaisance afin d'être définitivement réformés. L'exemption pour raison psychiatrique est particulièrement efficace mais son bénéficiaire verra se fermer nombre de portes en matière d'emploi. Beaucoup conçoivent par ailleurs le service militaire comme une expérience qui doit leur permettre de se réaliser. D'où l'attrait persistant des formations de combat où les appelés effectuent un service sous le signe de l'action. D'où également l'attraction pour les branches techniques (électronique, informatique) où ils acquièrent un savoir-faire qu'ils pourront valoriser dans la vie civile. A défaut de pouvoir optimiser leur service militaire, nombre d'appelés recherchent tout bonnement une « *planque* » bureaucratique. La quête de la satisfaction personnelle gagne ainsi du terrain au fur et à mesure que le dévouement patriotique reflue quelque peu. Toutefois, cet individualisme ne saurait être ramené à un simple égoïsme, il procède aussi d'une posture morale, comme dans les cas d'objection de conscience évoqués précédemment.

La relative prise de distance par rapport à l'institution militaire n'est pas cantonnée aux conscrits, elle se retrouve encore plus fortement parmi les réservistes. Pendant longtemps, le réserviste israélien se faisait un honneur d'accomplir scrupuleusement sa période de *milouim* (environ un mois par an pour les soldats, mais 42 jours pour les officiers) et regardait de haut ceux qui n'accomplissaient pas ce rituel annuel. Les choses ont aujourd'hui changé et l'intérêt individuel passe désormais, pour un certain nombre d'Israéliens, avant celui de la collectivité, d'autant qu'en moyenne, un Israélien juif passe entre deux et trois ans de sa vie dans les réserves. Le nombre de ceux qui rechignent à abandonner leur activité professionnelle pour rejoindre une fois l'an leurs unités de réserve a tendance à croître. Près de 50 % des réservistes souhaiteraient ne plus effectuer leurs

périodes de réserves¹⁸, mais seul un nombre plus réduit ira jusqu'à prétexter des maladies ou des problèmes personnels imprévus pour échapper à ce qui est vécu comme une contrainte. Si l'armée ne ferme pas systématiquement les yeux sur ces pratiques, elle n'insiste pas non plus pour obliger tous les récalcitrants à s'acquitter de leur devoir, parce qu'elle n'a pas fonctionnellement besoin de tous les réservistes potentiels.

La répartition de la charge des périodes de réserve devient ainsi de plus en plus inégale : seuls 30 % des réservistes disponibles sont convoqués annuellement, la moitié pour moins de dix jours (certains ne restent dans leurs unités que vingt-quatre heures). Du coup, la petite minorité qui assure l'essentiel de la réserve, surtout dans les unités de combat, émet de plus en plus de récriminations et se considère comme « *les nègres de la société israélienne* »¹⁹.

La croissance de logiques individualistes s'accompagne d'une critique beaucoup plus ouverte de l'armée. Jadis objet d'une vénération totale, celle-ci est désormais tenue de rendre des comptes. La presse critique ainsi vertement les bavures militaires et blâme les officiers soupçonnés d'actes fautifs. Mais ce sont surtout les parents qui sont à la pointe du combat, ils interviennent de plus en plus pour vérifier les conditions dans lesquelles leurs enfants effectuent leur service militaire et protestent contre les choses qui leur déplaisent. Les allégations de mauvais traitements suscitent le dépôt de plaintes auprès de l'*ombudsman* de Tsahal, tandis que les accidents survenus au cours des entraînements font l'objet de demandes d'enquêtes indépendantes. Les parents s'emploient à contrecarrer la promotion d'officiers préalablement sanctionnés pour faute ou négligence. Ils n'hésitent plus à saisir la Cour suprême pour obtenir gain de cause. Ainsi, après une longue bataille judiciaire, se sont-ils vu accorder en 1995 le droit d'apposer une inscription personnelle sur la pierre tombale de leurs enfants dans les cimetières militaires, alors que jusqu'alors les mentions étaient strictement standardisées. Au deuil collectif où le soldat est honoré comme un membre anonyme de la collectivité nationale - dispositif typique du nationalisme moderne²⁰

18. Ben-Dor, Ami Pedahzur Gabriel et Hasidi Badi, "Israel's National Security Doctrine under Strain: The Crisis of the Reserve Army", *Armed Forces and Society*, vol. 28(2), 2002, p. 233-255.

19. Linn Ruth, "Patterns of Crisis Among Israeli Reserve Soldiers", *The Jewish Journal of Sociology*, vol. 39 (1/2), 1997, p. 24-45.

20. Mosse George, *Fallen Soldiers. Reshaping the Memory of the World Wars*, New York, Oxford U.P., 1990.

-, succède le deuil individuel où le soldat reste un homme singulier, unique, irremplaçable. Jusque dans le rapport ô combien symbolique avec la mort, s'affirme donc, contre une logique collective longtemps dominante en Israël, une logique davantage centrée sur l'individu.

Dans cette « réappropriation » du soldat par ses parents, les mères jouent désormais un rôle central. Si les femmes ont participé à la bonne marche de l'armée depuis 1948 - quoique dans une position bien moins paritaire que ce qu'accréditait une vision idéalisée de l'armée israélienne -, les mères n'avaient pendant longtemps qu'un rôle passif : assurer la reproduction des citoyens-soldats. La guerre du Liban conduisit pour la première fois à la constitution d'un groupe de pression « *Les mères contre le silence* », destiné à protester contre l'engagement de leurs fils dans une guerre tenue pour absurde. Après une collision entre deux hélicoptères au cours de laquelle 73 soldats se rendant au Liban trouvèrent la mort en avril 1997, se forma le mouvement des « *quatre mères* » qui maintint une pression constante sur le gouvernement pour que l'armée quittât la zone de sécurité au sud du pays des cèdres. Si l'évacuation du Sud-Liban en mai 2000 n'est pas imputable à la seule détermination de ce groupe, celle-ci a toutefois incontestablement pesé sur la décision finale d'Ehoud Barak de retirer les troupes.

Les transformations de la guerre (« conflits de basse intensité », actions terroristes d'un côté, menaces d'attaques de missiles lancés par les États périphériques de l'autre) rejoignent les mutations de la société israélienne (place plus grande accordée à l'individu, déclin relatif de la motivation pour servir) : les deux phénomènes plaident en faveur d'une professionnalisation croissante de l'armée. Cette tendance ira en s'approfondissant mais elle ne conduira pas dans un avenir proche à la remise en question du principe de la nation en armes²¹. Malgré les nombreuses exceptions dont il souffre dans la pratique, la majorité des Israéliens y est attachée parce qu'il demeure un facteur déterminant dans la fabrication de l'israélité. De plus, la persistance de menaces sur la sécurité de l'État fait que l'armée continue d'être engagée dans des tâches traditionnelles de défense qui requièrent la mobilisation de segments importants de la population. Contrairement aux armées occidentales engagées dans des missions

21. Cohen Stuart, "The Israel Defense Forces : From a People's Army to a Professional Military - Causes and Implications", *Armed Forces & Society*, vol. 21 (2), hiver 1995, p. 237-254.

humanitaires et de maintien de la paix, loin de l'État dont elles dépendent, *Tsahal* n'est pas près de les suivre pour devenir une force postmoderne²². Cette transformation est d'autant moins probable que cette évolution vers la postmodernité requiert une perspective postnationale, c'est-à-dire, à tout le moins, une relativisation de l'État-nation comme cadre d'allégeance suprême. Or, manifestement, nous n'en sommes pas là en Israël, une nouvelle société, dotée d'un État jeune, où le nationalisme reste particulièrement vivace.

Alain Dieckhoff

22. Gal Reuven & Cohen Stuart, "Israel: Still Waiting in the Wings" in Charles Moskos, John Allen Williams & David Segal, *The Postmodern Military. Armed Forces after the Cold War*, New York & Oxford, Oxford University Press, 2000, p. 224-241.

LES RAPPORTS ENTRE POUVOIR CIVIL ET POUVOIR MILITAIRE EN ISRAËL

INTERVIEW D'ILAN GREILSAMMER RÉALISÉE PAR CAROLINE VERSTAPPEN

Question : Comment caractériser les rapports entre pouvoir politique et sphère militaire en Israël ?

Réponse : Tout d'abord, il me paraît juste de définir Israël comme un État démocratique dans lequel, comme aux États-Unis ou en Europe, l'armée est soumise aux décisions du pouvoir politique. *Tsahal*, l'Armée de Défense d'Israël, dépend du ministre de la défense, qui est membre du gouvernement et c'est le gouvernement qui donne ses ordres à l'armée. Bien sûr, cela ne signifie pas qu'il n'y ait pas une grande influence des militaires pour orienter les décisions politiques. Israël est en effet le seul pays démocratique dans lequel le chef d'état-major assiste à toutes les réunions du gouvernement. Mais tout dépend de sa personnalité et de sa volonté d'interférer. S'il a une forte personnalité, quelqu'un du genre de Rabin ou de Sharon par exemple, il peut davantage influencer sur les décisions. Toutefois, en dernier ressort, l'armée ne dicte pas au gouvernement israélien ses décisions.

Q : *Qui décide en matière de défense ?*

R : Le gouvernement décide et notamment deux personnages qui ont un rôle-clé : le ministre de la défense et le Premier ministre. Ils prennent leurs décisions sur la base des avis et conseils du commandant en chef et de l'état-major de l'armée. Le Premier ministre et le ministre de la défense ont parfois été une seule et même personne. David Ben Gourion, Itzhak Rabin, et Ehud Barak par exemple ont cumulé les deux portefeuilles simultanément.

Q : *Jusqu'où va l'implication des dirigeants politiques dans les décisions en matière de défense ?*

R : Encore une fois, cela dépend largement de la personnalité des ministres de la défense. Très fréquemment, il s'agit d'anciens militaires de haut niveau tels qu'Itzhak Rabin, Ariel Sharon, Ehud Barak, Shaül Mofaz. Ils ont précédemment occupé le poste de commandant en chef de l'armée ou alors un poste de commandement important. Quand ils entrent en politique, dans l'un des partis, il est évident qu'ils conservent des réflexes militaires. En tout cas, ils connaissent leur matière. D'autres périodes ont vu des ministres de la défense qui venaient de la société civile (Shimon Peres, David Ben Gourion) et dans ce cas, le poids des militaires dans les décisions peut alors être plus important. Il faut toutefois signaler que David Ben Gourion avait des conceptions stratégiques bien à lui, et qu'il est souvent entré dans le détail des opérations militaires. Certes, quand une personne a été commandant en chef de l'armée, elle garde le même langage et une grande proximité avec les membres de l'état-major. Mais il y a aussi eu des cas où les ministres de la défense, anciens militaires, n'avaient pas d'affinités particulières avec le commandant en chef de l'armée qui servait sous leur autorité. Bref, leur qualité d'anciens militaires ne constitue pas la garantie d'une entente parfaite.

Q : *On dénonce parfois une influence excessive de l'armée sur les hommes politiques. On parle de l'armée comme d'un groupe de pression. Qu'en pensez-vous ?*

R : Il faudrait d'abord savoir de qui on parle quand on parle d'armée en Israël. S'agit-il de l'état-major, des officiers, des soldats ?

L'une des caractéristiques de l'armée israélienne est que les officiers et les soldats ne constituent pas du tout un groupe homogène qui partagerait une idéologie commune. Quant à l'état-major, il n'y a pas toujours d'entente en son sein. Entre les généraux, les dissensions sont fréquentes et notables. Parfois l'état-major essaie de convaincre les ministres d'agir dans tel ou tel sens. A l'heure de cet entretien¹, l'une des grandes questions qui se posent, est celle de la libération du soldat Gilad Shalit et du nombre de terroristes du *Hamas* à libérer en échange. L'armée et les forces de sécurité ont leur mot à dire car la décision prise en la matière aura des répercussions sur leur travail de défense. On peut donc dire que quelquefois l'armée agit comme un groupe de pression, qui intervient pour que le gouvernement suive ses analyses.

Q : *Les rapports entre pouvoir politique et militaire sont-ils strictement encadrés par des textes ou relèvent-ils davantage de la pratique ?*

R : Vous le savez, Israël n'a pas de Constitution écrite. Mais des textes, des lois fondamentales fixent le rôle du gouvernement et le rôle de l'armée en matière de défense. D'autres éléments infléchissent ces rapports :

- Le caractère démocratique de l'État, qui veut que le gouvernement décide et que l'armée exécute.
- Le gouvernement comme l'armée participent de la même idéologie nationale, le sionisme. Ils partagent la même croyance fondamentale en la nécessité d'un État juif et en sa survie.
- Le souvenir de la *Shoah* est enseigné dans les rangs de l'armée et joue un rôle central dans la mémoire collective.
- Les dirigeants politiques et militaires partagent une même culture familiale. Israël est un très petit pays, les rapports sociaux sont marqués par une grande proximité. D'ailleurs, je le rappelle, l'hébreu ne connaît pas le vouvoiement.

1. Interview réalisée le 27 mars 2009.

Q : Y a-t-il eu des périodes où ces rapports ont été particulièrement étroits ou au contraire très distants ?

R : Non, pas vraiment. Dans les premières années de l'État d'Israël, il y avait sans doute davantage de proximité et de familiarité qu'aujourd'hui. Il faut rappeler que *Tsahal* est née de la fusion par David Ben Gourion de différentes milices qui ont combattu la présence anglaise entre 1945 et 1948. Il y avait une grande camaraderie entre tous ces hommes. L'un des corps d'élite, le *Palmach*, était un groupe militaire qui se fondait sur les mouvements de jeunesse des pionniers, et sur les *kibboutzim*. On parle souvent en Israël de « *génération Palmach* » ou de « *génération 48* ». Une partie de ces combattants ont atteint les plus hauts postes de l'armée, d'autres sont retournés à la terre dans les *kibboutz*, d'autres encore se sont engagés en politique et certains sont devenus ministres. Dans les années 1950, les rapports se caractérisaient ainsi par une grande solidarité, une entraide, une familiarité, un esprit de famille. Mais aujourd'hui, beaucoup de choses ont changé. Israël est un État moderne, sophistiqué, privatisé, qui a emprunté beaucoup de traits aux sociétés occidentales libérales et capitalistes. Les relations sociales sont marquées par davantage de distance. Un exemple : David Ben Gourion ne portait jamais de cravate alors que les dirigeants actuels, comme Netanyahu, sont habillés en costume très « *Premier ministre* » !

Le type de relations a changé. En Israël, les officiers prennent leur retraite alors qu'ils sont encore jeunes. Ils pensent à la reconversion très tôt dans leur carrière. Ils s'orientent vers le secteur privé qui apprécie beaucoup leurs qualités organisationnelles, ou bien ils s'engagent en politique dans tous les partis. Toutes les listes des partis aux élections à la *Knesset* comptent d'anciens généraux, des colonels, des hauts gradés.

Q : Y a-t-il des tensions fréquentes ? Les périodes de guerres marquent-elles une inflexion de ces rapports ?

R : De façon naturelle, les périodes de guerre sont des périodes où l'initiative est essentiellement militaire. Mais la décision de mener la guerre reste politique. Une fois que la guerre est déclenchée, l'état-major la mène selon les directives très générales des dirigeants politiques. Le passage de la phase aérienne à la phase terrestre ou la

question du cessez-le-feu est une décision commune des militaires et des politiques. La tactique est ensuite dévolue aux militaires. Il peut alors y avoir des dissensions. C'est le cas des dernières guerres, celle au Liban contre le *Hezbollah* et celle à Gaza contre le *Hamas*, qui ont vu se succéder une phase aérienne et une phase terrestre. Les divergences de vue portent alors sur le moment de passer de l'une à l'autre. Est-il trop tôt ou trop tard ? Les militaires veulent en général bénéficier de davantage de temps pour terminer les opérations tandis que les hommes politiques ont d'autres impératifs, d'autres facteurs à prendre en compte : les pressions des États-Unis, de l'Onu. Les deux parties ne sont pas toujours satisfaites dans leurs souhaits.

Q : Pouvez-vous citer des exemples de cas où les militaires ont imposé leur point de vue aux politiques ou a contrario où les hommes politiques sont allés contre l'avis des militaires ?

R : Oui, il y a quelques cas très rares dans lesquels l'armée a exercé une forte pression sur le gouvernement. On peut citer l'exemple de la veille de la guerre des Six Jours où face à un Premier ministre hésitant (Levi Eshkol), les hauts gradés, dont Ariel Sharon, qui pensaient impératif de commencer des opérations préventives ont usé d'un langage très abrupt pour présenter leur point de vue. On dit qu'ils sont allés jusqu'à arracher leurs insignes. Mais le fait même qu'on cite à maintes reprises cet épisode montre que cet événement fait figure d'exception. En Israël, le pouvoir politique décide et l'armée exécute. Pendant la guerre du Kippour également, il y a eu des divergences de vue, des dissensions. En définitive, les politiques fixent la ligne à suivre.

Q : La conception de la gauche et de la droite sont-elles fondamentalement différentes concernant la nature des rapports entre pouvoir politique et défense ?

R : Non parce que la droite comme la gauche pensent que les dirigeants politiques doivent décider en matière de défense. De plus, les grands généraux se placent aussi bien à la droite qu'à la gauche de l'échiquier politique. La divergence entre la droite et la gauche porte sur une autre question. La droite est plus militariste, c'est-à-dire qu'elle place davantage sa confiance dans les opérations

militaires et l'usage de la force armée que la gauche. Mais aucun parti, ni de droite ni de gauche, ne pense que l'armée doit décider en matière de défense.

Q : La pratique de ces rapports tient-elle à un clivage droite-gauche ou à la personnalité et/ou au passé des hommes au pouvoir ?

R : Clairement à la personnalité des hommes au pouvoir, surtout du Premier ministre, du ministre de la défense et du Commandant en chef de l'armée. Le poids des dirigeants politiques tient principalement à leur passé et à leur charisme. Un Premier ministre faible, contesté, mis en difficulté, comme un Ehoud Olmert poursuivi par des affaires judiciaires, n'est pas dans la même position face aux militaires.

Q : Y 'a-t-il des différences de nature générationnelle dans la nature de ces rapports ?

R : Non, je ne pense pas que ce soit un problème générationnel. Comme dans le passé, les hommes politiques actuels ont des liens forts avec l'armée. Yoni, le frère de Benjamin Netanyahu a été un combattant glorieux, Ehud Barak également a été le soldat le plus décoré de l'histoire d'Israël.

Q : L'impératif de défense reste-t-il l'enjeu indépassable des campagnes électorales ou d'autres problématiques telles que les questions sociales et économiques prennent-elles le pas sur les questions de défense ?

R : La politique de défense est la question numéro un de toutes les campagnes électorales. Mais au-delà de la défense, c'est la politique étrangère à l'égard du monde arabe, des Palestiniens, la sécurité aux frontières qui sont au cœur des débats. Ces questions sont au centre de toutes les controverses. Les questions sociales, économiques, religieuses (il n'y a pas de séparation de l'Eglise et de l'État en Israël) jouent certes un rôle dans les campagnes. Mais même si d'autres thèmes sont abordés, la défense et la sécurité restent la question majeure.

Q : *Y a-t-il eu des risques de coup d'état militaire, y'en a-t-il encore ? Le régime a-t-il mis en place les instruments pour s'en prémunir ?*

R : La question est envisageable mais très hypothétique pour une raison : dans l'état-major comme parmi les officiers ou les soldats, il n'y a pas d'unité de position politique vis-à-vis de l'État ou du gouvernement. C'est tout le spectre politique qui se retrouve dans les rangs des armées. Les anciens militaires se retrouvent dans tous les partis, de l'extrême-gauche jusqu'à l'extrême-droite lorsqu'ils quittent l'armée. Or un putsch nécessite qu'un groupe ait assez d'affinités, de conceptions communes, pour prendre le pouvoir, ce qui n'existe pas dans la société israélienne. La question est envisageable mais peu vraisemblable.

Q : *Peut-on critiquer l'armée en Israël ? Qui le fait ?*

R : L'armée a vu son statut évoluer au fil du temps. Jusqu'en 1973, elle jouit d'un prestige et d'un statut beaucoup plus valorisé qu'aujourd'hui parce que la société est alors marquée par la solidarité, l'entraide, l'idéologie sioniste. Il n'y a pas de remise en cause de l'armée. Toute critique est taboue. 1973 marque une rupture : l'armée a été prise par surprise, elle a gravement fauté, toute l'analyse et les prévisions se sont écroulées. Ces événements ont porté atteinte à la confiance de la société en son armée. Le prestige de l'armée a été sérieusement atteint. Et puis, la société solidaire israélienne a fait place à une société individualiste qui privilégie l'individu et la réalisation de soi. Dans ce contexte post-moderne et post-idéologique, les références collectives perdent de la valeur : avec l'armée, sont dévalués les syndicats, les *kibboutz*, les cadres du sionisme. De plus en plus de jeunes hésitent à faire leur service militaire. Le statut de général de l'armée a perdu de son prestige. Aujourd'hui, la critique est fréquente, répandue. Elle émane de tous les segments de la société, de la politique aux médias en passant par l'opinion publique. Le respect pour l'armée est beaucoup moins prégnant. Les deux dernières guerres, le Liban et Gaza, ont été très critiquées. Elles n'ont pas contribué à renforcer le prestige de l'armée. En 2006, par exemple, le commandant en chef de l'armée, ancien chef de l'aviation, a été très critiqué pour avoir favorisé les frappes aériennes et tardé à lancer les opérations terrestres. Aujourd'hui, les critiques portent sur les opérations elles-mêmes.

Q : La relative instabilité gouvernementale et les diverses configurations des coalitions au pouvoir en Israël peuvent-elles porter atteinte à la continuité et à la cohérence de la politique de défense ?

R : Non, je pense au contraire qu'il y a en une grande continuité dans les politiques de défense d'Israël. J'ajouterai : malheureusement ! Car je suis de ceux qui pensent que la politique de construction d'implantations juives dans les territoires occupés ne correspond pas aux intérêts de défense d'Israël. Je regrette beaucoup qu'Israël préfère la continuité à la remise en question de ses options sécuritaires ! Il y a par exemple une très nette ressemblance entre l'intervention au Liban et celle à Gaza. Militaires et politiques devraient beaucoup plus essayer de tirer des leçons de l'histoire...

Q : Les anciens généraux de Tsahal sont libérés de leur devoir de réserve. Émettent-ils des critiques sur l'armée ou la politique de défense ? De quelle nature ? Quel écho reçoivent ces critiques dans l'opinion publique ?

R : En Israël, tout le monde s'exprime sur tout. C'est vraiment un pays qui pratique une très grande liberté d'expression. Alors, c'est naturel, les anciens hauts gradés ne sont pas en reste. Dans la presse et dans les medias, ils interviennent tout le temps pour approuver ou critiquer la politique de défense du gouvernement. Ils sont constamment interviewés, publient des tribunes. Le public y prête attention, mais ne considère pas forcément que les avis des anciens militaires valent plus que ceux de spécialistes ou d'universitaires.

**Interview d'Ilan Greilsammer
réalisée par Caroline Verstappen**

LA MINORITÉ DRUZE DANS L'ARMÉE ISRAËLIENNE

Dans le contexte du conflit israélo-palestinien, la conscription militaire obligatoire des membres d'une minorité non-juive et issue du chiisme, en Israël, apparaît encore pour beaucoup comme une « anomalie » qui contredit la vision bipolaire qui tend à opposer de manière ontologique deux identités: l'identité juive et l'identité arabe.

Au lendemain de la guerre d'indépendance, malgré l'exil massif des populations arabes, environ 160 000 d'entre eux se sont retrouvés sur le territoire du jeune État, dont 40 000 au titre du regroupement familial¹. En 1948, ils représentent alors 16 % des habitants d'Israël. Si, depuis soixante ans, la population juive s'est vue démographiquement renforcée par plusieurs vagues d'immigration, on compte aujourd'hui 23 % de non-Juifs résidant à l'intérieur des frontières du pays. Les citoyens israéliens non-juifs sont musulmans, bédouins, circassiens, chrétiens ou druzes. Parmi ces minorités, la communauté druze fait figure d'exception. En effet, dans un pays où

1. Michel Alain, *Racines d'Israël. 1948 : plongée dans 3000 ans d'Histoire*, Autrement, collection Mémoires n°51, 2003.

l'armée se définit comme le principal creuset d'intégration sociale et d'apprentissage de la citoyenneté, les minorités sont pourtant exemptées de service militaire, afin d'éviter tout conflit d'intérêts. Or, dès 1956, les Druzes ont eu l'obligation de servir dans l'armée. Depuis, leur place et leur rôle dans *Tsafal* ont évolué. Ils sont aujourd'hui sur-représentés chez les officiers (*Knizim*) et les sous-officiers (*Nagadnim*), notamment au sein de l'unité *gdoud kherev* de l'armée de Terre dans laquelle servent également des Circassiens et des Bédouins², et chez les garde-frontières. On trouve d'ailleurs de nombreuses vidéos sur Internet vantant les mérites du soldat druze, doté de rares qualités combattives et fier de servir sous le drapeau bleu et blanc.

Comment appréhender cette spécificité ? Quelles conséquences le service militaire a-t-il sur la représentation des Druzes dans la vie politique israélienne et sur leurs conditions de vie ? L'idée la plus communément admise consiste à faire du gouvernement israélien l'architecte d'une « catégorie particulière » d'Arabes israéliens, destinée à diviser les Arabes entre eux et à trouver des alliés de confiance parmi les minorités non-juives. En effet, à côté des discours qui tendent à expliquer la réalité du cas druze par une « *alliance de sang* » entre Juifs et Druzes, de ceux qui fondent l'absence de velléité stato-nationale de cette communauté et sa loyauté envers Israël sur la pratique de la *Taqiyya* (« dissimulation »), on laisse souvent penser que les Druzes font l'objet depuis 1948 d'une manipulation plus ou moins explicite, sous couvert de liens historiques étroits.

Mais cette « version » des faits n'a-t-elle pas pour défaut majeur de faire passer les Druzes pour des « *idiots utiles* » ? Il nous semble qu'au contraire, la relation qui s'est nouée entre la communauté druze et l'État d'Israël ne peut se concevoir sans une juste répartition des responsabilités et des volontés.

En premier lieu, nous reviendrons sur les rapports historiques qu'entretiennent le gouvernement israélien et les leaders de la communauté, ceux qui ont conduit à faire des Druzes « une minorité dans la minorité » (*a minority within a minority*³).

2. Les Bédouins et les Circassiens servent dans l'armée sur la base du volontariat.

3. Ben-Dor Gabriel, « The Druze minority in Israel in the mid-1990s », *Jerusalem letters of lasting interest*, n°315, juin 1995.

En second lieu, nous tenterons d'évaluer les effets du statut de combattant de *Tsahal* sur leurs conditions de vie, professionnelles et sociales, mais également les difficultés qui peuvent survenir en cas de concurrence des intérêts, notamment sur le plateau du Golan, où la majorité des Druzes ont refusé la nationalité israélienne.

LES DRUZES ET L'ARMÉE ISRAËLIENNE, UNE ALLIANCE HISTORIQUE PRAGMATIQUE

Il est nécessaire de revenir sur une période clé de l'histoire de l'État hébreu : la guerre d'indépendance de 1948. Si les Druzes forment avant tout une communauté ethno-religieuse issue du chiisme, leurs leaders ont néanmoins montré peu d'engouement à combattre les Juifs et rejoindre les rangs des combattants nationalistes arabes.

Comment expliquer cette distinction fondamentale entre les Druzes et les autres minorités d'Israël ? Absence de velléité nationale ? « *Alliance de sang* » entre Juifs et Druzes ? Manipulation de la communauté par le gouvernement israélien ? Nous verrons que la décision de soumettre les Druzes au service militaire en 1956 ne peut obéir à une seule logique. En effet, la réussite de cette alliance, qui perdure encore aujourd'hui, est le fruit d'une convergence d'intérêts bilatéraux bien plus pragmatiques qu'idéologiques.

Les Druzes, une communauté ethno-religieuse

Précisons les contours de la communauté druze en tant que communauté ethno-religieuse. Celle-ci représente environ un million et demi de personnes, réparties principalement sur la Syrie (800 000), le Liban (450 000) et Israël (120 000). L'origine des Druzes remonte au XI^e siècle. Secte religieuse issue de la branche ismaélite du chiisme, elle a souvent été considérée comme fondée sur le secret, et mystérieuse pour les non-druzes. La religion druze s'appuie également sur une interprétation nouvelle des trois monothéismes. Le poète Gérard de Nerval considérait d'ailleurs le druzisme comme « *le syncrétisme de toutes les religions et toutes les philosophies antérieures* ». Ses fidèles s'attachent particulièrement au sens caché des textes. Il existe des écritures druzes, qui comprennent près de trente manuscrits rédi-

gés entre 1017 et 1043, le plus important étant les « Epîtres de la Sagesse ». Toutefois, ces écrits ne sont accessibles qu'aux *Uqqal* (« ceux qui savent »), les *Juhhal* (« ignorants »), c'est-à-dire la majorité, acceptant de croire sur la seule base de la tradition. Les portes de la conversion n'ont été ouvertes que sur une génération, au XI^e siècle. Depuis, la communauté considère que chaque Druze est la réincarnation d'une personne vivant à cette époque. Nous verrons ultérieurement que cette croyance en la réincarnation revêt une importance capitale quand il s'agit de distinguer l'attachement à la terre, telle qu'elle permet d'assurer la sécurité maximale et la pérennité de la communauté, d'une ambition nationaliste, telle qu'elle rejette le statut de minorité au sein d'un État Juif. Enfin, les Druzes n'ont pas d'obligation de pèlerinage, ni de jours saints fixes, mais doivent néanmoins respecter six préceptes: dire la vérité, soutenir leurs « frères » druzes, abandonner les vieux crédos, se purifier, croire en l'unité de Dieu et se soumettre à la volonté de Dieu.

Les Druzes sont ethniquement, culturellement et linguistiquement liés au monde arabe et musulman. Officiellement, l'État israélien distingue deux types de classification de la population israélienne : selon l'ethnie et selon la religion. Or, la classification par ethnie distingue deux groupes : les « *Juifs et autres* », comprenant les Juifs, les Chrétiens non arabes et les autres minorités religieuses non arabes ou les individus sans religion recensée, et les « Arabes », c'est-à-dire les Musulmans, les Chrétiens arabes, les Bédouins et les Druzes⁴.

En Israël, les villages druzes sont, dans une grande majorité, peuplés exclusivement de Druzes, bien qu'une minorité de Chrétiens et de Musulmans soit venue s'y installer au cours du XX^e siècle. Au nord du pays, on compte seize villages, comme Dalyat-El-Carmel et quatre dans le Golan, à la frontière avec la Syrie (Majdal Shams, Mas'ada, Buka'ata et Ein Kenya). Notons que la communauté druze du Golan diffère des autres communautés druzes d'Israël. Avant l'annexion officielle du plateau par la Knesset le 14 décembre 1981, qui fit suite à la guerre des Six Jours de 1967, ces Druzes étaient Syriens. A l'exception de 5 % d'entre eux (ils sont 22 000), ils ont choisi de refuser la carte d'identité israélienne, laquelle ne leur a d'ailleurs

4. Bendelac Jacques, *Les Arabes d'Israël. Entre intégration et rupture*, éditions Autrement, coll. Frontières, 2008, p.10.

pas été imposée. Aujourd'hui, ils sont encore nombreux à vivre en apatrides et à manifester chaque année pour la restauration de la souveraineté syrienne sur ce territoire.

La guerre de 1948 : événement clé de l'alliance historique

Si la guerre d'indépendance de 1948 constitue un tournant majeur dans les relations entre Druzes et Juifs, l'histoire commune de ces deux peuples est antérieure à la création de l'État. En effet, entre 1920 et 1940, alors que la Palestine est sous contrôle et administration britanniques et que le pays fait l'objet d'un conflit entre Juifs sionistes et Arabes palestiniens, des luttes internes naissent entre les familles druzes Khyr et Tarif. Chacune d'entre elles désire prendre la direction spirituelle de la communauté. Ainsi dépourvus d'un leadership fort et unifié, les Druzes se retrouvent divisés quant à l'attitude à adopter face au conflit. De fait, quelques paysans druzes décident de rejoindre des coopératives sionistes et d'autres participent à des patrouilles de surveillance autour des implantations juives avec la Haganah, une milice clandestine sioniste créée en 1920, à la suite des émeutes anti-juives ayant eu lieu lors de la fête religieuse de Nabi Moussa à Jérusalem. Néanmoins, jusqu'en 1948, une bonne partie des villages druzes est encore favorable au mouvement nationaliste arabe, et même si ce soutien demeure largement passif, quelques Druzes s'associent à la lutte armée.

Cependant, à l'instar de Zeidan Atashi⁵, on peut considérer qu'à partir de 1942, date à laquelle les nationalistes arabes décident, avec le soutien du Mufti de Jérusalem, Haj Amin el-Husseini, de prendre le contrôle du tombeau de Jethro - le seul véritable lieu saint de la communauté druze en Israël, situé à l'ouest de Tibériade - on assiste à la délitescence des relations entre les Druzes et les nationalistes palestiniens. En effet, cette décision est vécue comme une provocation.

Lors de la guerre de 1948, quelques Druzes, provenant surtout des villages d'Ussifiya, de Dalyat-el Carmel et de Shfaram, choisissent de coopérer officiellement avec les forces de la Haganah. A partir de ce moment, les dirigeants politiques et militaires juifs choisissent de

5. Atashu Zeidan, "The Druze in Israel and the question of compulsory military service", *Jerusalem Letter*, Jerusalem Center of Public Affairs, Octobre 2001.

ne pas attaquer ces villages. Plus tard, les leaders de la communauté druze et les Juifs mettent sur pied l'« *Unité des minorités* » au sein de l'armée et lancent une campagne de recrutement de volontaires druzes. C'est ainsi qu'un nombre croissant de Druzes va se joindre à *Tsafal* entre mai 1948 et 1956. La décision de soumettre les Druzes au service militaire date de 1956, sur l'initiative des représentants de la communauté qui cherchent alors le soutien des autorités du pays nouvellement créé. Parce que de nombreux Druzes ont servi dans l'armée après la déclaration de l'État d'Israël, ils prévoient que cette mesure sera bien accueillie, mais à vrai dire, les leaders druzes n'ont jamais demandé à leurs membres s'ils étaient favorables ou non à cette décision. Dès lors, rapidement, les opposants à la conscription obligatoire, estimant que les Druzes doivent être traités comme les autres Arabes musulmans ou chrétiens, organisent des manifestations publiques de protestation dans les villages, et des pétitions sont envoyées aux institutions gouvernementales pour en demander l'annulation. Mais ces objections ne seront pas écoutées par les autorités et aucun débat contradictoire n'aura lieu à ce sujet, d'autant que les représentants de la communauté siégeant à la *Knesset* et les leaders spirituels des Druzes soutiennent la conscription obligatoire.

En effet, de même que la pratique de la religion druze est de type traditionaliste et qu'elle est très hiérarchisée, la communauté en tant que structure sociale, est soumise à l'influence de ses têtes spirituelles. C'est ainsi que le Shaykh Amin Tarif a servi de chef pour les Druzes d'Israël pendant plus de soixante ans. En effet, à la tête du Conseil religieux de 1957 jusqu'à sa mort en octobre 1993, il a été président de la Cour d'appel religieuse druze dès 1963, tout en s'occupant du tombeau de Jethro, tâche qui lui incombait en vertu d'une tradition familiale⁶. Il convient alors de ne pas minimiser l'influence des leaders druzes dans les choix stratégiques qui ont conduit à faire de la communauté une minorité à part.

6. Dana Nassim, *The Druze in the Middle East : their faith, leadership, identity and status*, Sussex Academic Press, 2003.

L'influence du gouvernement israélien et des leaders druzes dans la « particularisation » de la minorité druze

La décision de soumettre les Druzes au service militaire israélien ainsi que les mesures ultérieures permettant à la communauté d'obtenir davantage d'autonomie par rapport aux autres minorités, font l'objet d'une thèse connue affirmant que le statut particulier qui leur a été octroyé est l'œuvre du seul gouvernement israélien. Se basant sur une formule tirée des archives du ministère de l'intérieur, cette théorie consiste à dire que les autorités ont cherché, dès la création de l'État, à « *diviser et subdiviser les Arabes entre eux* » « *to divide and subdivide them* », par le biais de l'intégration des Druzes dans l'armée, mais aussi de la reconnaissance en 1957 de ce peuple comme une communauté religieuse indépendante au regard de la loi, de l'établissement par la Knesset en 1962 de tribunaux druzes et de l'apposition d'un leom (« nationalité ») « druze » sur les cartes d'identité.

En effet, l'historiographie druze israélienne mettrait en évidence la façon dont la conscience de cette communauté a été modelée par le « choix » de ses expériences historiques. Ainsi, la chronologie historique de la mémoire druze s'affranchirait de « *l'événement-matrice de 1948 pour s'articuler autour de 1956, date de l'enrôlement des Druzes dans l'armée israélienne. 1956 s'enracine à son tour dans la mémoire de 1938 et des exactions commises par la bande d'Abu Durra dans certains villages du Carmel, comme pour justifier les choix historiques de la communauté (...)*⁷ ». Dans cette perspective, la commémoration annuelle du 4 mai au cimetière militaire druze de 'Isfiya, qui rend hommage aux soldats morts au combat, est envisagée comme un moment clé de la réaffirmation d'une « *alliance de sang* » unissant les Druzes à Israël. De la même manière, le pèlerinage au tombeau du prophète Shu'ayb qui a lieu le 25 avril, est devenu, à travers les années, un symbole fort de la relation entre l'État et la communauté, comme en témoignent la présence des principaux dirigeants politiques du pays et de jeunes militaires druzes en uniforme, mais également, les drapeaux druze et israélien, recouvrant les murs du sanctuaire. Pour Hillel Frisch, même le chef spirituel de la communauté, le Shayk Amin Tarif serait une « construction » des autorités israéliennes destinée à particulariser les Druzes. On reproche donc aux Druzes de

7. Rivoal Isabelle, Picoudou Nadine (dir.), *Territoires palestiniens de mémoire*, éditions Kharthala, 2006, p.14.

faire leurs les discours du gouvernement israélien mettant en relief une distinction essentielle entre Druzes et Arabes. Ainsi, on pourrait voir dans la conscription obligatoire des Druzes l'élément-clé d'un processus de particularisation et d'une entreprise de « folklorisation druze-israélienne ». Pour Isabelle Rivoal, le Centre du patrimoine druze, créé en 1974, rattaché au ministère de l'éducation et destiné à la rédaction de manuels scolaires d'histoire et de religion spécifiques aux Druzes, est révélateur d'« une véritable historiographie écrite dans la perspective d'une communauté particularisée (et 'désarabisée' à bien des égards) »⁸.

Que les sionistes d'avant 1948 puis les autorités israéliennes aient vu l'intérêt majeur que représente le soutien d'une communauté arabe, même réduite, dans leur combat contre les nationalistes arabes et dans leur entreprise de légitimation de l'État comme démocratie, ne fait aucun doute. On ne peut pas non plus contester qu'elles aient alors cherché à « construire » une certaine histoire commune entre Israël et les Druzes et à particulariser ces derniers. Néanmoins, s'arrêter à ces données conduit à ne considérer la communauté druze d'Israël que comme un simple objet de l'histoire, essentiellement en déclin. Le moins que l'on puisse dire est que l'idée de faire de la communauté druze le produit délibéré de la politique israélienne oblitère un certain nombre de paramètres.

En effet, il n'est pas un peuple qui n'ait choisi de considérer un événement plutôt qu'un autre pour donner une cohérence à son histoire et justifier ses « combats » historiques. En outre, comme le souligne Isabelle Rivoal, tout discours qui considère que manipulation et reconstruction unilatérale de la part du gouvernement néglige de fait « la relation à la terre comme stratégie de survie »⁹. De fait, l'importance accordée à la sécurité et à la tradition doit être nécessairement prise en compte. Zeidan Atashi estime que les minorités, au contraire de la majorité, doivent savoir faire des compromis politiques pour assurer leur survie¹⁰. Or, chez les Druzes, l'attachement à la terre est un principe « transcendantal » qui permet de justifier n'importe quel sacrifice. C'est ici qu'entre en considération la *taqiyya*, ou pratique de

8. Ibid, p.250.

9. Ibid, p.257.

10. Atashi Zeidan, *Druze & Jews in Israel. A shared destiny ?*, Sussex Academic Press, Brighton, 1995.

dissimulation. Parce que les Druzes croient en la réincarnation, ils n'ont pas de vocation prosélyte. A partir de là, ils doivent avant tout assurer la sécurité de leur génération sur une terre.

On doit donc distinguer ce qui relève de la sécurité territoriale et de la velléité nationale. Le nationalisme a un écho relatif au sein de la communauté druze. Si les leaders druzes ont choisi d'intégrer leur population à l'armée israélienne, c'est dans une perspective stratégique, car ils ont estimé que cela leur permettrait de réaliser plusieurs objectifs collectifs, portant sur l'amélioration de la situation de la communauté, notamment de sa sécurité.

CONSTATS ET PERSPECTIVES : LES CONSÉQUENCES DU STATUT DE COMBATTANT DE TSAHAL SUR LA COMMUNAUTÉ DRUZE EN ISRAËL

Fidèle à son ambition démocratique, la déclaration d'indépendance de l'État d'Israël proclame dans son article 14 : *« Victimes d'une agression caractérisée, nous demandons cependant aux habitants arabes de l'État d'Israël de préserver les voies de la paix et de jouer leur rôle dans le développement de l'État, sur la base d'une citoyenneté pleine et égalitaire et d'une juste représentation dans tous les organismes et les institutions - provisoires et permanents - de l'État ».*

En matière de participation civique, le rôle de l'armée est rapidement devenu central en Israël. Ceci étant, le fait que la majorité des non-Juifs n'effectue pas le service militaire soulève de fait des problèmes d'égalité entre les citoyens et d'intégration à l'État. Le cas druze est ici pertinent car il nous renseigne sur les avantages sociaux et économiques qui découlent de l'enrôlement dans *Tsahal*. Il nous informe également sur la persistance des discriminations entre Juifs et Arabes, et sur les raisons qui peuvent conduire aujourd'hui certains Druzes à désertir et à refuser de participer à la défense du pays. Nous verrons dans cette seconde partie que si le statut de combattant a permis aux Druzes d'obtenir des aides significatives par rapport aux membres des autres minorités, l'identité druze n'est pas figée et leur loyalisme envers Israël loin d'être automatique. De

fait, des forces antagonistes traversent aujourd'hui la communauté concernant l'attitude qui lui permettra d'assurer au mieux son intégrité et sa pérennité.

Centralité de l'armée, amélioration des conditions de vie et création d'une intelligentsia druze israélienne

D'un point de vue économique, le budget de la Défense (9 % de l'ensemble du budget) mobilise une part des dépenses largement supérieure à celle des États-Unis (2,9 %) ou de la France (2,5 %). D'un point de vue politique et social si, en 1948, *Tsahal* apparaît comme le moyen pour l'État nouvellement créé d'asseoir son autorité, elle est devenue le symbole d'une volonté constante de construction nationale. On distingue trois services militaires : la conscription obligatoire pour les hommes (3 ans) et les femmes (21 mois) de plus de 18 ans ; la réserve militaire, imposée aux hommes jusqu'à 45 ans et seulement théorique pour les femmes ; et enfin l'armée de carrière qui fait l'objet d'une sélection draconienne. Ainsi, sur les 7,1 millions d'Israéliens - dont 5,4 millions de Juifs -¹¹, on recense 176 000 militaires permanents et 450 000 réservistes, soit 10 % de la population adulte. Dans les rues, sur la scène publique ou dans la publicité, le militaire bénéficie d'une visibilité notable. En effet, le soldat fait partie intégrante du quotidien des Israéliens, qui sont soumis en temps de guerre comme en temps de paix, à un devoir de réserve militaire, qui peut aller jusqu'à six semaines par an. *Tsahal* est avant tout une armée de réservistes, elle fait donc de chaque Israélien un soldat en puissance. La conscience collective israélienne s'est ainsi construite en partie autour du mythe fondateur du combattant. Obligatoire pour la majorité, l'armée a une mission éducative et socialisante auprès des jeunes Israéliens. *Tsahal* fait du service militaire un véritable « rite de passage » à l'âge adulte, au sens de A. Van Gennep et V. Turner, octroyant maturité aux conscrits, ou encore un « rite de citoyenneté », selon l'expression de Stuart A. Cohen, faisant de l'esprit combatif un fondement d'appartenance à l'État¹². Être citoyen israélien, ce n'est donc pas seulement servir sa patrie, c'est s'engager concrètement dans une démarche défensive collective qui rend légitime la prééminence de l'enjeu sécuritaire.

-
11. Rapport du Bureau central des statistiques en 2007, <http://www.cbs.gov.il>, *Les Arabes d'Israël. Entre intégration et rupture*, cité in Bendelac Jacques, *Autrement*, 2008, p.11.
 12. Simonetti Ilaria, « Le service militaire et la condition des femmes en Israël : quelques éléments de réflexion », *Bulletin du Centre de recherche français de Jérusalem*, n°17, 2006.

L'armée israélienne joue un rôle majeur en matière d'insertion sociale et professionnelle. L'armée octroie des opportunités pour améliorer son niveau de vie à travers de nombreux avantages sociaux et économiques tels que les aides au logement, les aides à la recherche d'emploi, notamment gouvernementaux et dans les secteurs sécuritaire et industriel. En outre, *Tsahal* dépasse ses fonctions militaires en associant défense et construction de la patrie. On peut citer pour exemple le *Nahal*, acronyme de *Noar Haloutzi Lohem* (« la jeunesse pionnière combattante »), dont l'origine réside dans les mouvements de défense des jeunes pionniers du *yishouv*, et qui combine service militaire et volontariat dans les quartiers en difficulté économique. Au-delà de sa mission éducative, *Tsahal* confère au service militaire une mission d'homogénéisation culturelle, à travers un enseignement des valeurs de la nation, l'apprentissage de l'hébreu ainsi qu'une mise à niveau de l'instruction. Qu'en est-il des citoyens israéliens non-juifs ? Comment un État qui abrite plusieurs minorités religieuses et ethniques peut-il être « l'État de tous ses citoyens » quand le principal creuset de socialisation et d'intégration n'est pas obligatoire pour ces minorités ?

Comme nous l'avons dit précédemment, le statut particulier des Druzes leur confère une place à part au sein de la minorité non-juive d'Israël et fait de la communauté « *une minorité dans la minorité* » *'a minority within a minority'*, au sens de Gabriel Ben-Dor. De fait, mis à part les jeunes effectuant leur service militaire, 33 % à 40 % des Druzes sont des soldats professionnels ou travaillent dans la police ou la sécurité. Les Druzes participent également aux forces spéciales israéliennes. La *Sayeret ha'Druzim*, connue également sous le nom d'« Unité 300 », regroupe en effet des Druzes désireux d'effectuer leur service militaire au sein d'une unité spécialisée dans l'infiltration des milieux arabes. Les soldats de cette unité se sont notamment illustrés en 1967 lors de la guerre des Six Jours, se faisant passer pour des soldats irakiens et s'emparant ainsi de Jénine en Cisjordanie¹³. En outre, dès les années 1970, l'armée souhaite accélérer l'intégration des Druzes dans les positions de commandement de *Tsahal*. Le nombre d'officiers druzes s'accroît dès lors notablement. Les portes de diverses unités s'ouvrent à eux, notamment dans la police et le secteur pénitentiaire. En août 2001, pour la première fois en cinquante ans, un Druze

13. Razoux Pierre, « Les forces spéciales israéliennes : évolution du concept et des missions », *Cahiers du CEHD*, n°E1 (32).

devient général en chef et deux autres brigadiers généraux. Le général Yosef Mishlav, né en Israël en 1952, est un exemple caractéristique de l'évolution d'une frange de la population druze. Connu pour avoir été le coordinateur du gouvernement dans les territoires jusqu'à septembre 2008, il a commencé sa carrière dans l'armée en 1970 et a obtenu un diplôme de science politique à l'université de Haïfa.

Du point de vue sociologique, l'intégration des Druzes dans l'armée a concouru à l'amélioration de leurs conditions de vie et à la création d'une élite druze. En 1949, seuls 981 jeunes druzes étaient inscrits à l'école. Trente ans plus tard, ils étaient 18 729 étudiants. Aujourd'hui ils sont plus de 30 000 selon le ministère des Affaires étrangères. Si le système scolaire israélien est divisé en deux branches, le réseau juif et le réseau arabe, la communauté druze dispose pour sa part d'un Conseil d'éducation autonome qui gère l'enseignement dans les écoles. En outre, les exemples de réussite personnelle des Druzes sont de plus en plus nombreux, participant ainsi à l'établissement d'une véritable intelligentsia druze israélienne. Notons également qu'en 2007, le vice-président de la *Knesset* et adjoint de la présidente par intérim, Dalia Itzik, le Druze Majalli Whbee, est devenu, le temps d'une semaine, le président d'Israël pour cause de déplacement de celle-ci. Au niveau de la fonction publique et de la diplomatie, les Druzes sont également représentés. Aux derniers scrutins législatifs de 2009, les sondages ont annoncé l'élection de cinq Druzes provenant de divers partis aux postes de députés de la *Knesset*. Les Druzes sont présents aussi bien dans les partis arabes comme le *Balad*, que dans le parti de centre-droit *Kadima*, et même au sein d'*Israel Beitenou*, le parti d'extrême-droite d'Avidor Lieberman. Le *Likoud* a fréquemment fait élire un député druze depuis 1977 : Amel Nasraldin de 1977 à 1988, Assad Assad de 1992 à 1996 et Ayoub Kara de 1999 à 2003. *Kadima* a, lui, fait entrer Majalli Whee aux élections de 2006 et le travailliste, Salah Tarif, a siégé durant cinq législatures de 1992 à 2006.

Persistance des discriminations et augmentation du nombre de désertions

La réalité du cas druze en Israël met en lumière la pluralité des discours et des attitudes relatifs à la conscription obligatoire et à ses conséquences sur la communauté. En premier lieu, les propos

contestataires semblent s'apparenter de plus en plus à ceux des autres minorités arabes. Selon une enquête de 2008¹⁴, le patriotisme des Druzes et leur attachement à l'État d'Israël seraient en net déclin. Pour Saïd Naffaa, député de la *Knesset* et membre du parti *Balad*¹⁵, la délitescence du sentiment patriotique au sein de la communauté s'explique par la persistance des discriminations dont les Druzes sont victimes. Il estime qu'« Israël a toujours considéré les Druzes comme un genre de bête domestiquée, mais désormais en rébellion¹⁶ ». Faisant allusion à l'alliance historique de l'État et de la communauté, il ajoute : « Nous avons espéré que servir dans l'armée nous permettrait d'obtenir les mêmes droits que les autres Israéliens. Mais nous avons découvert assez vite qu'il s'agissait d'une grande illusion : la réalité était autrement plus dure¹⁷ ». Il considère en effet que si le refus de servir dans *Tsafal* apparaît de plus en plus légitime aux yeux de la jeunesse druze, c'est parce qu'elle est davantage éduquée et consciente de son allégeance à Israël. Cela signifie que les Druzes commencent à réaliser qu'ils sont avant tout Arabes et que leur prétention à l'égalité des droits est fondée sur leur citoyenneté israélienne, et non parce qu'ils servent dans l'armée.

L'exemple des émeutes qui ont eu lieu à Peki'in fin 2007 est révélateur de ces tensions. En octobre 2007, des émeutes ont éclaté à la suite d'une intervention militaire, destinée à maintenir l'ordre à l'occasion d'une manifestation contre la pose d'une antenne cellulaire dans le village. Selon un militaire blessé, son unité a été accueillie par des jeunes cagoulés, postés sur les toits des maisons et jetant des projectiles de toute sorte. Certains Druzes de Peki'in ont dénoncé l'emploi disproportionné de la force par la police. Après ces événements, le ministre de l'environnement, Gideon Ezra, a déclaré : « Quand j'étais au *Shin Bet*, je pensais que Naffaa était en minorité, je réalise à présent qu'ils pensent tous comme Naffaa (...) Avant, les Druzes votaient en majorité pour des partis juifs et sionistes, aujourd'hui, nombre d'entre eux votent pour des partis arabes ».

14. "National Resilience Survey", enquête publiée en janvier 2008 ; cf l'article de Sharon Roffe-Ofir "Rift between Israel, Druze growing", 18/01/08, *Israel News*, <http://www.ynet.co.il/english/articles/0,7340,L-3495934,00.html>.

15. Le *Balad* (Brit Le'umit Démokratit) est un parti politique arabe israélien, créé en 1995, avec à sa tête, Jamal Zahalka.

16. "Israel had always viewed the Druze as some type of domesticated beast, but now this previously docile animal is fighting back".

17. "We had hoped that serving in the military would afford us equal rights to those of other Israelis. We soon, however, discovered that this is mere illusion when we awoke to a very harsh reality".

Les leaders druzes du Liban ou de Syrie ont-ils une influence sur la communauté druze d'Israël ? Lors de la conférence d'Amman de 2001 en Jordanie, la question de la conscription obligatoire des Druzes a été largement débattue. Walid Jumblatt, leader des Druzes libanais et figure emblématique de cette communauté, a profité de cette occasion pour enjoindre les Druzes israéliens à ne pas servir dans l'armée, face à leurs « frères palestiniens ». Il a ajouté que s'ils étaient toutefois obligés de servir, ils devaient refuser d'être affectés aux frontières. Pour les opposants à la conscription, le fait d'intégrer *Tsafhal* contredit la filiation arabe de la communauté druze. Bien qu'une majorité de Druzes en Israël ne se reconnaisse pas dans les propos de Jumblatt, il semble que l'idée d'un nationalisme arabe se diffuse chez celle-ci. En effet, constatant l'augmentation des objecteurs de conscience et des déserteurs, Waleed Ja'Far, l'un des *refuzniks* druzes, estime que la jeunesse ne veut pas avoir de rapport avec une armée qui « tue et conduit des attaques terroristes contre le peuple palestinien dans les territoires occupés » et ajoute qu'il a été arrêté et emprisonné deux fois pour avoir refusé de servir dans l'armée. « *Même si je passe toute ma vie en prison, dit-il, je ne serai pas un soldat qui pointe son fusil contre mon propre peuple (...)* Nous faisons partie de la nation palestinienne, nous ne ferons pas partie de la machine meurtrière de l'armée ». Selon un rapport du Mouvement Druze Libre (« Pact of Free Druze »), qui lutte contre la conscription obligatoire, le nombre d'hommes druzes de 18 à 25 ans qui refusent d'être enrôlés serait en hausse, et une quarantaine d'hommes seraient emprisonnés pour cela. Sami Mhanna, membre du Mouvement, estime qu'Israël a toujours essayé d'isoler les Druzes des autres communautés arabes et de donner l'impression que les Druzes soutiennent l'État.

Le cas des Druzes du Golan est également révélateur de ces tensions, preuve que le loyalisme de la communauté druze à l'État d'Israël est loin d'être automatique ou naturel. Le caractère récent de l'annexion du plateau et la situation d'apatridie choisie par la population font d'elle une communauté particulière qui doit être distinguée des autres communautés. N'ayant pas la citoyenneté israélienne, les Druzes du Golan ne sont pas soumis au service militaire. Il existe une organisation indépendante à but non lucratif, le Centre arabe pour les droits de l'homme *Al-Marsad*, fondée en octobre 2003 par un groupe d'avocats et de membres de professions libérales, qui a pour but de recenser les violations par l'occupation israélienne des droits des Arabes syriens du Golan, et d'attirer

l'attention de la communauté internationale sur celles-ci¹⁸. En outre, récemment, deux Druzes du Golan, Yusef Shmas et Ata Farhat, ont été arrêtés après avoir fourni des informations concernant les activités de *Tsahal* à des officiers syriens, lors de la seconde guerre du Liban en 2006.

Toutefois, si les contestations sont bien révélatrices d'une ambiguïté dans les rapports qu'entretient la communauté druze avec l'État d'Israël, il convient de relativiser l'ampleur de leur portée. En effet, les dernières élections législatives de 2009 montrent que les Druzes du Golan ont voté massivement pour des partis de droite et d'extrême-droite, comme Israel Beitenou et Shas. A Majdal Shams, c'est près de 50 % des votants qui se sont ralliés au parti d'Avidor Lieberman. A Masad'e, 53 % des Druzes inscrits sur les listes électorales ont voté pour le Shas et 38 % pour Israel Beitenou et à Buqata, 48 % des bulletins druzes sont allés à Israel Beitenou et 21 % au Shas¹⁹. Le vote s'inscrit dans une démarche de protestation contre les grands partis traditionnels comme *Kadima*, le parti travailliste *Avoda* ou le *Likoud*, dont les Druzes estiment qu'ils se préoccupent peu des périphéries et de la population non-juive. Les partis sionistes, *Shas* (qui soutient par exemple les familles nombreuses) et *Israel Beitenou*, apparaissent comme des partis au leadership fort, à même de protéger les intérêts et la pérennité de la communauté druze du Golan.

Pour Youssef Nasser Adin, le président du mouvement druze sioniste, il n'y a pas d'opposition « *entre être un Druze fier et être un israélien sioniste également fier* ». Il ajoute : « *Nous ne pourrions pas être seulement des soldats sur le champ de bataille. Nous ne pourrions être de vrais alliés, si nous ne reconnaissons pas le positif de l'idéologie sioniste. Si nous ne faisons pas cela, nous serons des collaborateurs, non des partenaires (...)* Notre souci est que le pays ne devienne pas un pays binational, nous considérons qu'il est important de garder une majorité juive ; aussi pour cela nous voyons dans l'immigration juive une bénédiction ». Cependant, il demeure conscient que le statut des Druzes n'est pas encore celui accordé aux Juifs : « *Je suis encore témoin de discrimination et d'un manque d'attention de la part des institutions. Nous ne sommes pas encore arrivés au but* »²⁰. On retrouve le même discours chez les parents de Youssef Muadi, le jeune golani mort lors de l'opération

18. Szerman Nathalie et Feki Masri, « Les Druzes du Golan », *Israel Magazine*, 09/09/07.

19. Einav Hagai, « Druze in Golan vote Lieberman out of protest », *ynet.com*, 12/02/09.

20. *Haaretz*, 3 novembre 2005, traduction Cécile Pilverdier, « Un écho d'Israël », http://un-echo-israel.net/IMG/_article_PDF/article_1738.pdf.

Plomb Durci début 2009. Pour eux, la fidélité à l'État d'Israël est aussi naturelle que nécessaire. Ils ont en effet déclaré « *Nous sommes Israéliens. Israël est notre pays. L'identité druze est notre appartenance individuelle mais notre identité collective, c'est d'être Israéliens. C'est une tradition chez les Druzes d'être fidèles au pays dans lequel ils vivent* ». « *Nous ne nous battons pas contre le peuple palestinien, pas même contre l'Autorité palestinienne, mais contre des organisations fondamentalistes qui ne veulent pas de nous ici* »²¹. La menace islamiste semble donc être prise avec sérieux par quelques membres de la communauté druze.

CONCLUSION

Selon de récentes statistiques de l'armée, 83 % des Druzes israéliens effectuent leur service militaire. Si une désaffection de grande ampleur paraît à ce jour peu concevable, les appels répétés des leaders druzes étrangers à la désertion et la persistance des discriminations entre Juifs et Arabes tendent à montrer que la population druze est actuellement traversée par deux forces antagonistes : le loyalisme envers l'État hébreu et leur rattachement à la cause palestinienne. Si le niveau économique et éducatif des Druzes demeure inférieur à celui des citoyens israéliens juifs, la plupart d'entre eux estiment que, grâce au service militaire, la situation économique de la communauté s'est améliorée de manière significative. Le dernier exemple en date est l'adoption en août 2006 par la Commission interministérielle pour le secteur non-juif d'un programme pluri-annuel, destiné à « *promouvoir l'industrie dans le secteur druze, circassien et bédouin de la Galilée et du Néguev* ». Le montant de cette aide, qui s'étale de 2006 à 2009, est de 200 millions de dollars²².

Après la conférence d'Amman, des leaders druzes israéliens ont critiqué l'attitude de Walid Jumblatt et lui ont demandé de ne pas interférer dans les affaires de la communauté druze d'Israël. S'ils jugent utile un débat sur la conscription obligatoire, ils souhaitent néanmoins qu'il ait lieu en Israël, entre druzes israéliens.

Envisager ce peuple à l'aune d'une distinction entre continuité et rupture, d'une différenciation entre deux identités rigides, juive et arabe, se révèle aussi réducteur qu'inutile si l'on veut comprendre

21. Matthieussent Delphine, « Druzes en guerre pour Israël », *Libération*, 03/02/09.

22. On rappellera que les Circassiens et les Bédouins peuvent intégrer l'armée sur la base du volontariat.

sa réalité complexe. Ses leaders ont fait le choix de la « survie », en accord avec les principes de la tradition, mais surtout avec le réalisme d'une petite communauté ethno-religieuse qui souhaite avant tout assurer sa sécurité maximale. Cela étant, il semble que la permanence des discriminations a eu un impact sur le discours contestataire, qui s'apparente désormais de plus en plus aux propos de l'ensemble des minorités non-juives. Dès lors, le cas druze nous donne des informations précieuses concernant la responsabilité qui incombe à l'État hébreu de travailler au rééquilibrage des droits entre les citoyens juifs et arabes.

Camille Lorette

BIBLIOGRAPHIE

ATASHI Zeidan, "The Druze in Israel and the question of compulsory military service", *Jerusalem Letter*, n°464, octobre 2001.

ATASHI Zeidan, *Druze & Jews in Israel. A shared destiny ?*, Sussex Academic Press, Brighton, 1995.

BENDELAC Jacques, *Les Arabes d'Israël. Entre intégration et rupture*, Editions Autrement, coll. Frontières, 2008.

BEN-DOR Gabriel, "The Druze minority in Israel in the mid-1990s", *Jerusalem letters of lasting interest*, n°315, juin 1995.

DANA Nassim, *The Druze in the Middle East : their faith, leadership, identity and status*, Sussex Academic Press, 2003.

DIECKHOFF Alain, « Démocratie et ethnicité en Israël », *Sociologies et sociétés*, vol XXXI, automne 1999.

DRORY Ze've, "Society Strenght as a Base for Military Power : The State of Israel during the Early 1950s", *Israel Affairs*, vol.12, n°3, July 2006, p 412-429.

M.FIRRO Kais, "Reshaping Druze Particularism in Israel", *Journal of Palestine Studies*, n°3, Printemps 2001, p 40-53.

FRISCH Hillel, "The Druze minority in the Israeli military : traditionalizing an ethnic policing role", *Armed Forced and Society*, vol. 20, n°1, Automne 1993, p.51-67.

GREIF Adi, "Druze and Jews", *Political and Cultural History*, printemps 2005.

KAUFMAN Ilana, "Ethnic affirmation or ethnic manipulation : the case of the Druze in Israel", *Nationalism and Ethnic Politics*, 9,53-82, 2004.

MICHEL Alain, *Racines d'Israël. 1948 : plongée dans 3000 ans d'Histoire*, Autrement, collection Mémoires n°51, 2003.

MIHAELY Gil, « *Tsaḥal*, l'école des vrais hommes ? », *La vie des idées*, avril 2007.

R.NORTON Augustus, *Civil society in the Middle East*, Brill, 1996.

RAZOUX Pierre, « Les forces spéciales israéliennes : évolution du concept et des missions », *Cahiers du CEHD*, n°E1 (32).

RIVOAL Isabelle, *Les maîtres du secret. Ordre mondain, et ordre religieux dans la communauté druze en Israël*, Paris, EHESS, 2000.

RIVOAL Isabelle, PICAUDOU Nadine (dir.), *Territoires palestiniens de mémoire*, éditions Kharthala, 2006.

SILVESTRE DE SACY Antoine-Isaac, *Exposé de la religion des Druzes*, Imprimerie royale, 1838 (numérisé en 2007).

SIMONETTI Ilaria, « Le service militaire et la condition des femmes en Israël : quelques éléments de réflexion », *Bulletin du Centre de recherche français de Jérusalem*, 17 (2006).

ENTRE LE GLAIVE ET LE LIVRE : LA PLACE ET LE RÔLE DES SOLDATS NATIONAUX-RELIGIEUX AU SEIN DES FORCES DE DÉFENSE D'ISRAËL

Depuis la proclamation de l'indépendance d'Israël en 1948, le judaïsme n'a jamais cessé de forger de manière ambivalente l'identité nationale du jeune État. Pour les pères fondateurs d'Israël, *Tsaḥal* (acronyme hébraïque de *Tzava Hagana Lel'sraël* soit l'Armée de Défense d'Israël) est le garant de la souveraineté nationale et le porte-drapeau de la révolution sioniste. A l'instar de l'école, du parti politique ou du syndicat, l'armée a jeté les bases de la société israélienne, de ses normes et de ses valeurs collectives. *Tsaḥal* a ainsi été conçu comme un instrument au service de la construction d'une nation placée sous la bannière de l'idéal républicain du citoyen-soldat. Personnifié par la figure héroïque du guerrier sabra laïque, le citoyen-soldat devait incarner la métamorphose du Juif diasporique « apeuré et passif » en un Juif nouveau « fier et combatif ». S'inspirant du modèle bengourionien, cet éthos révolutionnaire visait à normaliser l'existence collective juive au grand dam de

l'orthodoxie traditionaliste qui entendait maintenir cette dernière dans l'ornière de la dialectique de l'exil et du royaume. Entreprise de sécularisation de la promesse divine de retour à Sion, le sionisme entendait promouvoir la figure du citoyen-soldat comme interface entre l'armée et les différentes composantes de la mosaïque sociale israélienne. *Tsahal* ambitionnait d'en transcender les particularismes ethnoculturels afin de développer et de consolider le sentiment d'appartenance à la collectivité nationale. Ce modèle égalitariste du « *creuset national* » était donc censé ignorer et neutraliser le clivage laïcs-religieux. En réalité, ses aspirations universalistes cachaient mal une entreprise de domination sociopolitique dont les laïcs issus du courant sioniste-socialiste furent les principaux bénéficiaires. Ceux-ci ont historiquement formé l'élite dirigeante de l'État d'Israël et dominé le haut commandement militaire (*Pikoud HaElyion*). Favorables à la dissociation du politique et du religieux, ils n'ignoraient cependant pas le rôle que le judaïsme pouvait jouer dans l'entreprise de « *renaissance nationale* ». Sur le plan historique, il avait permis au peuple juif de persévérer dans son être en dépit de sa dispersion géographique et de son hétérogénéité socioculturelle. Cette vision minimaliste et fonctionnaliste d'un judaïsme vidé de son contenu normatif et de son espérance messianique devait désormais servir de plus petit dénominateur culturel commun à la structuration d'une identité nationale territorialisée.

La conscription universelle a joué dans ce dispositif idéologique un rôle majeur. Elle devait renforcer l'unité nationale en favorisant le dialogue et le rapprochement entre laïcs et religieux, ashkénazes et sépharades, vétérans et nouveaux immigrants.

Cette vision pragmatique a trouvé sa traduction institutionnelle dans l'élaboration d'une politique dite de « l'accommodement ». Celle-ci avait permis aux laïcs et aux religieux de coexister tant bien que mal au sein de l'armée israélienne dans un espace commun – la caserne et l'unité - sans pour autant renoncer à leur identité respective.

Les victoires militaires de 1967 et 1973 ont bouleversé le fragile équilibre sur lequel reposait ce modèle de la « *nation en armes* ». La conquête de la Judée-Samarie¹ et l'effritement du consensus qui

1. Toponyme désignant les royaumes juifs antiques dont l'emplacement géographique correspond à l'actuelle Cisjordanie.

prévalait jusqu'alors sur les questions de défense et de sécurité nationale ont redonné à la question de la place et du rôle de la religion au sein de l'armée une actualité brûlante. En effet, les mutations sociopolitiques et démographiques de la société israélienne tout comme sa polarisation croissante autour du clivage laïcs-religieux ont rejailli sur l'institution militaire. Certes, les laïcs issus du courant sioniste-socialiste continuent de dominer le haut commandement. Cependant, les nationaux-religieux (*datim leoumim*) ont massivement investi les rangs de l'armée et revendiquent de ce fait une meilleure prise en compte de leurs intérêts. Leur montée en puissance a joué un rôle prépondérant dans la redéfinition des contours du contrat social qui lie armée, nation et religion en Israël.

Émissaires d'un néo-sionisme combinant judaïsme et nationalisme, les nationaux-religieux sont désormais sur-représentés au sein de l'échelon inférieur et intermédiaire du commandement militaire. Les *kippot srougot* (kippas tricotées) qu'ils arborent sont particulièrement visibles au sein des unités d'élite combattantes.

Le haut commandement de *Tsahal* entretient à leur égard une attitude ambivalente. Celle-ci oscille entre la crainte d'un noyautage - les nationaux-religieux ambitionneraient secrètement de conquérir *Tsahal* de l'intérieur - et la satisfaction éprouvée à l'égard d'un contingent dont la qualité, la motivation et l'engagement sont supérieurs à la moyenne nationale.

La présence et l'influence croissante des nationaux-religieux font craindre une politisation et une idéologisation de l'armée israélienne. Ces soldats observants revendiquent pour la plupart un État juif sur la totalité de la Terre d'Israël (incluant la Cisjordanie et la bande de Gaza). Or, en cas de nouveau retrait territorial majeur, c'est l'unité de la chaîne de commandement qui pourrait être remise en cause. L'immixtion croissante des rabbins dans les affaires militaires suscite les craintes des officiers supérieurs qui y voient la possible émergence d'un phénomène de double allégeance. En effet, qui des rabbins auxquels ces troupes observantes se réfèrent ou des officiers auxquels elles sont hiérarchiquement subordonnées emportera leur obéissance en cas de conflit ? L'influence simultanée et potentiellement contradictoire de ces deux types d'autorité et de légitimité ne risque-t-elle pas de désorganiser les rangs de *Tsahal* et de menacer

à terme sa pérennité en tant « *qu'armée du peuple* » (Tzava Ha'ham)? De même, en cas de mission controversée, l'armée israélienne ne sera-t-elle pas tentée d'en confier la responsabilité à des soldats qu'elle aurait préalablement sélectionnés en fonction d'une inclination idéologique et politique favorable à sa mise en œuvre? Plus fondamentalement, c'est la question de l'exercice du contrôle politique sur des unités guidées par un nationalisme religieux vigoureux et *in fine*, le principe de subordination démocratique du pouvoir militaire au pouvoir civil qui est posée.

Pour tenter de répondre à ces questions, il convient dans un premier temps de restituer la complexité sociale, politique et idéologique de la mouvance « nationale-religieuse ». Ceci nous permettra d'éclairer la nature des rapports qu'elle entretient à l'égard de l'institution militaire. Nous analyserons dans un second temps les évolutions internes au courant national-religieux et montrerons comment elles ont contribué à favoriser l'émergence, au sein de l'armée, d'un modèle d'intégration qui accorde plus de place et de visibilité aux revendications sectorielles. La multiplication de structures civilo-militaires exclusivement réservées aux soldats observants, à l'instar de la *yeshiva hesder* et de la *mekhina*, illustre tout particulièrement cette évolution historique. Destinées à répondre aux besoins spécifiques de ce groupe social, elles ont favorisé *de facto* l'émergence d'un pluralisme segmenté en lequel coexistent de manière paradoxale, dynamiques centrifuges et centripètes.

En effet, loin de subsumer les clivages sociaux, ethniques et culturels de la société israélienne, ce modèle d'intégration multidimensionnelle tend au contraire à les institutionnaliser. Dans le même temps, il entend maintenir un socle identitaire commun en inoculant les valeurs collectives de la culture militaire israélienne à l'intérieur même de ces structures séparées.

Enfin, nous évaluerons dans quelle mesure le retrait de la bande de Gaza et l'évacuation subséquente de la totalité des colonies de l'étroite bande côtière, a permis de soumettre la question de l'obéissance, de la fiabilité et de la loyauté du contingent national-religieux à l'épreuve de la réalité.

LES NATIONAUX-RELIGIEUX : ENTRE SIONISME ET JUDAÏSME

Les nationaux-religieux revendiquent leur appartenance au courant sioniste religieux qui émerge à la fin du XIX^e siècle en Europe centrale et orientale. Né dans le sillage des écrits des rabbins proto-sionistes Yéoudah Alkalai (1798-1878), Zvi Hirsch Kalisher (1795-1874) et Eliyahou Guttmacher (1795-1874), cette mouvance ambitionne de réconcilier le judaïsme orthodoxe avec le sionisme en tant que nationalisme moderne d'essence laïque. Ses leaders ont ainsi activement participé à l'édification de l'État d'Israël auquel ils ont attribué une signification religieuse messianique. Ils ont prôné une voie moyenne, à mi-chemin entre le conservatisme insulaire de l'ultra-orthodoxie - alors majoritairement hostile au mouvement national juif - et le volontarisme prométhéen de la gauche sioniste qui entendait favoriser l'émergence d'un nouvel « Hébreu » libéré du joug des commandements divins. Cette troisième voie, nationaliste et religieuse, est remarquablement résumée par le triptyque en forme de charte théologico-politique formulé par le rabbin Meir Berlin Bar Ilan (1880-1949)²: « *la Terre d'Israël au Peuple d'Israël selon la Torah d'Israël* » (*Eretz Israël, La Am Israël, Al Pi Torat Israël*).

Sur le plan historique, les nationaux-religieux sont tout à la fois orthodoxes, modernistes et nationalistes. Orthodoxes, ils s'inscrivent dans la continuité d'un judaïsme dominé par la tradition rabbinique, l'observance des commandements et l'étude du Talmud, qui constituent à leurs yeux le véritable substrat culturel de la renaissance nationale juive. Modernistes, ils prônent la participation active à la dynamique sociale mise en place par les laïcs, le dialogue critique avec la philosophie des Lumières, l'ouverture sur la culture universelle, les sciences et la rationalité économique. Nationalistes, ils revendiquent pour la majorité d'entre eux et de façon principielle, un État juif sur la totalité de la Terre d'Israël (incluant la Cisjordanie et la bande de Gaza)³.

2. Meir Berlin Bar Ilan fut l'un des leaders de la branche mondiale du *Mizrahi*, l'ancêtre du parti National Religieux.

3. Il est nécessaire d'établir un distinguo entre cette référence normative axiologique et la diversité des nuances idéologico-politiques qui caractérisent le courant sioniste religieux. Rappelons que jusqu'en 1967, la représentation parlementaire du courant sioniste religieux - le parti National Religieux - occupe le centre-gauche de l'échiquier politique israélien et constitue une force de modération face aux faucons du *Mapai* (ex-dénomination hébraïque du parti travailliste). Au nom d'un pragmatisme qui privilégie les valeurs de paix et de sécurité sur les revendications territoriales de type irrédentiste, le parti sioniste religieux approuve le plan de partage de la Palestine en 1947 et envisage favorablement

Israël compte aujourd'hui environ 750 000 nationaux-religieux sur un peu plus de 5,5 millions d'âmes, soit près de 14 % de la population juive totale. Leur croissance démographique est forte, en raison d'un taux de natalité sensiblement supérieur à la moyenne nationale (4,5 enfants/femme contre 2,9). Pour autant, les nationaux-religieux ne constituent pas une communauté infranationale homogène. Il s'agit d'une nébuleuse de groupes sociaux, dont l'affiliation idéologico-politique, les aspirations et les moyens d'actions sont divers et parfois contradictoires.

En dépit de cette hétérogénéité interne, il est possible de dégager deux caractéristiques sociologiques majeures. En premier lieu, une forte majorité de nationaux-religieux (près de 80% d'entre eux) revendique son appartenance « au camp national », expression idiomatique sous la bannière de laquelle se range l'ensemble des droites israéliennes (laïque, religieuse-nationaliste et ultra-orthodoxe)⁴. Une minorité proche du mouvement kibboutzique religieux (*Hakiboutz Hadati*) et d'une nébuleuse de groupes extra-parlementaires dirigés par d'éminents intellectuels (*Netivot Shalom*, *Oz veShalom*, *Sionisme Religieux Réaliste*...) revendique quant à elle son appartenance à la gauche sioniste.

En second lieu, trois principaux groupes dominent le paysage sociologique national-religieux : les nationaux ultra-orthodoxes du courant *Hardal* (25 %), les nationaux orthodoxes modernistes et nationalistes (50 %) et enfin, les nationaux orthodoxes modernistes et libéraux (environ 25 %). Bien que les frontières identitaires qui les séparent ne soient pas étanches, ces trois groupes sociaux se distinguent en fonction de leur rapport à la modernité (démocratie,

l'idée d'un contrôle international sur la ville de Jérusalem. De même, dans les semaines de tensions qui précédèrent la guerre des Six Jours, les membres du PNR siégeant au gouvernement, s'efforcèrent de convaincre les leaders israéliens de la nécessité de privilégier la voie diplomatique sur les considérations d'ordre militaire. CF Khalfa David, « Le Mafdal », *Bulletin du Centre de recherche français de Jérusalem*, 16, année 2005, [En ligne] URL : <http://bcfrj.revues.org/document65.html> et Khalfa David, le mouvement colon au bord du schisme, *Le Meilleur des Mondes*, printemps 2008, n°6, 83-89.

4. Certes, deux partis politiques - Union Nationale et Maison juive - ont récemment tenté de monopoliser l'expression politique du courant sioniste religieux lors des élections législatives anticipées de février 2009 qui ont porté la droite nationaliste au pouvoir. Cependant les résultats électoraux ont montré qu'ils étaient loin d'y être parvenus. En effet, on compte parmi les nationaux-religieux près de 400 000 électeurs, ce qui représente près de 13 sièges. Or, les partis sionistes religieux traditionnels ne comptabilisent qu'un peu plus de la moitié du réservoir électoral national-religieux (sept sièges contre neuf lors de la précédente législature), le reliquat se répartissant parmi l'ensemble des grandes formations de la *Knesset* (le *Likoud* en tête, puis le *Shass*, *Israël Beteinou*, *Kadima* et enfin le parti travailliste).

égalité homme/femme, études profanes, sciences et technologies...), à l'autorité rabbinique (autorité de conseil et/ou de décision en matière sociale et/ou politique) ainsi qu'en fonction de leur degré d'insertion dans la société israélienne (de l'insularité à la mixité sociale). Les premiers combinent une ultra-orthodoxie anti-moderniste avec un nationalisme de tendance religieuse messianique. Tout aussi nationalistes, les seconds expriment cependant une attitude positive à l'égard de la modernité technoscientifique qui se traduit par une ouverture sur le monde extérieur. Enfin, les nationaux-religieux modernistes et libéraux allient pragmatisme sur le plan politique - ils se sont ralliés à la solution des « *deux États pour deux peuples* » par réalisme - et une certaine souplesse sur le plan éthico-religieux - ils sont favorables à une interprétation plus souple de la *Halakha*⁵ en phase avec les évolutions historico-culturelles de la société israélienne.

Participation à la défense nationale et préservation de l'unicité du destin d'Israël

Les nationaux-religieux ont pleinement participé à la construction nationale et à la dynamique sociopolitique mise en place par les laïcs de la gauche sioniste socialiste. Sur le plan militaire, ils ont ainsi contribué à la défense nationale en prenant part à l'ensemble des guerres qui ont scandé l'existence de l'État d'Israël. Contrairement aux ultra-orthodoxes, les conscrits nationaux-religieux ne se soustraient pas à leur obligation militaire. Loin de constituer un frein à leur engagement, les études talmudiques auxquelles ils se consacrent confèrent à leur service militaire une signification théologique transcendante.

A l'instar de leurs homologues laïques de la gauche sioniste, les nationaux-religieux estiment que l'usage de la force armée a joué un rôle essentiel dans l'entreprise de refondation nationale. La violence est à leurs yeux accoucheuse d'histoire, les victoires militaires de la *Haganah* ayant servi de levain à la naissance de l'État juif. Cependant, ils récusent la vision prométhéenne promue par la gauche travailliste. Celle-ci voyait dans l'armée l'agent privilégié de la struc-

5. Le terme hébraïque *Halakha* (voie, marche ou encore mouvement) désigne l'ensemble des lois, sentences et prescriptions religieuses qui régissent le rituel, les croyances et la vie quotidienne des Juifs observants.

turation d'une identité nationale délestée de son passée diasporique et des pesanteurs d'une orthodoxie religieuse réprouvée en raison de son attitude présumée quiétiste et passive. *Tsahal* devait ainsi favoriser la normalisation de l'existence collective juive et consacrer son retour sur le devant de la scène de l'histoire. L'émergence « d'un nouvel Hébreu sain de corps et d'esprit », soldat-paysan travaillant la terre et assurant sa défense en cas de confrontations militaires en fut l'incarnation mythique.

Pour les nationaux-religieux, l'armée devait avant tout préserver la singularité irréductible d'Israël et maintenir son identité nationale dans l'orbite de la Tradition juive et de la *Torah*. En tant qu'armée « du peuple choisi » (*am segoula*)⁶, *Tsahal* joue un rôle précis dans l'ordonnement du monde et de son Salut. Elle n'est donc pas une armée comme les autres. Ses fonctions vont bien au-delà des missions traditionnellement assignées aux forces armées occidentales : la défense du territoire national et de ses citoyens.

Tsahal, la dialectique du sacré et du profane

Pour les nationaux-religieux, *Tsahal* est une armée juive. Sa judéité lui est consubstantielle. En tant que telle, elle est investie d'une signification théologique qui puise à la source de la philosophie du premier Grand rabbin ashkénaze de la Palestine mandataire, le Rav⁷ Abraham Yitzhak Hacohen Kook (1865-1935). Pour celui-ci, les groupes armés du *Yichouv*⁸ étaient les manifestations concrètes de « l'idée nationale » rendant possible la jonction du sacré et du profane, du physique et du métaphysique. Ils symbolisaient le retour du peuple juif aux forces matérielles et vitales abandonnées pendant l'exil au profit d'une spiritualité jugée excessive. Ces forces paramilitaires, embryon d'une armée nationale en gestation, étaient l'instrument de la renaissance d'un État juif souverain, prélude à l'éclosion du Salut du peuple juif et de l'Humanité (*reshit zmikha geoulateinou*).

6. Bien qu'imparfaite, la traduction « peuple choisi » est préférable à celle de « peuple élu » dont le syntagme est emprunté à la tradition chrétienne. La notion de « peuple choisi » n'implique aucun privilège. Le *Talmud* et la *Kabbale* qui structurent le rapport que les Juifs pieux entretiennent à l'égard de la Bible hébraïque montrent que la notion de « peuple choisi » constitue au contraire un fardeau librement consenti par Israël dont la vocation éthico-ontologique est de jouer le rôle d'intermédiaire entre Dieu et l'Humanité afin de rassembler les étincelles de sainteté dispersées dans un monde inachevé.

7. *Rav* : mot hébraïque désignant un rabbin particulièrement éminent.

8. Le *Yshouv* désigne la communauté nationale juive proto-étatique.

Pour le célèbre talmudiste imprégné de mystique juive et de philosophie hégélienne, l'armée est également le vecteur de la vocation ontologique et éthique d'Israël, son support matériel. L'usage de la force, bien qu'inévitable, ne peut donc être arbitraire. Certes, la guerre possède sa propre « grammaire » en tant que catégorie halakhique quasi-autonome dont les enjeux sont spécifiques. Elle n'est cependant pas une réalité qui se suffit à elle-même. Elle doit donc être régulée par le droit et n'avoir d'autre fin que le rétablissement de la paix et de la justice⁹.

La guerre des Six Jours va bouleverser les rapports qu'entretiennent les nationaux-religieux à l'égard de l'institution militaire. Pour ses leaders spirituels, le *Blitzkrieg* israélien est un tournant dans l'histoire d'Israël et du peuple juif. Davantage qu'un bouleversement de l'échiquier géopolitique régional, la victoire éclair de *Tsafal* est un « miracle » qui consacre les « retrouvailles de l'État d'Israël avec la Terre d'Israël » *« rétablie dans sa plénitude territoriale »*.

Le Rav Tzvi Yehouda Kook (1891-1982)¹⁰, fils du célèbre talmudiste et le Rav Shlomo Goren (1917-1994), général de brigade et premier Grand rabbin de *Tsafal*, ont exercé une influence déterminante sur la redéfinition des relations entre les soldats nationaux-religieux et l'armée israélienne. Ils ont sensiblement infléchi et radicalisé la vision utopique et eschatologique d'Abraham Yitzhak Hacohe Kook en gommant ses aspirations universalistes et humanistes au profit d'une vision théologico-politique dominée par l'affirmation *hic et nunc* d'un nationalisme territorial vigoureux.

Pour ces guides spirituels du mouvement des colons naissant, les soldats observants incarnent la nouvelle avant-garde d'un néo-sionisme rédempteur. Leur participation à l'effort de guerre joue un rôle essentiel dans l'économie du Salut. Elle rend possible la réappropriation par les Juifs de leur espace national et la réalisation de leur vocation spirituelle. Elle est un instrument au service de la volonté divine et de la réalisation des prophéties bibliques.

9. Cette thèse est défendue par le Rav Kook dans l'un des rares textes consacré à l'usage de la force armée. Rédigée sous la forme de *responsa*, c'est-à-dire de réponses aux questions posées par le rabbin S.Z. Pines de Zurich, cette thèse a été publiée en 1916-1917, dans un ouvrage consacré au droit talmudique intitulé *Mishpat Cohen. Questions-réponses concernant le Sanhédrin, les commandements relatifs à la Terre d'Israël et aux sacrifices*. Mossad HaRav Kook, Jérusalem, 1966 (en Hébreu). Cf. Benjamin Gross, *Les Lumières du retour : Orot haTeshuva du Rav Kook*, Albin Michel, 2005.

10. Cf. Kook, Zvi Yehouda, *Les Lois publiques*, Jérusalem, 1979, (en Hébreu).

Le recours à l'usage de la force armée ne relève donc pas nécessairement d'une logique d'auto-défense nationale, réponse ultime face aux dangers inhérents au tragique de l'histoire du peuple juif. Il s'agit au contraire d'une œuvre pieuse lorsqu'elle est ordonnée à la « libération » des territoires de la Promesse. *Tsafal* est un élément clé de l'accélération de ce processus historique de Rédemption en tant qu'elle garantit, par ses victoires, le maintien de l'intégralité de la Terre d'Israël dans le giron de l'État d'Israël. Ainsi, les victoires militaires de 1948, 1956, 1967 et 1973 face aux armées arabes coalisées ont été interprétées comme autant de « miracles » et d'étapes décisives franchies sur la voie de la Délivrance. Tout retrait territorial est dès lors a priori condamné en tant qu'il remet en cause les prémisses de cette vision géo-théologique de l'histoire du peuple juif.

De la même manière, le service militaire ne se réduit pas à l'expression d'un devoir civique et patriotique. Certes, à l'instar des laïcs, il est un rite initiatique grâce auquel les soldats observants peuvent prétendre accéder à une citoyenneté pleine et entière. Cependant, il répond également à un impératif d'ordre spirituel et religieux. En tant qu'émissaires de la Providence divine, les soldats juifs d'Israël accomplissent un commandement divin de nature positive « *mitzva h'eessé* »¹¹.

Ce commandement s'articule autour de deux injonctions d'égale valeur: la défense de l'État d'Israël (*Azalat Medinat Israël*) et la préservation de son intégrité territoriale (*Yishouv Haaretz*)¹². Servir dans les rangs de *Tsafal* revient de ce fait à servir Dieu, à participer à la « sanctification de son Nom » (*Kiddoush Hashem*). Les concepts de *jus in bello* et le *jus ad bellum* sont également réinterprétés à l'aune de la *Halakha* et codifiés par une littérature rabbinique foisonnante qui distingue principalement deux catégories de guerres : les « guerres obligatoires » défensives (*milkhamot mitzva*) et les « guerres autorisées » (*milkhamot Harechout*), destinées à renforcer et à élargir les frontières du pays. Enfin, l'attitude des soldats nationaux-religieux à l'égard de l'uniforme diffère également de celle des laïcs. Elle est

-
11. *Mitzva* (pl. *mitzvot*): signifie prescription La loi juive dénombre 613 *mitzvot* incluant 248 prescriptions positives et 365 prescriptions négatives. Les premières – *mitzvot eessé* – sont mandatoires. Elles prescrivent ce que le Juif observant doit faire. Les secondes – *lo ta'assé* – sont des interdictions. Les *mitzvot* sont des prescriptions de nature essentiellement éthique et morale. Elles sont des règles de conduite considérées d'institution divine.
 12. Cf Youval Sherlo, L'obligation de servir dans les rangs de *Tsafal*, Yeshivat Hesder Petah Tikva, 15 août 2008 (en Hébreu) et Eliezer Melamed, *La mitzva du service militaire*, Yeshiva.org.il (en Hébreu).

emprunte de religiosité. Assimilé au *talith*, le châle de prière à quatre coins portés par les Juifs observants, l'uniforme symbolise le désir de s'envelopper dans les commandements de la *Torah*.

On le voit ici, le judaïsme, dans son acception messianique et eschatologique, structure l'attitude des nationaux-religieux à l'égard de l'armée et du service militaire. Cette conception identitariste aboutit en définitive à sacraliser *Tsahal*, en tant que dernier rempart de l'État d'Israël et garante de sa souveraineté territoriale.

La montée en puissance des nationaux-religieux : du soldat-paysan au moine-soldat

Les aspirations individualistes et consuméristes de la société israélienne ont balayé l'esprit pionnier et entraîné une « crise de la motivation »¹³ qui consacre l'avènement d'une ère post-héroïque. Deux groupes sociaux sont particulièrement concernés par cet évidement de l'éthos du soldat-paysan. Il s'agit d'une part, de l'élite ashkénaze laïque issue de la classe moyenne supérieure urbanisée et, d'autre part, des *kibboutznikim* et des *moshavnikim* qui ont longtemps formé la colonne vertébrale de *Tsahal*.

Il faut toutefois relativiser l'ampleur de cette « crise de la motivation ». La vision quelque peu schématique qui tend à rendre compte des mutations sociologiques contemporaines de l'armée israélienne sur le modèle des vases communicants - les « nouvelles couches sociales » plus traditionalistes et conservatrices auraient pris le relais de l'élite ashkénaze laïque et moderniste - ne correspond pas à la réalité. Certes, les laïcs de la classe moyenne supérieure urbanisée se tournent de plus en plus vers des emplois de cols blancs hautement qualifiés. Ils privilégient notamment les unités technologiques sophistiquées de logistique, d'informatique, de communication et de renseignement qui forment la matrice du complexe militaro-industriel israélien¹⁴ (*Hagaf HaTekhnologia Vé Halogistika*).

13. Stuart A. Cohen, «The False "Crisis" in Military Recruitment: An IDF Red Herring», *The Begin-Sadate Center for strategic studies*, Perspectives Paper No. 33, Juillet 2007, p1-9.

14. Deux unités prestigieuses sont particulièrement prisées par l'élite ashkénaze laïque. Il s'agit, d'une part, de l'unité *Mamram*, spécialisée dans les technologies de l'information, dans la protection des communications et des systèmes. Elle est située au cœur de la Silicon Valley israélienne (la Silicon Vadi située à Ramat Gan près de Tel-Aviv) et son école de formation d'ingénieurs informaticiens – la *Bassmakh* – sert de pépinières aux start-up israéliennes les plus cotées. Il s'agit, d'autre part, de la

Cependant, ils ne délaissent pas pour autant les unités d'élite combattantes¹⁵ et dominent encore très largement le haut commandement militaire :¹⁶ dans les trois derniers conflits armés (*Intifada El Aqsa*, seconde guerre du Liban et opération Plomb durci) les *kibboutznikim* et les *moshavnikim* eurent, avec les russophones et les nationaux-religieux, plusieurs victimes dans leurs rangs¹⁷.

Il n'en demeure pas moins que le modèle de « l'armée du peuple » cher à David Ben Gourion a vécu. Les groupes sociaux autrefois relégués aux marges de la société israélienne sont désormais en passe de supplanter la domination historique exercée par les laïcs de la classe moyenne supérieure sur l'institution militaire: les *Mizrakhim* (Juifs séfarades originaires d'Afrique du Nord, du Moyen-Orient ou de l'Asie), les nouveaux immigrants originaires de l'ex-Union soviétique et de l'Éthiopie, les Druzes et les Bédouins et enfin les nationaux-religieux.

célèbre et ultrasecrète unité d'élite 8200, spécialisée dans le renseignement électronique (ELINT) et électromagnétique (SIGINT). Rattachée à la direction du renseignement militaire (*Hagaf Hamodiin*), l'unité 8200 est comparable dans son mode de fonctionnement à la NSA américaine. Elle est chargée de centraliser et de collecter l'ensemble du renseignement électronique et électromagnétique, d'intercepter les communications ennemies, de gérer la cryptographie, de superviser et recueillir les données transmises par les satellites espions. Cf Dan Breznitz, *The military as a public space. The role of the IDF in the Israeli software innovation system*, Industrial Performance Center, Massachusetts Institute of Technology, avril 2002.

15. À titre d'exemple, le quotidien à grand tirage *Yediyot Hakharonot* (« les dernières nouvelles ») a publié dans son édition du 8 août 2009, le classement national des écoles secondaires en fonction du nombre d'élèves qui rejoignent les unités combattantes et les forces spéciales après avoir obtenu leur diplôme. Cette enquête montre que parmi les dix premières écoles dont le nombre de bacheliers intègrent à plus de 80 % les unités combattantes (un taux très largement supérieur à la moyenne nationale), cinq sont affiliées au courant sioniste religieux (dont trois au mouvement kibboutzique religieux) et les cinq autres sont issues du courant sioniste laïque (dont deux sont rattachées au mouvement kibboutzique).
16. Ainsi, les laïcs occupent les postes clés du ministère de la défense (Ehoud Barak, en tant qu'ex-chef d'état-major et actuel ministère de la défense, Matan Vilanaï en tant que vice-ministre de la défense, le général de réserve Amos Gilad en tant que responsable des questions politico-sécuritaires et le brigadier-général Pinhas Bouchris en tant que directeur général), des services de renseignement militaires (Amos Yadlin), de l'état-major général (où ne siègent que les généraux et quelques brigadiers-généraux dont le chef d'état-major Gabi Ashkénazi et le chef d'état-major adjoint Benny Gantz), des trois commandements fonctionnels (Samy Tordjman pour les forces terrestres, Ido Nekhoushtan pour les forces aériennes et l'amiral Eli Marom pour les forces navales), et des quatre commandements régionaux (Gadi Eizenkot pour le front nord, Avi Mizrakhî pour le front centre, Yoav Galant pour le front sud et Yair Golan pour le front intérieur). A noter que six haut-gradés sur les vingt-six membres qui siègent au sein du Forum de l'état-major général de *Tsahal* sont issus des *moshavim* et des *kibboutzim*, soit près de 25 % : Ehoud Barak du kibboutz Mishmar Hasharon, Benny Gantz du moshav Kfar Hakhim, Eli Marom du moshav Sde Eliezer, Amos Yadlin du Kibboutz Khatzerim, Pinhas Bouchris du moshav Yavnéel, Tal Rousso (direction des opérations) du kibboutz Kholta. Ce chiffre est d'autant plus significatif que les habitants des *moshavim* et des *kibboutzim* représentent moins de 3 % de la population juive d'Israël.
17. Cf. Levy, Yagil. 2009. "Is there a Motivation Crisis in Military Recruitment in Israel?," *Israel Affairs* 15.

Ces mutations sociologiques ont contribué à changer le visage de l'armée israélienne. La montée en puissance des nationaux-religieux en constitue sans doute l'évolution la plus significative.

Tsahal : de l'armée du peuple à l'armée de Dieu ?

La victoire historique de la droite nationaliste a marqué une rupture avec la « *religion civile* », sioniste socialiste. La « grande alternance » qui a porté le *Likoud* au pouvoir en 1977 a précipité l'effondrement du consensus national qui prévalait jusqu'alors dans la conduite de la politique étrangère et de défense d'Israël. Cette nouvelle configuration sociopolitique a créé un vide idéologique dans lequel se sont engouffrés les néo-sionistes religieux. Porteurs drapeaux d'un ethno-nationalisme aux accents eschatologiques, ces derniers ont bénéficié d'un capital de sympathie auprès d'une opinion publique alors séduite par les sirènes du Retour à « *la terre des Pères* » (*Eretz Avoteinou*). Ils sont parvenus à convertir ce capital symbolique en influence significative auprès de l'establishment politico-militaire grâce aux nombreux relais dont ils disposent au sein du système partisan et de l'administration locale et nationale.

C'est dans ce contexte socio-historique que s'inscrit la montée en puissance des nationaux-religieux au sein de l'armée. Minoritaires au sein de la population juive d'Israël, ils sont désormais sur-représentés au sein des trois corps d'armée et plus particulièrement au sein des forces terrestres (*Hazroa Hayabasha*). Ainsi, l'infanterie légère (*Heil HaRaglaïm*), les blindés mécanisés (*Heil Hashiryion*), l'artillerie (*Heil Hatotkhanim*), le génie combat (*Heil HaHandassa Hakravit*) et le renseignement terrestre opératif et tactique de combat (*Heil Modiin Hasadeh*) comptent un grand nombre de *kippot srougot* (« kippas tricotées »), signes distinctifs de l'appartenance au courant national-religieux. Ceci est d'autant plus significatif que les forces terrestres sont en première ligne dans les conflits militaires et qu'elles forment le noyau dur de l'armée israélienne (133 000 soldats sur les 176 500 appelés sous les drapeaux). En outre, elles bénéficient largement de la réorientation stratégique qui a fait suite aux ratés de la seconde guerre du Liban et qui a consacré le retour d'un terrien à la tête de *Tsahal* – le chef d'état-major Gaby Ashkénazi – en lieu et place du général Dan Haloutz, ex-commandant de l'armée de l'air.

Les soldats nationaux-religieux sont particulièrement appréciés par le haut commandement parce qu'ils incarnent à ses yeux de manière emblématique les deux vertus militaires cardinales: l'esprit combatif et l'esprit de corps. En effet, les unités majoritairement composées de soldats observants se caractérisent par une forte cohésion interne. Ces derniers font preuve d'un sens aigu de la solidarité et de la discipline. Ils se montrent particulièrement efficaces sur les théâtres d'opération où ils manifestent un haut degré de motivation et d'abnégation qui s'explique en grande partie par la nature de leur engagement idéologique¹⁸. Par ailleurs, ceux qui parmi eux résident en Cisjordanie, connaissent parfaitement le « champ de bataille » palestinien, ce qui constitue pour leur unité un atout parfois décisif en cas d'opération militaire. Enfin, ces soldats répondent aux attentes d'un ethos militaire qui valorise les qualités de courage, de dévouement exemplaire, d'initiative, d'autorité et d'ardeur au combat¹⁹.

Ces caractéristiques psychosociologiques expliquent en grande partie la répartition démographique des soldats nationaux-religieux au sein de l'armée israélienne. En effet, leur présence au sein d'une unité est proportionnelle au prestige dont elle est auréolée et au capital symbolique qu'elle permet d'engranger auprès de l'opinion publique. Plus l'unité est sélective et requiert des qualités physiques et morales spécifiques, plus les nationaux-religieux sont nombreux. Ainsi, ils représentent moins de 10 % des militaires du rang. Ils sont en revanche particulièrement nombreux au sein des forces spéciales (*yekhidot meyoukhadot*), ainsi que dans les unités d'élite combattantes – les *Sayerot*²⁰ –. (Matkal, Yahalom, Egoz, Oketz...) où ils prennent progressivement la place traditionnellement occupée par les *kibboutznikim*. Ils représentent entre 40 % et 60 % de cet effectif que d'aucuns qualifient de fine fleur de l'armée israélienne. Ainsi, près des trois-quarts des soldats d'active de la *sayeret Golani* – une unité d'élite prestigieuse organiquement rattachée à la brigade d'infanterie

18. Kedar Mordechai, "In praise of religious troops", *Ynetnews*, 11 avril 2009.

19. Notons que sur les onze soldats morts au cours de l'opération Plomb durci, quatre sont issus du courant sioniste religieux dont deux viennent des *yeshivot hesder*. Cf Aroutz Sheva, 7 février 2009 (en hébreu).

20. Littéralement unité de reconnaissance. En pratique, elles sont également spécialisées dans le combat urbain, le renseignement tactique, l'infiltration, les arrestations et les « assassinats ciblés » d'activistes palestiniens membres des groupes armés. *Tsahal* compte une trentaine d'unités d'élites combattantes sous la forme de compagnies ou de bataillons.

éponyme – arborent la *kippa srouga*. Il en est de même pour l'unité d'élite du génie militaire *Yahalom*, spécialisée dans le sabotage, le désamorçage d'engins explosifs et le génie d'assaut.

Les *kippot srougot* sont également particulièrement visibles parmi les parachutistes et les fantassins des brigades d'infanterie légère mécanisées. Leur proportion y est trois fois supérieure à leur poids réel au sein de la population mâle juive israélienne. Ainsi, les nationaux-religieux sont sur-représentés au sein des brigades d'infanterie *Golani* (déployée à la frontière Nord ainsi que dans la région de Djénine), *Givati* (principalement déployée au sud du pays à la lisière de la bande de Gaza), *Kfir*²¹ (spécialisée dans la contre-insurrection, ses bataillons couvrent l'ensemble du territoire cisjordanien), *Tzankhanim* (parachutistes déployés principalement dans la région de Naplouse et de Ramallah) et *Nahal* (déployée principalement dans la ville de Hébron où ses soldats mènent des opérations de contre-terrorisme). Ils ne représentent pas moins de 30 % des soldats d'active et de réserve au sein de ces unités prestigieuses et près de 40 % des commandants d'échelons inférieurs et intermédiaires: commandants de section (*makhhlaka*), de compagnie (*plouga*), de bataillon (*gdoud*) et de brigade (*khativa*)²².

Ces unités bénéficient d'une aura et d'une notoriété fondée sur la réussite d'un certain nombre d'opérations spectaculaires²³. Elles symbolisent aux yeux des Israéliens l'excellence et la bravoure de soldats volontaires qui consentent à un engagement personnel supérieur à la moyenne nationale. La maîtrise et le dépassement de soi figurent parmi leurs principales qualités²⁴. La rétribution symbolique de cet engagement hors-norme se traduit par une reconnaissance sociale et le sentiment d'appartenance à une élite.

-
21. Parmi les conscrits nationaux-religieux, les *kibboutznikim* occupent une place particulière. Leur présence au sein de ces unités combattantes a atteint en 2009 un chiffre record. En effet, selon les chiffres délivrés par le directeur du département sécuritaire du mouvement kibboutzique religieux, Adi Sagi, 93 % des *kibboutznikim* religieux mâles intègrent ces unités.
 22. Il s'agit là d'estimations issues d'entretiens croisés effectués auprès du Grand rabbin de *Tsahal*, le brigadier-général Avikhai Ronski, ainsi qu'auprès du général Avi Zamir, chef du Département des Ressources humaines de *Tsahal*. L'armée israélienne, fidèle à sa volonté affichée d'ignorer les clivages ethniques et religieux, ne publie pas de données officielles sur sa composition sociodémographique.
 23. À l'instar du célèbre raid sur Entebbe effectué dans la nuit du 3 juillet 1976 par un commando de cent cinquante hommes constitué à partir des *sayarot Matkal*, *Tzankhanim* et *Golani* placées sous le commandement du lieutenant-colonel Yonathan Netanyahu. Baptisée « Tonnerre » puis « Jonathan » en mémoire de son commandant tué par un sniper ougandais, cette opération s'est soldée par la libération des otages et l'élimination du commando palestinien affilié au FPLP d'Ahmed Jibril.
 24. Ils sont en revanche beaucoup moins nombreux parmi les « cols bleus » (qui occupent des postes

Les nationaux-religieux sont également sur-représentés au sein du corps des officiers d'active et de réserve. Ainsi, près de 30 % des officiers supérieurs (*ktzinim bkhirim*) et 40 % des officiers subalternes (*ktzinim zoutarim*) et des sous-officiers (*nagadim*) sont sortis diplômés des écoles de formation des officiers ces dernières années, notamment de la célèbre école des officiers Bahad-1 (près de Mitzpe Ramon dans le Néguev).

Enfin, notons également que les nationaux-religieux investissent de plus en plus le corps de l'armée de l'Air (*Hazroa HaHavir ve Hakhalal*) et de la Marine (*Hazroa Hayam*). Ainsi, parmi les brevetés des écoles de formation des pilotes de combat, près de 15 % sont nationaux-religieux. Ceci est d'autant plus significatif que le nombre de cadets qui deviennent pilotes de chasse ne dépasse pas cinq pour cent de l'effectif initialement présélectionné.

Les *kippot srougot* sont particulièrement visibles au sein des forces spéciales de ces deux corps d'armée. En effet, les nationaux-religieux représentent environ 20 % des soldats d'active du commando aéroporté *Shaldag* (parachuté sur Dar el-Zour près du site nucléaire syrien détruit par l'aviation israélienne lors de l'opération « Orchard » du 6 septembre 2007) et de l'unité 669 (chargée des opérations de recherche et de sauvetage de pilotes blessés en zone de combat ainsi que de l'exfiltration de commandos des forces spéciales opérant en territoire ennemi).

Au sein du corps de marine, leur présence est encore plus massive. En effet, ils représentent près de 60 % des fusiliers marins et des nageurs de combat des commandos *Shayetet 13* (*Ha Kommando Hayami*, le commando marine de la 13^e flottille) et *Yaltam*, spécialisés dans les opérations de contre-terrorisme maritime, d'assaut à la mer, de reconnaissance et de renseignement tactique.

Ces chiffres traduisent une évolution structurelle et durable de la composition sociologique de l'armée israélienne qui s'est répercutée sur le haut commandement militaire. Un nombre croissant de conscrits observants font désormais carrière dans l'armée et atteignent de ce fait des grades prestigieux. Ainsi, près de

de cuisiniers, mécaniciens, chauffeurs...) et les « cols blancs » (soldats occupant des postes dans l'informatique et le renseignement).

20 % des brigadiers-généraux (*tat-alouf*) sont issus du courant sioniste religieux. Cinq d'entre eux ont atteint le grade de général (*alouf*) et occupé des postes particulièrement sensibles au sein de la hiérarchie militaire, ce qui leur a permis de siéger au sein du Forum de l'état-major général de *Tsahal* (*Forum Hamaté Haklali*)²⁵: le général Yair Naveh, en tant que chef du commandement de la région centre et du corps de Défense passive (2005-2007); le général Eleazar Stern, ex-chef du département des ressources humaines (2004-2008); le général Yiftah Ron-Tal, ex-commandant en chef des forces terrestres; le général Yishai Bar, ancien président de la Cour d'appel militaire et enfin, le général Yaakov Amidror²⁶, ex-Directeur du Collège national de Défense et ancien chef du très sensible et prestigieux Département de recherche des Services de renseignement militaires (*Hativat Hamekhkar*).

Ces mutations traduisent une tendance qui est vouée à se renforcer à l'avenir car la part des jeunes laïcs se réduit régulièrement au profit des nationaux-religieux, notamment au sein des échelons inférieurs et intermédiaires de *Tsahal*²⁷.

Cette évolution sociologique croisée se double d'un phénomène d'isolement social, culturel et idéologique qui se développe au sein de la mouvance nationale-religieuse dite *Hardal*. Apparue au dé-

25. Aujourd'hui un seul haut gradé sioniste-religieux siège au sein du Forum de l'état-major général de *Tsahal*. Il s'agit du brigadier-général Avikhai Mendelblit, actuellement procureur général de l'armée israélienne.

26. Yaakov Amidror est l'un des principaux théoriciens de la guerre contre-insurrectionnelle. Cf "Winning Counterinsurgency War: The Israeli experience", *Strategic perspective*, 1-42, JCPA, 2007.

27. Un distinguo s'impose toutefois entre les jeunes hommes et les jeunes femmes nationaux-religieux. Une part significative d'entre elles bénéficient d'exemptions sur la base de motifs d'ordre religieux. Ces femmes néo-orthodoxes souhaitent éviter la mixité sexuelle qui règne dans les casernes et dans les unités de *Tsahal*. Il faut toutefois noter que près d'un tiers d'entre elles effectuent leur service militaire dans le cadre d'unités régulières où la mixité hommes-femmes est de mise. En outre, certaines soldates observantes bénéficient d'un programme calqué sur le modèle de la *yeshiva hesder* qui combine étude de la *Torah* et service militaire. Ce programme est proposé par un certain nombre de *midrashot* (institut d'études juives pour femmes ou « séminaires ») dont la plus célèbre est rattachée au courant féministe religieux - la *Midreshet Lindenbaum* - dirigée par le rav Ohad Tohar-Lev. À la différence de leurs homologues masculins des *yeshivot hesder*, la proportion de femmes observantes qui intègrent les unités combattantes est très faible. En effet, la plupart des « séminaristes » féminines qui suivent ce programme mixte servent dans le cadre du corps de l'éducation et de la jeunesse (*Kheil HaKhinoukh Ve Hanoar*), des services de sécurité intérieurs (Shabak) et des services de renseignement militaires (Aman). Enfin, un nombre équivalent de femmes sionistes religieuses servent chaque année dans le cadre du service civil volontaire (*sherout leumi*). Celui-ci est une alternative au service militaire classique. Il leur donne la possibilité d'effectuer, pendant un ou deux ans, un « service d'intérêt général », dans le respect des règles de la *Halakha*, notamment de la *tzniout* (règles de pudeur et de décence qui interdit tout contact physique entre les deux sexes avant le mariage). Ces soldates observantes travaillent notamment le plus souvent en uniforme et occupent des fonctions d'ordre administratif, social, médical et éducatif.

but des années quatre-vingt dix, cette « *haredisation* » du nationalisme religieux a remporté les faveurs d'une partie de la jeunesse observante. Son mode de vie tout comme sa vision du monde conjuguent un anti-modernisme insulaire - marque de fabrique historique de l'ultra-orthodoxie - à un néo-messianisme territorial dont le syncrétisme puise à la source de la mystique juive et de la théologie des Rav Kook père et fils.

Un nombre sans cesse croissant d'appelés issus de la mouvance *Hardal* manifeste désormais le désir de servir dans un cadre institutionnel distinct, au sein d'unités qui se caractérisent par un haut degré d'homogénéité sociale et religieuse. Ces soldats observants entendent ainsi éviter tout contact avec une société laïque jugée trop permissive et oublieuse de ses racines juives.

Certes, ce phénomène d'auto-ségrégation identitaire demeure marginal, les nationaux-religieux servant encore majoritairement dans le cadre d'unités mixtes régulières (religieux-laïcs / hommes-femmes). Il est néanmoins significatif et traduit une tendance qui semble se renforcer ces dernières années, notamment depuis le retrait de la bande de Gaza. Cette tendance rompt avec la politique d'accommodement qui a historiquement défini et structuré les relations entre la minorité nationale-religieuse et l'armée israélienne.

DE LA POLITIQUE D'ACCOMODEMENT À L'AUTONOMIE INSTITUTIONNELLE : LES NATIONAUX-RELIGIEUX ENTRE TENTATION INSULAIRE ET DÉSIR D'INTÉGRATION

La politique dite de l'accommodement est le fruit d'un compromis historique passé entre l'establishment politico-militaire - alors largement dominé par les laïcs issus de la gauche travailliste - et les néo-orthodoxes du courant sioniste religieux. Au sortir de la guerre de 1948, ce compromis s'est matérialisé par l'adoption, au sein de l'institution militaire, du judaïsme en tant que référence identitaire fondatrice mais non exclusive.

La politique de l'accommodement répondait avant tout à des considérations d'ordre géostratégique et identitaire.

D'une part, *Tsahal* ne pouvait se priver de conscrits fortement motivés dans un contexte de guerre ouverte permanente. Elle se devait donc de permettre aux soldats juifs observants d'effectuer leur service militaire tout en garantissant le strict respect de leur mode de vie religieux.

D'autre part, l'armée israélienne entendait jouer le rôle de moteur de la construction d'une identité nationale inclusive, le judaïsme devant servir de vecteur et non d'obstacle au dépassement du clivage religieux-laïcs. En effet, c'est sur la base de l'affirmation d'une communauté de valeurs spécifiques que se cristallisa la figure révolutionnaire du citoyen-soldat. Ainsi, au-delà de la référence aux valeurs militaires traditionnelles (loyauté, discipline, intégrité, fraternité, justice, sacrifice, obéissance...), le code d'éthique de *Tsahal* (*Rouakh Tsahal*) se place dans le sillage de « *la tradition du peuple juif tout au long de son Histoire* ». De même, la quatrième Ordonnance qui officialise la création de *Tsahal* le 31 mai 1948, précise que les valeurs essentielles du judaïsme seront respectées au sein de l'armée israélienne, notamment les lois alimentaires (*cachéroul* obligatoire dans les cuisines de l'armée), le respect du *Shabbat* et des fêtes juives (sur la base du volontariat et à l'exception des opérations militaires essentielles à la sécurité nationale) ...

Cette ordonnance prévoit également que chaque unité reçoive le nécessaire pour permettre aux soldats observants de respecter la *Halakha*: une plage horaire leur est allouée pour prier; chaque camp, chaque base militaire doit comprendre une synagogue (bâtiment ou tente). L'ensemble de ces activités « spirituelles » est placé sous l'autorité de l'aumônerie militaire (*Harabanoute hatzvaïte*) qui veille à ce que les prescriptions religieuses soient scrupuleusement respectées par le commandement militaire. Pour ce faire, un rabbin militaire (*Rav tsvaïï*) est assigné à chacune des unités de l'armée. Il est secondé par un sergent en charge des affaires religieuses (*samal dat*) qui supervise l'enseignement du judaïsme, les offices du *Shabbat* ou encore les funérailles des soldats juifs, enterrés dans le respect des préceptes de la Loi de Moïse.

L'émergence, aux débuts des années soixante, des *yeshivot hesder* (écoles talmudiques paramilitaires) et la création, à l'orée des années quatre-vingt, des *mekhinot toraniot* (écoles prémilitaires religieuses),

ont profondément modifié les contours de ce compromis historique. Ces deux évolutions majeures ont reposé à nouveaux frais la question du rôle et de la place de la religion au sein de *Tsahal*. Les fondateurs de ces institutions originales entendaient rompre avec la conception d'un judaïsme réduit à sa plus simple expression identitaire, conception sous-jacente à la politique de l'accommodement. Aménagées pour répondre aux besoins spécifiques du contingent national-religieux, ces nouvelles structures civilo-militaires incarnent le passage d'un modèle d'intégration holiste reposant sur le mythe du « creuset national » à un modèle d'intégration pluraliste et segmenté, plus attentif à la diversité des identités et des revendications socio-culturelles constitutives de la dynamique sociale israélienne.

Les *yeshivot hesder* et les écoles prémilitaires religieuses sont les réceptacles de ces changements sociologiques majeurs. Elles transmettent un certain nombre de valeurs communes à leurs étudiants-soldats articulées autour de la préservation de l'unité nationale, de la défense de l'État et de la sauvegarde de la Terre d'Israël. Elles entretiennent cependant un rapport dissemblable au service militaire et plus largement à l'armée israélienne. Les premières entérinent et institutionnalisent les tendances insulaires qui se développent au sein de la minorité nationale-religieuse, les secondes contribuent au contraire à favoriser son acculturation via l'acceptation de la mixité sociale et sexuelle.

Les *Yeshivot hesder* ou la tentation insulaire

La *yeshiva hesder* (« arrangement ») est une école talmudique qui combine les études religieuses approfondies avec un service militaire raccourci. Ce programme mixte s'étale sur une durée de cinq ans. Le temps passé sous les drapeaux est sensiblement inférieur à celui consacré aux études talmudiques (entre 16 mois et 24 mois au lieu des trois ans obligatoires pour les appelés servant dans les unités régulières). Les *Hesdernikim*²⁸ sont issus pour la plupart d'entre eux des écoles secondaires et des lycées rattachés au réseau d'écoles privées du courant national-religieux, plus conservateur et orthodoxe que le système scolaire des écoles publiques religieuses. La *yeshiva hesder* est l'un des emblèmes de la synthèse identitaire qui est au fondement

28. *Hesdernikim*: expression hébraïque désignant les étudiants-soldats qui servent dans le cadre des *Yeshivot Hesder*. Ils sont encore appelés les « *Beinshim* », acronyme hébraïque de « *Bnei Yeshivot Hesder* », soit les élèves des *Yeshivot Hesder*.

du sionisme religieux. Déclinaison institutionnelle de sa tentative historique de concilier nationalisme et judaïsme orthodoxe, elle entend permettre à ses bénéficiaires de conjuguer participation à la défense nationale et respect des commandements divins.

La première *yeshiva hesder*, Kerem BéYavneh (« la vigne de Yavné »), est née en 1953 sous les auspices du rabbin Haim Goldwicht, personnalité influente du sionisme religieux et du parti *Mizrakhi*. Cette *yeshiva* fut créée à titre expérimental en dépit de l'hostilité du Premier ministre et ministre de la défense d'alors, David Ben Gourion. Celui-ci entendait en effet limiter les entorses au modèle intégrationniste et assimilationniste qui attribuait à l'armée un rôle de premier plan dans la formation des citoyens-soldats, véritables porte-drapeaux d'une nation « réunifiée ». De ce point de vue, le programme Hesder est le fruit d'un compromis historique entre les visées universalistes du modèle bengourionien et les revendications sectorielles de la communauté nationale-religieuse. *Tsahal* entendait préserver son modèle fondateur qui accordait une primauté absolue aux valeurs collectives sur les revendications individuelles ou communautaires. Pour leur part, les nationaux-religieux souhaitaient pouvoir continuer à servir dans les rangs de l'armée conformément à leur engagement nationaliste, sans mettre en péril leur vision du monde et leur mode de vie au contact des conscrits laïques.

Les premières *yeshivot hesder* ont été créées sur le modèle de la brigade d'infanterie Nakhal²⁹ et placées dans un premier temps sous son autorité formelle. A l'instar du Nakhal, les *hesdernikim* sont des volontaires qui servent dans des unités séparées, majoritairement dans les unités combattantes (*yékhidot kraviyot*)³⁰. Cette séparation physique est destinée à préserver la cohésion identitaire et idéologique du groupe.

Chaque *yeshiva hesder* compte entre cent cinquante et cinq cents étudiants, lesquels servent collectivement à l'issue de leur période d'étude talmudique. Il existe ainsi une dizaine de sections,

29. Le Nakhal (acronyme hébraïque de *Noar Khaloutzi Lokhem* soit Jeunesse pionnière combattante) a été créé en 1948. Il s'agit d'une brigade d'infanterie intégrée à *Tsahal* qui a la particularité de combiner service militaire et travaux agricoles effectués dans les *kibboutzim* et les *moshavim* par des groupes de « pionniers » combattants.

Les *yeshivot hesder* ont cessé d'être rattachées à la brigade d'infanterie du Nakhal depuis 1974.

30. Près de 80 % d'entre eux selon les derniers chiffres publiés par le département des Ressources humaines de *Tsahal*.

de compagnies et de bataillons presque intégralement composés de nationaux-religieux issus des *yeshivot hesder* qui forment aujourd'hui l'élite politique et spirituelle du sionisme religieux.

Les *yeshivot hesder* connaissent un succès retentissant. Leur nombre n'a cessé de croître depuis en 1965, date de l'officialisation de « l'arrangement » par le ministère de la défense. Ce sont les pressions politiques exercées par le Parti National Religieux qui ont joué un rôle décisif dans la reconnaissance publique du statut particulier de ces unités séparées et dans leur développement numérique exponentiel. En effet, la majorité de ces *yeshivot hesder* ont été créées entre 1977 et 1992, alors que le PNR était le parti charnière de la coalition gouvernementale dirigée par la droite nationaliste (*Likoud*). Initialement, les *hesdernikim* ne pouvaient servir que dans le cadre des unités d'infanterie et du corps de blindés mécanisés en raison des contraintes inhérentes à la dualité de leur engagement (un service militaire réduit entrecoupé de longues périodes d'études religieuses). D'autres corps d'armée se sont désormais ouverts à eux. Pour faire face à la demande grandissante des conscrits nationaux-religieux, le nombre de *yeshivot hesder* a été multiplié par deux depuis 1993. On en compte aujourd'hui une cinquantaine financée par le ministère de la défense et le ministère de l'éducation³¹. Plus de sept mille soldats portant la kippa tricotée servent chaque année dans le cadre de ces unités, soit près de 40 % de l'ensemble des nationaux-religieux appelés sous les drapeaux. Une écrasante majorité sert dans le cadre d'unités combattantes (près de 85 %), tandis que près d'un tiers d'entre eux sont brevetés officiers, soit un chiffre trois fois supérieur à la moyenne nationale³².

Ces chiffres traduisent un renforcement des dynamiques de fractionnement et de fragmentations sociales, en particulier au sein d'une partie de la jeunesse issue de la mouvance *Hardal*. Celle-ci n'a pas résisté aux sirènes du solipsisme identitaire et entend désormais

31. Deux nouvelles *yeshivot hesder* ont récemment été créées et avalisées par le ministère de la défense peu après l'opération Plomb Durci. Le département de l'éducation religieuse du ministère de l'éducation (*Min'al Hakhinoukh Hadati*) fait désormais état de 56 *yeshivot hesder*. Ce chiffre nous a été confirmé par le Département Sécurité et Société du ministère de la défense (*Hagaf Habithkoni-Khevrati*).

32. Estimation recueillie sur la base de l'entretien effectué avec le lieutenant-colonel de réserve Eitan Ozri, actuel dirigeant de la Fédération des *yeshivot hesder*. Il est à noter que la promotion « août 2010 » servira principalement dans l'armée de Terre et en particulier dans le cadre des unités *Golani*, *Guivati*, *Nakhal*, *Kfir*, *Tzankhanim*, ainsi que dans les blindés et les renseignements terrestres de combat. Enfin, le nombre de *Hesdernikim* ayant choisi de servir dans la Marine nationale est en nette augmentation.

minimiser ses contacts avec l'environnement extérieur non-religieux. En servant dans le cadre d'unités-ghettos, ces jeunes *hardalim* désirent se soustraire aux influences « délétères » et « pernicieuses » de la société laïque.

Cette séparation physique obéit également à des motifs d'ordre idéologique et politique. En effet, l'emplacement géographique des *yeshivot hesder* est le reflet de l'engagement nationaliste religieux de ces étudiants-soldats et de l'efficacité du lobbying politique de la droite sioniste religieuse qui défend leurs intérêts au sein du système partisan israélien. La majorité des *yeshivot hesder* est ainsi située dans les « villes de développement » ainsi que dans les colonies de Cisjordanie.

Dans le premier cas, il s'agit de rejuvaïser la société israélienne par le bas en apportant une réponse nationale-religieuse à la détresse sociale et à la situation sécuritaire précaire de ces villes frontalières d'Israël (Néguév et Galilée). Particulièrement exposées aux tirs de roquettes du Hamas et du Hezbollah, les « villes de développement » combinent un fort taux de chômage avec une présence importante de minorités originaires des pays arabes, de l'ex-URSS et d'Éthiopie. Les étudiants-soldats ont tissé des réseaux d'entraide et se sont engagés dans des actions caritatives auprès des populations les plus démunies. Ils leur fournissent également une « aide spirituelle » sous la forme de cours de pensée juive, de *Talmud* et de *Torah*. Ces actions sociales sont destinées à gagner la bataille du cœur et des esprits et à renforcer un ethno-nationalisme structuré autour d'une éthique du dévouement et du service de la nation.

Dans le second cas, il s'agit de consolider la présence juive en « Judée-Samarie » en créant un lien d'interdépendance entre le lieu d'étude (la *yeshiva*), l'espace géographique (la Cisjordanie et le Golan) et son appropriation matérielle et symbolique. Les *yeshivot hesder* participent ainsi à la reproduction de l'idéologie nationaliste religieuse et à la préservation de l'habitus social de ses catéchumènes.

Pour consolider leur assise institutionnelle, ces structures civilo-militaires se sont dotées d'une direction autonome, la Fédération des *yeshivot hesder* (*Igoud yeshivot HaHesder*). Celle-ci rassemble l'ensemble des rabbins à la tête de ces écoles talmudiques. Elle agit comme un groupe de pression qui représente, promeut et défend les

intérêts catégoriels de ses étudiants-soldats auprès du haut commandement militaire de *Tsahal*, de la *Knesset* ainsi que des cabinets ministériels. La Fédération s'est imposée comme un interlocuteur incontournable qui participe à la définition ainsi qu'à l'élaboration des conditions d'exercice du service militaire des *hesdernikim* (budgets alloués aux *yeshivot*, aménagement d'un temps alloué aux prières et à l'étude talmudique pendant le service...). Elle dispose d'une unité rattachée au Département des Ressources Humaines de *Tsahal* – *mador beinish* – chargée de répondre à leurs besoins et à leurs revendications.

Sa création marque un changement significatif dans la nature des rapports qu'entretiennent *Tsahal* et les nationaux-religieux, désormais placés sous le signe de l'interpénétration et de l'interdépendance. En effet, l'armée dispose désormais d'une main-d'œuvre particulièrement motivée, susceptible de mener à bien des missions délicates et d'accroître d'autant sa marge de manœuvre opérationnelle. Réciproquement, les nationaux-religieux tirent profit de leur influence grandissante au sein de l'institution militaire pour tenter de redéfinir les conditions d'exercice et le sens même du service militaire. Parmi les plus radicaux, certains ambitionnent à terme de remplacer l'élite laïque traditionnelle qui continue de dominer le haut commandement militaire par une nouvelle élite fidèle à la *Torah* et à la Terre d'Israël (*HaTzibour HaEmouni*). Celle-ci aura pour tâche de reprendre le flambeau du sionisme et de redessiner ainsi les contours du paysage sociopolitique d'Israël.

Les *Mekhinot Toraniot* ou l'affirmation d'un désir d'intégration

Les écoles prémilitaires religieuses (*Mekhinot Kedam Tzvaiot Toraniot*)³³ ont contribué à renforcer le poids et la place des nationaux-religieux au sein du commandement militaire.

En effet, avant la mise en place de ce programme placé sous la double tutelle du ministère de l'éducation et du ministère de la défense, les nationaux-religieux avaient le choix entre deux principales options : intégrer les rangs de l'armée après les études secondaires en effectuant un service militaire complet dans les unités régulières

33. On dénombre aujourd'hui 36 *mekhinot*, dont une vingtaine de *Mekhinot* religieuses (*Mekhinot Toraniot*) et près de dix *Mekhinot* laïques (*Mekhinot Klaliot*). Cf Décision du ministère de la défense n°59.27, Les Écoles prémilitaires, 30 septembre 2007, pp.1-13 (en Hébreu)

aux côtés de leurs frères d'arme laïques ou rejoindre les *yeshivot hesder* et effectuer un service militaire raccourci dans des unités quasi exclusivement composées de soldats observants.

Parmi ceux qui ont fait le choix de rejoindre les unités mixtes régulières, un certain nombre ont connu des difficultés qui les ont parfois conduits à abandonner la pratique religieuse en raison de l'incompatibilité entre leur mode de vie spécifique et les contraintes d'un service militaire effectué dans le cadre d'unités majoritairement composées de laïcs. Inversement, ceux qui ont opté pour la *yeshiva hesder* ont pu préserver leur mode de vie mais ils ne pouvaient en revanche pas devenir officiers et faire carrière dans l'armée. En effet, le temps passé sous les drapeaux n'était pas suffisant pour intégrer les écoles de formation des officiers (un an et demi en moyenne pour les *yeshivot hesder* au lieu de trois ans pour les unités régulières). Seule une minorité a intégré le corps des officiers après avoir obtenu une autorisation spéciale du directeur de leur *yeshiva* leur permettant de prolonger la durée de leur service militaire.

C'est pour remédier à ces difficultés et permettre aux nationaux-religieux d'accéder à des postes à responsabilité au sein de la hiérarchie militaire que le programme *Mekhina* (« préparation ») a été lancé en 1988 sous l'impulsion du major-général Amram Mitzna, ex-chef du parti travailliste et commandant de la Région Centre. Il s'agissait également d'apporter une réponse à la crise identitaire suscitée par la première guerre du Liban (1982-1985) qui s'était traduite par une baisse significative du nombre de recrues laïques.

La première *Mekhina Toranit – Bnei David* (« les Fils de David ») – a vu le jour dans l'implantation d'Eli (Nord de Jérusalem) sous le parrainage des rabbins sionistes religieux Eli Sadan et Yigal Levinstein. Ceux-ci entendaient favoriser une pleine intégration des soldats nationaux-religieux au sein de l'armée israélienne et rompre ainsi avec l'égotisme insulaire qui se développait au sein des unités-îlots issues des *yeshivot hesder*.

Les *Mekhinot Toraniot* sont des écoles prémilitaires qui forment les futurs soldats observants souhaitant reporter leur incorporation au sein des forces de défense d'Israël. Ce report est destiné à les

préparer psychologiquement, physiquement et spirituellement à « servir la nation » et à évoluer dans un environnement non religieux tout en minimisant les risques de dilution identitaire.

Cette préparation prémilitaire³⁴ s'étend sur une période d'un an en moyenne. Elle propose aux appelés portant la kippa tricotée des cours de pensée juive, de sionisme et de judaïsme placés sous le signe de la théologie politique du Rav Kook. Un entraînement physique consacré essentiellement au maniement d'armes légères et une sensibilisation aux problèmes de sécurité nationale leur sont également proposés. Cette double formation est destinée à renforcer leur identité sociale afin de limiter l'influence disruptive du « laïcisme ambiant » qui règne dans les unités mixtes de *Tsahal* au sein desquelles ils seront appelés à servir. En effet, au terme de la période de préparation, ils effectuent un service militaire complet, majoritairement dans les unités combattantes. Pour éviter la « contagion » séculière, ils intègrent collectivement les rangs de l'armée. Enfin, la *Mekhina Toranit* leur donne la possibilité de candidater aux Écoles de formations d'officiers (*Batei Sefer Lé'Kzinim*) à l'issue de leur période de conscription, leur ouvrant ainsi la voie à la carrière militaire.

Plus de deux mille soldats servent chaque année dans les rangs de *Tsahal* après avoir passé un an dans une *Mekhina Toranit*. A l'instar des *hesdernikim*, une écrasante majorité d'entre eux servent dans le cadre d'unités combattantes (près de 90 %), tandis que plus d'un tiers sont brevetés officiers³⁵.

Les écoles prémilitaires religieuses connaissent un véritable succès. On dénombre aujourd'hui plus d'une vingtaine de *Mekhinot Toraniot* dont un nombre significatif situé en Cisjordanie.

34. Cette préparation permet également aux futurs soldats de développer des qualités spécifiques qui leur seront particulièrement utiles lorsqu'ils aborderont les différents tests et épreuves physiques de la période dite de « cristallisation » (*giboush*). La réussite de ces épreuves de présélection conditionne l'affectation des nouvelles recrues dans les unités de *Tsahal*, notamment dans les unités combattantes.

35. Estimation recueillie sur la base de l'entretien effectué avec Yohanan Ben-Yaakov, actuel directeur du programme *Mekhina*. Ce chiffre nous a été confirmé par le ministère de l'éducation nationale.

LE RETRAIT DE LA BANDE DE GAZA : DE LA NATION EN ARMES À L'ARMÉE DES COMMUNAUTÉS ?

Le retrait israélien de la bande de Gaza a placé au centre du débat public la question de l'avenir du pacte « républicain » qui lie armée et nation en Israël³⁶.

L'échelon politique a confié à l'armée une mission particulièrement délicate dont les enjeux dépassaient largement le cadre de la résolution de l'équation logistique posée par l'évacuation de plus de dix mille civils israéliens (colons résidents de la bande de Gaza et activistes infiltrés).

Pour *Tsahal*, le retrait de Gaza avait valeur de test grandeur nature. L'état-major craignait que la prégnance du clivage laïcs-religieux au sein de l'armée et l'influence grandissante des rabbins sur l'éducation, les attitudes et la conduite des soldats nationaux-religieux ne remettent en cause l'autorité du haut commandement militaire. Cette intrusion de la religion dans les affaires militaires risquait selon eux de créer une forme de double allégeance. Les soldats observants sont en effet potentiellement tiraillés entre leur fidélité à l'égard de l'autorité spirituelle incarnée par le Rav et leur loyauté envers la hiérarchie militaire personnifiée par les commandants (*mefakdim*).

Certes, *Tsahal* avait déjà procédé avec succès à l'évacuation et au démantèlement de la totalité des colonies israéliennes du Sinaï en avril 1982. Cependant, il faut rappeler que ce retrait territorial

36. Le concept de « désengagement unilatéral » est né, dans un premier temps, dans l'esprit d'une fraction de l'establishment politico-militaire qui se situe au centre-gauche de l'échiquier politique israélien. Il a ainsi été évoqué pour la première fois en décembre 1992 par l'ancien responsable des services de renseignement militaire, le général de réserve Shlomo Gazit, ainsi que par l'ex-député travailliste Haïm Ramon (passé à *Kadima*). L'idée d'un retrait unilatéral de la bande de Gaza apparaît dans le contexte d'un blocage des négociations secrètes israélo-palestiniennes. Il s'agissait d'une stratégie alternative à l'échec de la démarche diplomatique entreprise par les « colombes » appartenant à l'aile gauche du parti travailliste (Yair Hirschfeld, Ron Pundak, Uri Savir, Yossi Beilin) qui aboutira à la signature des accords d'Oslo (1993). Le lancement en grande pompe du « processus de paix » permettra aux partisans de la démarche bilatérale de dominer sans partage le débat stratégique en Israël. L'échec des négociations et le lancement de « *l'Intifada el Aqsa* » redonnera un second souffle aux partisans du retrait unilatéral au sein de l'état-major de l'armée. Ainsi en Octobre 2001, le brigadier général Eival Gilady, alors chef de la planification stratégique, propose de sortir de la logique de confrontation militaire et d'initier une démarche originale reposant sur le principe de l'échange « *du territoire contre du temps* ». Il s'agissait concrètement d'évacuer unilatéralement la totalité des colonies de la bande de Gaza ainsi que sept colonies du Nord de la Cisjordanie dans le but de renforcer l'emprise israélienne sur les grands blocs d'implantations.

faisait l'objet d'un consensus national et s'inscrivait dans le cadre de l'accord de paix bilatéral israélo-égyptien (Camp David 1978). En outre, *Tsahal* était encore largement dominée par les Juifs laïques d'origine ashkénaze, notamment au sein de l'échelon intermédiaire et supérieur du commandement militaire. De même, la majorité des colons du Sinaï était issue de la mouvance sioniste travailliste. A l'exception d'une minorité nationaliste-religieuse affiliée au *Goush Emounim*, ces colons laïques et/ou traditionalistes avaient accepté de quitter leur lieu de résidence en échange d'une compensation financière. Enfin, sur le plan des représentations géopolitiques, l'espace sinaïtique est situé à la périphérie des « frontières de la Promesse », tandis que la bande de Gaza et plus encore la Judée-Samarie (Cisjordanie) en occupent le centre.

L'État d'Israël ou la Terre d'Israël : le dilemme symbolique des soldats nationaux-religieux

Le retrait de Gaza a plus que jamais divisé le leadership politique et spirituel du courant sioniste religieux. Certains parmi ses plus éminents représentants, n'ont pas hésité à exhorter les soldats à désobéir aux ordres de leurs supérieurs.

Ces appels à l'insubordination massive (« *sarvanout amonite* ») ont suscité une vive controverse en Israël. L'état-major de *Tsahal*, au diapason de la classe politique et des grands quotidiens nationaux, n'a pas caché sa crainte de voir les rangs de l'armée se désunir et sa hiérarchie contestée. Une insubordination massive risquait à ses yeux de mettre en péril l'unité de la chaîne de commandement et de saper les fondements de sa culture organisationnelle et de son ethos « républicain ». La majorité des élites sionistes religieuses a partagé ces craintes et condamné les appels à l'insoumission.

Ces prises de position contradictoires et le débat interne qui a agité le courant national-religieux ont contribué à entretenir la confusion chez les soldats observants. En l'absence de consensus doctrinal, ces derniers ont été contraints de choisir, dans l'intimité de leur conscience, entre les deux valeurs qui ont structuré la *weltanschauung* nationale-religieuse au sortir de la guerre des Six Jours : la loyauté envers l'État d'Israël et la préservation de l'intégralité de la Terre d'Israël (*Shlémost Haaretz*).

C'est le rapport à ces référents identitaires fondateurs qui a déterminé l'attitude adoptée par le leadership sioniste religieux et les soldats observants à l'égard de la question de l'insubordination. Les uns ont privilégié l'allégeance à l'État d'Israël (*Medinat Israël*) sur l'idéal du Grand Israël (*Eretz Israël Hashléma*). Les autres ont fait le choix inverse, considérant l'État d'Israël comme un moyen au service de la reconquête de l'intégralité de la Terre d'Israël.

Les premiers furent largement majoritaires. On dénombre parmi eux plusieurs centaines de rabbins, dont les leaders les plus en vue du sionisme religieux, notamment les Rav Yoël Bin Noun, Shlomo Aviner, Elie Sadan, Youval Cherlo, Yehoshoua Ben-Meir, Yaakov Meidan et le lieutenant-colonel de réserve Ehoud Tirosh³⁷. Ces leaders charismatiques sont à la tête de prestigieuses *yeshivot* et *mekhivot*, dont les cinq *yeshivot hesder* les plus importantes: Har Etzion d'Alon Shvout (bloc d'implantations du Goush Etzion), Shilo (implantation située entre Ramallah et Naplouse), Othniel (située au Sud de Hébron), Karnei Shomron (située à l'est de la ville de Kfar Saba) et Petah Tikva (ville du Nord-Est d'Israël). Ces institutions religieuses gravitent dans l'orbite idéologique du courant légitimiste-légaliste dont la figure de proue est le Rav Tzvi Israël Tau, l'un des plus éminents disciples du Rav Tzvi Yehouda Kook. Le brigadier-général de réserve Israël Weiss, qui fut à la tête de l'aumônerie militaire pendant le retrait de Gaza, tout comme l'ex-député et rabbin Haïm Meir Druckman, dirigeant historique du Goush Emounim³⁸, comptent également parmi ses principaux représentants. Au sein du système partisan, ce courant est soutenu par la quasi-totalité des parlementaires sionistes religieux, toutes tendances politiques confondues³⁹. Enfin, le principal lobby

-
37. Le courant légitimiste-légaliste est hétéroclite. Il compte des fidèles au sein des trois principaux groupes sociaux qui dominent le paysage sociologique national-religieux : les nationaux orthodoxes modernistes et nationalistes, les nationaux orthodoxes modernistes et libéraux et enfin un certain nombre de leaders issus de la mouvance ultra-orthodoxe ultra-nationaliste *Hardal*. Parmi les principales organisations extra-parlementaires légitimiste-légalistes, l'on dénombre les ONG *Zoar* et *BeMahagalei Tzedek*, le mouvement kibboutzique religieux *Hakiboutz Hadati* et les organisations *Ne'emanei Torah V'Avoda*, *Netivot Shalom*, *Oz veShalom* et le Sionisme Religieux Réaliste.
38. A noter que l'ex-Grand Rabbin et aumônier de *Tsahal*, le brigadier-général de réserve Israël Weiss a condamné officiellement les appels à l'insubordination bien qu'étant lui-même disciple de feu le Rav Avraham Shapira, lequel fut un ardent défenseur de l'objection de conscience nationaliste religieuse.
39. La représentation parlementaire du courant sioniste religieux est fragmentée. La 18^e *Knesset* (parlement) compte onze députés sionistes religieux dont un député affilié au parti *Kadima* (Othniel Schneller), trois au *Likoud* (Zeev Elkin, Tzipi Hotovely, Lea Nass), un au parti *Israël Beteinou* (David Rotem), trois au *Ihoud Leoumi* (Yaakov Katz, Uri Ariel, Michael Ben-Ari) et trois au parti *Habayit Hayeouhdi* (Daniel Hershkovitz, Uri Orbarch, Zevulun Orlev). Le second gouvernement Netanyahu compte deux ministres sionistes religieux (Yaakov Neeman à la justice, Daniel Hershkovitz aux sciences et aux technologies). Enfin, notons que le chef de cabinet, Nathan Eshel et son adjoint Ari

extra-parlementaire des colons, le *Moezet Yesha*, inscrit également sa lutte en faveur du Grand Israël dans le cadre du courant légitimiste-légaliste (*mamlakhti*).

Fidèles au tropisme étatique qui a façonné l'identité idéologico-politique du sionisme religieux, les légitimistes-légalistes ont opposé aux appels à l'insubordination une condamnation de principe. Pour ces tenants de la ligne doctrinale historique, affiliés aux *yeshivot Hakav* (« La Ligne »)⁴⁰, ces appels sont condamnables à plus d'un titre. D'une part, ils bafouent les fondements idéologiques de la théologie kookienne, laquelle assimile la participation à la défense nationale à un commandement de nature religieuse. D'autre part, et sur un plan plus politique, ils mettent en péril « l'unité nationale » et risquent de reléguer les nationaux-religieux aux marges de la société israélienne. En effet, pour la majorité des Israéliens, l'insubordination constitue une rupture flagrante du contrat moral qui lie les destinées de la nation à celles de son armée. En outre, elle porte atteinte à la souveraineté nationale qui est au fondement du mouvement national juif, le principe de subordination démocratique du pouvoir militaire au pouvoir civil étant l'une des ses principales déclinaisons institutionnelles. Enfin, ces appels mettent en péril la vocation métahistorique de l'armée israélienne dont l'existence est vouée à la défense d'un État conçu comme « *l'assise du trône divin sur Terre* » (*Yessod Kissé Hashem Baholam*)⁴¹.

En effet, pour les légitimiste-légalistes, l'État d'Israël est l'instrument par lequel Dieu dévoile sa présence dans le monde. Placé sous le signe de la sainteté, il est la force motrice du processus de rédemption messianique. Transposition immanente et terrestre du Royaume de David céleste, sa sainteté lui est consubstantielle. Elle n'est donc pas tributaire des contingences politiques et rejaillit sur ses principales institutions. Ainsi, *Tsahal* renferme en elle-même des « *étincelles de sainteté* » (*Tzava Kadosh*). Le devoir d'obéissance envers la hiérarchie militaire découle par conséquent de la raison d'être de l'armée, instrument au service d'un État ontologiquement et intrinsèquement sacré.

Haro sont tous deux des personnalités en vue du courant sioniste religieux.

40. *Yeshivot HaKav* (« les Yeshivot de la Ligne ») est une expression hébraïque idiomatique qui désigne l'ensemble des institutions religieuses (*yeshivot*, *mekhinot*, *kollelim* et *midrashot*) fidèles à la ligne idéologique légitimiste-légaliste fixée par le Rav Tzvi Israël Tau.

41. Rav Abraham Yitzhak Hacohen Kook, «Orot» 160.

Minoritaires et radicaux, les partisans de l'insubordination massive se placent quant à eux sous l'autorité de feu le Rav Avraham Shapira, l'ex-chef spirituel de la *yeshiva Mercaz HaRav* (« le Centre du Rav »)⁴². Ils sont également représentés par le Conseil des rabbins du *Yesh'a* et le mouvement *Komémiyout* qui rassemble une dizaine de rabbins dont les principaux chefs de file sont les Rav Dov Lior, David Doudkevitch, Eliakim Levanon et Zalman Melamed⁴³. Ce courant anti-légaliste est particulièrement bien implanté dans la zone dite du « triangle de fer » (*meshoulach Habarzel*) qui regroupe les petites implantations communautaires radicales du Nord de la Cisjordanie. Il s'agit principalement des colonies des environs de Naplouse (Itamar, Elon Moreh, Ytzhar, Har Brakha, Kfar Tapouakh). Sa présence est également forte dans les implantations situées sur les collines de Judée, dans la région de Ramallah (Beit El, Psagot), de Bethlehem (Bayt Ayin) et de Hébron (Soussia, Beit Hagai, Maale-Hever), qui sont autant de bastions historiques du *Goush Emounim*.

Sur le plan politique, seuls les députés affiliés au petit parti ultra-nationaliste Union Nationale - le laïc Arié Eldad et les religieux Mikhael Ben-Ari, Yaakov Katz et Ouri Ariel- sont favorables aux appels à l'insubordination. En revanche, le soutien est fort parmi les nombreuses organisations qui gravitent aux marges de la mouvance sioniste religieuse extra-parlementaire. Nées dans le sillage du mouvement de protestation *Zo Artzeïnou* (« Ceci est notre pays ») qui s'opposa aux accords d'Oslo en lançant une campagne massive de désobéissance civile, ces organisations apportent une aide judiciaire et financière, ainsi qu'un soutien moral aux objecteurs de conscience nationalistes religieux. On dénombre parmi elles, la faction ultra-nationaliste *Manigout Yehoudit* de Moshe Feiglin (« le leadership juif »), les ONG *Khonenou* (« notre miséricorde ») et *Halev Hayeoudi* (« le cœur juif »), les mouvements de jeunesse ultra-orthodoxes et ultra-nationalistes Ariel et Ezra, ainsi que les organisations *Habaït HaLeoumi* (« le Foyer National »), *Néémanëi Eretz Israël* (« les Fidèles de la Terre d'Israël »), *Noar Eretz Yisrael* (« La jeunesse de la Terre d'Israël »), *Nashim Bé Yarok* (« Les Femmes en vert ») et *Shenit Gamla lo Tippol* (« Gamla ne tombera pas une seconde fois »). Cette nébuleuse est dirigée par les leaders radicaux historiques du mouvement des colons, notamment

42. Fondé en 1924 par le Rav Abraham Hacoen Kook, le Mercaz Harav est une école talmudique considérée comme la plus prestigieuse du courant sioniste religieux.

43. Respectivement les Rav des yeshivot hesder de Kyriat Arba-Hébron, de Ytzhar et d'Elon Moreh.

le Rav Moshe Levinger, l'ultra-nationaliste laïque Eliakim Haetzni ainsi que les *pasionarias* Daniela Weiss et Nadia Mattar. Elle compte également parmi ses principaux dirigeants une nouvelle élite issue de la seconde génération de colons nés en Cisjordanie (Ariel Vangrover, Shaï Malka, Shmouel Meidad et Boaz Haetzni...)⁴⁴.

Sous la bannière du slogan « *le refus d'obéir sert le sionisme* » (« *sarvanout zé zionout* »), ces leaders radicaux dénoncent avec virulence la statolâtrie du courant légitimiste-légaliste. Ils estiment qu'elle a facilité la mise en œuvre du retrait de la bande de Gaza et retardé par-là même l'avènement de la Rédemption. C'est la raison pour laquelle ils n'hésitent pas à remettre en cause la sanctification et la sacralisation de l'État d'Israël. Sur le plan théologico-politique, ces chefs de file du courant anti-légaliste font un distinguo entre « l'État juif idéal » (*Medina Idealite*) tel qu'il a été conceptualisé par le Rav Kook, et « l'État juif réel » (*Medina Mamashite*), pâle reflet historique du premier dont les institutions ne sont à leurs yeux que les incarnations contingentes et partant, nécessairement imparfaites.

« L'État juif idéal » s'inscrit dans un horizon méta-historique et méta-politique. Il conserve en tant que telle sa sacralité car il est le réceptacle de la volonté divine et l'expression terrestre d'un « *Royaume d'Israël messianique à venir, seul à même d'unir le ciel et la terre* »⁴⁵. Cet « État juif idéal » est le vecteur quasi cosmique des aspirations religieuses, morales et spirituelles du peuple juif. État juif et non État des Juifs, il est soumis à la *Halakha* et porteur des prophéties bibliques. Il ne peut donc errer, la volonté divine ne pouvant se tromper sans se nier. En revanche, l'armée peut errer en tant qu'institution placée sous l'autorité d'un État laïque dont les élites ne respectent pas les préceptes de la *Torah*. L'obligation de lui conserver sa loyauté et l'obéissance à la chaîne de commandement n'est donc en rien inconditionnelle, *Tsafal* n'étant « *qu'un instrument au service d'un pouvoir politique illégitime* » dont les décisions vont à l'encontre du processus

44. Ariel Vangrover et Shaï Malka ont servi dans le cadre de la *Yeshiva hesder* d'Othniel (une implantation située sur les collines du désert de Judée au sud de la ville de Hébron). Ils sont à la tête d'*Habit HaLeoumi* (La Maison Nationale), une organisation qui gravite dans l'orbite de la faction ultra-nationaliste Manigout Yehoudit. *Habit HaLeoumi* prône la désobéissance civile non violente. Elle s'est illustrée pendant le retrait de la Bande de Gaza par le blocage des routes, l'occupation de bâtiments publics et l'organisation de fausses alertes à la bombe destinées à paralyser le fonctionnement des institutions et à désorganiser les forces de sécurité israéliennes. Ses jeunes leaders ont été condamnés à trois mois et demi de prison ferme pour incitation à la sédition et trouble de l'ordre public.

45. Entretien avec le Rav Doukevitch (Itzhar).

de rédemption messianique. Seule la défense de la Terre d'Israël et de ses habitants constitue un commandement de nature religieuse (*mitzva*) ayant une valeur *per se*. Il est par conséquent permis, voire impératif, de désobéir aux ordres lorsqu'ils transgressent les lois de la *Tora*h, celle-ci interdisant à quiconque « *de céder ne serait-ce qu'un millimètre de la Terre d'Israël* »⁴⁶.

Ces appels à l'insubordination ne relèvent pas d'une simple prise de position idéologique, mais d'une décision juridico-religieuse (*Psak din*) censée engager les soldats observants. Leurs instigateurs ambitionnent de s'imposer comme une autorité alternative à celle de la hiérarchie militaire sur des sujets d'une importance capitale pour la sécurité nationale de l'État d'Israël. Ils visent plus particulièrement les officiers qui occupent une position stratégique au sein de la hiérarchie militaire, leur ralliement étant de nature à désorganiser les rangs de l'armée et à provoquer une vague de désobéissance par ricochet.

Le retrait des Six Jours : les raisons d'un succès historique

Les appels à l'insubordination ont été peu suivis d'effets. Débutée le 17 août 2005, l'évacuation *manu militari* de la totalité des colonies de la bande de Gaza a pris fin le 23 août, soit moins d'une semaine après son lancement. Dans l'ensemble, cette opération d'envergure baptisée « *Main tendue* » (*Yad La'Hak'him*) s'est déroulée de manière pacifique, les colons ayant opposé pour la plupart une résistance non violente aux forces d'évacuation⁴⁷. Sa planification logistique n'en fut pas moins ardue. Plus de 53 000 soldats et policiers ont été mobilisés pour faire face à l'opposition de près de 12 000 récalcitrants (colons et activistes infiltrés). Dix-sept brigades d'infanterie sont également intervenues.

Les cas d'insubordination furent relativement peu nombreux, les soldats portant la kippa tricotée ayant majoritairement obéi aux ordres de leur supérieur hiérarchique et subordonné l'application de la *Halak'ha* à sa conformité avec la loi de l'État.⁴⁸ Les doutes exprimés

46. Entretien avec le Rav Eliakim Levanon (Elon Moreh).

47. Les scènes de violence qui ont émaillé l'évacuation des colonies de Kfar Darom, Neve Dekalim, Sa-Nur et Homesh ont été principalement le fait de jeunes nationalistes religieux infiltrés venus prêter main forte aux expulsés.

48. Le premier cas de désobéissance publique a été le fait du caporal Avi Beiber. Résidant de la colonie mixte (religieux-laïcs) de Tekoa au sud de Bethlehem, ce soldat non religieux avait refusé en juin 2005 de participer à la démolition d'un bâtiment de *Tsahal* situé à Shirat Hayam à la frontière égypto-

par le haut commandement militaire sur la loyauté, l'obéissance et la fidélité de ses troupes observantes n'ont pas résisté à l'épreuve des faits.

Les chiffres officiels fournis par l'armée israélienne font état de cent soixante-trois cas d'insubordination et/ou menaces d'insubordination, qui ont précédé ou accompagné la mise en œuvre du retrait de Gaza. La grande majorité de ces *néo-refuznikim* de droite (*sarvanim yemanim*) sont des conscrits parmi lesquels l'on compte près d'une cinquantaine de *hesdernikim*. On dénombre également une quinzaine de réservistes, ainsi que six officiers subalternes, dont le plus haut-gradé était un capitaine (*seren*) issu d'une brigade du génie combat, résident de la colonie de Kyriat Arba (à la lisière de Hébron).

Il faut toutefois relativiser l'exactitude de ces chiffres officiels. On ne peut se contenter d'évaluer l'ampleur de ce phénomène à l'aune de la réussite de l'opération « Main tendue » sans céder à une illusion rétrospective. En effet, le faible nombre de soldats réfractaires s'explique en grande partie par la manière dont l'armée a méticuleusement préparé le retrait de la bande de Gaza en agissant simultanément sur quatre principaux leviers : politique, sociologique, communicationnel et logistique.

En premier lieu, *Tsahal* n'a pas comptabilisé les nombreux cas dits « *d'insubordination grise* » (*sarvanout afora*)⁴⁹ et n'en a d'ailleurs pas pénalisé les auteurs, sans doute pour éviter une éventuelle contagion dans ses rangs. « *L'insubordination grise* » est une posture discursive et normative qui se tient à équidistance des appels à l'insoumission massive et des exhortations à l'obéissance. Cette position médiane maintient la condamnation de principe de l'insubordination, au motif qu'elle constitue un danger pour l'avenir de l'État d'Israël et la pérennité de son armée. Elle envisage néanmoins la possibilité que les soldats puissent, à titre individuel et exceptionnel, exciper de leur incapacité à mettre en œuvre l'évacuation de colons pour bénéficier d'exemptions temporaires. Pour les tenants de « *l'insubordination grise* », cette pratique ne doit en revanche en aucun cas être institutionnalisée

israélienne. Il a écopé de 28 jours de prison ferme.

49. L'ampleur du phénomène nous a été confirmée lors de notre entretien avec le général de réserve Eleazar Stern, ex-chef du département des ressources humaines de *Tsahal*.

et officialisée. En outre, elle n'est légitime qu'en tant qu'elle se fonde sur des considérations d'ordre éthique et humanitaire à l'exclusion de toutes revendications politiques et idéologiques.

Bien que minoritaire au sein du sionisme religieux, cette position a néanmoins été soutenue par l'ancien Grand rabbin d'Israël, le Rav Mordehaï Eliahou, ainsi que par des personnalités influentes, telles que les rabbins Shlomo Aviner de la *yeshiva Ateret Hacohanim* (Jérusalem) et Nahoum Eliezer Rabinovich de la *yeshiva hesder* « *Birkat Moshe* » (Maale Adoumim).

En second lieu, le faible nombre de cas d'insubordination s'explique par la nature ambivalente des liens qui unissent les nationaux-religieux à leur leadership spirituel. En effet, les sionistes religieux consultent pour la plupart deux autorités rabbiniques qui jouent le rôle de guides spirituels et d'autorités morales en matière d'interprétation et d'application de la *Halakha*: le « *Rav familial* » (*Rav mishpakhti*) et le « *Rav communautaire* » (*Rav kehilati*). Le premier noue une relation interpersonnelle avec un certain nombre de familles à qui il prodigue recommandations et conseils, notamment en ce qui concerne les règles pratiques qui régissent leur vie privée (rapports de couple, éducation des enfants...). Le second intervient quant à lui sur les questions qui touchent à la vie de la communauté (conflits de voisinage, organisation collective de la vie religieuse...), mais également aux rapports que celle-ci entretient avec les institutions de l'État, dont l'armée. Or, les rabbins « communautaires » n'ont pas adopté de position claire s'agissant de l'attitude à adopter vis-à-vis de l'armée. En outre, à la différence des ultra-orthodoxes, les nationaux-religieux ne soumettent pas tous les domaines de leur existence au crible de leur autorité suprême. La vie publique échappe pour une bonne part à l'influence de l'autorité rabbinique, en particulier le rapport au monde du travail et à la politique. A l'instar de leurs concitoyens laïques, les nationaux-religieux se déterminent en ces domaines sur la base de leur appréciation personnelle, en fonction de considérations extra-religieuses. C'est la raison pour laquelle un certain nombre d'entre eux n'ont pas obéi à leurs Rav, bien que ceux-ci les aient appelés à désobéir.

En troisième lieu, l'état-major de l'armée avait arrêté, quelques mois avant le retrait, une stratégie qui s'est avérée efficace. Résumée

par l'heureuse formule officielle en forme de slogan publicitaire - « *sensibilité et détermination* » (*Reguishout vé Nekhishout*) -, cette stratégie de la carotte et du bâton visait à contenir et à limiter en amont le nombre de récalcitrants éventuels tout en sanctionnant en aval les objecteurs de conscience de façon dissuasive. Ainsi, *Tsaahal* a su faire preuve de souplesse en dispensant systématiquement les soldats dont les proches (membres de la famille et/ou amis) vivaient dans les implantations appelées à être évacuées. L'armée a également passé un accord tacite avec le leadership politique et spirituel du mouvement des colons. Au terme de cet engagement mutuel, *Tsaahal* a accepté de ne pas impliquer directement les soldats-colons dans l'évacuation et de dispenser ceux qui auraient discrètement manifesté la volonté de ne pas y participer. Il s'agissait ce faisant d'éviter de placer ces derniers dans une situation pouvant déboucher sur un conflit de loyauté et de légitimité. Cette souplesse était d'autant plus pertinente aux yeux de l'état-major qu'elle ne réduisait pas de manière substantielle la marge de manœuvre opérationnelle de *Tsaahal*. En contrepartie, le leadership du mouvement des colons a été sommé de jouer l'apaisement et de condamner les appels à l'insubordination. Il a également été enjoint de désavouer, *ab initio*, ceux qui se rendraient coupables de violence (verbale et physique) contre les soldats et les policiers venus les évacuer.

Tsaahal a également fait preuve de fermeté. Le chef d'état-major d'alors, le général Dan Haloutz, a fait savoir que l'armée ne tolérerait pas l'insubordination et qu'elle punirait sévèrement les soldats récalcitrants. Pour les soldats du rang, la palette des sanctions s'étendait de la simple note disciplinaire à des périodes d'incarcération prolongées. Les officiers encourageaient quant à eux le risque d'être dégradés, voire d'être destitués. L'état-major a également menacé de prendre des mesures de rétorsion à l'encontre des soldats réfractaires issus des *yeshivot hesder*. Ces derniers étaient susceptibles de perdre le privilège du panachage que leur accorde cette structure civilo-militaire originale (service militaire et études religieuses), ce qui les aurait contraints à effectuer un service militaire classique d'une durée de trois ans, en lieu et place des quatorze mois auxquels ils étaient jusqu'à présent astreints.

Enfin, l'état-major a annoncé qu'il sanctionnerait les rabbins qui se rendraient coupables d'appels à l'insoumission au titre de l'in-

citation à commettre des actes contraires au devoir et à la discipline militaire. La sanction était particulièrement sévère puisqu'elle prévoyait en l'espèce le démantèlement des *yéshivot hesder* et des *mekhivot toraniot* à la tête desquelles ces rabbins séditieux officient. Plus grave encore, le général Eleazar Stern, chef du Département des Ressources humaines de *Tsahal* et lui-même issu du sionisme religieux, avait laissé entendre que l'ensemble du système de compromis institutionnalisé en forme de traitement préférentiel accordé aux nationaux-religieux pourrait être remis en cause: le dialogue constant des dirigeants des *yeshivot hesder* et des *mekhivot* avec le commandement militaire sur l'amélioration des conditions du service des soldats observants, l'existence d'unités intégralement composées de religieux dont le nombre ne cesse d'augmenter, la tolérance manifeste du commandement à l'endroit de l'interventionnisme croissant des rabbins dans les affaires militaires...

L'ampleur et la gravité de ces menaces de sanctions semblent avoir été dissuasives. Mais au-delà d'un éventuel recours à des mesures coercitives, l'absence d'insubordination massive s'explique en grande partie par la volonté du leadership national-religieux de préserver son statut et sa place au sein de l'armée. L'autonomie encadrée dont bénéficient les soldats observants et les nombreux avantages que leur confère ce statut privilégié ont paradoxalement créé une situation de dépendance – morale, financière et logistique – à l'égard de l'institution militaire. Tout comme les nationaux-religieux ont contribué à insuffler un supplément d'âme juive à l'armée israélienne, celle-ci les a en retour israélisés. En effet, leur présence massive au sein des échelons inférieurs et intermédiaires de *Tsahal*, de même que leur participation active à la défense nationale ont accéléré leur acculturation et leur intégration au sein des forces armées d'Israël. En outre, si les structures qui leur sont exclusivement réservées institutionnalisent et renforcent les tendances insulaires qui se développent en leur sein, elles contribuent également à réguler les conflits pouvant les opposer au commandement militaire. Les *yéshivot hesder*, tout comme les *mekhivot toraniot*, servent également de lieux de socialisation et de structures de médiation entre le contingent national-religieux et l'institution militaire. Le retrait de la bande de Gaza en constitue l'illustration la plus éclatante.

En effet, deux groupes sociaux issus du courant sioniste religieux ont été mobilisés pour apaiser les tensions entre *Tsahal* et les *kippot srougot*. Il s'agit d'une part, de hauts gradés et notamment de généraux appartenant à la génération des « Princes » du sionisme religieux - fils et filles de l'élite nationale-religieuse ayant participé à la fondation de l'État d'Israël -. Ces derniers ont servi de médiateurs informels entre l'état-major et les leaders du mouvement des colons. Certains ont joué un rôle-clé dans la préparation ainsi que dans la mise en œuvre du retrait de la bande de Gaza. Ainsi, les généraux sionistes religieux Gershon Hachohen et Yiftah Ron-Tal⁵⁰ ont été chargés de mener à bien l'évacuation des colons et le démantèlement des implantations. Il s'agit d'autre part, du Grand rabbinat de *Tsahal* et plus largement du personnel de l'aumônerie militaire. Les rabbins de l'armée (*rabbanim tzvaïim*), les officiers en charge des questions religieuses (*kzineï dat*) et les sergents coordinateurs des affaires religieuses (*samaleï dat*) ont été dépêchés auprès de l'ensemble des unités afin d'adjurer les soldats de ne pas désobéir aux ordres de leurs supérieurs au nom de l'unité nationale et de la pérennité des forces armées israéliennes.

Enfin, ce sont des facteurs d'ordre logistique et sociologique qui expliquent le faible nombre d'objecteurs de conscience. *Tsahal* avait mis en place, quelques mois avant le retrait de Gaza, une force d'active et de réserve *ad hoc*, essentiellement composée de soldats professionnels sélectionnés en fonction de leur loyauté présumée envers la chaîne de commandement. Cette loyauté était a priori garantie par leur faible degré d'affiliation idéologique, ainsi que par la pesanteur des contraintes socio-économiques inhérentes à la carrière militaire que la majorité d'entre eux avait épousée. L'état-major de *Tsahal* a ainsi substitué à une « armée du peuple » potentiellement perméable aux influences sociétales et aux sirènes de l'ethno-nationalisme, une « armée de professionnels » davantage susceptibles de mener à bien une mission politiquement controversée et humainement délicate.

Cette armée du « désengagement » était constituée de six principaux cercles concentriques (*Maagaleï Hapinouï*), chaque cercle étant lié au précédent en fonction de son degré de proximité ou

50. Respectivement commandant en chef de la 36ème division blindée et commandant en chef des forces terrestres.

d'éloignement avec le territoire en cours d'évacuation. Le premier cercle, en contact physique direct avec les évacués, n'a connu qu'un nombre limité de cas d'insubordination. Quatre principaux facteurs l'expliquent.

En premier lieu, le premier cercle était principalement composé des unités du *Magav* (acronyme hébraïque de *Mishmar HaGvoul* ou gardes-frontières), la branche militaire de la police israélienne déployée dans les villes frontalières du pays, ainsi qu'en Cisjordanie. Or, ces unités sont essentiellement composées d'officiers professionnels et de soldats combattants issus des « nouvelles couches sociales » (russophones, éthiopiens, séfarades issus de la classe moyenne inférieure...), dont un nombre significatif est issu des minorités non juives (druzes, bédouines, circassiennes)⁵¹. En outre, les motivations d'ordre économique jouent un rôle essentiel pour ces soldats de la « périphérie » qui voient dans la carrière militaire la garantie d'un emploi stable.

En second lieu, le premier cercle a également eu recours à l'emploi massif d'unités spécialisées dans les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre qui se sont avérées être particulièrement efficaces. Parmi ces forces spéciales, le *Yassam* et le *Samag*⁵² ont joué un rôle décisif. Leur loyauté envers l'échelon militaire et leur professionnalisme expliquent dans une large mesure le fait qu'elles n'aient pas été touchées par le phénomène de l'insubordination. Enfin, deux régiments ad hoc issus des trois corps d'armée (mer, terre, air) et composés exclusivement d'officiers et de sous-officiers de carrière (4 000) ont également été déployés dans le cadre du premier cercle. Placés sous l'autorité conjointe du district Shaï de la police (responsable de la Cisjordanie) et du commandement central de l'armée, les soldats de ces régiments ont été spécialement entraînés, à la fois physiquement et psychologiquement, pour mener à bien le retrait.

-
51. Le *Magav* était alors placé sous le commandement chef du général Imad Hussein Farès (d'origine druze).
 52. Les unités *Yassam* (acronyme hébraïque de *Yékhidat Siour Meyoukhédet*, soit unité spéciale de patrouille) et *Samag* (acronyme hébraïque de *sayeret mishmar Hagvoul*, soit l'unité d'élite du *Magav*) sont des unités rattachées à la police militaire israélienne spécialisées dans la surveillance du territoire (via des compagnies constituées de motocyclistes armés pour le *Yassam*, de la police montée pour le *Samag*), le maintien de l'ordre public, le service d'ordre lors de grandes manifestations publiques (visites officielles de chef d'État, match de football) et la lutte anti-terroriste en milieu urbain. Elle est essentiellement composée de policiers et d'officiers de carrière.

Le second cercle et le troisième cercle étaient quant à eux exclusivement composés d'unités spécialisées, rattachées à la branche civile et militaire de la police israélienne. Il s'agit principalement des unités d'élite *Yamam* (unité spécialisée dans le contre-terrorisme et les opérations de sauvetage à haut risque), *Zalafim* (unité de tireurs d'élite) et *Matzada* (unité anti-émeute). Ces unités sont composées pour l'essentiel de policiers professionnels et d'officiers dotés d'une expérience acquise dans les rangs des unités d'élite combattantes de l'armée. Elles ont été mobilisées afin d'empêcher les militants anti-désengagement de pénétrer dans les implantations, mais également pour déloger les colons les plus radicaux qui s'étaient enchaînés et embastillés sur les toits des maisons évacuées.

Ce n'est qu'au sein des quatrième, cinquième et sixième cercles, les plus éloignés du « théâtre d'opération », que les régiments d'infanterie d'active et de réserve ont été déployés à proximité des villages palestiniens. Leur mission consistait principalement à empêcher toute infiltration de groupes armés palestiniens et à parer à tout type d'attaque contre les colons et les soldats venus les évacuer (attentats-suicides, tirs d'obus de mortier...). Les unités d'élite combattantes, telles que les brigades d'infanteries *Golani*, *Givati*, *Kfir*, n'ont donc pas directement participé à l'évacuation des colons. *Tsa'hal* entendait ainsi minimiser l'emploi de conscrits et de soldats de réserve dans une opération qui risquait de placer « l'armée du peuple » face à une partie du peuple. Ces fantassins combattants étaient en effet davantage susceptibles de céder à la pression psychologique et de s'identifier à la détresse de leurs concitoyens évacués, notamment en raison de la forte proportion de nationaux-religieux qui peuplent leurs rangs. Il est probable que le nombre d'objecteurs de conscience aurait été sensiblement plus élevé si ces soldats avaient directement participé à l'évacuation.

ENJEUX ET PERSPECTIVES

Le retrait de la bande de Gaza et de l'extrême nord de la Cisjordanie fut un succès historique pour *Tsa'hal*. Il lui permit de réaffirmer son crédo « républicain » fondateur et de redorer son blason auprès de la population israélienne. Dans l'ensemble, le contingent national-religieux a fait montre de fidélité et de loyauté envers la hiérarchie militaire. Pour autant, les prétentions de cette

dernière à la neutralité idéologico-politique et la cohésion identitaire de *Tsahal* en tant « qu'armée du peuple » ont été érodées. Certes, les nationaux-religieux se sont conformés aux ordres émanant du haut commandement. De même, après une crise de motivation passagère, les appelés arborant la kippa tricotée manifestent à nouveau leur engagement envers l'armée en investissant massivement les rangs des unités combattantes. Cependant, leur confiance envers l'institution militaire a été entamée, les soldats observants estimant que *Tsahal* a violé le « pacte républicain » et trahi sa mission historique en se mettant au service d'une décision politique controversée.

En accord avec le ministère de la défense, l'état-major de *Tsahal* a pris un certain nombre de mesures afin d'apaiser ces tensions et de restaurer son image auprès de la jeunesse nationale-religieuse. Ainsi, le chef d'état-major Gabi Ashkénazi (*Haramatkal*) a réaffirmé le rôle traditionnel de l'armée dont la vocation première est d'assurer la défense nationale face aux menaces extérieures et non de garantir le maintien de la paix sociale et de l'ordre public. En redéfinissant formellement les attributions respectives de l'armée et de la police, le général Ashkénazi entend minimiser l'implication de ses soldats dans l'évacuation de civils israéliens résidents des colonies et des « avant-postes illégaux ». Cette tâche est désormais confiée en priorité aux unités de la police civile et militaire. Les soldats de *Tsahal* en sont le plus souvent dispensés afin d'éviter de les placer en situation de dilemme symbolique. Dès lors, leur rôle se limite le plus souvent à sécuriser le périmètre du secteur au sein duquel se déroule l'évacuation. En outre, *Tsahal* a nommé un sioniste religieux résident de la colonie radicale d'Itamar (près de Naplouse) - le brigadier-général Avikhäï Ronski - à la tête de l'aumônerie militaire dans le but de restaurer le dialogue rompu avec une partie de la jeunesse nationale-religieuse qui a fait part de son désir de se désengager de l'institution militaire.

Ces décisions ne semblent toutefois pas être en mesure de vaincre ses appréhensions ni d'éviter que celles-ci ne se traduisent par un sentiment d'aliénation grandissant. Un nouveau retrait territorial majeur en Cisjordanie pourrait réduire à néant les efforts entrepris par le commandement militaire. Si l'hypothèse d'un putsch militaire ou d'une insurrection violente est à écarter, celle d'une vague d'insubordination massive ne peut être totalement exclue. En effet,

rien ne permet d'affirmer que le succès et la maîtrise avec laquelle *Tsaḥal* a géré la mise en œuvre du retrait de Gaza puisse à l'avenir se répéter à l'identique.

En premier lieu, une frange toujours plus importante de la jeunesse nationale-religieuse rejette le rôle modérateur joué par le leadership spirituel et politique du courant sioniste religieux. Cette jeunesse désenchantée et désabusée ne voit plus en *Tsaḥal* l'armée du « Dieu vivant » (*Tzava Hashem*), mais un instrument au service de politiques gouvernementales qui ont trahi la vocation spirituelle du peuple juif et brisé l'élan messianique. C'est la raison pour laquelle ces nouveaux conscrits se réservent le droit de désobéir aux ordres de leurs supérieurs lorsqu'ils estiment que ceux-ci vont à l'encontre de leur engagement idéologique. Ils revendiquent de plus en plus fréquemment un service militaire à la carte et entendent contractualiser cet engagement conditionnel. Certains ambitionnent de « judaïser » l'armée, du sommet à la base de la pyramide militaire. Ils entendent ainsi remplacer son leadership laïque actuel par une élite pieuse et dévote⁵³ (*Hanagat HaEmounim*), l'objectif ultime étant de transformer l'Armée de défense d'Israël (*Tzava Hagana Lelsraël*) en une Armée de la rédemption d'Israël (*Tzava HaGeoula Lelsraël*). Selon eux, seul le retour à la Tradition d'Israël et le réenchantement de son identité nationale permettraient au peuple d'Israël de retrouver le chemin sinueux de sa délivrance future.

En second lieu, les difficultés opérationnelles et logistiques inhérentes à la mise en œuvre d'un nouveau retrait territorial majeur en Cisjordanie seront sans commune mesure avec celles que *Tsaḥal* a dû affronter dans la bande de Gaza. Rappelons qu'il a fallu plus de cinquante mille soldats et policiers pour venir à bout de la résistance de moins de quinze mille récalcitrants (soit un ratio de cinq soldats pour un réfractaire). Or, le nombre de colons appelés à être évacués en cas de retrait territorial s'élève à plus de soixante dix mille âmes. Ils résident dans les implantations situées en dehors du tracé de la « *barrière de sécurité* ». En outre, il s'agit pour l'essentiel de colons idéologiques qui récusent la stratégie de la résistance

53. Littéralement « croyants ». Ce terme est néanmoins inapproprié. Le terme « *emouni* » vient de la racine « *emouna* », mot hébraïque polysémique qui peut se traduire tout à la fois par foi, confiance, crédit. Seule une périphrase est en mesure de restituer au mot « *emouni* » son sens. « *Emouni* » pourrait en effet être traduit par la « *fidélité à l'alliance nouée entre le peuple d'Israël, le Dieu d'Israël, la Torah d'Israël et la Terre d'Israël* ».

passive. Certains parmi les plus radicaux n'excluent pas de recourir à la violence pour empêcher toute tentative d'évacuation. Enfin, les unités de la police civile et militaire ne pourront à elles seules venir à bout de la résistance de ces « *fidèles de la Terre d'Israël* », ne disposant pas du personnel suffisant pour mener à bien cette délicate mission. *Tshal* se verra donc dans l'obligation de mobiliser ses brigades d'infanterie bien que celles-ci soient massivement investies par les nationaux-religieux.

En troisième lieu, les répercussions politiques et idéologiques d'une évacuation majeure en Cisjordanie pourraient durablement changer le visage de l'armée israélienne. En effet, la « Judée-Samarie » est investie d'une signification historico-religieuse et d'une dimension affective et symbolique dont la bande de Gaza était largement dépourvue. C'est le cœur même de l'Israël biblique et la raison d'être du nationalisme religieux qui seront alors en jeu. Les réactions suscitées par une telle perspective pourraient être de nature à déclencher un vent de révolte dans les rangs de l'armée.

La violence des incidents qui ont émaillé l'évacuation d'« avant-postes illégaux » depuis le retrait de Gaza et la multiplication récente des cas d'insubordination ont renforcé les craintes de l'état-major et rendu plausible la réalisation de ce pessimiste scénario.

Ainsi, la brigade d'infanterie *Kfir* a défrayé la chronique en raison du nombre relativement élevé de soldats qui se sont rendus coupables d'insubordination, notamment au sein des bataillons *Nahshon*, *Shimshon*, *Doukhifat* et *Netazah Yehouda*. Ces unités combattantes qui opèrent en Cisjordanie comptent un grand nombre de soldats nationaux-religieux issus des *yeshivot hesder* dont certaines sont des bastions de l'anti-légitimisme (*yeshivat Birkat Yosef d'Elon Moreh*, *Yeshivat Har Brakha*). La désobéissance de ces soldats récalcitrants s'est illustrée par le déploiement de banderoles appelant à s'opposer à « *l'évacuation des Juifs* » pendant les prises d'armes ou par le refus de participer, y compris de manière indirecte, au démantèlement « d'avant-postes illégaux ». La plupart des soldats impliqués dans ces incidents ont été mis aux arrêts, une minorité d'entre eux ayant été exclus de leurs bataillons. Ces derniers ont été sommés d'effectuer un

service militaire standard de trente six mois dans une unité régulière en lieu et place des vingt-quatre mois auxquels ils étaient astreints en vertu de « l'arrangement » (*hesder*).

Les sanctions à l'égard de rabbins séditeux furent plus sévères encore. En accord avec l'état-major de l'armée, le ministre de la défense Ehoud Barak a ainsi pris la décision inédite d'annuler l'accord entre *Tsa'hal* et la *yeshiva hesder* de la colonie radicale d'*Har Brakha*, située au sommet d'une montagne surplombant Naplouse. Son directeur, le Rav Eliezer Melamed, n'avait cessé d'appeler ouvertement les soldats à désobéir aux ordres d'évacuation « d'avant-postes illégaux » au motif que ceux-ci contreviendraient à la Torah. Bien que très majoritairement légitimistes et hostiles aux appels à l'insubordination, les rabbins à la tête de la plupart des *yeshivot hesder* se sont élevés contre cette sanction au nom de la liberté d'expression.

La médiatisation de ces cas de désobéissance ne doit pas nous conduire à en surestimer l'importance et la gravité. Ils restent pour l'heure largement isolés. Pour éviter qu'ils ne s'étendent et ne gagnent d'autres unités, *Tsa'hal* devra relever un double défi. Il lui faudra tout d'abord redéfinir les fondements du compromis fonctionnel qui a permis aux troupes nationales-religieuses de servir dans les rangs de l'armée tout en préservant la singularité de leur mode de vie. Dans le même temps, *Tsa'hal* devra veiller à ce que ces changements structurels ne soient pas perçus par les soldats observants comme relevant d'une volonté de brider leur influence. L'armée devra contrebalancer les tendances centrifuges qui se sont matérialisées ces dernières années par la multiplication de structures civilo-militaires exclusivement réservées aux conscrits observants. Pour ce faire, il lui faudra réussir le pari de l'intégration et de l'acculturation de son contingent religieux tout en lui garantissant la préservation de son éthos et de son mode de vie. *Tsa'hal* devra adopter une approche alliant la souplesse à la fermeté : limiter le nombre d'unités homogènes, encourager la dilution des conscrits nationaux-religieux au sein des unités mixtes (religieux/laïcs) et multiplier ces dernières. Il lui faudra également favoriser le programme des écoles religieuses prémilitaires au terme duquel les *kippot srougot* effectuent leur service dans les unités mixtes régulières et enfin, étendre la réforme du système des *yeshivot hesder* sur le modèle du programme *Bnei Torah* (« Les fils de la Torah »). Lancé

en juillet 2009, celui-ci propose aux conscrits nationaux-religieux un panachage plus équilibré entre le temps consacré aux études religieuses et celui passé sous les drapeaux.

Plus fondamentalement, *Tsahal* devra cesser d'entretenir le mythe du « *creuset national* » au profit de la consolidation du pluralisme segmenté qui structure désormais les relations entre la société civile et l'armée. Fruit du désenchantement qui a frappé la génération ayant succédé à celle des pères fondateurs de l'État, ce modèle d'intégration est néanmoins plus réaliste et mieux adapté aux réquisits d'une modernité israélienne à la recherche du juste équilibre entre le maintien d'un socle identitaire commun et le respect des particularismes socioculturels. Il s'agit en somme pour *Tsahal* de redéfinir les termes d'un nouveau contrat social capable de traduire les spécificités culturelles et les revendications identitaires de ses soldats dans le langage collectif de l'universalisme citoyen.

David Khalfa

BIBLIOGRAPHIE

AHITUV Yoske, « L'imaginaire de l'armée israélienne selon la Torah » in BAR-ON Mordechai and TZAMERET Tvi (ed), *De part et d'autre du pont: religion et État en Israël*, Yad Ben-Zvi, Jerusalem, 2002, (en Hébreu).

AHITUV Yoske, *De l'orthodoxie sioniste religieuse à l'orthodoxie Hardal*, Deot, n°24, pp.18–21, 2005, (en Hébreu).

ALKOBY Gabriel, *L'Armée de Dieu: l'enrôlement des soldats religieux selon la Torah et la Halakha*, Jérusalem, Kokhav Yaakov Publications, 2003, (en Hébreu).

ARAN Gideon, *From Religious Zionism to Zionist religion: The roots of Gush Emunim*, Studies in Contemporary Jewry, n°2, pp.116–43, 1986.

ASHER Arian, ROTH Anat, *Le secret de sa force: La campagne du Conseil de Yesha contre la barrière de sécurité et le plan de Désengagement*, Position paper n°61, Jérusalem, The Israel Democracy Institute, 2005, (en Hébreu).

AVINER Shlomo, *De Force en Force*, 2 volumes, Bet El Sifryah Hovah, 1999, (en Hébreu).

AVINER Shlomo, *Ne refusez pas d'obéir*, Be-Ahavah ou-ve-Emounah, Machon Meir, no. 364, Juillet 2005, (en Hébreu).

BAR-LEV Mordechai, "The Hesder Yeshiva as an Agent of Social Change in Israel", *British Journal of Religious Education*, Volume 11, Issue n°1, 1988, pp 38-46.

BAR-SIMAN-TOV Yaacov (ed.), *The Israeli-Palestinian Conflict: From Conflict Resolution to Conflict Management*, Palgrave Macmillan, 2007.

BAR-SIMAN-TOV Yaacov (ed.), *Le Plan de Désengagement. Le crépuscule d'une idée*, The Jerusalem Institute for Israel Studies, 2009, (en Hébreu)

BARTH Itzhak, BARTH Shaul (ed.), *Dans la tourmente du déracinement. Dix entretiens à la Yeshiva Har Etzion*, Miskal-Yedioth Ahronoth Books and Chemed Books, 2007.

BEN-MEIR Yehuda, *The disengagement: An ideological crisis*, Strategic Assessment, The Institute for National Security Studies, March 2005, no. 4, pp.1-8.

BEN-SHALOM Uzi and FOX Shaul, "Military Psychology in the Israel Defense Forces: A Perspective of Continuity and Change", *Armed Forces & Society*, Vol. 36, n°1, pp.103-119 April 2009.

BEN CHLOMO Iosef, *Introduction à la pensée du Rav Kook*, Cerf, 1992.

BIALIK Gadi, ARNON-SHOSHANI Neta, « Sensibilité ? Détermination ? Sur la construction sociale du discours du commandement militaire de Tsahal à l'occasion de la mise en œuvre du retrait de Gaza », in *Dans l'ombre du Désengagement : le dialogue stratégique en crise*, Netanya Academic College, Jérusalem Karmel, 2009, pp.247-265 (en Hébreu).

BORSTEIN Eti, *Les Jeunes des Collines entre fidélité et rébellion*, Maamarim, août 2006 <http://www.articles.co.il/article/4793/>, (en Hébreu).

BRAGUE Rémi, *La loi de Dieu. Histoire philosophique d'une alliance*, Folio essais, 2005.

COHEN Asher, *Changes in the Orthodox camp and their influence on the deepening religious-secular schism at the outset of the twenty-first century* in *Critical Issues in Israeli Society*, Greenwood: Westport and London, 71-94, 2004.

COHEN Asher, SUSSER Bernard, *Stability in the Haredi camp and upheavals in nationalist Zionism: an analysis of the religious parties in the 2009 elections*, *Israel Affairs*, Volume 16, Issue n°1, 2010, Pages 82-104.

COHEN Stuart A., *The Scroll or the Sword, Dilemmas of Religion and Military Service In Israel*, Harwood academic publishers, 1997.

COHEN Stuart A., *The New Citizen Armies: Israel's Armed Forces in Comparative Perspective*, Besa Studies in International Security, Hardcover, 2010.

COHEN Stuart A., "The Hesder Yeshivot in Israel: A Church-State Military Arrangement, *Journal of Church and State*", volume 35, issue n°1, 1993, pp.113-130.

COHEN Stuart A., "The Quest for a Corpus of Jewish Military Ethics in Modern Israel", *Journal of Israeli History: Politics, Society, Culture*, Volume 26, Issue n°1, 2007, pp. 35 – 66.

COHEN Stuart A., « La kippa et le béret: Identités des soldats sionistes religieux » in Moshe NAOR (ed.), *L'armée, la mémoire collective et l'identité nationale*, Université Hébraïque de Jérusalem, Magnes Press, 2007, (en Hébreu).

COHEN Samy, *Tsahal à l'épreuve du terrorisme*, Seuil, 2009.

DAR Yechezkel, KIMHI Kimhi, STADLER Nurit, EPTEIN Alek D., "The Imprint of the Intifada: Response of Kibbutz-Born Soldiers to Military Service in the West Bank and Gaza", *Armed Forces & Society*, January 2000, vol. 26, pp. 285 - 311.

DON-YEHIA Eliezer, "The book and the sword: the nationalist Yeshivot and political radicalism in Israel", in *Accounting for fundamentalism: The dynamic character of Movements*, ed. Martin E.Marty, R.Scott Appleby, University of Chicago Press, 1994, pp.264-302.

EDREI Arye, *Guerre, Halakha et Rédemption: Tsahal, l'éthique et l'art militaire dans la pensée du Rav Shlomo Goren*, Cathedra, n°125, 2007, pp.119-148, (en Hébreu).

FEIGE M, *Settling in the Hearts. Jewish Fundamentalism in the Occupied Territories*, Wayne State University Press, 2009.

FINKELMAN Yoel (ed.), *Les ultra-orthodoxes: intégration sans assimilation ?*, Tel Aviv, Van Leer Jerusalem Institute/HaQibbutz HaMe'uhad, 2003, (en Hébreu).

GAVRIELI-NURI Dalia, *Saying "War", Thinking "Victory"—The Mythmaking Surrounding Israel's 1967 Victory*, *Israel Studies*, Volume 15, Number n°1, Spring 2010, pp. 95-114.

HAKLAI Oded, "Religious-nationalist mobilization and state penetration: Lessons from Jewish settlers in Israel and in the West Bank", *Comparative Political Studies* 40, no. 6: 713–39, 2007.

HOLZER Elie, "The use of military force in the religious ideology of rabbi Jacob Reines and his successors", *Studies in contemporary Jewry*, vol.18, Oxford University Press, New York, 2002, pp.74-94.

INBARI Motti, "The Zionist Perspectives of Rabbi Zvi Yehuda Kook and the Origins of Gush Emunim", *Iyunim Betkumat Israel*, n°18, 2008, (en Hébreu).

INBARI Motti, "Fundamentalism in Crisis. The Response of the Gush Emunim Rabbinical Authorities to the Theological Dilemmas Raised by Israel's Disengagement Plan", *Journal of Church and State*, Vol 49, n°4, 2007, pp. 697-718.

KANIEL Shlomo, « La guerre civile n'est pas exclue », *Nekuda* n°282, pp.62-65, 2005, (en Hébreu).

KANIEL Shlomo, *L'idéal-type psycho-sociologique des Jeunes des collines*, Faculty of Social Sciences, School of Education, Center for Religious Education, Bar-Ilan University, 2003, (en hébreu).

KASHER Asa, *l'Ethique militaire*, Université de Tel Aviv, ministère de la défense, 1996, (en hébreu).

KHALFA David, « Le Mafdal: Les mutations politiques et idéologiques du mouvement sioniste religieux », *CNRS/ Bulletin du CRFJ éditions*, 2006, pp. 181–209.

KHALFA David, « Le mouvement colon au bord du schisme », *Le Meilleur des Mondes*, février-mars 2008, n°6, pp.83-89.

KHALFA David, "After the Gaza withdrawal: The settlers' struggle over the meaning of the Israeli national identity", in *Civil Organizations and Protest Movements in Israel. Mobilization around the Israeli-Palestinian Conflict*, ed. Elisabeth Marteu, Palgrave Macmillan, New York, 2009, pp.27-51.

KIMELMAN Reuven, « Les différents types de guerres dans la tradition juive à la lumière du conflit actuel », in *Guerre et paix dans le judaïsme*, Pardes n°38, Paris 2004, pp. 81 -106.

KOBI Michael, "The Dilemma behind the Classical Dilemma of Civil—Military Relations: The 'Discourse Space' " *Model and the Israeli Case during the Oslo Process*, *Armed Forces & Society*, Jul 2007; vol. 33: pp. 518 - 546.

LEBEL Udi, "Civil Society versus Military Sovereignty: Cultural, Political, and Operational Aspects", *Armed Forces & Society*, Oct 2007; vol. 34: pp. 67 – 89.

LEBEL Udi, « Le Désengagement: une tentative de changement d'élites au sein de l'armée et de la société israélienne ? », In *Dans l'ombre du Désengagement : le dialogue stratégique en crise*, Jerusalem Karmel, 2009, pp.207-232 (en Hébreu).

LEVY Yagil, « L'impact du Désengagement sur Tsahal » SHEFFER Gabriel, BARAK Oren and OREN Amiram, *Une armée qui dispose d'un État? Nouvelles approches des relations civilo-militaires en Israël*, The Van Leer Jerusalem Institute, Carmel Publishing House, 2008, (en Hébreu).

LEVY Yagil, *Le décès du citoyen-soldat*, Les Temps Modernes, n°651, pp.65-80, 2008.

LEVY Yagil, "Is there a Motivation Crisis in Military Recruitment in Israel?", *Israel Affairs* 15, 2009.

LEVY Yagil, "The Linkage between Israel's Military Policies and the Military's Social Composition: the Case of the Al Aqsa Intifada", *American Behavioural Scientist*; Vol. 51, n°11, pp.1575-1589, 2008.

LEVY Yagil, "The Embedded Military: Why did the IDF Perform Effectively in Executing the Disengagement Plan ?", *Security Studies*, Vol. 16, n°3, pp.382-408, 2007.

LEVY Yagil, *De l'armée du peuple à l'armée des périphéries*, ed.Carmel, Jérusalem, 2007, (en Hébreu).

LIEBMAN Charles S., DON-YEHIYA Eliezer, *Civil Religion in Israel: Traditional Religion and Political Culture in the Jewish State*, Berkley, 1983.

LUZ Ehud, «The moral price of sovereignty: the dispute about the use of military power within Zionism», *Modern Judaism*, 1987, n°7: pp.51 - 98.

MEIER Heinrich, STRAUSS Léo, *Le Problème Théologico-Politique*, Bayard Centurion, 2006.

NAHARI Chaniel, "The Development of Halachic Literature for Soldiers from 1880-1975", MA thesis, Bar-Ilan University, 2003, (en Hébreu).

NAOR Arye, "Behold, Rachel, Behold": The Six Day War as a Biblical Experience and Its Impact on Israel's Political Mentality, *Journal of Israeli History*, Volume 24, Issue 2 September 2005, pp 229 – 250.

NAOR Arye, *Le Grand Israel: Théologie et politique*, Haifa University of Haifa/Zmora-Bitan, 2001, (en Hébreu).

NEVO Baruch, SHOR Yael, «The People's Army ? The Reserves in Israel», *The Army and Society Forum*, research paper, The Israel Democracy Institute, 2001.

PEDAHZUR Ami, *Israeli Secret Services and the Struggle Against Terrorism*, Columbia University Press, 2009.

PERI Yoram, *Generals in the Cabinet Room: How the Military Shapes Israeli Policy*, United States Institute of Peace, 2006.

PERI Yoram, "Land versus State: Israel and its Army after the Disengagement", *Dissent*, Available on line at: <http://dissentmagazine.org/article/?article=154>, Winter 2006.

PFEFER Anshel, *Les origines et l'avenir du courant national-haredi*, Jerusalem, Floersheimer Institute, 2007, (en Hébreu).

RAZOUX Pierre, *Tsahal. Nouvelle histoire de l'armée israélienne*, Perrin, 2008.

RAVITZKY Aviezer, SWIRSKY Michael, CHIPMAN Jonathan, *Messianism, Zionism and Jewish religious radicalism*, Chicago University Press, 1996.

RYNHOLD Johnathan, "Deconstructing unilateral disengagement: Identity and security in Israel", *Israel Studies Forum* Vol.19, n° 3, pp.1-14, June 2004.

ROSMAN-TOLLMAN Elisheva, *Le sionisme religieux et les Forces de Défenses d'Israël*, Bar-Ilan University, Department of Political Studies, Thèse de Doctorat, 2005, (en Hébreu).

ROSMAN-STOLLMAN Elisheva, "Mediating Structures and the Military", *Armed Forces & Society*, Vol. 34, No. 4, 615-638, 2008.

ROSMAN-STOLLMAN Elisheva, « Le programme Shilouv: entre la Synagogue et l'État: une solution sioniste-religieuse au dilemme de la conscription en Israël », *Iyunim beTkumat Israel*, Vol. 10, 2000, pp. 259-297, (en Hébreu).

SHERLOW Yuval, « le devoir d'obéir » *Ha-Zofeh*, July 4, 2003, pp. 3, (en Hébreu).

SCHWARTZ Dov, *Religious-Zionism: History and Ideology*, Academic Studies Press, 2009.

SEIDMAN Guy, *From Nationalization to Privatization: The Case of the IDF*, *Armed Forces & Society*, March 19, Vol.20, pp.1-34, 2010.

SHAPIRA Anita, *Land and Power: The Zionist Resort to Force, 1881-1948*, Oxford University Press, 1992.

SHAVIT Ari, *Le partage de la Terre d'Israël*, Keter Books, Tel-Aviv, 2005, (en hébreu).

SHEFFER Gabriel, BARAK Oren and OREN Amiram, *Une armée qui dispose d'un État ? Nouvelles approches des relations civilo-militaires en Israël*, The Van Leer Jerusalem Institute, Carmel Publishing House, 2008, (en Hébreu).

SHELACH Ofer, *L'armée israélienne: une proposition radicale*, Yediot Acharonot publications, 2003, (en Hébreu).

SHELEG Yair, « La tragédie des kippot srougot », *Eretz Acheret*, n°24, pp.18-25, Octobre-Novembre 2004, (en Hébreu).

SHELEG Yair, *Les ramifications politiques et sociales de l'évacuation de la Judée-Samarie : le retrait de la Bande de Gaza comme cas d'étude*, The Israel Democracy Institute, Position Paper n°72, Jerusalem, 2007, (en Hébreu).

SHELEG Yair, *Les nouveaux Juifs religieux: les mutations identitaires des Juifs observants en Israël*, Jerusalem: Keter, 2000, (en Hébreu).

SHECHNER Tomer, SLONE Michelle, BIALIK Gadi, "Does political ideology moderate stress: The special case of soldiers conducting forced evacuation", *American journal of orthopsychiatry*, 2007, vol. 77, n°2, pp.189-198.

SCHIFTAN Dan, *Le Désengagement: Israël et l'Autorité palestinienne*, Tel-Aviv: Zmora Bitan, 1999, (en Hébreu).

SHINDLER Colin, *The triumph of military Zionism, nationalism and the origin of the Israeli right*, London, New York: IB Tauris, 2005.

SIVAN Meir, « L'élargissement des attributions de Tsahal et le paradigme du nouveau professionnalisme : l'évacuation du Goush Katif et son impact sur les relations armée-société », in *Dans l'ombre du Désengagement : le dialogue stratégique en crise*, Jerusalem Karmel, 2009, pp.233-246 (en Hébreu).

SCHMIDT Christophe (ed.), *La modernité juive et la théologie politique*, Hakibboutz Hameouhad, 2009, (en Hébreu).

SPRINZAK Ehud, *The ascendance of Israel's radical right*. Oxford University Press, 1991.

STADLER Nurit, BEN-ARI Eyal, "Other-Worldly Soldiers ? Ultra-Orthodox Views of Military Service in Contemporary Israel", "Israel Affairs", 2003, Volume 9, n°4, pp.17 - 48.

STADLER Nurit, "Playing with Sacred/ Corporeal Identities: Yeshivah Students' Fantasies of Military Participation", *Jewish Social Studies*, Volume n°13, Number 2, Winter 2007 (New Series), pp. 155-178.

STADLER Nurit, « Tabous, Rêves et Désirs : les ultra-orthodoxes, le militarisme et l'armée », *Sociologia Israelit*, volume 6, n°1, pp.69-90, 2004, (en Hébreu).

TAUB Gadi, *Les Colons et le combat pour l'avenir du Sionisme*, Miskal, Yedioth Ahronoth Books and Chemed Books, 2007, (en Hébreu).

VAN CREVELD Martin, *The Sword and the Olive: A Critical History of the Israeli Defense Force*, New York Public Affairs, 1998.

WALZER Michael, *War and Peace in the Jewish Tradition*, in *The Ethics of War and Peace, Religious and Secular perspectives*, Princeton University Press, 1996.

WEISSBROD Lilly, *Israeli identity: In search of a successor to the pioneer, Tsabar and Settler*. London, Portland: Frank Cass, 2003.

WEISSBROD Lilly, *Coping with the failure of a Prophecy. The Israeli Disengagement from the Gaza Strip*, *Journal of Religion and Society*, Vol.10, 1-16, 2008.

YEDIDYA Meir, SIVAN Rahav-Meir, *Jours de Désengagement. Conversations autour du retrait de la Bande de Gaza*, Tel-Aviv: Yedioth Ahronoth, 2006, (en Hébreu).

YONAH Yossi, GOODMAN Yehuda, *Maelstrom of identities: A critical look at religion and secularity in Israel*, Jerusalem, Van Leer Jerusalem Institute, 2004, (en Hébreu).

ZEEV Drori, *Entre la Foi et le Service militaire: le bataillon du Nahal Haredi*, pp.1-93, The Floersheimer Institute for policy studies, Jérusalem, septembre 2005.

ZEEV Drori, *The Israeli Defense Forces and the foundation of Israel*. Utopia in uniform, Francis group, New York, 2005.

ZERTAL Idith, ELDAR Akiva, *Lords of the land. The war over Israel's settlements in the Occupied Territories, 1967–2007*, New York: Nation Books, 2007.

ZOLDAN David, *La kippa et le casque. L'histoire de la première unité ultra-orthodoxe de Tsahal*, Miskal, Yediyot Hahronot, 2009, (en Hébreu).

MONTRER LA GUERRE ASYMÉTRIQUE ? L'EXEMPLE DE LA COMMUNICATION ISRAËLIENNE (2000-2009)

Un spécialiste israélien des questions de défense, connu pour son sens de la provocation, s'est exclamé en avril 2008: « Nous n'avons pas besoin de *Dover Tsahal* : les F-16 peuvent faire passer des messages »¹. Quelques mois plus tard, lors de l'opération « *Plomb durci* », alors que les F-16 israéliens bombardaient la bande de Gaza, les images diffusées sur Internet par *Dover Tsahal*, le service de communication de l'armée israélienne, faisaient le tour du monde, démentant partiellement les propos de ce spécialiste et apportant une preuve supplémentaire de l'attention croissante portée par les armées modernes à la communication.

La communication a pourtant longtemps été considérée comme secondaire en Israël, tant par les chefs d'état-major que par les dirigeants politiques², en vertu de la maxime de Shimon Pérès :

1. Propos tenus lors d'une conversation informelle à Paris le 15 avril 2008.
2. Certains considèrent l'année 1991 comme le point de départ de changements progressifs. D'une part,

« Les bonnes politiques font les bonnes relations publiques : elles parlent d'elles-mêmes »³. Cette maxime peut d'ailleurs être inversée : la moindre erreur peut se transformer en catastrophe médiatique, surtout dans un pays où le nombre de journalistes étrangers par kilomètre carré atteint des records. Au début de la première *Intifada*, 942 journalistes étrangers étaient enregistrés auprès du *Government Press Office* (GPO)⁴. Pour comparaison, dans les sept premiers mois de l'année 2002, le GPO avait accordé 3 500 cartes de presse de trois mois et renouvelé 1 000 cartes valables pour une plus longue période⁵.

Cet article expose l'évolution erratique de la communication institutionnelle israélienne depuis le début de la deuxième *Intifada* et analyse quelques événements marquants de l'histoire récente de *Tsahal* à l'instar du désengagement de la bande de Gaza, de la guerre de 2006 et de l'opération « *Plomb durci* ».

De l'« affaire Al Dura » à Jénine : quel degré d'ouverture du champ de bataille ?

A peine la deuxième *Intifada* commencée, les Israéliens sont confrontés à une première crise médiatique. Le 30 septembre 2000, Mohamed Al-Dura, 12 ans, est tué dans la bande de Gaza. Les images de sa mort font le tour du monde. Il serait trop long de rappeler l'intégralité de la controverse et de la bataille médiatique déclenchée par la mort de Mohamed Al-Dura⁶. Les conséquences qu'en a tirées l'armée israélienne en matière de communication et d'accès au terrain des journalistes, nous intéressent davantage ici.

Si les images de la mort de Mohamed al-Dura ont été diffusées originellement sur *France 2*, le correspondant en Israël de la chaîne,

Nachman Shai a démontré pendant la guerre du Golfe qu'une personne ne venant pas du milieu du renseignement pouvait faire un bon porte-parole de *Tsahal*. D'autre part, c'est en 1991 que le général de division aérienne, Eitan Ben Eliahu, a signé un article dans la revue militaire *Ma'arachot* dans lequel il mettait notamment l'accent sur la dimension médiatique de la guerre. Cf. Amotz Asa-El, "The IDF's PR : What Went Wrong ?", *The Jerusalem Post*, 15 février 2007.

3. Emmanuel Navon, "Soft Powerlessness : Arab Propaganda and the Erosion of Israel's International Standing", Working Paper submitted for the Herzliya Conference, 21-24 janvier 2006, p. 33.
4. Ron Schleifer, *Psychological Warfare in the Intifada: Israeli and Palestinian Media Politics and Military Strategies*, Brighton, Sussex Academic Press, 2006, p. 106.
5. Stephanie Gutmann, *The Other War. Israelis, Palestinian, and the Struggle for Media Supremacy*, San Francisco, Encounter Books, 2005, p. 250.
6. Voir, par exemple, à ce sujet, Adi Schwartz, "In the Footsteps of the Al-Dura Controversy", *Haaretz*, 4 novembre 2007 et James Fallows, «Who Shot Mohammed al-Dura ? », *The Atlantic Monthly*, juin 2003.

Charles Enderlin, ne se trouvait pas sur les lieux du drame. Les images ont été tournées par un cameraman palestinien, Talal Abou Rahma. Pour les officiels israéliens, Mohamed al-Dura s'est trouvé au mauvais endroit au mauvais moment. Il a été pris dans un échange de tirs entre des combattants palestiniens et des soldats de *Tsahal*. D'après les autorités israéliennes toujours, les images de Talal Abou Rahma ne permettent pas de prouver que ce sont les soldats qui ont tué l'enfant. A l'inverse, elles ne prouvent pas non plus que les tirs dont a été victime Mohamed al-Dura provenaient des combattants palestiniens. Les officiels israéliens ont donc réagi avec prudence en déclarant, dans un premier temps, qu'une enquête était en cours pour déterminer l'origine des tirs. La commission d'enquête israélienne – critiquée pour son manque d'objectivité, Yom Tov Samia étant à la fois le responsable de l'enquête et le général commandant le secteur de Gaza⁷ – a conclu que les balles ayant tué Mohamed al-Dura ne pouvaient pas provenir des soldats de *Tsahal*. En termes de communication, les officiels israéliens ont tiré deux conclusions de l'« affaire al-Dura »: 1) les journalistes et techniciens palestiniens sont susceptibles de manipuler l'opinion et il n'y a donc pas de raison de faciliter leur travail en leur accordant des cartes de presse 2) le fait d'avoir uniquement des journalistes palestiniens sur le théâtre des opérations est la pire des solutions. Deux autres possibilités sont envisageables : soit interdire l'accès à toute personne munie d'une caméra ou d'un appareil photo, soit autoriser la présence de journalistes israéliens et étrangers.

Dans les faits, l'armée israélienne a alterné entre ces deux options jusqu'à la bataille de Jénine. Au début de l'année 2002, *Tsahal* multiplie les incursions dans les camps de réfugiés, en réponse aux attentats-suicides commis par des Palestiniens (seize attentats-suicides du 16 février au 1^{er} avril 2002). La politique adoptée est d'abord le *black-out*. Les journalistes sont purement et simplement maintenus à l'écart. Les pressions exercées par les différents organes de presse et l'idée qu'un reportage puisse avoir un effet positif si l'angle d'approche du journaliste est contrôlé encouragent les responsables militaires à mettre en place des *pools*. Le marché établi avec les reporters est le suivant : *Tsahal* accepte d'« embarquer » quelques journalistes en opération. Les journalistes choisis

7. Gutmann Stephanie, op. cit., p. 61. Sur Yom Tov Samia, voir Samy Cohen, *Tsahal à l'épreuve du terrorisme*, Paris, Seuil, 2009, p. 143.

s'engagent, en contrepartie, à partager leurs images avec leurs collègues qui n'ont pas été retenus pour le *pool*, faute de place. De plus, toutes les images doivent être approuvées par le porte-parole de *Tsahal* avant d'être diffusées⁸.

Au final, journalistes et militaires se retrouvent débordés par l'afflux d'images. A la mi-mars, l'incident redouté par les officiers de presse se produit : un reportage non filtré et violent est diffusé lors du journal du soir de la deuxième chaîne. Ce reportage montre une incursion israélienne dans une maison du camp de réfugiés de Al-Ayida. La porte de la maison est forcée à l'aide d'explosifs. Une mère de famille, qui se trouve derrière la porte, est tuée dans l'explosion⁹. La diffusion du reportage suscite un tollé au sein de l'armée et certains officiers supérieurs se tournent vers le bureau du porte-parole de l'armée pour demander des comptes¹⁰. Le résultat ne se fait pas attendre : le ministre de la défense, Binyamin Ben Eliezer, suspend immédiatement les *pools*.

Le retour à une politique de *black-out* signifie qu'officiellement les journalistes, comme tous les civils, sont interdits d'accès aux zones bouclées. En pratique, les reporters essaient de contourner les *check points* et réussissent souvent à pénétrer dans les zones interdites, à leurs risques et périls. Le 3 avril commence la bataille de Jénine. Le *black-out* est total. Les combats font rage dans d'autres villes de Cisjordanie, notamment à Naplouse. Le 8 avril, Aviv Lavie écrit un article dans *Haaretz* dans lequel il dénonce le manque de communication de l'armée. Pour atténuer la pression des journalistes, le porte-parole de *Tsahal* a organisé la veille un tour pour les reporters spécialisés sur les questions de Défense. Mais au lieu de conduire les journalistes à Jénine ou Naplouse, l'équipe de *Dover Tsahal* a dirigé le groupe vers la région de Tulkarem, renforçant le mécontentement de certains professionnels des médias¹¹.

Le *black-out* imposé sur Jénine se montre contre-productif. Les rumeurs enflent. Certains parlent de 500, voire de 3 000 morts. Le terme « génocide » fait son apparition. Pour contrer la rumeur, *Tsahal* organise un déplacement de spécialistes des questions militaires.

8. Lavie Aviv, "Trying to Buck the News Blackout", *Haaretz*, 18 mars 2002.

9. Contenta Sandro, "Israel Bans TV Crews from Filming Army Raids", *The Toronto Star*, 21 mars 2002.

10. Lavie Aviv, "Trying to Buck the News Blackout", *Haaretz*, 18 mars 2002.

11. Lavie Aviv, "Beyond the Hills of Darkness", *Haaretz*, 8 avril 2002.

En l'occurrence, il ne s'agit pas de journalistes mais d'attachés de défense étrangers, en poste en Israël. À défaut d'apaiser l'opinion publique, les attachés de défense peuvent au moins donner aux chancelleries une appréciation plus réaliste du bilan des combats¹². Les premiers journalistes accompagnés par une équipe de *Dover Tsahal* ne pénètrent dans Jénine que le 14 avril, bien trop tard selon Jacob Dalal, qui a travaillé pour le porte-parole de l'armée et qui faisait partie de cette équipe. Pour lui, « Israël a retenu une leçon importante de Jénine en matière de relations publiques : dans un conflit de basse intensité, il faut donner à la presse un accès maximal au terrain »¹³.

Exclure certains journalistes ?

Jusqu'en 2002, le *Government Press Office* (GPO), organe chargé, entre autres, d'accorder les cartes de presse, n'affichait pas de réelle velléité de freiner l'afflux de journalistes. Au cours de l'année 2002, la politique du GPO se durcit. L'attribution des cartes de presse devient plus stricte et, surtout, le GPO décide de cesser sa collaboration avec les journalistes considérés comme anti-israéliens¹⁴.

En octobre 2002, le chef du GPO, Danny Seaman, accorde un entretien à *Kol Ha'Ir*¹⁵. Il se montre très dur envers la presse étrangère, dénonçant sa partialité. Il affirme que certains médias étrangers embauchent des journalistes et des techniciens palestiniens « sur instruction directe de l'autorité palestinienne ». Il accuse trois journalistes – sans les citer – de s'être coordonnés avec Marwan Barghouti et d'avoir été prévenus à l'avance de certaines attaques. Voilà qui explique pourquoi, au début de l'année 2002, le GPO a refusé de renouveler les accréditations de la plupart des journalistes palestiniens¹⁶. Cette mesure n'empêche pas, dans les faits, les organes de presse étrangers de continuer leur coopération avec les reporters palestiniens, les informations pouvant par exemple être transmises par téléphone portable, même en cas de bouclages militaires¹⁷. Les grandes agences de presse se voient en revanche contraintes, à terme, d'ouvrir des

12. Entretien avec un ancien attaché de Défense, 29 janvier 2008 et avec un ancien diplomate, 18 février 2008.

13. Dallal Jacob, "Bad Information. The Lesson of Jenin", *The New Republic*, août 2005.

14. Leibovich-Dar Sara, "In the Eye of the Beholder", *Haaretz*, 24 février 2002.

15. L'article de *Kol Ha'Ir* a été repris sur le site suivant : www.israelnewsagency.com/cantspell.html.

16. Gutmann Stephanie, op. cit., p. 254.

17. Entretien avec l'ancien chef du bureau Moyen-Orient d'un média canadien, Paris, 21 février 2008.

bureaux dans les territoires palestiniens, les journalistes provenant de ces territoires ne pouvant plus se rendre quotidiennement au bureau central de Jérusalem. L'Agence France Presse dispose ainsi aujourd'hui d'antennes à Gaza, Ramallah, Tulkarem, Hébron et Qalqilya¹⁸.

Danny Seaman soutient également que la presse européenne a une responsabilité dans la recrudescence de l'antisémitisme qui frappe alors le continent européen. Il cite quatre journalistes jugés particulièrement partiaux : Suzanne Goldberg du *Guardian*, Lee Hockstader du *Washington Post*, Sandro Contenta du *Toronto Star* et Gillian Findlay de ABC. « Nous les avons tout simplement boycottés », affirme-t-il. « Nous n'avons pas révoqué leur carte de presse car c'est un pays démocratique. Mais au nom de cette même valeur [la démocratie], j'ai aussi le droit de ne pas travailler avec eux. Les comités éditoriaux ont reçu le message et ont remplacé ces gens. Quand le *Washington Post* a vu qu'un plus petit journal, comme le *Baltimore Sun*, recevait des informations exclusives, il a compris qu'il y avait un problème ».

Les propos de Danny Seaman scandalisent les organes de presse étrangers¹⁹. Dans les mois qui suivent, les relations entre les journalistes étrangers et le GPO ne s'améliorent pas. En 2003, l'association de la presse étrangère lance un appel pour récolter les doléances des journalistes étrangers présents en Israël. En quelques jours, une trentaine de réponses est reçue. Un des points critiques pour les reporters est visiblement le passage des frontières, certains allant jusqu'à parler de « harcèlement officialisé »²⁰. La confrontation entre la presse étrangère et le GPO prend aussi une tournure judiciaire, plusieurs affaires remontant jusqu'à la Cour suprême²¹.

Le prix d'une image

Faciliter le travail des journalistes « objectifs » et entraver l'action de ceux jugés partiaux n'est pas suffisant pour obtenir une couverture médiatique positive. Certaines actions de l'armée produisent des situations choquantes qui, si elles ne sont pas

18. Entretien avec un journaliste de l'AFP, réalisé à Jérusalem le 13 mars 2008.

19. "Seaman Lets it Slip. Israel's Bully Has Nothing to Boast about", *The Guardian*, 17 octobre 2002.

20. Balint Anat, "Let the Journalists Suffer", *Haaretz*, 21 juillet 2003.

21. "Israel Supreme Court Orders GPO to Accredit Palestinian Journalists", *Associated Press*, 6 août 2004 et Stephanie Gutmann, op. cit., pp. 256-257.

expliquées, peuvent conduire à la diffusion de photographies et de vidéos catastrophiques pour l'image d'Israël. L'affaire des tunnels reliant la bande de Gaza à l'Égypte et servant, entre autres, au trafic d'armes et d'explosifs est à cet égard éloquent.

Pour mettre fin à ces trafics, *Tsahal* se lance dans une chasse aux tunnels. Dès que l'entrée d'un tunnel est repérée, l'armée la fait exploser. Quand le tunnel aboutit en plein air, cela ne pose guère de problème. La tâche se complique lorsque les trafiquants font aboutir les tunnels à l'intérieur même de maisons occupées par des civils. Dans ce cas, la méthode appliquée par l'armée ne varie guère. Quand les services de renseignement désignent une maison supposée abriter un tunnel, l'armée s'y rend. Si les indications données se confirment, les soldats font évacuer les civils et font sauter, non seulement l'entrée du tunnel, mais aussi la maison. Les journalistes n'accompagnant pas – pour des raisons de sécurité – les militaires à l'intérieur des maisons, les images produites par de telles opérations sont souvent celles de civils palestiniens fouillant dans les décombres de leur maison pour retrouver quelques effets personnels.

Pour contrer l'impact négatif de telles images, *Dover Tsahal* envoie des photographes et des cameramen avec les unités chargées de mener ces missions. *Dover Tsahal* est composé d'environ trois cents personnes²² dont une grande majorité de conscrits. A la fin du mois d'avril 2003, l'un d'entre eux est abattu par un *sniper* palestinien. Le général Ruth Yaron, qui dirige alors le service de communication de l'armée israélienne, résume le sentiment qui prévalait à ce moment-là par une question : « *Quel prix est-on prêt à payer pour une image ?* »²³.

Pour éviter qu'un nouvel incident de ce type ne se produise, *Tsahal* adopte deux mesures : 1) renforcer l'entraînement et la protection des soldats spécialisés dans la communication ; 2) pour les opérations trop dangereuses, favoriser le recours aux *combat camera crews*. Le principe des *combat camera crews* consiste à confier à des combattants une mini-caméra et à leur demander de filmer leur mission. Les combattants en question n'appartiennent pas à *Dover Tsahal*. Au départ, les images rapportées par les combattants n'étaient pas forcément exploitables. L'armée israélienne a donc

22. Chiffre communiqué par Ruth Yaron. Entretien réalisé à Jérusalem le 30 mars 2008.

23. Entretien avec Ruth Yaron, réalisé à Jérusalem le 30 mars 2008.

mis en place une formation accélérée en insistant sur les éléments utiles en termes de communication (filmer, par exemple, l'entrée des tunnels, les caches d'armes, etc.). Aujourd'hui, environ quarante soldats ayant suivi cette formation sont retournés au sein de leur unité combattante²⁴.

Deux affaires embarrassantes

En septembre 2004, un sondage révèle que seuls 19 % des Israéliens croient les déclarations provenant de l'armée²⁵. Deux affaires successives viennent nuire un peu plus à la crédibilité des communicants de *Tsahal*. La première pourrait être appelée « *l'affaire du brancard* ». Elle illustre le danger qui existe, en matière de communication, à affirmer quelque chose dont on n'est en réalité pas sûr. En l'occurrence, l'UNRWA, l'organisme des Nations Unies en charge des réfugiés, est accusé de laisser les groupes armés palestiniens utiliser des ambulances pour transporter des armes. Ce n'est pas la première fois que de telles allégations sont lancées mais cette fois, l'armée israélienne affirme disposer d'une vidéo prouvant qu'une roquette *Qassam* a bien été chargée dans une ambulance.

Lorsque Peter Hansen, responsable de l'UNRWA découvre la vidéo en question, il est estomaqué. Les images, tournées par un drone, sont de piètre qualité et il paraît impossible de distinguer précisément l'objet que les ambulanciers chargent dans leur véhicule. Pour Peter Hansen, il est plus vraisemblable que cet objet soit tout simplement un brancard. Il publie un communiqué indigné : « [...] de telles fausses allégations peuvent induire un comportement plus agressif des Israéliens à l'égard des Nations Unies en général et du personnel humanitaire onusien en particulier. Cela pourrait en conséquence accroître les risques auxquels le personnel de l'Onu est confronté dans cette zone de violents conflits »²⁶. Le 4 octobre 2004, le même Peter Hansen adresse une lettre de protestation au ministre israélien des Affaires étrangères. Il dénonce la « propagande malicieuse » d'Israël et demande des excuses²⁷. Le soir même, des officiels israéliens reconnaissent que l'objet filmé n'était peut-être

24. Chiffre communiqué par Miri Regev. Entretien réalisé à Tel Aviv le 2 avril 2008.

25. O'Sullivan Arieh, "The Thankless Task of the IDF Spokesman. Ruth Yaron Steps down, Warning Her Successor It Won't Be a 'Rose Garden'", *The Jerusalem Post*, 2 juin 2005.

26. "Response by Commissioner-General Peter Hansen to Allegations Regarding Misuse of a UN Vehicle", *UNRWA Press Release*, 2 octobre 2004.

27. "Israel's 'Malicious Propaganda' Endangers UN Staff", *UNRWA Press Release*, 4 octobre 2004.

pas une roquette *Qassam*. Il pourrait s'agir d'un lance-roquettes anti-chars et il est de surcroît « impossible de jurer » que ce n'est pas un brancard²⁸. La vidéo litigieuse, qui avait été mise en ligne sur le site des forces armées israéliennes, est finalement retirée²⁹. Et Aluf Benn, journaliste à *Haaretz*, de conclure : « *Après cette erreur, y aura-t-il quelqu'un pour croire les « preuves photographiques » d'Israël contre les Palestiniens – ou les Syriens ou les Iraniens ?* »³⁰.

La deuxième affaire éclate un mois plus tard et illustre l'impact que peuvent avoir des fuites au plus haut niveau de l'armée. A l'heure du téléphone portable, les journalistes ont un accès aisé aux soldats qui se trouvent sur le terrain. Les officiers peuvent être contactés directement par des journalistes, sans que *Dover Tsahal* soit nécessairement au courant. C'est ce qui s'est vraisemblablement passé au cours de l'opération « Jours de pénitence », une incursion terrestre d'une quinzaine de jours menée par l'armée israélienne dans la région de Beit Hanoun et du camp de réfugiés de Jabalya. Plusieurs jours avant la fin officielle des opérations, la presse fait état de critiques émanant d'officiers présents dans la bande de Gaza à l'égard du chef d'état-major des armées et du Premier ministre. Les officiers estiment que l'opération n'a que trop duré et devrait être arrêtée³¹.

Furieux, le chef d'état-major des armées, Moshe Yaalon, ordonne une enquête. Quinze officiers sont auditionnés et passés au détecteur de mensonges³². Un jeune général prometteur, Shmuel Zakaï, échoue au détecteur de mensonges. Zakaï, commandant la division en charge de la zone de Gaza, se retrouve contraint à la démission³³. La chasse aux sorcières ayant conduit à cette démission provoque des remous. Alex Fishman affirme dans *Yediot Aharonot* : « *Si des officiers supérieurs devaient démissionner à chaque fuite, la moitié du commandement des forces armées aurait dû partir* »³⁴. Sur le site de *Yediot Aharonot*, plusieurs internautes se présentant comme des soldats ayant servi sous les ordres de Shmuel Zakaï s'émeuvent du départ de

28. Harel Amos, "Spinning Past the Point", *Haaretz*, 5 octobre 2004.

29. Harel Amos, "Stretcher Case", *Haaretz*, 7 octobre 2004.

30. Benn Aluf, "How Israel Created Another PR Disaster", *Haaretz*, 6 octobre 2004.

31. "Senior Israeli Commander Resigns Following Leaks to Media", *Associated Press Newswires*, 4 novembre 2004 et "Sealing leaks", *The Jerusalem Post*, 11 novembre 2004.

32. Entretien avec un ancien attaché de défense à Tel Aviv, 30 janvier 2008 et Arieh O'Sullivan et Nina Gilbert, "Mofaz: No More Polygraphs in IDF" *The Jerusalem Post*, 10 novembre 2004.

33. Pfeffer Anshell, "Behind the Lines", *The Jerusalem Post*, 12 novembre 2004.

34. Alex Fishman est cité par Anshell Pfeffer, "Behind the lines", *The Jerusalem Post*, 12 novembre 2004.

leur ancien chef³⁵. L'affaire se conclut par une intervention du ministre de la défense, Shaul Mofaz, qui suspend la pratique du détecteur de mensonges jusqu'à l'adoption d'une nouvelle procédure de contrôle³⁶.

Si certains mettent en avant des inimitiés personnelles pour expliquer le sort particulier réservé à Shmuel Zakaï, d'autres insistent sur la volonté du chef d'état-major des armées d'appliquer une sanction exemplaire afin de mettre fin aux fuites. D'après les témoignages recueillis, l'affaire Zakaï n'a pas permis de mettre un terme aux échanges téléphoniques informels entre officiers et journalistes. Selon le « correspondant défense » d'une chaîne de télévision israélienne, il serait illusoire de vouloir fermer hermétiquement *Tsahal* : « *Chacun a un frère ou un cousin dans l'armée. Il est impossible d'empêcher un journaliste de parler à son frère ou à son cousin* »³⁷.

Le désengagement de Gaza : une réussite en matière de communication

Dans les mois suivant l'affaire Zakaï, Moshé Yaalon est remplacé par Dan Halutz. Ce dernier n'est pas connu pour être un grand communicant. En juillet 2002, l'armée de l'air israélienne – dont Dan Halutz est alors le chef d'état-major – bombarde la maison de Salah Shehadeh, chef militaire du *Hamas*. Dans le bombardement, 14 autres personnes sont tuées dont plusieurs enfants. Interviewé par *Haaretz* et répondant à la question : « Que ressentez-vous quand vous larguez une bombe ? », Dan Halutz répond : « *Une légère secousse dans l'aile, ça passe après une seconde* »³⁸. Ces déclarations provoquent des remous en Israël : plusieurs personnalités exigent des excuses du général puis, deux ans plus tard, des organisations de défense des droits de l'homme, déposent une plainte pour tenter (en vain) de bloquer la progression hiérarchique de Dan Halutz³⁹. En outre, la coopération entre le nouveau chef d'état-major des armées et Ruth Yaron, porte-parole de *Tsahal*, paraît difficilement envisageable. Celle-ci révèle en effet le 6 mars 2005, lors d'une conférence donnée au

35. O'Sullivan Arieh, "Gaza Division Commander Resigns", *The Jerusalem Post*, 5 novembre 2004.

36. O'Sullivan Arieh et Gilbert Nina, "Mofaz: No more polygraphs in IDF", *The Jerusalem Post*, 10 novembre 2004.

37. Entretien téléphonique réalisé le 28 février 2008.

38. Levy-Barzilai Vered, "The High and the Mighty", *Haaretz*, 21 août 2002. La phrase en question se trouve dans le complément de l'article qui a pour titre: "The High and the Mighty Cont."

39. Yoaz Yuval, "Halutz Battles in Court for His New IDF Post", *Haaretz*, 29 décembre 2004.

Centre interdisciplinaire de Herzliya, avoir hésité à démissionner⁴⁰ après la mort de plusieurs civils palestiniens en octobre 2003 à la suite d'une opération aérienne israélienne⁴¹. A l'époque, Dan Halutz – alors chef d'état-major de l'armée de l'Air – lui aurait transmis de fausses informations qu'elle aurait répercutées dans les médias en toute bonne foi.

Au printemps 2005, Ruth Yaron est remplacée au poste de porte-parole des armées par Miri Regev. Alors que Ruth Yaron avait fait carrière dans la diplomatie avant de rejoindre l'équipe du *National Security College* puis *Dover Tsahal*⁴², Miri Regev, était, quant à elle, chargée de la censure au sein des armées avant de devenir porte-parole⁴³. Ce changement de profil ne rassure pas les journalistes qui craignent la mise en place de certaines restrictions à la liberté de la presse. Dans les faits, les craintes des professionnels des médias s'évaporent rapidement⁴⁴.

Malgré le scepticisme de certains spécialistes des relations publiques qui redoutent que le désengagement de la bande de Gaza ne tourne au fiasco médiatique⁴⁵, l'opération se déroule bien, tant au niveau opérationnel que sur le plan de la communication. Miri Regev opte pour une politique de relative ouverture aux médias. Face aux réticences d'une partie de l'état-major des armées, il faut attendre le 30 juin 2005 pour que la politique d'ouverture soit entérinée. Ce jour-là a lieu l'évacuation de l'hôtel de Neve Dekalim où se trouvent des opposants au désengagement. L'opération est jugée dangereuse et les journalistes encadrés par *Dover Tsahal* sont maintenus à l'écart jusqu'à ce que la situation s'apaise quelque peu. Quand *Dover Tsahal* reçoit le feu vert pour conduire les journalistes sur la zone, les bus chargés de transporter les journalistes se retrouvent coincés par des manifestants. Si bien que quand les reporters finissent par arriver sur place, l'évacuation est terminée. Seuls les journalistes qui avaient refusé d'être encadrés par des officiers de presse et qui se trouvaient

40. "IDF Spokeswoman: I Thought of Resigning After Dan Halutz Gave me False Information", www.news-israel.net, 8 mars 2005.

41. Ephron Dan et Ghazali Saïd, "Troops Raid Ramallah ; 7 More Hurt", *The Boston Globe*, 22 octobre 2003.

42. Benn Aluf, "Image-Maker for the IDF", *Haaretz*, 12 juin 2002.

43. O'Sullivan Arich, "Colonel Miri Regev to Be Chief Censor", *The Jerusalem Post*, 7 janvier 2004.

44. Entretien avec un journaliste israélien réalisé à Paris le 7 février 2008.

45. Leyden Joel, "Israel Defense Forces PR Lacks Professionals for Gaza Disengagement", *Israel News Agency*, 21 août 2005.

déjà à proximité de l'hôtel ont réussi à filmer l'évacuation. Les journaux télévisés du soir, au lieu de parler de l'évacuation réussie de l'hôtel, mettent l'accent sur les tensions entre médias et militaires. Miri Regev tire de cette expérience une « *conclusion fondamentale* : [...] *des médias frustrés et en colère sont de mauvais médias. Le fait est que les reporters qui étaient entrés dans l'hôtel illégalement n'ont pas interféré avec les forces exécutant leur mission. Ce qui tend à prouver que les peurs relatives à la présence des médias étaient exagérées* »⁴⁶.

La suite du désengagement se déroule convenablement. Policiers et militaires sont *briefés* sur les répercussions médiatiques que pourrait avoir un geste déplacé. Un centre de presse est mis en place. Le transport des reporters est facilité et les journalistes se voient offrir la possibilité de filmer aussi bien du côté des forces de l'ordre que du point de vue des familles évacuées, si celles-ci sont d'accord. Quelques restrictions sont toutefois imposées comme l'impossibilité de se déplacer librement entre les différentes implantations ou l'interdiction de rentrer temporairement dans certaines zones jugées particulièrement dangereuses⁴⁷.

Au final, aussi bien les militaires que les journalistes jugent positivement les rapports médias/armée ayant prévalu au cours du désengagement. Miri Regev s'enthousiasme : « *Tsahal n'avait pas eu une couverture médiatique comme celle-là depuis 1967* ». Quant à Charles Enderlin, il raconte qu'il a fait une demande pour réaliser un entretien avec un psychologue de *Tsahal*. En moins de quatre heures, sa demande était satisfaite. Il conclut : « *je n'ai jamais vu le bureau du porte-parole de l'armée fonctionner aussi bien. Si quelqu'un a planifié cela pour changer l'image de Tsahal dans les médias internationaux, c'était un succès* »⁴⁸. *A posteriori*, un journaliste israélien, spécialiste des problématiques de défense tempère : « *C'est vrai que le désengagement a été un succès. C'était une opération de grande ampleur mais ce n'était pas la guerre. La véritable épreuve du feu, c'est la guerre* »⁴⁹. Moins d'un an après la fin du retrait de la bande de Gaza, Israël se retrouve, précisément, en guerre.

46. Goodman Hirsh, "The Disengagement And Israel's Media Strategy", *Jaffee Center for Strategic Studies*, Strategic Assessment, vol. 8, n° 3, novembre 2005.

47. Ibidem.

48. Balint Anat, "At the IDF Spokesman's Office, Trial by Fire, Lessons in Openness", *Haaretz* 28 août 2005.

49. Entretien téléphonique, réalisé le 28 février 2008.

L'échec du Liban

La stratégie de communication est censée découler de la stratégie générale. Or, pendant la guerre de l'été 2006, la stratégie générale est pour le moins absconse, ce qui ne facilite pas la tâche des communicants. Les déclarations des responsables politiques au sujet des objectifs recherchés fluctuent selon les personnes et évoluent au gré des jours. Il s'agit tantôt de libérer les soldats enlevés par le *Hezbollah* et de faire cesser les tirs de roquettes, tantôt d'éradiquer purement et simplement le parti de Dieu⁵⁰. Il semblerait qu'Ehud Olmert ait attendu la première semaine du mois d'août 2006 – soit deux semaines après le début de la guerre – pour organiser une réunion de coordination entre les porte-parole du bureau du Premier ministre, du ministère des Affaires étrangères et des forces armées⁵¹. Ces porte-parole essayaient déjà de se coordonner avant cette réunion⁵² mais il manquait un chef pour répartir précisément les tâches et unifier le message. Comme le résume Meron Medzini, ancien responsable du GPO, la communication doit être uniforme, mais elle ne peut pas l'être si des divergences nettes apparaissent publiquement, tant au niveau des responsables politiques qu'à celui des chefs militaires. Et de rappeler les dissonances qui se développent, dès le quatrième jour de la guerre, entre Tzipi Livni et Ehud Olmert et l'opposition croissante entre Dan Haloutz et le général commandant la zone nord, Udi Adam⁵³.

Dans cette situation confuse, les officiers de presse occupent l'espace médiatique – de manière trop importante au goût de certains observateurs. En pleine guerre, le présentateur de la deuxième chaîne de télévision, Amnon Abramovitch, reproche ainsi à Miri Regev d'empiéter sur les prérogatives des civils. Miri Regev répond que les téléspectateurs sont rassurés quand ils voient des officiers supérieurs à la télévision. Relatant cet échange, Anshel Pfeffer du *Jerusalem Post* précise : « *Ce que Regev ne dit pas, c'est que l'armée sent qu'il*

50. Voir par exemple Zev Furst, "The Second Lebanon War : Military Strategy and the Battle for Public Opinion", *The Israel Journal of Foreign Affairs*, vol. 1, n° 2, 2007. Voir également: Gideon Alon, "Ex-IDF chief : Lebanon War Was Fought Without Clear Objective", *Haaretz*, 16 janvier 2007.

51. Benn Aluf, "PM Meets with Spokespeople to Sharpen PR Message", *Haaretz*, 7 août 2006.

52. Hoffman Gil, "Israel Calls up Media 'Reserves' to Get Its Message to the World", *The Jerusalem Post*, 17 juillet 2006.

53. Medzini Meron, "Hasbara in the Second Lebanon War : a Rebuttal", *The Israel Journal of Foreign Affairs*, vol. 1, n° 3, 2007. Sur les désaccords au sein de l'armée, voir notamment l'interview de Shimon Naveh réalisée par Matt Matthews le 1^{er} novembre 2007 et publiée par le Combat Studies Institute de Fort Leavenworth, Kansas.

y a un vide du côté des politiques et en particulier du Premier ministre, Ehoud Olmert, et du ministre de la défense, Amir Peretz, qui désertent le front des relations publiques »⁵⁴. Le reproche opposé – celui de ne pas être assez présente dans les médias – est également fait, par d'autres, à Miri Regev. En l'occurrence, les critiques ont trait à son manque de présence sur les télévisions étrangères, en particulier après le bombardement de Qana. En cause : le fait que la responsable de la communication des armées ne parle pas suffisamment bien l'anglais pour pouvoir s'exprimer dans les médias anglo-saxons⁵⁵.

Les communicants – à l'instar de Miri Regev – ne sont pas les seuls à être critiqués. Les journalistes – en particulier israéliens – essuient également un certain nombre de critiques. Les reproches les plus graves ont trait à la sécurité. Il ne s'agit pas là de sécurité opérationnelle car très peu de journalistes sont réellement immergés au sein d'unités combattantes pendant le conflit. La sécurité dont il est question ici est celle des civils israéliens visés par les roquettes. Les reportages diffusés en direct depuis les zones d'impact de roquettes permettraient en effet au *Hezbollah* d'ajuster ses tirs, accusations rejetées notamment par Ze'ev Schiff – un des journalistes de défense les plus connus en Israël – dans un article publié quelques semaines avant sa mort⁵⁶.

Les journalistes israéliens sont également taxés d'opportunisme. Ils sont accusés de soutenir fermement la guerre dans les premiers jours puis de faire feu de tout bois contre les militaires et le gouvernement au fur et à mesure du développement du conflit. Les médias font d'ailleurs leur *mea culpa* à ce sujet. Un éditorial de *Haaretz* contient par exemple la phrase suivante : « S'il faut relever une défaillance des médias, c'est de ne pas avoir été suffisamment critiques pendant la première semaine de la guerre »⁵⁷. Quant à Amnon Lévy, de *Yediot Aharonot*, il emploie des termes plus durs : « Comme le troupeau suit aveuglément le berger, la presse israélienne a accompagné nos représentants politiques dans leur aveuglement. On peut compter sur les doigts d'une main les éditorialistes qui ont

54. Pfeffer Anshel, "Fighting under the Media Glare", *The Jerusalem Post*, 28 juillet 2006.

55. Asa-El Amotz, "The IDF's PR : What Went Wrong ?", *The Jerusalem Post*, 15 février 2007.

56. Schiff Ze'ev, "The Scoop Is All", *Haaretz*, 28 avril 2007.

57. "The Media Is Not to Blame", *Haaretz*, 20 avril 2007.

osé s'opposer à la guerre. La majorité écrasante des journalistes israéliens a préféré renoncer à son rôle de « chiens de garde ». Plutôt qu'aboyer, ils ont préféré demander du sucre »⁵⁸.

Autre catégorie de personnes sujettes à critiques : les militaires responsables de fuites. Un journaliste de *Haaretz* résume l'ampleur du phénomène pendant le conflit de 2006 par cette formule cinglante : « Chaque correspondant militaire a ses généraux »⁵⁹, ce qui signifie, en clair, que certains journalistes bien introduits appellent quotidiennement des officiers supérieurs et généraux sur leur téléphone portable et que ces officiers ne se privent pas de répondre aux questions qui leur sont posées. Voulant connaître l'étendue des fuites, Dan Haloutz ordonne, après le conflit, le lancement d'une enquête. Les relevés téléphoniques des officiers sont passés au peigne fin et le détecteur de mensonges est à nouveau utilisé⁶⁰. Le bilan est étonnant : il apparaît que 460 officiers ont parlé – sans autorisation – avec des reporters durant les 33 jours de guerre⁶¹.

Un exemple permet d'illustrer la rapidité des fuites pendant le conflit de 2006, celui de l'attaque contre la corvette Hanit, le 14 juillet. Ce jour-là, un navire israélien est touché par un missile du *Hezbollah*, au large de Beyrouth. Quatre marins sont tués. Miri Regev, la porte-parole de *Tsahal*, se trouve en conférence de presse avec le chef d'état-major quand survient l'événement. Elle reçoit un SMS d'un journaliste de télévision qui souhaite lui parler immédiatement⁶². Miri Regev finit par le contacter. Le journaliste veut obtenir des précisions sur l'attaque qui vient d'avoir lieu contre le navire. La porte-parole de *Tsahal* est bien incapable d'en donner puisque le journaliste vient en réalité de lui apprendre l'incident. Miri Regev transmet immédiatement l'information à Dan Haloutz qui, lui non plus, n'était pas au courant. Par la suite, Miri Regev a cherché à savoir comment un journaliste - qui n'avait pas assisté directement à l'événement - avait pu apprendre l'attaque avant même le chef d'état-major. La réponse est très simple : plusieurs marins qui se trouvaient sur la corvette ont

58. Lévy Amnon, « La trahison des médias », *Yediot Aharonot*, article traduit dans *Courrier International*, 10 mai 2007.

59. Entretien avec un journaliste de *Haaretz* réalisé à Jaffa le 17 mars 2008.

60. Harel Amos, "IDF Officers to Get Polygraphs Over War Leaks", *Haaretz*, 22 octobre 2006.

61. Harel Amos, "Chief IDF Lawyers Orders Probe into Possible Leaks during Lebanon War", *Haaretz*, 19 octobre 2006.

62. Entretien réalisé avec Miri Regev à Tel Aviv le 2 avril 2008.

appelé, avec leur téléphone portable, leur famille et leurs amis pour leur dire qu'une explosion venait d'avoir lieu et qu'ils étaient sains et saufs. Une des personnes prévenues a ensuite appelé le journaliste.

Si un téléphone portable peut servir à rassurer sa famille ou ses amis, il peut également être utilisé pour prendre des photos. Plusieurs photos et vidéos tournées pendant la guerre de 2006 se retrouvent en ligne alors même, pour certaines, que le conflit n'est pas encore terminé. Soit ces images sont mises directement sur Internet par des soldats rentrés du théâtre soit elles sont transmises par téléphone portable à des proches qui les diffusent ensuite sur le *web*. Le support de diffusion le plus courant pour les vidéos est, en Israël aussi, *YouTube*. Certaines vidéos montrant des dysfonctionnements patents – soldats mal équipés ou non ravitaillés, unités recevant des ordres puis des contre-ordres, etc. – sont reprises par les médias traditionnels, en Israël mais aussi à l'étranger.

Les photos sont, quant à elles, diffusées sur d'autres sites. *Facebook*, en particulier, devient très populaire en Israël dans les mois qui suivent la guerre au Liban. Comme tout phénomène de mode, il se répand très rapidement chez les jeunes, notamment chez les conscrits. En se connectant au « réseau Israël » de *Facebook*, chaque internaute peut avoir accès aux pages de centaines de soldats et à des milliers de photos. Quasiment chaque unité de *Tsahal* possède un groupe sur *Facebook*. Ceci vaut même pour les unités d'élite, la *Sayeret Matkal* ou la *Sayeret Golani* possédant par exemple chacune un groupe. Lors d'un entretien avec un ancien soldat de 23 ans, ce dernier insiste pour faire une démonstration de *Facebook*. Il se rend sur la page du groupe de son unité – une unité de chars composée d'une soixantaine de personnes. Le groupe *Facebook* en question – qui rassemble à la fois des anciens de l'unité et des membres actuels – compte quant à lui 43 membres. En somme, on peut estimer que 30 à 50 % des soldats ayant appartenu à cette unité au cours des cinq dernières années font partie du groupe *Facebook*.

D'après l'ancien soldat cité précédemment, aucune consigne ne lui a jamais été donnée à propos de *Facebook* et, plus largement, des limites à ne pas franchir sur les *blogs* et autres sites Internet⁶³.

63. L'entretien avec cet ancien soldat a eu lieu en février 2008. En avril de la même année, plusieurs articles ont été publiés dans la presse israélienne annonçant de prochaines mesures restrictives

Est-ce à dire que les organes de communication des armées ne se préoccupent pas de ce phénomène ? Du côté de la censure militaire, Internet n'est clairement pas une priorité. Le colonel Sima Vaknin-Gil déclare ainsi : « D'une manière générale, ce qu'il y a sur les blogs ne m'intéresse pas. Le principal avantage d'Internet est aussi son principal inconvénient et il est très difficile pour un officier de renseignement de voir ce qui est pertinent et ce qui ne l'est pas. Ainsi, en tant que censeur, je me concentre sur les médias qui ont une plus grande crédibilité »⁶⁴. Du côté de *Dover Tsahal*, dont le rôle n'est pas de censurer mais de promouvoir l'image des armées, un indice au moins laisse penser que *Facebook* est pris plus au sérieux : Avichay Adraee, la personne en charge des médias arabophones au sein de *Dover Tsahal*, possède un profil sur *Facebook*. La photo choisie pour illustrer son profil le représente en uniforme, devant un drapeau israélien. Il arrive, dit-il, que des téléspectateurs du monde arabe le contactent via *Facebook* après certaines de ses interventions⁶⁵. Selon un ancien membre de *Dover Tsahal* qui dirige maintenant un média électronique, la présence d'Avichay Adraee relève probablement d'une initiative personnelle mais il confirme toutefois, au cours d'un entretien réalisé au printemps 2008, qu'une stratégie existe à l'égard d'Internet, sans en dire davantage⁶⁶.

« Plomb durci » et les leçons de 2006

Ce n'est qu'au cours de l'opération « *Plomb durci* » que la stratégie de communication de *Tsahal* sur Internet est dévoilée. Le commandant Avital Leibovich n'hésite pas à affirmer que « la blogosphère et les nouveaux médias sont une autre zone de guerre »⁶⁷. *Dover Tsahal* ouvre sa chaîne sur *YouTube* afin de pouvoir « poster » des vidéos des opérations menées dans la bande de Gaza et crée son propre blog en anglais⁶⁸. Ce dernier ne fonctionne toutefois pas comme un blog classique dans la mesure où les commentaires y sont proscrits. La dimension « collaborative » du *web* 2.0 n'est pas au cœur de la stratégie Internet de *Tsahal*, l'armée israélienne se servant davantage du *web*

concernant l'utilisation de Facebook par les militaires israéliens. Voir par exemple : Amir Mizroch, "Classified IDF Information on Facebook", *The Jerusalem Post*, 13 avril 2008.

64. Noiman Nir et Peri Naama, "The Secrets of Sima. Part One", *Bamahane*, février 2008.

65. Stoil Rebecca Anna, "The IDF's 'Arabic Voice' Fights Alone on the Media Battlefield ; Army Spokesman Avichay Adraee: 'Not Everybody Is Al- Jazeera'", *The Jerusalem Post*, 4 mars 2008.

66. Entretien avec un ancien membre de *Dover Tsahal*, réalisé à Jérusalem le 13 mars 2008.

67. Socol Max, "IDF Launches YouTube Channel", *The Jerusalem Post*, 30 décembre 2009.

68. <http://idfspokesperson.com> consulté le 8 janvier 2009.

pour diffuser unilatéralement un message que pour dialoguer avec les internautes. L'idée de dialogue est en revanche centrale dans une initiative du ministère des Affaires étrangères israélien qui organise, dès les premiers jours du conflit, une sorte de conférence de presse virtuelle sur *Twitter*⁶⁹ au cours de laquelle un diplomate du consulat général d'Israël à New York répond aux questions des internautes⁷⁰.

Outre leur utilisation plus importante d'Internet, les dirigeants et les communicants israéliens semblent avoir tiré au moins quatre leçons de la guerre de 2006.

La première n'est pas uniquement liée à la question de la communication et a trait à la présence d'un chef. Contrairement à 2006, l'ordre règne davantage dans la classe politique et le ministre de la défense – ancien chef d'état-major et ancien Premier ministre –, Ehoud Barak, rassure la population israélienne qui soutient massivement l'opération jusqu'à son terme. Les Israéliens accordent également une bien plus grande confiance à Gabi Ashkenazi qu'à son prédécesseur Dan Haloutz⁷¹. Un point commun entre Ehoud Barak et Gabi Ashkenazi est qu'ils sont considérés par les journalistes israéliens comme peu bavards et que leurs interventions publiques sont effectivement limitées. Autrement dit, un chef militaire peut susciter l'adhésion de sa population sans passer son temps à communiquer et à justifier les actions menées.

La deuxième leçon a trait aux différents porte-parole – essentiellement ceux de l'armée, du ministère de la défense, du Premier ministre et du ministère des Affaires étrangères – qui, cette fois-ci, se sont beaucoup mieux coordonnés. La coordination est en partie imputable à la nouvelle Direction nationale de l'information, chargée de remédier au manque d'unité de la communication institutionnelle mise en avant, notamment, dans le rapport de la commission Winograd⁷².

69. Sur le fonctionnement de Twitter, voir Will Leitch, "How Tweet It Is", *New York Magazine*, 8 février 2009.

70. Meurisse François, « Israéliens et Palestiniens engagent la bataille du web », *Libération*, 2 janvier 2009.

71. "War and Peace Index. 76% Oppose Truce without Shalit", *Yediot Aharonot*, 1er janvier 2009, <http://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-3653393,00.html> consulté le 8 janvier 2009.

72. Sur le National Information Directorate, voir notamment : ministère israélien des Affaires étrangères, « Cabinet Communiqué », 8 juillet 2007. Voir aussi Haviv Rettig Gur, "Coordination is Putting Israel Ahead in the Media War", *The Jerusalem Post*, 30 décembre 2008.

La troisième leçon relève du degré d'ouverture du champ de bataille aux journalistes. La guerre de 2006 a été l'une des plus ouvertes à la presse. Celle de 2008-2009 est, à l'inverse, une des plus fermées. Les reporters stationnés à l'extérieur de la bande de Gaza ne sont pratiquement pas autorisés à y pénétrer. Les images filmées à l'intérieur du territoire palestinien proviennent de trois sources : l'armée israélienne, les habitants de la bande de Gaza qui diffusent par exemple des images sur leurs blogs et les journalistes palestiniens – qui se trouvaient déjà dans la bande de Gaza avant le début des hostilités – travaillant pour des grands médias internationaux. L'interdiction faite aux journalistes de pénétrer dans la bande de Gaza provoque de fortes protestations de leur part et nuit à l'image « démocratique » d'Israël. Néanmoins, les communicants israéliens semblent désormais considérer le *black-out* partiel comme la moins mauvaise des solutions en cas de guerre « au milieu des populations ». En d'autres termes, le « *syndrome de Jénine* » pourrait être moins dommageable que celui de Qana.

Enfin, la quatrième leçon est liée à l'usage des téléphones mobiles qui sont tout simplement proscrits pour éviter les fuites⁷³. Cette mesure s'avère, semble-t-il, efficace puisque, contrairement à la guerre de 2006, les officiers israéliens ne sont pas en mesure, durant l'opération « *Plomb durci* », de parler régulièrement aux journalistes.

CONCLUSION

La communication institutionnelle israélienne a en définitive beaucoup évolué depuis la deuxième *Intifada*. Après l'échec partiel de la guerre de 2006, la communication a été prise plus au sérieux et des changements importants ont été entrepris.

Ces changements semblent avoir permis à l'armée israélienne de disposer de quelques jours supplémentaires avant que la mobilisation internationale ne prenne de l'ampleur. Néanmoins, lorsque le bilan d'une opération dépasse largement le millier de morts d'un côté alors qu'il atteint à peine la quinzaine de l'autre, même les meilleurs communicants ne peuvent réussir à empêcher que le « fort » soit mis en cause pour son usage « disproportionné » de la force et que le faible ne retourne sa défaite militaire en une

73. Steven Erlanger, "For Israel, 2006 Lessons but Old Pitfalls", *The New York Times*, 7 janvier 2009.

victoire politique. A moins que la rhétorique sur la « disproportion »⁷⁴ des frappes israéliennes et l'ampleur des destructions ne contribuent à renforcer la capacité de dissuasion de l'État hébreu. Quelques jours après le retrait des forces terrestres israéliennes de la bande de Gaza, le Premier ministre, Ehoud Olmert, a d'ailleurs menacé de riposter de manière « disproportionnée » si les tirs de roquettes en provenance du territoire palestinien ne cessaient pas⁷⁵.

Quoi qu'il en soit, la guerre de janvier 2009 a prouvé que les F-16 ne suffisent pas à faire passer un message. Dans les conflits actuels, les médias sont un outil essentiel pour atteindre les « cœurs et les esprits », même dans une perspective de dissuasion.

Marc Hecker et Thomas Rid

74. Sur les origines de la stratégie israélienne de « riposte disproportionnée », voir Samy Cohen, op. cit., pp. 53-58.

75. Jeffrey Heller, "Israel Vows Disproportionate Response to Rockets", *Reuters*, 1^{er} février 2009.

TSAHAL FACE AU DÉFI DE LA SECONDE *INTIFADA*

Cette étude est consacrée à la manière dont *Tsahal* (acronyme de l'Armée de défense d'Israël) conduit ses missions de maintien de l'ordre dans les territoires occupés et gère la lutte contre le terrorisme palestinien depuis 2000, début de la deuxième *Intifada d'al-Aqsa*¹. Le propos n'est pas de faire ici son procès, ni son apologie mais d'essayer de comprendre comment se défend une démocratie atteinte par le terrorisme et quelle importance elle accorde au problème des droits de l'homme. Ce type d'interrogations n'est pas propre à l'armée israélienne. Elle est au cœur des préoccupations de nombreuses démocraties qui, depuis plusieurs années, sont militairement engagées contre des groupes armés définis par elles comme « terroristes ». La question de la « bonne stratégie » à mettre

1. Cet article, s'appuie sur des données multiples : enquêtes journalistiques, rapports d'ONG de droits de l'homme et d'organisations internationales, témoignages de soldats membres d'associations tel que « Shovrim Shtika » (« *Brisons le silence* »), ceux de l'association « *Mahsom Watch* » et ceux de l'ONG de droits de l'homme « *B'tselem* ». Ces données ont été complétées par une cinquantaine d'entretiens conduits en Israël (des militaires, des hommes politiques, des chercheurs, des membres d'associations de droits de l'homme et des hauts fonctionnaires). L'ensemble de ces résultats est disponible dans mon livre *Tsahal à l'épreuve du terrorisme*, Seuil, 2009.

en place face à des groupes irréguliers est un des grands défis que les démocraties connaissent et connaîtront dans un contexte international marqué par la menace terroriste².

Aux origines du soulèvement

S'il est d'usage de considérer que la seconde *Intifada* commence le 28 septembre 2000 avec la visite d'Ariel Sharon au Mont du Temple, on ne peut pas s'en tenir à cette seule explication³. Le soulèvement a des causes plus profondes. Au cours des années 1993-2000, la confiance entre les deux parties, qui ne fut jamais très grande dans le passé, s'est détériorée. C'est alors que se mettent en place les éléments qui vont conduire à cette nouvelle insurrection. Pour beaucoup de Palestiniens, les accords d'Oslo n'ont pas apporté l'amélioration attendue de leurs conditions de vie. Ces accords avaient scindé les territoires occupés pendant la guerre de Six Jours, en juin 1967, en trois zones : une zone A comprenant, depuis 1994, Gaza ainsi que les villes de Jéricho, Jénine, Qalqilya, Ramallah, Tulkarem, Naplouse et Bethléem, zone sur laquelle l'Autorité palestinienne exerce une juridiction civile incluant les pouvoirs de police ; une zone B comprenant les autres zones de Cisjordanie (autres bourgades et camps de réfugiés) et dans laquelle l'Autorité palestinienne exerce des compétences civiles, la sécurité intérieure étant exercée conjointement avec l'armée israélienne ; une zone C incluant les colonies israéliennes implantées en Cisjordanie, à Gaza (démantelées aujourd'hui) et à Jérusalem-Est, et qui reste sous le contrôle de l'État hébreu.

-
2. Pour la notion de terrorisme, je me réfère aux définitions données par Charles-Philippe David (« un acte généralement violent, spectaculaire et médiatisé, destiné à convaincre une audience, une opinion, d'un message qui veut intimider ou contraindre un gouvernement à modifier ou à abandonner son comportement ou sa politique. Le terrorisme est tantôt imprévisible, tantôt systématique, mais dans tous les cas veut attirer l'attention », in *La Guerre et la paix, Approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie*, Presses de Sciences Po, 2e édition, 2006, p. 113) et par Isabelle Sommier (« le terrorisme ignore les lois et les conventions de la guerre ; il s'attaque aux civils ; il est toujours indiscriminé et arbitraire en vertu de la disjonction qu'il opère entre victimes et cible », in *Le terrorisme*, Flammarion, Domino, 2000, p. 78).
 3. Pour une chronologie complète détaillée de la seconde *Intifada*, voir Amos Harel, Avi Isacharoff, *La Septième Guerre d'Israël : d'Israël : comment nous avons gagné la guerre contre les Palestiniens et pourquoi nous l'avons perdue*, Paris, éditions de l'éclat et Hachette Littératures, 2005 ; Raviv Drucker, Ofer Shelah, *Boomerang, Jérusalem, Keter*, 2005 (en hébreu) ; Charles Enderlin, *Les Années perdues. Intifada et guerres au Proche-Orient, 2001-2006*, Paris, Fayard, 2006 ; Pierre Razoux, *Tsahal. nouvelle histoire de l'armée israélienne*, Paris, Perrin, 2006.

Les colonies n'ont cessé de s'étendre. Le nombre des colons est passé de 115 000 à 230 000 dans la décennie qui suit la signature des accords⁴. L'armée est encore omniprésente, sauf dans la zone A, remise à l'Autorité palestinienne. Les points de contrôle, dont certains ont été mis en place pendant la première *Intifada* et au début de la guerre du Golfe, en 1991, n'ont pas été levés. Les accords n'ont pas mis fin à la confiscation des terres. La construction de Jérusalem-Est se poursuit. La bande de Gaza est entourée d'une clôture quasiment infranchissable. Des routes de contournement sont créées pour permettre aux colons de se déplacer en évitant le passage par les zones autonomes palestiniennes.

Côté israélien, l'armée est d'humeur pessimiste. De plus en plus de gradés acquis aux accords d'Oslo et qui affichaient des positions modérées commencent à douter des bonnes dispositions d'Arafat qui n'aurait finalement pas modifié son objectif principal – la reconquête de l'ensemble de la Palestine historique comprenant Israël dans ses frontières de 1967. De nombreux officiers pensent même que cet accord est une « aberration » sur le plan sécuritaire : il a conduit, dans plusieurs secteurs, à confier la sécurité des Israéliens à des policiers palestiniens dont beaucoup sont hostiles à Israël. L'inquiétude porte aussi sur l'accroissement des effectifs des appareils sécuritaires de l'Autorité.

Une série d'incidents violents a ponctué les relations israélo-palestiniennes depuis la signature des accords d'Oslo. Les Israéliens espéraient que l'Autorité palestinienne aiderait Israël à prévenir des attentats, mais ils déchantent rapidement car le *Hamas* et le *Jihad islamique* ne renoncent pas à la violence. Dans les premières années qui suivent la création de l'Autorité palestinienne, 161 Israéliens sont en effet tués au cours d'attaques terroristes⁵. Le massacre commis par le colon Barukh Goldstein, en février 1994 à Hébron, contre des fidèles palestiniens venus se recueillir au tombeau des Patriarches, est suivi de plusieurs attentats-suicides lancés à l'initiative du *Hamas*. La mort de Yahya Ayache, l'artificier du *Hamas*, provoquée par un téléphone piégé que lui avaient fait parvenir les services israéliens, entraîne une réplique sanglante qui tue 58 Israéliens en une semaine.

4. Akiva Eldar et Idith Zertal, *Lords of the Land. The Settlers and the State of Israel. 1967-2007*, New York, Nation Books, 2007, p. 570 et suivantes.

5. *Ibid*, p. 56.

Mais un des événements qui pèse le plus dans la mémoire collective des militaires israéliens est l'incident du « *tunnel du Mur* », en 1996, à Jérusalem. Netanyahu, qui vient d'être élu, autorise des travaux archéologiques au nord du tunnel du Mur occidental, faisant fi d'une décision du gouvernement Rabin opposé à cette percée en raison de l'extrême sensibilité des Palestiniens sur ce sujet. Netanyahu en fait un symbole du renforcement de la souveraineté israélienne sur les lieux saints. Yasser Arafat, qui y voit une atteinte à la foi des musulmans, appelle à une manifestation de masse qui se soldera par des heurts très violents. Près de 70 Palestiniens sont tués ainsi que 16 soldats et policiers israéliens. De nouvelles violences interviennent le jour de la *Naqba* (la Catastrophe), le 15 mai 2000. Les Palestiniens célèbrent à leur manière l'anniversaire d'indépendance de l'État d'Israël. Les manifestants commencent par des jets de pierres et de cocktails Molotov. Depuis leurs rangs, des *Tanzims* (membres d'une milice émanant du *Fatah*, le parti de Yasser Arafat) et des policiers palestiniens tirent sur les forces israéliennes pendant que d'autres *Tanzims* utilisent des ambulances pour arriver sur les lieux des affrontements⁶. Les tireurs d'élite de *Tsaahal* ripostent. 8 Palestiniens sont tués et des centaines sont blessés au cours de ces incidents.

Tsaahal a une deuxième raison majeure de se montrer pessimiste. Conformément aux engagements pris le jour de la prestation de serment de son gouvernement, en mai 1999, Ehud Barak ordonne le retrait de *Tsaahal* du Sud-Liban. Celui-ci s'achève le 24 mai 2000. Pour la génération des officiers supérieurs qui ont combattu au Sud-Liban c'est une humiliation majeure. Ils considèrent que le gouvernement ne leur a pas laissé gagner la guerre contre le *Hezbollah* en mobilisant des réservistes. Selon eux, l'opinion publique, mal informée sur les réalités du terrain, n'a pas soutenu l'armée, par la faute des politiques qui n'ont pas su expliquer aux citoyens israéliens les enjeux de cette bataille.

Dans les territoires occupés, l'idée commence à se répandre que, si le *Hezbollah* a défait *Tsaahal* au Sud-Liban, rien ne serait plus simple que de suivre cet exemple et d'infliger à cette armée des pertes telles que la population israélienne demanderait à mettre fin à l'occupation. Comme bon nombre de généraux, Shaul Mofaz

6. Amos Harel, Avi Isacharoff, *La Septième Guerre d'Israël*, p. 73.

lui-même, le chef d'état-major général, fait partie de cette caste d'officiers qui a mal vécu la décision d'Ehud Barak. Il y était opposé et a dû orchestrer le retrait malgré lui. Ce groupe d'officiers pense qu'il faut couper court à toute velléité palestinienne de revanche. Il faut ôter aux Palestiniens toute croyance selon laquelle *Tsahal* serait sortie affaiblie de l'épreuve libanaise. L'urgence est donc au « rétablissement de la dissuasion » de l'armée érodée par les échecs successifs des dix-huit années de guerre au Sud-Liban⁷. Dans un pays entouré de voisins hostiles et qui dépend entièrement de son armée pour sa survie, la capacité de dissuasion de celle-ci est un des piliers fondamentaux de sa stratégie. La remettre en cause revient à faire peser sur Israël une « menace existentielle »⁸. Quand elle cesse de fonctionner, ou quand elle est défiée, il n'y a plus grande urgence nationale que de tenter de la rétablir, généralement par une démonstration de force ou par une prouesse militaire. Le débat sur la capacité de la dissuasion est omniprésent en Israël après chaque opération ou guerre qui ne s'achève pas par une victoire écrasante de l'armée.

L'embrasement

C'est dans ce contexte que s'inscrit la visite d'Ariel Sharon à l'Esplanade des mosquées. Le jour de sa visite, Sharon s'abstient de pénétrer dans la mosquée d'*al-Aqsa*, lieu sacré pour les musulmans, et l'affrontement entre la police et les manifestants rassemblés sur l'esplanade se passe sans incident majeur. Deux jours plus tard, le *Fatah* appelle à un grand rassemblement, le jour de la prière du vendredi. Le matin même un policier des gardes-frontières israéliens est abattu par son compagnon de patrouille palestinien, une de ces patrouilles communes israélo-palestiniennes qui ont été mises en place à la suite des accords d'Oslo⁹. 20 000 Palestiniens participent au rassemblement. Les « *Chabiba* », la jeunesse du *Fatah*, ont entassé des milliers de projectiles. À la fin de la prière, les manifestants lancent des barres de fer, des pierres et des cocktails Molotov sur les forces de police et sur la place du Mur des Lamentations, située au bas de l'Esplanade, là où se ressemblent les fidèles juifs pour prier. La police fait irruption sur l'esplanade et tire avec des balles en caoutchouc.

7. Voir Yaacov Bar-Siman-Tov, Ephraïm Lavie, Kobi Michael et Daniel Bar-Tal, "The Israeli-Palestinian Violent Confrontation: an Israeli Perspective", in Yaacov Bar-Siman-Tov (ed.), *The Israeli-Palestinian Conflict. From Conflict Resolution to Conflict Management*, Palgrave Macmillan, 2007, p. 81.

8. Ibid.

9. Amos Harel et Avi Isacharoff, op. cit., p. 25.

Sept Palestiniens sont tués et des centaines blessés. C'est le début d'un embrasement généralisé. Une grève de trois jours est décrétée par Marwan Barghouti, un des leaders les plus populaires du *Fatah* en Cisjordanie, en accord avec la direction de son mouvement. Les premiers coups de feu sont tirés sur la colonie juive de Psagot. Des émeutes à répétition éclatent en Cisjordanie et à Gaza. Dès l'une des toutes premières manifestations, des hommes armés se dissimulent dans la foule et tirent sous sa protection.

Dans la bande de Gaza, les *Chabiba* organisent une manifestation violente. Des centaines de jeunes attaquent le fortin de *Tsahal* situé au carrefour Netsarim. Devant la violence de l'assaut, les soldats de l'unité *Guivati* ouvrent le feu. Les policiers palestiniens censés canaliser la foule ripostent aux tirs de l'armée. C'est au cours de cet affrontement qu'un cameraman de France 2 filme la scène de la mort du petit Mohamed al-Dourah. Les images sont montrées en boucle dans les foyers palestiniens et enflamment les passions¹⁰. Ce même jour, six autres Palestiniens tombent sous les balles de *Tsahal*. « *Très vite, la nouvelle Intifada perd son aspect populaire et verse dans l'Intifada armée* », notent Harel et Isacharoff¹¹.

La première *Intifada* était essentiellement une insurrection civile, contre une occupation qui durait depuis vingt ans. La seconde est avant tout un conflit avec des groupes qui ont choisi la voie des armes pour faire avancer leurs revendications. Pendant le mois d'octobre, 5 ou 6 Palestiniens meurent par jour, alors que du côté israélien on compte 12 morts au total¹². À la suite des graves émeutes déclenchées le 1^{er} octobre par des Arabes israéliens, la police ouvre le feu et tue 13 d'entre eux. Cet incident majeur ravive les rancunes en Cisjordanie. À Naplouse, des centaines de fidèles assiègent le tombeau de Joseph, enclave juive au milieu d'un territoire sous contrôle palestinien. Un garde-frontière israélien est blessé, mais la foule empêche son évacuation par la police palestinienne. Il succombe quelques heures

10. Si l'on en croit le reportage de France 2, il aurait été tué par des balles israéliennes. Mais ce reportage est mis en doute par de nombreux commentateurs. L'image télévisée montre le garçon caché derrière son père, lui-même accroupi derrière un muret pour se protéger des balles qui fusent entre Palestiniens et militaires israéliens. La caméra, tenue par un caméraman palestinien de France 2, est fixée sur le père et son fils. L'angle de vue est tellement étroit qu'il est impossible de savoir qui tire. Un procès est en cours opposant France 2 et Charles Enderlin, son correspondant à Jérusalem, à Philippe Karsenty, directeur de l'agence Media Ratings.

11. Amos Harel et Avi Isacharoff, op. cit., p. 31.

12. Ibid, p. 32.

plus tard des suites de ses blessures. Le 12 octobre, deux réservistes israéliens égarés dans Ramallah en route vers leur base sont lynchés par la foule sans que les policiers palestiniens l'en empêchent. La scène montrant les soldats défenestrés par des manifestants exhibant leurs mains rouges de sang horrifie les Israéliens. Le Premier ministre, Ehud Barak, réagit vivement. Il ordonne de bombarder des cibles de l'Autorité palestinienne. L'armée prend toutefois le soin de prévenir l'Autorité avant chaque bombardement. Barak ne veut pas rompre les ponts avec les Palestiniens. Des négociations entre son gouvernement et celui de Yasser Arafat sont en cours alors même que les territoires occupés s'embrasent.

Les violences se propagent très rapidement. L'Autorité palestinienne s'abstient de calmer les esprits et ne tente pas d'arrêter les premières manifestations. De son côté, Israël réplique avec une force et des moyens sans précédent. Le 27 octobre, à Kfar-Khalil, au sud de Naplouse, le *Fatah* a organisé une nouvelle manifestation dans laquelle se glissent des hommes armés qui ouvrent le feu sur les soldats postés au barrage. Ceux-ci ripostent. Cinq militants non armés du *Fatah* sont tués. Une nouvelle étape dans l'escalade est franchie. La lutte armée s'intensifie écartant encore davantage les non-combattants de l'action. Les attaques à l'arme à feu se multiplient contre les véhicules des colons et de l'armée. En novembre, le premier attentat à la voiture piégée est commis à l'intérieur de la *ligne verte* (expression qui désigne Israël dans ses frontières à la veille de la guerre des Six Jours). Les attaques surprises se multiplient contre les forces de *Tsa'hal*. Le 13 novembre 2000, un des membres du *Fatah* de Ramallah et de la garde présidentielle d'Arafat, la « Force 17 », tire sur un bus transportant des militaires, près du carrefour de Wadi Hirmiéh et abat deux soldats. Des hommes armés tirent vers la colonie voisine de Psagot à partir du village d'El-Biré situé en zone A, sous contrôle de l'Autorité palestinienne, entraînant une vive riposte de la part des soldats israéliens. Des cellules locales des « *Brigades des martyrs d'al-Aqsa* », émanation du *Fatah*, s'organisent un peu partout en Cisjordanie.

Dès novembre 2000, le *Hamas* (acronyme de « mouvement de résistance islamique ») qui s'était maintenu en retrait des opérations armées se mobilise à son tour. Le mouvement a perdu des hommes en Cisjordanie dans les affrontements avec l'armée israélienne et,

surtout, a vu sa popularité s'effriter dans la population, celle-ci lui préférant les hommes du *Fatah* qui osent affronter l'armée et les colons. Les responsables du *Hamas* placent une voiture piégée à Hadéra qui tue deux civils israéliens. Israël se venge en éliminant Ibrahim Bani-Ouda, un des organisateurs de cet attentat. Le *Hamas* réplique par un attentat-suicide à Netanya en janvier 2001. Il blesse une trentaine d'Israéliens et ouvre la voie à d'autres attentats du même type. Un partage des tâches s'opère entre le *Fatah* et le *Hamas*. Le premier attaque des colons et des militaires dans les territoires occupés, puis effectue des incursions dans des colonies pour attaquer leurs habitants. Le *Hamas*, lui, lance des attaques-suicides à l'intérieur de la ligne verte. Cette répartition des rôles ne durera pas très longtemps.

Fin octobre, on compte déjà 141 palestiniens tués et 500 blessés. 186 sont tués dans les mois de novembre-décembre (540 blessés) et 82 aux cours des trois premiers mois de 2001¹³. Selon le chef d'Aman, le renseignement militaire israélien, moins d'un mois après le début de la confrontation, l'armée a tiré 1 200 000 balles, soit environ 100 000 par jour¹⁴. Dès la deuxième semaine du conflit, les chars entrent en action. Les hélicoptères sont de plus en plus fréquemment utilisés. La réplique est plus violente dans la bande de Gaza qu'en Cisjordanie. Le chef du commandement Sud, le général Yom-Tov Samya, proche des colons, est un partisan de la manière forte. Celui du commandement Centre, le général Ytzhak Eytan, est un modéré, qui se méfie des colons et qui croit dans les vertus de la retenue.

« Écraser » l'insurrection

Tsahal n'a pas provoqué cette insurrection, mais a-t-elle su la gérer ? Ce qui frappe les observateurs avertis, c'est tout à la fois son incapacité à venir à bout des attaques des premiers mois, qui émanent de groupes encore mal organisés et faiblement armés, ou d'hommes agissant souvent de leur propre initiative, et la violence de sa riposte, la plupart du temps très meurtrière. L'armée pense qu'une réaction vigoureuse est nécessaire. Le général Mofaz et son

13. Yaacov Bar-Siman-Tov et alii, op. cit., p. 75.

14. Raviv Drucker et Ofer Shelah, op. cit., p. 32. Voir aussi Reuven Pedatzur, "More than a million bullets", *Haaretz*, 29 juin 2004.

adjoint, le général Moshé Yaalon, en particulier, veulent éviter la répétition des événements de 1996 et de 2000 en faisant passer un message de fermeté sans équivoque. La stratégie de Mofaz est non pas l'apaisement, la désescalade et le retour progressif au calme, mais l'écrasement de l'insurrection. *Tsaahal* riposte durement dès les premiers incidents dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, n'hésitant pas à ouvrir le feu contre les manifestants. « *La réaction excessive des FDI [Forces de Défense d'Israël] était destinée non seulement à contenir la confrontation mais à forcer les Palestiniens à se rendre*¹⁵. » Dès les incidents du Mur, en 1996, de nouvelles instructions d'ouverture du feu avaient été rédigées sous le contrôle du département du droit international du Procureur général de l'armée. Elles permettent dans « *des secteurs préalablement déterminés de «tirer pour tuer» des Palestiniens armés suspectés de vouloir s'en prendre à la vie des soldats israéliens*¹⁶ ». Les unités sont entraînées et équipées pour une confrontation armée du même type que celle de 1996, de manière à obtenir une reddition de l'adversaire, tout en réduisant au minimum leurs propres pertes.

Le maître-mot est « *protégeons les enfants* » (« *Lishmor al hayeladim* »). Ces missions, aux yeux de l'opinion publique, ne justifient pas que les jeunes soldats prennent le moindre risque. *Tsaahal*, instruit par l'exemple du Liban et par l'efficacité de l'action de mouvement de citoyens comme celui des « *Quatre mères* », veut éviter des pertes parmi ses soldats qui risqueraient de conduire à une nouvelle désaffection de l'opinion publique pour les missions dans les territoires occupés. *Tsaahal* veut reconquérir la légitimité qu'elle a perdue pendant la guerre du Liban.

Conflit entre la diplomatie et la guerre

Le comportement de l'armée n'est pas dissociable du désaccord de fond qui apparaît entre elle et le Premier ministre. Dans les mois qui suivent l'échec de la conférence de camp David, en juillet 2000, le gouvernement d'Ehud Barak poursuit encore des négociations avec Yasser Arafat dans l'espoir de trouver une formule de compromis avant les prochaines élections israéliennes. L'éclatement de l'*Intifada* complique sa tâche. Barak ne peut se permettre un échec sur le plan diplomatique, ni laisser la situation sécuritaire se dégrader.

15. Yaacov Bar-Siman-Tov et alii, op. cit., p. 75.

16. Amos Harel et Avi Isacharoff, op. cit., p. 69.

Tout dérapage sur le terrain a des répercussions négatives sur les négociations diplomatiques¹⁷. Barak ordonne donc de riposter de manière « *ciblée et mesurée*¹⁸ ». Mais l'armée fait la sourde oreille.

Les commandants sur le terrain multiplient les initiatives personnelles en contradiction avec la politique du gouvernement. En décembre, le colonel Gal Hirsch, le chef des forces dans ce secteur, a fermé une des principales routes d'accès par l'ouest empruntées par les Palestiniens, la route 443, et a décidé d'interdire à ces derniers de sortir de la ville, alors que ce type de décision relève de l'échelon politique et non d'un chef de brigade. Ailleurs, ce sont des responsables de l'Autorité palestinienne qui se retrouvent bloqués à des barrages qui n'auraient pas dû exister¹⁹. Des check-points sont installés sans que le ministre de la défense – qui est également le Premier ministre – l'ait décidé. « *Une partie des décisions et des engagements contractés [envers les Palestiniens] par le Premier ministre et transférées à l'armée par son secrétaire militaire se sont «évaporées»* », affirmera Gilead Sher, chef de cabinet de Barak²⁰.

Dès la première phase de l'insurrection, le général Yaalon s'était opposé à toute demande d'allègement du blocus économique en faveur des civils palestiniens, du fait des affrontements. Il interdit l'exportation de la bande de Gaza de fruits ou de fleurs produits par ses habitants au motif qu'il fallait « *briser l'ennemi*²¹ ». Lorsque des officiers de la « *Coordination des actions dans les territoires* », une unité de l'armée créée pour s'occuper des difficultés de la vie quotidienne des Palestiniens, lui objectent que la faim et le désespoir renforcent le terrorisme, il maintient sa position. Les Palestiniens doivent payer un « *prix quotidien* » et si Israël allégeait la pression, l'ennemi se renforcerait et le terrorisme s'accroîtrait²².

Le ministre Amnon Lipkin-Shahak, lui-même un ancien chef d'état-major général, chargé par le Premier ministre de coordonner les actions destinées à ramener le calme dans les territoires occupés,

17. Charles Enderlin, *Le Rêve brisé. Histoire de l'échec du processus de paix au Proche-Orient. 1995-2001*, Paris, Fayard, 2002, p. 340-341.

18. Raviv Drucker et Ofer Shelah, op. cit., p. 35.

19. Amos Harel et Avi Isacharoff, op. cit., p. 115.

20. Gilead Sher, *Just Beyond Reach, The Israeli-Palestinian Peace Negotiations 1999-2001: A Testimony*, Tel-Aviv, Yedioth Aharonot-Sifrei Hemed, 2001 (en hébreu), p. 368.

21. Raviv Drucker et Ofer Shelah, op. cit., p. 83.

22. Ibid., p. 83.

dénonce les agissements de l'armée qui bloque aux check-points les produits censés parvenir à la population, dont les bulldozers détruisent des serres, des crèches et des récoltes, « *soi-disant pour des raisons de sécurité* », d'une manière qui fait monter « *la fureur palestinienne à des sommets sans précédent* ». Selon lui, la « *politique des punitions collectives... était un programme établi par la direction militaire, qui a ignoré les instructions et les intentions de la direction politique* »²³.

Ainsi se mettent en place deux politiques : celle du gouvernement, qui tente de concilier sécurité dans les territoires occupés et avancées décisives dans les négociations de paix, et celle de l'armée, hostile à ces négociations et qui s'est donné comme objectif prioritaire le retour à l'ordre et la restauration de la capacité de dissuasion de Tsahal. Selon Efraïm Sneh, le vice-ministre de la défense, « *le gouvernement [contrairement à Mofaz] ne voyait pas dans le peuple palestinien des territoires occupés et dans l'Autorité palestinienne des ennemis qu'il faut vaincre*²⁴ ». Shlomo Ben Ami, ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement Barak à cette époque, confirme cette déchirure entre le politique et l'armée : « *Il y avait de notre part une tentative d'arriver à un accord politique... [mais] Tsahal a jugé nécessaire de remporter une victoire*²⁵. »

Peut-on parler d'une influence « excessive » de l'armée ?²⁶ Les difficultés qui ont émergé au début de cette seconde *Intifada* entre Mofaz et l'entourage de Barak relèvent davantage de l'absence de ligne claire du Premier ministre, de ses tergiversations et ambiguïtés. Le soulèvement palestinien le met dans une position difficile. Il veut tenter de conclure un accord avec Arafat avant les élections de février, mais il doit montrer à son opinion publique qu'il ne transige pas avec les questions de sécurité. Il veut être à la fois le Premier ministre de la paix et celui de la sécurité. Arafat, qui n'est pas à l'origine du soulèvement, l'exploite pour améliorer sa position dans les négociations avec le gouvernement israélien. L'armée a tenté de profiter des flottements de la politique du Premier ministre. Barak,

23. Shlomo Ben-Ami, *A Front without a Rearguard*, Tel-Aviv, Yediot Aharonot Publishers (hébreu), 2004, p. 319.

24. Interview accordée par Efraïm Sneh dans le film documentaire réalisé par Moïsh Goldberg, *A Million Bullets in October*, présenté, en décembre 2007, à Channel 8 de la télévision israélienne. Le film retrace, à travers des interviews avec les anciens proches conseillers d'Ehud Barak, la manière dont le pouvoir politique et l'armée en Israël ont géré l'entrée dans l'*Intifada*.

25. Interview accordée par Shlomo Ben Ami à Moïsh Goldberg, dans *A Million Bullets in October*.

26. Sur les rapports entre le pouvoir politique et l'armée, voir Samy Cohen « Les relations entre le pouvoir civil et l'armée en Israël », *Revue internationale de politique comparée*, vol.15, n°1, 2008, p. 1-18.

lui-même ancien chef d'état-major général, aurait pu sanctionner tout écart à sa politique. Il n'en a rien fait. Pas une seule fois, il n'a convoqué le chef d'état-major général pour le rappeler à l'ordre. Tantôt, il donne des consignes de retenue et tantôt il donne instruction d'accorder aux commandants de terrain « plus de liberté de décider²⁷ » après avoir ordonné une réaction « ciblée et mesurée ». Entre les deux objectifs, la sécurité et la paix, Barak, affaibli politiquement et dont la cote de popularité est en baisse vertigineuse, n'arrive pas à trancher et à trouver le bon équilibre. Résultat : il n'atteint aucun des deux – ni la paix ni la sécurité.

Retour des vieux réflexes

L'armée n'a pas su ramener le calme et affaiblir l'insurrection. Cette première phase de la lutte avec les Palestiniens constitue pour elle un relatif échec. *Tsahal* n'a pas eu de stratégie *ad hoc* de lutte contre les groupes armés au début de l'*Intifada*. Elle n'a pas eu une pensée stratégique de lutte anti-guérilla digne de ce nom. Les vieux réflexes de la « riposte disproportionnée » ont repris le dessus²⁸. L'armée s'est limitée à une réaction sommaire, au coup par coup, relevant d'un répertoire d'actions ancien. Au cours d'une conférence donnée au début de l'année 2003, le lieutenant-général Aviv Kohavi, commandant des troupes parachutistes au début de l'*Intifada*, affirmait que lorsque la seconde *Intifada* avait éclaté, l'armée n'avait « ni de doctrine ni de techniques adéquates pour le combat de faible intensité en zones urbaines peuplées²⁹ ».

Elle s'y est engagée sans aucune vision d'avenir d'abord parce qu'elle ne s'attendait pas à un conflit d'une telle ampleur. Il n'y a pas eu, durant cette période, de tentative pour ménager la population afin de l'amener à prendre ses distances vis-à-vis des groupes armés. Cette stratégie avait un deuxième inconvénient : elle ne permettait pas de sortie du terrorisme autrement que par la victoire des armes et ne laissait aux combattants le choix qu'entre la reddition humiliante et la poursuite des combats. *Tsahal* n'a pas su contenir cette explosion de violence. Elle a pensé qu'une réplique sèche et brutale contre les

27. Amos Harel et Avi Isacharoff, op. cit., p. 113.

28. Samy Cohen, *Tsahal à l'épreuve du terrorisme*, p. 257-268.

29. Propos cités par S. Catignani, *Israeli Counter-Insurgency and the Intifadas, Dilemmas of a Conventional Army*, Londres, New York, Routledge, 2008, p. 4.

groupes armés suffirait à faire cesser l'insurrection. Non seulement cette attente n'a pas été satisfaite, mais cette stratégie a entraîné une spirale de la violence et a contribué à faire basculer un conflit limité à la Cisjordanie en une guerre impliquant la population civile israélienne à l'intérieur de la *ligne verte*. Les groupes armés, pour leur part, ont commis une erreur d'appréciation majeure en croyant que les Israéliens étaient « fatigués » de faire la guerre et que, comme au Liban, la société israélienne ne tiendrait pas le coup face à leurs rudes coups de butoir. Le 6 février, Ehud Barak perd les élections législatives et Ariel Sharon est élu Premier ministre. La violence reprend de plus belle.

Le durcissement

L'arrivée d'Ariel Sharon à la tête du gouvernement israélien met un terme aux balancements entre poursuite des négociations avec l'Autorité palestinienne et répression du soulèvement. La politique conduite désormais en commun accord avec la haute hiérarchie de l'armée est sans ambiguïté : il ne peut y avoir de négociations sans arrêt de la violence. Le président de l'Autorité palestinienne est perçu par le nouveau Premier ministre comme un obstacle à la paix et son remplacement par des cadres plus modérés est une précondition à la reprise des pourparlers avec l'Autorité palestinienne. Israël espère un leadership qui se batte contre le terrorisme. L'objectif politique est clairement tracé : une « victoire militaire décisive » sur les groupes armés. Tant les dirigeants militaires que le nouveau Premier ministre sont convaincus qu'elle est à leur portée. Les rares voix qui tentent de freiner, au nom de la raison, sont inaudibles. Les deux trains, l'israélien et le palestinien, sont désormais lancés l'un contre l'autre.

À partir de mars 2001, des centaines d'attentats ont lieu contre des centres urbains, au cœur d'Israël. Ils atteignent Tel-Aviv, Jérusalem, Haïfa, Hedera, Netanya, Beer-Sheva et d'autres villes encore. Ils visent des endroits bondés : discothèques, restaurants, centres commerciaux, cafés, autobus. Le 1^{er} juin, un attentat contre la discothèque le « *Dolphinarium* » en bord de mer à Tel-Aviv, tue 21 adolescentes, la plupart de jeunes immigrées de l'ex-Union soviétique, et fait plus de 80 blessés. En août, un terroriste se fait exploser dans un restaurant situé au centre de Jérusalem, la pizzeria « *Sbarro* », tuant 15 personnes dont 7 enfants et faisant des centaines

de blessés. Entre mars et décembre 2001, 185 Israéliens sont tués au cours d'attentats³⁰. Peu nombreux sont ceux qui osent sortir ou s'attarder dans la rue. L'économie menace de s'effondrer. Le tourisme est en chute libre.

Les généraux, qui pensaient venir facilement à bout de ce soulèvement, découvrent la dureté de la guérilla, invisible, insaisissable et déstabilisante. Les attaques visant les soldats et les colons qui circulent sur les routes de Cisjordanie et de la bande de Gaza s'intensifient. Impuissante à les arrêter, *Tsahal* connaît une longue période de désarroi. L'armée découvre à ses dépens le « manque de *fair play* » des combattants palestiniens qui utilisent des femmes et des adolescents pour se faire exploser dans les check-points. À plusieurs reprises, des soldats se font surprendre par des attaques dans des points de contrôle.

Face à ces difficultés, le Premier ministre et l'armée inaugurent une nouvelle politique, baptisée « pression continue », mais aussi « levier » (« *Minouf* ») dans le jargon de l'armée. Elle consiste à exercer des pressions sur l'Autorité palestinienne pour qu'elle fasse cesser les actes de violence et pour l'amener à combattre les groupes terroristes, ce que ni l'armée ni le *Shabak* ne sont encore en mesure de faire. Cette pression s'accompagne d'attaques contre des infrastructures et des postes de contrôle de l'Autorité palestinienne, mais sans pour autant remettre en question sa souveraineté sur la zone A, sauf pour des incursions très brèves de moins d'une journée³¹. La politique de la pression continue s'étend à la population civile. Pour tenter de réduire la marge de manœuvre des groupes terroristes, *Tsahal* multiplie les check-points, les encercllements de villes, les couvre-feux. Les destructions de maisons qui ont abrité des activistes se font fréquentes ainsi que les arrachages d'arbres qui leur ont servi de cache. Toutes les mesures inaugurées du temps de Barak se durcissent.

Les assassinats ciblés se multiplient et font de nombreux dommages collatéraux malgré les efforts de l'armée pour les réduire. La situation économique des zones sous occupation israélienne se dégrade rapidement et rien n'est mis en place pour compenser les

30. Voir le site du ministère des Affaires étrangères : <http://www.mfa.gov.il/MFA/terrorism>

31. Yaacov Bar-Siman-Tov et alii, op. cit., p. 84-85.

difficultés imposées à la population. Il n'y a aucun volet civil d'aide à la population, laquelle est censée savoir que son devoir est de faire pression sur les groupes armés pour qu'ils cessent leurs attaques. L'administration civile des territoires occupés est dirigée par un militaire qui prend ses ordres de l'état-major de l'armée.

Plus tard, le général Yaalon, devenu à son tour chef d'état-major général, théoriserait cette stratégie en déclarant dans le jargon policé de la haute hiérarchie militaire, fait de sous-entendus et de périphrases : « *Nous devons graver dans la conscience des Palestiniens et des Arabes que le terrorisme et la violence ne nous vaincront pas... et que le terrorisme ne conduit pas à des accords*³². » L'attitude est conforme à celle qu'il avait déjà énoncée au début de l'*Intifada* : la pression de l'armée israélienne se fera sentir tant que les Palestiniens n'auront pas renoncé à la violence. Il n'y aura aucun allègement des dispositifs anti-terroristes destinés à faciliter la vie des populations.

Réoccupation de la zone A

Sharon et ses généraux prennent rapidement conscience de l'inefficacité de la politique du « levier ». Les pressions sur l'Autorité palestinienne n'ont pas empêché les attentats de se poursuivre et même de se multiplier. Entre les mois de mars et de décembre 2001, 185 Israéliens trouvent la mort, parmi lesquels le ministre du Tourisme, Rehavam Zeevi³³. L'arraisonnement en janvier 2002 du *Karine A*, bateau transportant des armes pour les Palestiniens, accroît l'animosité envers Arafat, même si l'état-major n'a pas trouvé de preuves formelles de son implication dans cette affaire³⁴. Pressé par le Premier ministre, *Tsahal* commence à se réorganiser en vue d'une opération de plus grande ampleur, en même temps que le *Shabak* améliore sa capacité de renseignement et de pénétration des groupes armés. En peu de temps, il réussit à mobiliser plusieurs milliers de collaborateurs dans les territoires occupés³⁵.

Au cours des trois premiers mois de 2002, 173 autres Israéliens périssent à leur tour suite à des attentats, un chiffre record pour une

32. Interview du général Moshé Yaalon à *Haaretz*, 29 août 2002.

33. Données fournies par le ministère des Affaires étrangères : <http://www.mfa.gov.il/MFA/terrorism>

34. Charles Enderlin, *Les Années perdues*, op. cit., p. 168-169.

35. Sergio Catignani, *Israeli Counter-Insurgency and the Intifadas. Dilemmas of a Conventional Army*, p. 113.

période aussi brève. L'entrée en zone A où les activistes ont trouvé refuge apparaît désormais inéluctable. Les dirigeants politiques et militaires perdent tout espoir à propos d'Arafat et en viennent à se demander si Israël ne devrait pas prendre en charge directement la lutte anti-terroriste. Les militaires déclarent Arafat complice du terrorisme. Ils l'accusent d'utiliser ses services de sécurité pour des opérations terroristes et commencent à élaborer un plan de « *démantèlement des infrastructures du terrorisme* », ce qui implique de se préparer à envahir la zone A pour une vaste opération de nettoyage des repaires des groupes armés.

Tsa'hal s'y prépare. Sans hâte. La plupart des hauts gradés craignent le combat dans des zones habitées. En février 2002, des opérations d'incursions sont effectuées à Jénine et à Naplouse pour tester la résistance des groupes armés. Plusieurs dizaines d'entre eux sont tués. Quelques jours plus tard, *Tsa'hal* entre dans Tulkarem et arrête plusieurs centaines d'activistes qui sont filmés par la télévision sans leur chemise. Cette « victoire » redonne du moral aux unités. Le 27 mars 2002, le soir de la fête de *Pessa'h* (la Pâque juive), un attentat est commis à l'hôtel Park dans la cité balnéaire de Netanya. Un Palestinien venant des territoires occupés s'introduit dans la salle à manger de l'hôtel où il fait exploser sa bombe au milieu des familles qui célèbrent le *Seder*. 29 Israéliens sont tués et 140 grièvement blessés. C'est pour Ariel Sharon la goutte qui fait déborder le vase. Il ordonne une mobilisation importante de réservistes. *Tsa'hal* réenvahit les villes de la zone A, entre dans Naplouse et Jénine. L'opération « Rempart » commence. C'est la bataille la plus importante livrée contre les groupes armés.

L'opération s'accompagne d'attaques contre l'Autorité palestinienne. Des blindés pénètrent dans Ramallah et font le siège de la *Mouqata*, le quartier général de Yasser Arafat. Des bureaux gouvernementaux sont saccagés. Le général Mofaz presse le Premier ministre d'expulser le vieux leader palestinien mais, sous la pression du président des États-Unis, Sharon se limitera à l'interdire de sortie. Arafat y vivra cloîtré pendant deux ans et demi. Marwan Barghouti³⁶ est arrêté le 15 avril. Le cycle attentats-assassinats ciblés ne cesse pas pour autant. En juillet 2002, le Premier ministre prend la décision de faire ériger un mur de protection autour de la Cisjordanie, ce qui

36. Secrétaire général du *Fatah* et membre du Conseil national palestinien.

n'est pas sans poser des problèmes. Si près de 80 % de la population israélienne approuve cette décision, son tracé déborde celui de *la ligne verte* pour mordre sur des terres palestiniennes et restreint les déplacements de nombreux Palestiniens.

Dans les trois mois qui suivent l'opération, 130 Israéliens sont tués (statistique qui inclut les soldats morts pendant l'opération elle-même). Le 22 juillet, Salah Shehada, un des terroristes les plus recherchés, est atteint, en même temps que 14 civils parmi lesquels 8 enfants. L'émotion est grande en Israël même. Le *Hamas* réplique par un attentat commis une semaine plus tard à l'Université hébraïque de Jérusalem. Le 19 août 2003, un kamikaze se fait exploser dans un bus à Jérusalem, causant la mort de 23 personnes. Israël ne se limite plus à cibler les activistes. Il s'en prend aussi aux leaders politiques des organisations terroristes. Le 22 mars 2004, le cheikh Ahmed Yassine, leader du *Hamas*, est tué par un missile. Le 17 avril, son successeur Abdel Aziz Rantissi, est tué à son tour. Le nombre des attentats-suicides décline à partir de 2003, passant « *d'un pic de 450 victimes [...] en 2002, [...] à 213 en 2003 et à 66 dans la première moitié de 2004*³⁷ ». Reste à savoir quels sont les principaux facteurs qui expliquent ce résultat et en particulier quel rôle les assassinats ciblés y ont joué.

Assassinats ciblés et arrestations ciblées

Pour certains auteurs, les assassinats ciblés ont été très efficaces et ont permis de faire baisser de manière très significative les attentats-suicides³⁸. D'après lui, les mesures offensives utilisées par Israël ont porté un sérieux coup à leur capacité et se sont avérées plus efficaces pour lutter contre le terrorisme que les mesures défensives comme le mur de protection ou les check-points. Ce même argument a également été défendu par l'ancien directeur du *Shabak*, Avi Dichter et par Daniel Byman³⁹. Mais ce schéma explicatif ne calcule que leurs bénéfiques, pas leur coût. Il ne s'interroge ni sur leurs effets pervers, ni sur les options politiques qui auraient permis de faire l'économie

37. Selon Amos Harel et Avi Isacharoff, op. cit., p. 200.

38. Hillel Frisch, "Motivation or Capabilities? Israeli Counterterrorism Against Palestinian Suicide Bombings and Violence", *Journal of Strategic Studies*, vol. 29, octobre 2006, p. 843-869.

39. Daniel Byman et Avi Dichter, "Israel's Lessons for Fighting Terrorists and their Implications for the United States", *Analysis Paper*, n° 8, mars 2006, p. 1-15, Saban Center for Middle East Policy et Brookings Institution. Avi Dichter est l'ancien chef du *Shabak* (2000-2005) et l'un des principaux artisans de la politique des assassinats ciblés.

d'une escalade meurtrière pour les deux camps. Il ne démontre pas le lien de causalité entre la pratique des assassinats ciblés et la baisse du nombre des attentats-suicides. Un examen minutieux des événements survenus entre 2001 et 2004 conduit à relativiser considérablement ce point de vue exagérément optimiste.

Il s'agit, en fait, d'une arme à double tranchant⁴⁰. Les assassinats ciblés peuvent se révéler tour à tour efficaces ou au contraire contre-productifs. Utilisés avec retenue, ils se sont avérés dans le passé d'une redoutable efficacité. Toutes ces opérations ne furent pas pour autant couronnées de succès, tant s'en faut. Si la liquidation des membres de *Septembre noir* contribua à l'arrêt des actes de terreur contre les civils israéliens vivant à l'étranger, l'assassinat du cheikh Abbas Moussawi fut suivi d'une vive réplique contre l'ambassade d'Israël et la communauté juive de Buenos Aires. Deux cars explosèrent dans la capitale argentine, tuant plus de 100 personnes. En 1996, l'attentat ciblé contre Yahya Ayache fut suivi par quatre attaques simultanées contre des bus israéliens, au cours desquelles 48 civils israéliens perdirent la vie.

L'effet « boomerang » est également présent dans la seconde *Intifada*. Au lieu d'agir comme des opérations préventives, les assassinats ciblés ont eu, entre 2001 et 2003, un effet accélérateur de la violence aveugle des groupes radicaux palestiniens. Au cours des deux premières années de cette *Intifada*, ils ont coûté la vie à des centaines d'Israéliens, tués à la suite d'actions de représailles palestiniennes, elles-mêmes consécutives à des éliminations ciblées de responsables d'organisations radicales⁴¹. L'élimination d'un des chefs du FPLP en août 2001, Mustafa Zibri, entraîna, deux mois plus tard, l'assassinat du ministre israélien du tourisme, Rehavam Zeevi. Surtout, l'élimination de Raad Carmi – un des chefs locaux des *Tanzim* – par Israël, en janvier 2002, suscita l'envoi de dizaines de kamikazes dans les villes israéliennes.

La décision d'autoriser l'assassinat de Carmi est prise par Sharon à un moment où règne dans les territoires occupés un calme relatif, après l'annonce par Yasser Arafat d'un cessez-le-feu global le

40. Samy Cohen, « Les assassinats ciblés pendant la seconde *Intifada* : une arme à double tranchant », *Critique internationale*, 41, octobre-décembre 2008, p. 61-80.

41. Steven R. David, « Fatal Choices: Israel's Policy of Targeted Killing », *Ethics and International Affairs*, vol. 17, n° 1, 2003.

16 décembre 2001. L'attentat a lieu le 14 janvier 2002, par une charge explosive cachée dans un mur longeant la ruelle qu'emprunte Carmi. L'opération devait se faire « sans signature » pour éviter à Israël d'être accusé d'avoir violé l'accord de cessez-le-feu. Mais le secret est vite éventé. L'élimination de Carmi marque un tournant décisif dans le conflit israélo-palestinien. Jusque-là, seuls les groupes islamistes, le Hamas et le Jihad islamique, menaient des attentats-suicides au-delà de *la ligne verte*. Après la mort de Carmi, le Fatah bascule dans le « *kamikazat* », augmentant ainsi considérablement le potentiel terroriste à l'encontre des civils israéliens. À partir de ce moment, comme l'affirment Raviv Drucker et Ofer Shelah, Israël s'est retrouvé face aux « *forces populaires, importantes et puissantes du peuple palestinien. Dans les deux mois qui ont suivi, cette guerre a coûté la vie à 200 Israéliens*⁴² ». C'est « *la plus grande erreur commise par Israël au cours de l'Intifada* », dira le ministre israélien de la défense, Benyamin Ben Eliezer⁴³.

Certains pourront arguer que, de toute façon, dans le contexte de l'époque, le Fatah était voué à se joindre au Hamas : « *La popularité [des attentats-suicides] était devenue telle en milieu palestinien que les mouvements non religieux, le FPLP marxiste et surtout le Fatah, avaient dû y recourir à leur tour sous peine de marginalisation* », note Gilles Kepel⁴⁴. Ce genre d'argument à caractère fortement déterministe (l'inéluctabilité de la radicalisation du Fatah), n'est pas démontrable. On peut tout aussi bien, et même mieux, démontrer que si la partie israélienne avait respecté l'accord de cessez-le-feu et repris les pourparlers en vue d'une solution durable du problème palestinien, le Fatah n'aurait pas eu de raison de saboter une entreprise acceptée par son chef. À cette époque, l'entourage d'Arafat était convaincu que l'Intifada armée constituait une impasse. Marwan Barghouti par exemple, un des leaders du Fatah les plus populaires en Cisjordanie, était partisan du respect de l'accord de cessez-le-feu. Il avait même convaincu Raad Carmi de renoncer à commettre un attentat au motif que « *le vieux n'en [voulait] pas* »⁴⁵.

42. R. Drucker, O. Shelah, *Boomerang*, p. 172.

43. R. Drucker, O. Shelah, *op. cit.*, p. 176.

44. Gilles Kepel, *Terreur et Martyre. Relever le défi de civilisation*, Paris, Flammarion, 2008, p. 121.

45. R. Drucker, O. Shelah, *Boomerang*, *op. cit.*, p. 166.

Il est peu probable qu'on puisse attribuer aux assassinats ciblés un rôle aussi déterminant. Depuis l'opération « Rempart », en 2002, ils ont lieu essentiellement dans la bande de Gaza. Or ce n'est pas de Gaza, bouclée, entourée d'une solide clôture de protection et dépourvue de communications aériennes et maritimes que partent les kamikazes, mais de Cisjordanie, à de très rares exceptions près. Dans ce cas, le lien de causalité entre les assassinats ciblés et les opérations-suicides est impossible à démontrer. On pourrait ajouter que les nombreux assassinats ciblés commis entre 2006 et 2008 contre les lanceurs de *Kassam* à partir de la bande de Gaza n'ont jamais fait cesser ces tirs. Qu'est-ce qui empêche alors les groupes terroristes de lancer des attentats-suicides à partir de la Judée et de la Samarie ? C'est indiscutablement le dispositif très efficace des arrestations ciblées mis en place par le *Shabak* et l'armée qui étouffe les groupes terroristes, ne leur laisse pas d'espace de manœuvre, de liberté de circulation et de communication.

On parle peu de ces opérations discrètes que la presse signale seulement lorsque tel leader important de telle organisation palestinienne a été appréhendé par l'armée ou lorsqu'un dérapage survient entraînant sa mort⁴⁶. Depuis l'opération « Rempart » un tournant a été pris dans la lutte anti-terroriste. L'entrée dans les villes et les camps palestiniens au printemps 2002 a fait prendre conscience que ce type d'opération est réalisable avec un coût minime pour les soldats comme pour la population civile palestinienne. *Tsahal* multiplie les unités d'élite. Elles arrêtent jour après jour des activistes, démantèlent leurs cellules et leurs laboratoires. Le combat est porté dans le cœur des villes et des camps de réfugiés. Les arrestations se comptent par centaines puis par milliers. L'armée n'attend plus qu'un attentat se produise pour agir : « *Nous les avons littéralement cueillis dans leurs lits ou dans leurs cachettes* », note Moshé Yaalon, devenu chef d'état-major général en 2002⁴⁷. Ces unités d'élite suivent un entraînement spécifique, répètent l'opération dans ses moindres détails. Elles sont placées non loin des villes palestiniennes pour leur permettre d'intervenir rapidement.

46. Le livre de Noam Ohana, ancien membre de l'unité de reconnaissance des parachutistes, est un des rares témoignages portant sur ces opérations : *Journal de guerre. De Sciences Po aux unités d'élite de Tsahal*, Paris, Denoël, 1988.

47. Moshé Yaalon, « Israël : terroriser les terroristes », *Politique internationale*, n° 109, automne 2005, p. 69.

Ces arrestations donnent lieu à des interrogatoires qui permettent d'autres arrestations. Les activistes sont obligés de se déplacer constamment et ne savent plus sur qui compter. Leurs communications sont écoutées. Le *Shabak* réussit même à intercepter les « courriers » mis en place par les groupes armés pour minimiser le risque d'être repérés par les écoutes téléphoniques⁴⁸. Cette politique préventive est complétée par les check-points disséminés sur tout le territoire de la Cisjordanie et qui permettent eux aussi d'arrêter des activistes sur le chemin de l'attentat ou de compliquer sérieusement leur mobilité. Plusieurs opérations ont pu être déjouées *in extremis* grâce à la vigilance des gardes aux postes de contrôle. Le mur de protection est à prendre également en considération. Sa construction est entreprise en 2002 et il commence à remplir son rôle à partir de 2003, compliquant la tâche des organisations basées dans les villes du nord de la Cisjordanie. Les travaux récents de la Rand Corporation confirment le bien-fondé de cette approche. Les chercheurs de cette institution ont compilé des données concernant 648 groupes terroristes recensés à travers le monde entre 1968 et 2006. Une de leurs conclusions est que les mesures à caractère policier – infiltration, renseignement, arrestations, filatures – représentent une stratégie plus efficace que la méthode militaire⁴⁹.

La résilience de la démocratie israélienne

Que faut-il conclure de la guerre menée par *Tsahal* pendant l'*Intifada al-Aqsa*, dont on sait quand elle a commencé, mais dont nul ne sait si elle est terminée ? A-t-elle bien géré la lutte anti-terroriste ? Nombreux sont les experts qui y voient un succès indiscutable et la preuve qu'une démocratie peut y faire face. Dans un article assez représentatif de cette vision, Nadav Morag, de l'université de Los Angeles, en veut pour preuve la baisse du nombre des attentats contre des civils israéliens ; la bonne santé de l'économie israélienne après une période proche de l'effondrement lors de la grande vague terroriste des années 2001-2004 ; la résistance dont a su faire preuve la société israélienne ; la victoire du Premier ministre israélien, Ariel Sharon, aux élections de 2003, preuve du fort soutien que sa politique

48. D. Byman, A. Dicter, "Israel's Lessons for Fighting Terrorists and Their Implications for the United States", art. cité.

49. Seth G. Jones, Martin C. Libicki, *How Terrorist Groups End. Lessons for Countering Al Qa'ida*, op. cit., p. XIII-XIV.

lui a valu auprès de l'opinion publique israélienne ; l'érosion du statut du président de l'Autorité palestinienne, et enfin le fait que « *la réputation internationale d'Israël ne semble pas avoir été affectée de manière significative par le conflit en cours avec les Palestiniens*⁵⁰ ». Ce bilan est toutefois à nuancer.

Effectivement, les organisations terroristes ne sont pas parvenues à déstabiliser la démocratie israélienne. Beaucoup de ceux qui se sont lancés dans le terrorisme espéraient peser sur le rapport de force entre eux et Israël, tablant sur la lassitude de la société israélienne à l'égard de la guerre. Mais leur calcul s'est révélé erroné. Le public israélien a résisté au choc des attentats-suicides. Il n'a pas plié et a serré les rangs autour de son Premier ministre. Les attentats-suicides ont surtout eu comme effet de durcir l'opinion publique. Ils l'ont « droitisée ». Cette peur du terrorisme que la société israélienne a connue depuis la grande vague des attentats des années 2001-2004 l'a conduite à soutenir, dans sa majorité, une politique dure de contre-terrorisme, à accepter des mesures draconiennes au prix de pertes civiles palestiniennes, si nécessaire. En avril 2002, 90 % d'entre eux se disaient favorables à l'opération « Rempart »⁵¹. Un sondage effectué en juillet 2002 faisait apparaître que seulement 29 % des Israéliens interrogés déclaraient que *Tsahal*, au moment de la planification de ses opérations militaires, devait prendre en considération, de « manière prioritaire », le risque de tuer ou de blesser des civils palestiniens ; 44,5 % affirmaient que ce risque devait être pris en considération mais sans pour autant qu'il soit une priorité, et 24 % pensaient que ce risque ne devait pas être pris en considération⁵².

Cette droitisation n'a toutefois pas entraîné un effondrement complet des réflexes protestataires. Une action militante en faveur de la paix et des droits de l'homme est progressivement réapparue. De nouveaux mouvements de soldats émergent. Le mouvement de *refuzniks* en état de léthargie retrouve un second souffle. En janvier 2002, se crée l'association *Ha Ometz Lesarev* (« *Le courage de refuser* »). 51 soldats, sous-officiers et jeunes officiers, le plus souvent de

50. Nadav Morag, "Measuring Success in Coping with Terrorism : the Israeli Case", *Studies in Conflict & Terrorism*, n° 28, 2005, p. 307-320.

51. Tamar Hermann, "Changes in Israel's Official Security Policy and in the Attitudes of the Israeli-Jewish Public Toward the Management of the Israeli-Palestinian Conflict (2000-2004)", in Yaacov Bar-Siman Tov (éd.), *The Israeli-Palestinian Conflict. From Conflict Resolution to Conflict Management*, op. cit., p. 157.

52. Ariel Merari, "Israel Facing Terrorism", *Israel Affairs*, vol. 11, n° 1, janvier 2005, p. 229.

réserve, publient dans *Haaretz* une lettre dans laquelle ils déclarent refuser de servir dans les territoires occupés⁵³. Trois ans plus tard, ils sont plus de 600 à la signer. L'association *Shovrim Shtika* (« Brisons le silence ») est créée en 2004 par des soldats tout juste libérés de leur service pour dénoncer des actes illégaux commis par l'armée pendant cette période⁵⁴. L'association *Mahsom Watch* (« *Mahsom* » veut dire « barrière ») est créée, en janvier 2001, par un groupe de femmes israéliennes pour témoigner des difficultés quotidiennes des Palestiniens aux check-points⁵⁵. Des militaires d'unités d'élite, comme la *Sayeret Matkal* (l'unité de reconnaissance de l'état-major, la fine fleur des combattants généralement utilisés pour des missions hors des frontières d'Israël), font également entendre leur voix. L'ancien directeur du *Shabak*, Ami Ayalon, et le président de l'Université al-Qods, Sari Nusseibeh, lancent une pétition en faveur de la paix. Celle-ci récoltera plus de 400 000 signatures en Israël et chez les Palestiniens. Des personnalités de gauche se mobilisent et organisent, conjointement avec des personnalités palestiniennes modérées comme Yasser Abed Rabo, l'« Initiative de Genève », un plan de paix signé le 1^{er} décembre 2003 dans la ville de Calvin, en Suisse. En dépit des attentats, la moitié des Israéliens est restée favorable à la poursuite de négociations avec les Palestiniens⁵⁶.

Même affaiblie par le climat créé par les attaques terroristes, la Haute Cour de justice n'est pas restée inerte. Elle s'est érigée plus d'une fois contre l'armée et le gouvernement. Elle a accepté d'exercer un « contrôle de légalité » sur les autorités militaires dans les territoires occupés, « *une procédure qui est sans exemple en droit comparé* », selon le juriste Claude Klein⁵⁷. Elle a ainsi, au grand dam de *Tsahal*, interdit la pratique des « boucliers humains ». À plusieurs reprises, la Haute Cour s'est également prononcée contre le tracé du mur de séparation entre la Cisjordanie et Israël. Dans deux arrêts, l'un du 30 juin 2004 et l'autre du 5 septembre 2005, elle a déclaré certaines portions du tracé contraires au droit international. Dans d'autres cas,

53. Site de l'association : <http://www.seruv.org.il/defaulteng.asp>. Sur les soldats contestataires, voir également Stuart Cohen, *Israel and its Army. From Cohesion to Confusion*, Londres, New York, Routledge, 2008 ; Ruth Linn, "Soldiers with conscience never die, they are just ignored by society", *Journal of Military Ethics*, vol. 1, n° 2, 2002.

54. Site : <http://www.shovrimshatika.org/>

55. Site : <http://www.mahsomwatch.org/>

56. Tamar Hermann, "Changes in Israel's Official Security Policy and in the Attitudes of the Israeli-Jewish Public Toward the Management of the Israeli-Palestinian Conflict (2000-2004)", p. 145.

57. Claude Klein, « La Cour suprême et le système judiciaire », in Alain Dieckhoff, *L'État d'Israël*, Paris, Fayard, 2008, p. 64.

elle a rejeté les requêtes qui lui étaient adressées⁵⁸. Elle a également maintenu l'interdiction de la torture. Concernant les assassinats ciblés, elle a pris des positions plus mesurées, n'autorisant à y recourir que si l'arrestation de l'activiste suspect est impossible ou si elle risque de mettre en danger la vie des soldats. De plus, toutes les précautions doivent être prises pour éviter de tuer des innocents.

Le refus de la stratégie de la terreur

Les groupes armés ont également échoué à entraîner *Tsahal* à commettre des crimes à vaste échelle. À rebours d'accusations maintes fois proférées, *Tsahal* n'a pas choisi la stratégie du pire, celle de la terreur, des destructions et des atrocités massives. Les forces de sécurité ont pu faire diminuer les attentats terroristes sans recourir aux méthodes de l'armée française à Alger ou de l'armée russe en Tchétchénie. Dans ce type de guerre, affirme Stanley Hoffmann, les démocraties n'auraient le « *choix qu'entre s'abstenir de tout recours à la force, ou bien commettre des crimes de guerre sur une échelle plus ou moins vaste*⁵⁹ ». Cette règle ne se confirme pourtant pas ici.

Pendant cette seconde *Intifada*, *Tsahal* n'a pas commis de massacres, selon la définition que donne Jacques Sémelin dans son livre *Purifier et Détruire* : « *Une forme d'action, le plus souvent collective, de destruction de non-combattants, hommes, femmes, enfants ou soldats désarmés* », « *un processus organisé de destruction des civils, visant à la fois les personnes et leurs biens* »⁶⁰. Contrairement à ce qui a été à maintes reprises affirmé, il n'y a pas eu de crimes à « vaste échelle ». L'armée et le service de sécurité intérieure ont réussi à faire baisser le nombre des attentats-suicides de manière spectaculaire sans faire usage des méthodes employées par le général Massu à Alger. Il n'y a pas eu de villages rasés, de recours systématique à la torture⁶¹, interdite en 1999 par la Haute Cour, de viol, de déportation de civils en masse⁶².

58. Claude Klein, « La Cour suprême et le système judiciaire », op. cit., p. 64.

59. Stanley Hoffmann, *Une morale pour les monstres froids. Pour une éthique des relations internationales*, Paris, Seuil, 1982, p. 99.

60. Jacques Sémelin, *Purifier et Détruire. Usages politiques des massacres et génocides*, Paris, Seuil, coll. « La couleur des idées », 2005, p. 384 et 387.

61. Selon B'tselem, 500 plaintes ont été déposées pour faits de torture depuis 2001. Plus récemment, en mai 2007, l'ONG publiait 73 témoignages anonymes de détenus palestiniens affirmant avoir subi des violences de la part du *Shabak*. Dans sa réponse, le ministère de la justice a argué que les témoignages anonymes ne permettent pas aux autorités compétentes de vérifier ces accusations, *B'tselem*, « Betakhlit Ha'issour », mai 2007. http://www.btselem.org/Download/200705_Utterly_Forbidden_heb.pdf. Au total, le nombre de plaintes pour faits de torture a quand même chuté de manière spectaculaire par rapport à la première *Intifada*.

62. Sur la guerre d'Algérie voir Jean-Charles Jauffret et Maurice Vaïsse (dir.), *Militaires et Guérilla*

L'opération « Rempart » menée en avril 2002 – la plus importante conduite au cours de cette *Intifada* en moyens engagés – est révélatrice de la ligne rouge que *Tsahal* s'est fixée. Lors de cette opération, Israël fut accusé par l'Autorité palestinienne d'avoir commis des « crimes de guerre ». Le chiffre de 500 civils massacrés avancé par Saëb Arakat et Jibril Rajoub, deux porte-parole de l'Autorité palestinienne, fut repris sans vérification par les médias occidentaux. C'était pure intoxication. Selon l'ONG Human Right Watch, 52 Palestiniens ont été tués, dont 22 civils. Le rapport d'enquête de l'ONU, publié le 31 juillet, conclut également qu'il n'y pas eu de massacres. L'opération a coûté la vie à une vingtaine de soldats côté israélien. *Tsahal* n'a utilisé qu'une infime partie de ses capacités militaires. Elle a déployé des chars, certes, mais il n'y pas eu d'usage massif de ce type d'armes. L'ONG dénonce, en revanche, l'utilisation de « boucliers humains » et « *d'une force aveugle et excessive* »⁶³. L'opération s'est soldée par des destructions très importantes d'habitations.

Succès tactiques et succès stratégiques

Il apparaît, en revanche, clairement que le Premier ministre et l'état-major ont engagé Israël dans cette lutte de manière inappropriée, imbus de la supériorité militaire israélienne, sans autre objectif que la victoire par les armes et sans avoir les moyens de la gérer correctement. L'armée et le Premier ministre ont sous-estimé leurs adversaires et ignoré les règles de la guerre asymétrique. C'est seulement fin 2002 que commence à se mettre en place, et uniquement en Cisjordanie, un début de réponse articulée aux attaques terroristes de grande envergure. À Gaza, ce sont les groupes armés qui ont dicté le déroulement de la lutte, sans que *Tsahal* réussisse la moindre riposte effective. Il n'y a eu que des réactions au coup par coup, souvent très brutales, qui n'ont apporté aucune sécurité aux colons de la bande. La stratégie déployée fut un mélange de pression sur la population et l'Autorité palestiniennes et d'attaques, souvent mal calculées, sur les activistes armés. Les dirigeants civils et militaires ont persévéré dans la même erreur : croire que le terrorisme peut être défait par la force armée. L'échec est si évident qu'il conduira en 2002 le Premier

dans la guerre d'Algérie, Paris, Éditions Complexe, 2001 ; Raphaëlle Branche, *La Torture et l'Armée pendant la guerre d'Algérie*, Paris, Gallimard, 2001.

63. Human Right Watch, Israël, the Occupied West Bank and Gaza Strip, and the Palestinian Authority Territories, Jenin, IDF Military Operations. <http://www.hrw.org/legacy/reports/2002/israel3/index.htm#TopOfPage>

ministre à accepter, non sans hésitation, la construction d'un mur de protection et par la suite le désengagement de la bande de Gaza, après avoir affirmé que « *Netsarim est aussi importante que Tel-Aviv* »⁶⁴.

Les groupes palestiniens ont certes essayé de nombreuses pertes, mais leur motivation n'a pas faibli – ce qui est en soi un relatif échec pour l'armée israélienne – et ceci pour deux raisons. La première est que les groupes irréguliers n'ont pas besoin de remporter une victoire militaire, quasiment impossible, pour se réclamer d'un exploit éclatant. Il leur suffit de tenir tête, de continuer à harceler le fort, de perdurer tout simplement. C'est déjà un camouflet pour une armée puissante. *Tsahal* a toujours détesté se retrouver dans ce type de situation où elle n'apparaîtrait pas clairement comme le vainqueur. Les ricanements du *Hezbollah* ou du *Hamas* sur son incapacité à les vaincre sont très mal vécus dans l'armée. Deuxièmement, dans une guerre asymétrique, il faut distinguer deux types de « succès » possibles. D'une part, les « succès tactiques », obtenus dans un secteur particulier du territoire occupé ou disputé, par les seuls moyens militaires, d'une durée limitée, n'affectant qu'une partie des combattants et de la population et ne mettant pas un terme aux revendications des groupes armés. D'autre part, les « succès stratégiques », d'un niveau plus global et s'inscrivant dans la longue durée. Ce sont ces derniers qui affectent « les esprits et la volonté » non seulement des combattants mais aussi de la population qui les soutient et qui peut les décider à renoncer, de manière durable, à la violence. Or les forces de sécurité israéliennes n'ont remporté, en Cisjordanie du moins, que des succès tactiques. La motivation des groupes armés ne s'est donc pas érodée. Selon Ytzhak Ben Israël, professeur à l'université de Tel-Aviv, si le nombre des attentats-suicides chute à partir des deuxième et troisième trimestres 2002, suite à l'opération « Rempart », les tentatives d'attentats, elles, ont continué à augmenter pendant les deux années qui ont suivi cette opération⁶⁵. Même si peu de volontaires réussissent à passer à travers les mailles du filet, le terrorisme n'a pas pris fin⁶⁶.

64. Raviv Drucker et Ofer Shelah, *Boomerang*, op. cit., p. 364.

65. Ytzhak Ben Israël, « Un modèle tri-dimensionnel d'explication de l'apparition des attentats-suicides », in Hagai Golan et Shaoul Shaï, *A Ticking Bomb. Encountering the Suicide Terror*, Tel-Aviv, Editions Maarachot, 2006, p. 9-46 (en hébreu).

66. Plusieurs attentats ont eu lieu depuis 2006. Voir le site du ministère israélien des affaires étrangères : <http://www.mfa.gov.il/MFA/terrorism>

Tant que subsistera la motivation des groupes armés, les services de sécurité israéliens seront condamnés à un travail de Sisyphe, une lutte quotidienne et routinière qui, certes, réduit le terrorisme à des proportions supportables, mais ne peut espérer en venir à bout en l'absence d'une solution politique. La seule chance, pour une démocratie, d'en finir avec une insurrection de ce type est l'usage combiné de mesures défensives et coercitives à l'encontre des combattants et d'incitations positives à l'intention de la population, pour qu'elle s'abstienne de soutenir les groupes armés. Il a fallu attendre 2008 et la reprise des négociations entre Ehud Olmert et Mahmoud Abbas pour que se dessine un renouveau du dialogue politique.

Dans Gaza, l'échec est patent. Les groupes radicaux palestiniens n'ont pas cessé leurs tirs de roquettes *Kassam* ou de mortiers contre les villages du sud du pays. Ces armes font relativement peu de victimes civiles mais elles ont un caractère fortement déstabilisant. Le danger politique est tel qu'il a conduit le gouvernement d'Ehud Olmert à accepter de signer, en juillet 2008, un accord d'accalmie (« *Hudna* ») de six mois que lui proposait le *Hamas*, alors qu'à maintes reprises il avait déclaré qu'il « *ne négocierait jamais avec une organisation terroriste* ». Si le *Hamas*, de son côté, l'a proposé, c'est moins par crainte des assassinats ciblés, que pour asseoir sa légitimité politique en tentant d'améliorer le sort de la population palestinienne. Cet accord permet en effet une levée du blocus israélien⁶⁷. Mais il aura duré moins de six mois et fut d'ailleurs entrecoupé par plusieurs tirs de *Kassam* auquel le gouvernement israélien répondit chaque fois par la fermeture temporaire des points de passage.

L'armée n'a pas réussi à « graver dans la conscience » des Palestiniens que la violence ne servirait pas leur objectif. Sa grande faiblesse est de les avoir considérés comme un bloc homogène, alors que les clivages entre ceux qui soutenaient la violence et ceux qui pensaient – comme Mahmoud Abbas, Ahmed Qoreï et bien d'autres – qu'il s'agissait d'une voie erronée étaient manifestes. *Tsaïhal* n'a pas cherché à jouer sur ces divergences. L'Autorité palestinienne n'a pas plié. Arafat ne s'est pas prêté au jeu que cherchait à lui imposer Ariel Sharon – prendre des mesures très impopulaires dans un contexte de

67. Voir le témoignage du colonel Nir Peres, chef de l'administration de la coordination et des contacts avec les civils palestiniens de Gaza de 2005 à 2008, *Haaretz*, 4 août 2008.

confrontation et d'arrestation d'activistes de son camp, sans aucune contrepartie. On ne peut manquer d'être frappé par l'incohérence de cette stratégie de la « pression continue ». Briser les groupes armés, « *faire payer à la population un prix quotidien* » et obliger l'Autorité palestinienne à combattre le terrorisme : ces trois objectifs n'étaient pas compatibles. Le Premier ministre a campé sur les positions définies par l'armée avant son arrivée au pouvoir, selon lesquelles il fallait faire payer aux Palestiniens un prix élevé non seulement sur le plan militaire mais aussi sur le plan économique. Cette stratégie n'a en fait réussi qu'à galvaniser de nombreux Palestiniens qui ont préféré rejoindre les rangs des groupes radicaux, vus comme le seul recours contre l'occupation⁶⁸.

Tsa'hal n'eut de cesse de dépouiller Arafat de tous ses moyens d'action et de détruire systématiquement ses infrastructures, de menacer de le tuer ou de l'expulser. Mais sans doute l'incohérence majeure était de croire qu'il était possible de maintenir une « pression continue » sur la population civile et d'obtenir simultanément une coopération sécuritaire de la part de l'Autorité palestinienne. La stratégie israélienne était fondée sur le postulat qu'il fallait rendre coup pour coup, « œil pour œil », écartant des approches plus nuancées, plus complexes, comme celle du bâton et de la carotte⁶⁹. Toute ouverture, toute proposition de paix, comme l'initiative de paix saoudienne de mars 2002, fut écartée⁷⁰.

« Notre plus grand échec... »

Les attaques contre les forces liées à l'Autorité palestinienne ont contribué à l'éclatement de la société palestinienne, privée d'un leadership incontestable, en de multiples petits groupes souvent incontrôlables et déterminés à faire échouer toute tentative d'arrangement négocié. Le vide créé par cette quasi-liquidation a permis aux organisations radicales comme le Hamas et le Jihad islamique de se renforcer et de s'autonomiser par rapport à l'Autorité palestinienne, rendant toute négociation très compliquée. « *Notre plus grand échec a été la fragmentation de la société palestinienne* », explique un de ceux qui fut directeur du Conseil national de sécurité et ancien haut

68. Yaacov Bar-Siman-Tov et alii, op. cit., p. 90.

69. Yaacov Bar-Siman-Tov et alii, op. cit., p. 93.

70. Ou comme celle des artisans de l'« Initiative de Genève ».

responsable du Mossad. « *La stratégie israélienne n'a pas pris en considération la nécessité de préserver des ponts avec les Palestiniens les plus pragmatiques. Elle a, par sa dimension unilatérale, gravement obéré l'avenir des relations entre les deux parties. Elle les a conduits à un niveau de méfiance et de haine jamais atteint, compliquant toute reprise d'un processus politique*⁷¹. »

Au total, un bilan se juge au regard des objectifs poursuivis, des attentes et des espoirs. Au cours de la seconde *Intifada*, les deux parties se sont gravement sous-estimées. Les groupes armés ont cru que la société israélienne s'effondrerait au premier coup de boutoir, qu'elle ne supporterait pas de subir des pertes, qu'elle ne voudrait plus prendre le risque de voir mourir ses enfants. Les dirigeants civils et militaires israéliens, de leur côté, ont pensé que la société palestinienne et ses leaders étaient sur le point de s'effondrer sous la pression militaire et économique. La seconde *Intifada* a fait deux vaincus, Israël et l'Autorité palestinienne. Et peut-être un vainqueur, le Hamas...

Samy Cohen

71. Entretien réalisé le 2 avril 2008, in Samy Cohen, *Tsahal à l'épreuve du terrorisme*, p. 241-242.

LES DOCTRINES DE DISSUASION D'UNE PUISSANCE ATYPIQUE : ISRAËL

INTRODUCTION

Israël est un État nucléaire depuis 1966, disposant de deux réacteurs de recherche nucléaire (*Nahal-Sorek* et *Dimona*), et d'autres laboratoires polyvalents. On évalue son arsenal atomique à 200 ogives, avec des missiles à portées intermédiaires et intercontinentales (*Jericho* I, II, III), des vecteurs aériens (F-15 et F-16), et des sous-marins lanceurs d'engins (*Dolphin*). Israël n'a pas signé le TNP (Traité de Non Prolifération). Le pays élude constamment la réalité de ses capacités dissuasives, ce qui rend difficile la simulation d'une confrontation atomique.

La politique nucléaire israélienne intègre les spécificités géostratégiques et culturelles d'Israël et en cela elle n'est pas une dissuasion classique. Elle nécessite une analyse particulière devant expliciter ce paradoxe : comment dissuader dans un environnement hostile quand on se refuse à reconnaître publiquement la réalité de son propre potentiel dissuasif ? D'abord, il s'agira d'analyser les

objectifs initiaux de cette dissuasion afin de savoir dans quel contexte théorique Israël pourrait l'employer. Ensuite, nous verrons pourquoi et comment Israël pratique la politique de l'opacité, dans une région troublée où, pourtant, montrer sa force est essentiel. Ensuite, nous décrirons les doctrines de cette dissuasion et leurs évolutions.

LES MOTIVATIONS INTRINSÈQUES À L'HISTOIRE DU PEUPLE JUIF

Pallier l'infériorité numérique et militaire d'un État perpétuellement en guerre

La doctrine nucléaire israélienne repose à l'origine sur plusieurs postulats: les États arabo-musulmans ne veulent pas seulement la défaite d'Israël mais sa destruction totale ; outre les groupes terroristes, 57 pays ne reconnaissent toujours pas Israël, qui, de son côté, considère qu'il n'a pas d'alliés assez fiables pour s'en remettre à eux en cas de conflit. Les armées arabo-musulmanes ne sont pas organisées seulement pour se défendre, mais pour détruire Israël. Donc, si elles possèdent des armes de destruction massive, elles ne serviront pas seulement à dissuader, mais bien à l'attaquer. Les ennemis d'Israël ont une supériorité à tous les niveaux en 1948. Certes, cette asymétrie s'amenuise petit à petit à partir de la Guerre du Kippour.

A sa création, l'État hébreu ne compte que 900 000 personnes dont 150 000 arabes. Or, ses ennemis totalisent 20 millions d'Égyptiens, 3 millions de Syriens et 150 000 Jordaniens, sans compter les Palestiniens, les supplétifs irakiens et autres. En 1956, le ratio pour le nombre de combattants était en faveur des pays arabes de vingt-cinq contre un, et de trois contre un pour le matériel. Aujourd'hui encore, la supériorité militaire et démographique demeure, mais le niveau qualitatif israélien l'emporte.

Cela signifie qu'irréremédiablement, sur le long terme, les voisins l'emporteront si l'on ne met pas fin à leur volonté de nuire. Pour cette raison, le Premier ministre, David Ben Gourion, précisait que le pays devait bâtir une *strike force*, disproportionnée par rapport à son importance, incluant la dissuasion. La bombe devait renverser *de facto* les rapports de force. Ariel Sharon résume cette politique: « *Les Arabes*

ont le pétrole, nous avons les allumettes! »¹. Louis Bérès-René, professeur au *Political Science and International Law*, se demande pourquoi ce pays qui dispose depuis toujours d'une armée qualitativement excellente, doublée d'alliés nombreux et surpuissants, estime nécessaire de conserver, encore aujourd'hui l'arme absolue. Il conclut qu'Israël craint que *Tsahal* ne soit pas toujours performante. Les résultats des combats au Liban entre 1982 et 2006 et les nombreux défauts des systèmes antimissiles renforcent cette analyse.

La garantie pour la paix : plus jamais Massada

La dissuasion est la condition *sine qua non* de la survie d'un État perpétuellement en guerre, et c'est pourquoi David Ben Gourion, qui ne croit pas à la paix avec les voisins arabes, décide dès l'indépendance d'entamer un programme nucléaire afin qu'il n'y ait « plus jamais Massada », afin de décourager à jamais les agressions. Shimon Pérès précise : « Kissinger avait compris que les Arabes n'accepteraient Israël que s'ils étaient convaincus que celui-ci ne pouvait être défait par les armes »². Ainsi donc, les armes suprêmes n'ont-elles pas été conçues en fonction des mêmes considérations que les autres pays, mais comme une « dissuasion existentielle », une arme de survie. Pour le peuple juif « constamment martyrisé », la bombe est l'entorse à la malédiction millénaire. C'est donc un combat entre la fatalité divine et le progressisme prométhéen d'un État sioniste, ultra-scientifique et laïque.

Il s'agit donc d'éviter une seconde *Shoah*, l'*Armageddon*, la destruction du troisième temple, de sauvegarder le triptyque sacré dont les trois volets sont indissociables: Terre d'Israël (*Eretz Israel*), peuple d'Israël et *Torah*, enfin aboutir au *millennium*, c'est-à-dire à l'âge de la paix. Il convient aussi d'empêcher qu'un autre pays ne martyrise d'autres Juifs tant en Israël que dans le reste du monde : « infliger un holocauste à l'ennemi pour prévenir d'un holocauste sur Israël »³. Mais pour Avner Cohen⁴, seul compterait la survie de l'État et pas nécessairement la

-
1. Seymour Hersh, *The Samson Option: Israel's Nuclear Arsenal and American Foreign Policy*, Random House, New York, 1991, p. 319.
 2. Boutros Boutros-Ghali et Shimon Pérès, *60 ans de conflit israélo-arabe, témoignages pour l'histoire, entretiens croisés avec André Versaille*, Éditions Complexe, 2006, 380 pages, p. 148.
 3. Barry Schneider, *Middle East Security Issues In the Shadow of Weapons of Mass Destruction Proliferation*, Air University Press, Maxwell Air Force Base, Alabama, déc 1999, 143 pages, p. 85.
 4. Avner Cohen, "The nuclear equation in a new middle East", *Nonproliferation Review*, Hiver 1995, p. 6.

protection de tous les membres de la diaspora, notamment parce que les deux autres plus importantes communautés, aux États-Unis et en France, sont aussi protégées par l'atome.

Sanctuariser le territoire

David Ben Gourion dit avoir privilégié la science NBC pour « avoir ce que la nature nous a refusé », notamment parce que les défenses naturelles ne sont pas assez conséquentes, et les ressources faibles. Israël est un *one nuclear state*, c'est-à-dire qu'il peut être rayé de la carte par une seule bombe. L'absence de profondeur, ne permet pas d'accepter qu'une seule bombe frappe le pays. C'est pourquoi Israël, entouré de pays hostiles, privilégie la doctrine de l'*ein breïra* (absence de choix), loin de la théorie des jeux à gains ou sommes nuls (Morgenstern). Pour se défendre, il convient donc d'obtenir une épée de Damoclès dissuasive.

Certains Israéliens souhaitent que la dissuasion sanctuarise les frontières actuelles alors que d'autres veulent au contraire construire le grand Israël, que l'on protégerait ensuite par la bombe. Israel Shahak estime que ce n'est pas le désir de paix, si souvent proclamé, qui a induit le programme israélien mais bien le souhait d'étendre une domination territoriale⁵. Ce point de vue est discutable puisqu'Israël quitte le Sinaï en 1982, le Sud-Liban en 2000 et Gaza en 2005. Cette politique, prévue par David Ben Gourion, et menée par Menahem Begin, n'est possible que grâce à la dissuasion qui rend caduque la nécessité de profondeur territoriale naguère recherchée. Au contraire, les opposants à l'atome proposent l'échange des territoires et l'abandon de terres contre une paix durable.

La bombe comme arme politique

Si l'armée est le fondement d'un État moderne, la bombe, élément de prestige est son noyau. Les scientifiques juifs du programme *Manhattan* qui, par la suite, contribueront à celui d'Israël, avaient bien compris qu'il fallait l'atome pour légitimer le futur nouvel État. Or, les sciences NBC sont considérées comme inhérentes à la culture juive, notamment parce que les élites mondiales en la matière, se nommaient Curie, Weizmann, Neeman ou Einstein. L'arme atomique permet de devenir « un pays du premier monde ».

5. Israel Shahak, *Open Secrets: Israeli Nuclear and Foreign Policies*, London, 1997, Pluto Press, p. 40.

Munya Mardoch, Directeur de l'*Israeli Institute for the Development of Weaponry*, écrit en 1994 que les États qui en sont pourvus renoncent *de facto* à leur statut de vassal. Israël s'inspire de cette réflexion pour ne pas dépendre de ses nombreux alliés qui ne cautionnent pas toujours ses intérêts. Dans le cas où les alliés occidentaux (comme les États-Unis durant l'affaire de Suez en 1956) viendraient à faire défaut, « l'arme absolue » permettrait de pallier les défections. David Ben Gourion affirme d'ailleurs : « *Cela procure un pouvoir élevé de négociation, (bargaining)* »⁶. On prolifère dans l'espoir d'obtenir un gain politique, une position de suprématie régionale, ici face aux États arabes mais aussi et surtout, face aux grandes puissances. Tel-Aviv veut obtenir, comme les « *cinq puissances officielles* », la même importance, sans nécessairement avoir leur potentiel conventionnel, démographique, spatial, diplomatique et culturel.

L'ARME DE L'OPACITÉ : LA DISSUASION DE PAPIER

Israël : une puissance nucléaire atypique

L'agence israélienne à l'énergie atomique qui assure les relations entre l'État et l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) depuis 1957, indique que Tel-Aviv s'engage à lutter contre toute prolifération. Mais entre elles, les relations sont conflictuelles, du fait qu'Israël a toujours éludé la question de sa possession de la bombe et refusé les inspections. L'opacité pour Israël demeure surtout une obligation diplomatique. Or, il s'agit là d'un paradoxe quasi unique. En principe, un État disposant de la bombe atomique le fait savoir, car cela lui procure sécurité et prestance.

Dès le début, le gouvernement israélien met en place la *deliberate ambiguity* ou la *deterrence through uncertainty*, c'est-à-dire la dissuasion par l'incertitude. Israël veut faire savoir que le pays dispose de capacités NBC mais seulement par l'intermédiaire de canaux parallèles. Les hommes politiques ou militaires peuvent y faire allusion, mais jamais lorsqu'ils sont en fonction, en principe. Plusieurs formules ont tenté de qualifier cette sémantique israélienne. Les Anglo-Saxons utilisent quatre notions : *protonuclear*, *opacity*, *bomb in the basement* ou encore *policy of opaqueness*. Israël opte pour le *never confirmed or denied*, (A. Cohen) « une opacité culturelle et normative » pour tout ce qui touche à la

6. Jean-François Daguzan, *La prolifération : mythe ou réalité ?*, 2006, 9 pages, p. 1.

sécurité d'Israël. Ailleurs, elle se décline en *État de seuil, pays susceptible de détenir l'arme nucléaire, État ayant les capacités de fabriquer une arme en cas de besoin* ou *État nucléaire non déclaré*.

Il s'agit d'abord de ne pas fournir un prétexte à la prolifération dans une région instable. Si la bombe israélienne n'existe pas, les pays limitrophes n'auront pas de légitimité pour développer la leur. Ensuite, la non ratification des traités oblige la diplomatie de l'État hébreu à éluder cet épineux dossier. Et à l'inverse, cela permet d'accuser ses ennemis de proliférer illégitimement.

L'ambiguïté permet de gagner du temps et de laisser croire à l'ennemi à une possession totale et précoce. Lorsque les premières bombes sont assemblées en 1966, rien ne prouve qu'elles soient opérationnelles. La stratégie s'applique aussi pour les vecteurs : « *le missile Jericho, s'il existe, est désigné pour protéger Israël contre les agressions arabes et si la portée s'étend aux frontières soviétiques, c'est fortuit* »⁷. Le doute seul dissuade, comme l'explique le diplomate Nissim Zvili: « *Aujourd'hui, tout le monde est convaincu qu'Israël est en possession de l'arme nucléaire et ça nous suffit complètement* »⁸. Enfin, on pense que l'association des armes NBC avec les thèses antisémites engendrerait *de facto* la perception péjorative d'un « peuple martyr » qui désormais serait perçu comme menaçant.

Mais surtout, Israël veut dissimuler ses partenariats internationaux. Si le pays finance quelques infrastructures, on sait que *Dimona* a été construit grâce à la diaspora. Les vecteurs sont fournis grâce à des accords internationaux. Ainsi, l'Allemagne finance aux deux-tiers les cinq sous-marins nucléaires *Dolphin* entre 1991 et 2009. Les USA octroient des aides conséquentes par l'intermédiaire du *Foreign Military Financing*. La France a aussi livré des technologies comme la base des missiles *Jericho*. Si les adversaires d'Israël les connaissaient en détail, les contrecoups économiques et diplomatiques seraient conséquents pour l'Occident. Aussi, le Président américain Lyndon Johnson et le Premier ministre Golda Meir s'accordent sur ce point en 1967 : Israël ne devra jamais révéler l'état de son arsenal.

7. Onu, AG, Agenda 68, A/42/581, 16 octobre 1987, 42^e session, « *Israeli Nuclear Armement* ».

8. *Ripostes*, 21 novembre 2005, France 5.

Israël est aussi évasif sur la nature et les performances de ses infrastructures de recherche. Le cas échéant, les puissances hostiles pourraient modifier leurs stratégies en fonction des fuites. Si la puissance de *Nahal Sorek*, construit avec Américains en 1955, ne fait pas mystère (5 mégawatts), c'est parce que ses applications sont civiles et qu'il demeure soumis à l'AIEA. En revanche, pour Dimona, construit avec les Français en 1958, la puissance officielle (24 mégawatts) diffère des expertises étrangères (de 70 à 250 mégawatts). Dimona n'est pas soumis à l'AIEA et, de surcroît, l'opacité empêche toute évaluation sur la production de plutonium, donc sur la taille de l'arsenal. On sait peu de choses également sur les autres activités stratégiques des pôles de recherche du Technion d'Haïfa et du centre Weizmann de Rehovot. Cela permet donc d'éviter que l'ennemi puisse cibler et détruire ces sites clés.

Enfin, le coût du programme est lui aussi secret, afin, là aussi, de ne pas le quantifier ni le qualifier. Ce secret affecte jusqu'à la *Knesset*, selon les aveux de Shimon Pérès qui reconnaît qu'il faisait signer des blancs-seings à David Ben Gourion, qui ne regardait pas à la dépense dès qu'il s'agissait de la bombe⁹. De sorte qu'avec les aides internationales, personne ne sait exactement combien a coûté le programme de ce pays.

Comment dissuader verbalement en restant crédible

Dès les origines, le pays fait subodorer qu'il possède un *potentiel* nucléaire. La *Knesset* sera la première victime de l'opacité, lorsque le 21 décembre 1960, à la *Knesset*, David Ben Gourion affirme :

« Nous avons construit, avec l'aide des USA de petits réacteurs atomiques à *Nahal-Rubin (Sorek)*, à des fins d'étude. [...] Nous avons construit à *Beersheba* un institut scientifique pour les zones arides (*Dimona*) et nous construisons un réacteur expérimental (*Dimona*) d'une puissance de 24 mgw qui servira les besoins de l'industrie, de l'agriculture, de la médecine et de la science, et permettra aux savants israéliens de construire dans l'avenir un réacteur produisant de l'énergie nucléaire. Il est superflu de souligner que ce réacteur est uniquement destiné à des fins pacifiques »¹⁰.

9. Seymour HERSH, op.cit., p. 215.

10. Dominique Lorentz, *Affaires atomiques*, Les arènes, 2002, 604 pages, p. 177.

La phraséologie officielle évolue. Le site aujourd'hui nommé officiellement *Negev Nuclear Research Center Kirya le-Mehakar Gariny (Kamag)* portera plusieurs appellations : *Soil Research Institute*, puis *Arid Reseach Institute* et enfin *Néguev Research Institute*. Par la suite, le gouvernement présente différentes versions relatives à ses fonctions supposées : centre de recherche agronomique, station de pompage, usine d'exploitation de manganèse, complexe de recherche métallurgique, usine agroalimentaire, et même usine de textile ! Finalement la version d'une unité de dessalement d'eau de mer couplée avec un centre agronomique (nécessitant beaucoup d'énergie, donc autorisant l'installation d'une centrale nucléaire civile) est privilégiée jusque dans les années 80, avec celle du textile. En janvier 1963, le vice-ministre de la défense, Shimon Pérès, indique que *Dimona* relève de son ministère. Or, pourquoi ce ministère s'occuperait de dessalement, activité non militaire? Plus tard, lorsque la BBC lui demande pourquoi cette usine textile bénéficie d'une forte surveillance, l'ancien Premier ministre répond : « *L'industrie textile est en dehors d'un business traditionnel. Vous savez, les gens convoitent les hautes technologies aujourd'hui. Et l'industrie textile atteint ces objectifs en pratiquant la dissuasion* »¹¹ ! Mais que signifie ici le mot « dissuasion » dans le secteur textile? ...

Un « mensonge » en remplace un autre. Car le 20 mai 1961, c'est bien pour une centrale nucléaire que les inspecteurs américains se déplacent, à la demande de John Kennedy. Shimon Pérès, en 1961, lors d'une rencontre avec ce dernier, rédige un discours policé qui fera date, tant pour son présupposé que pour sa souplesse toute diplomatique: « *Israël ne sera pas le premier pays à introduire des armes nucléaires au Moyen-Orient* ». Elle sera complétée par « *Israël ne sera pas le premier pays à employer des armes nucléaires* ». Cette formule sibylline sera ensuite reprise par tous les politiques israéliens. En décembre 1963, Ygal Allon y ajoute « *Israël ne sera pas le deuxième non plus* », ce qui tient lieu d'aveu. Cette lapalissade diplomatique permet d'avouer sans avouer. Mais que signifient les termes de cette phrase ? En fait, les pourparlers en vue de la création du TNP interdisent non la *possession* de la bombe mais la *fabrication* de la bombe. En laissant

11. CNN, 21 avril 2004, "Israel's 'bomb in the basement'". John Vause.

croire que les États-Unis ont « introduit » des armes nucléaires en Israël, comme en Allemagne, la règle serait respectée. Israël, en effet, accuse l'URSS d'en avoir aussi introduit en Égypte.

Mais comment affirmer son potentiel dans les contextes des guerres des Six Jours et du Kippour en pleine négociation sur le TNP ? A partir de novembre 1966, les déclarations se font de plus en plus rares, essentiellement dans un contexte de danger. En 1967, Ygal Allon, membre de la commission d'enquête sur les questions de sécurité nationale, confie : « *il n'est pas d'arme que l'Égypte peut produire ou acheter avec l'aide d'une grande puissance avec laquelle nous ne pouvons rivaliser* »¹². Très affaibli à l'issue de la guerre du Kippour, Israël veut dissuader une nouvelle invasion. Le 1^{er} décembre 1974, le président Ephraïm Katzir confirme : « *Il a toujours été dans nos intentions de préparer un potentiel de développement d'armes nucléaires* »¹³. Katzir franchit un pas. Mais ici, que signifie le terme « potentiel » ? Que cache-t-il ? Quelle est sa dimension ?

En octobre 1986, Mordechai Vanunu, ingénieur licencié travaillant à Dimona, remet en cause l'opacité en révélant des photos de sphères de bombes nucléaires, dans les colonnes du britannique *Sunday Times*. L'incident n'a aucun impact car Israël refuse de communiquer sur une information finalement étouffée. Durant la guerre du Golfe, les allusions se multiplient jusqu'à la défaite irakienne. La mise en place des processus de paix et des traités de désarmement ne modifie pas cette sémantique, parce que les États voyous cherchent à acquérir des ADM. Aussi, en août 1994, Shimon Pérès précise : « *Nous sommes pour ces traités, une fois que nous aurons la paix. Aussi longtemps qu'il y aura des pays hostiles, quel est l'intérêt de parler de ces armes ?* »¹⁴.

En 1998, le Premier ministre Benjamin Netanyahou, décide de conserver la stratégie du secret. A l'inverse, le Major General Ben Yisrael, confie que « *bien que l'ambiguïté reste un aspect important de la doctrine, [...] on ne peut pas dissuader en ne montrant pas ses capacités* »¹⁵. En août à

12. Seymour Hersh op. cit., p.182.

13. Bertrand Goldshmidt, *Le complexe atomique, histoire politique de l'énergie nucléaire*, Fayard, 1980, p. 206.

14. Kol Israel, 31 août 1994.

15. "Israeli Nuclear Policy Under Review, Missile Vulnerability Cited", *The Jewish Institute for National Security Affairs*, 26 août 1998,.

la Knesset, face aux divergences, le *Defense and Foreign Affairs Committee* mène, séance fermée, des discussions. Le député Gideon Ezra, pense « *qu'il y a une nécessité de changer notre position actuelle. Ce que nos ennemis ne savent pas est plus menaçant que ce qu'ils savent* ». Le député du sous-comité à la Défense, Ephraïm Sneh, ajoute: « *nous devons penser à ce que nous avons besoin de faire afin de dissuader ou prévenir, ou devancer les frappes nucléaires sur Israël* ». Le gouvernement trouve alors un compromis: laisser paraître sans réaction des articles, des travaux universitaires et des ouvrages sur le sujet, afin que la sphère privée se charge d'entretenir ce que la *Res Publica* ne peut se permettre. C'est la « *dissuasion de papier* »¹⁶ qui, à l'instar des « *tigres de papier* » de Mao, montrerait les dents, mais peinerait en fait à dissuader clairement. En 1999, Dan Meridor, président de la Commission des affaires étrangères et de la défense à la Knesset déclare : « *Israël ne doit pas changer sa politique sur la question de la force de frappe nucléaire, qu'elle existe ou non* »¹⁷. Il s'agit ici s'assortir les proclamations sans nuire aux accords de Wye Plantation. De même, en 2004, lorsque El Baradei, secrétaire général de l'AIEA, se rend en Israël, le Premier ministre Ariel Sharon s'obstine dans la négation exagérée : « *Je ne sais pas ce qu'il vient voir. Israël est obligé de détenir entre ses propres mains toutes les composantes de la force nécessaire à sa défense* »¹⁸.

Même en cas de lapsus, la ligne de conduite reste similaire. Ehoud Olmert, confie à *German news channel N24*, le 10 décembre 2006 : « *L'Iran menace ouvertement, explicitement et publiquement de rayer Israël de la carte. Pouvez-vous dire que c'est une chose comparable lorsqu'il aspire à posséder des armes nucléaires au même titre que l'Amérique, la France, Israël, ou la Russie?* ». La déclaration secoue la Knesset car, jamais auparavant, un Premier ministre n'était allé aussi loin dans l'affirmative. Des députés, dont ceux de son propre parti, réclament sa démission. C'est dire l'importance de la question. Les aveux dans ce domaine constituent encore aujourd'hui un crime contre l'État.

16. Nicolas Ténèze, « La doctrine Begin », *Cahier d'Histoire Immédiate*, septembre 2009.

17. Shai Feldman, *Nuclear weapons and arms control in the middle east*, the MIT Press, Cambridge Mass/London, 1997, p. 102.

18. *Le Monde Diplomatique*, Août 2004.

LA DISSUASION COMME DOCTRINE MILITAIRE

Rappel de la doctrine militaire conventionnelle israélienne

Israël opte pour la « dissuasion cumulative » (conventionnelle et non-conventionnelle). La morphologie et l'histoire du pays impliquent une doctrine militaire idoine et originale dont on peut énumérer les principes, et qui repose, en caricaturant, sur une stratégie défensive associée à des tactiques offensives. Présentée au gouvernement par David Ben Gourion, en octobre 1953, cette doctrine s'est peu modifiée depuis et repose sur les principes suivants :

- Israël ne peut pas se permettre de perdre une seule guerre à cause de l'exiguïté de son territoire,
- Mener la guerre en territoire ennemi,
- Respecter la notion de la *Torah* de la pureté des armes (*toar haneshek*) et des lois de la guerre (*Jus in bellum*). Mise en place systématique d'un appareil judiciaire pour encadrer les combats et éviter les critiques internes et externes (commission Winograd en 2006). Défense médiatique systématique,
- Éviter la défaite totale de l'ennemi pour empêcher des coalitions. Il n'y a pas d'ambitions territoriales mais une volonté de conquête de zones tampons jusque dans les années 1980. Cette stratégie prend sa source au sein du code de la *Haganah* (*Havlagah* ou retenue), qui paradoxalement doit s'associer aux principes des représailles disproportionnées à des fins dissuasives,
- Privilégier le *soft power* (diplomatie, espionnage, négociation),
- Mener une guerre rapide, préventive (*Jus a bellum*) et décisive pour surprendre l'adversaire et limiter le gaspillage de ressources,
- *Sivis pacem, parabellum*. Cela consiste en l'optimisation technologique pour que l'armement et les méthodes ne soient jamais obsolètes et pour que la qualité l'emporte sur la quantité; en la mobilisation rapide, (entraînement et motivation entretenus, haute formation à l'étranger et emploi du *Kriegspiel*); en la coordination des moyens : une dissuasion NBC pour la défense ultime, une petite armée de métier rapide, une force aérienne

pour frapper, une marine pour encercler, des commandos pour exploiter, des conscrits pour occuper, et enfin la réserve pour assurer les arrières,

- Développer des capacités pour opérer à longue distance (*Osirak*, *Dayr az-Zwar*),
- Assurer la mixité des classes sociales, une hiérarchie souple pour obtenir plus de cohésion nationale et limiter l'arbitraire,
- Employer massivement une logistique à l'américaine qui permet la prise en charge complète du soldat afin de limiter les pertes.

Cependant, les capacités atomiques peuvent-elles s'accommoder de ces principes ?

Les grands principes de la dissuasion

En Israël, la responsabilité sur le contrôle de l'arme suprême ne se pose pas longtemps, puisque David Ben Gourion, le fondateur du pays, est aussi le principal coordinateur du programme NBC, dès 1948. Dans un pays où les postes de Premier ministre, de ministre de la recherche et de la défense permutent souvent, cette conception paraît logique. Le pouvoir décisionnel est partagé avec le chef d'État-major de l'armée de Terre et le ministre de la défense. Le représentant israélien à l'AIEA, Ephraïm Katz ajoute, concernant l'aspect officiel du programme: « Nul autre que le Premier ministre et le ministre des Affaires étrangères et leurs représentants désignés expressément ne sont autorisés à commenter la politique du gouvernement sur cette question »¹⁹. En 1973, suite aux atermoiements nucléaires de la guerre du Kippour et du fait que le programme dépend aussi de l'industrie aéronautique, la responsabilité est étendue au chef d'État-major de l'armée de l'Air. Mais son emploi dépend en fait de la conjoncture et de l'homme politique à la tête de l'exécutif.

Israël a qualifié la perspective de l'usage de la bombe d'« *Option Samson* » (en fait dérivé de la MAD), c'est-à-dire un suicide collectif incluant ses adversaires. Samson, dans la mythologie, tue les ennemis qui l'encerclent, en s'ensevelissant sous les décombres du

19. AIEA, Infcirc/324, 8 Mai 1985, « Lettre du 6 mai 1985 adressée au directeur général par le représentant résident d'Israël ».

temple qu'il détruit. Ici, du fait de l'exigüité du territoire, son emploi l'affecterait aussitôt. De même, si la bombe était lâchée sur une autre puissance nucléaire, la riposte engendrerait aussi une seconde *Shoah*, pour une « paix des cimetières ».

Israël emprunte d'abord aux impératifs stratégiques français, (les deux programmes, à partir des années 50, étant jumelés), formulés par les « quatre généraux de l'apocalypse » (Ailleret, Beaufre, Gallois et Poirier), comme celui du « *faible au fort* », consistant en une riposte immédiate, sans négociations ou accords tacites sur la préservation de sites économiques ou culturels. Pourvu que David dispose d'une seule pierre nucléaire dans sa fronde, si celle-ci frappe l'organe vital de Goliath.

Mais Israël ne s'inspire pas seulement de ces doctrines puisque sa configuration diffère, l'usage de la bombe n'étant pas seulement conjoncturel, mais aussi profondément structurel. Dans cette optique, Louis Bérés-René²⁰ recense les Def Con (Defense Condition) NBC israéliens. En les complétant, on obtient ceci :

- Dissuader et prévenir une attaque conventionnelle massive victorieuse,
- Dissuader et répliquer à des attaques NBC, selon la loi du talion. Les premiers visés sont les arsenaux chimiques égyptiens, irakiens, syriens et iraniens déjà employés,
- Frappe préventive contre les menaces nucléaires en cas d'échec de la doctrine Begin,
- Emploi en cas de « *menace des intérêts vitaux* », c'est-à-dire une pénétration militaire jusqu'aux frontières de l'État hébreu de 1949, en plus de la destruction de toute l'aviation, de l'attaque massive des villes israéliennes,
- Guerre nucléaire à l'échelle mondiale impliquant Israël. Pendant la Guerre Froide, on craint que le Moyen-Orient, point de convergence entre zones d'influences de l'Est et de l'Ouest, soit le centre d'une guerre non-conventionnelle. Georges Pompidou s'entretient à ce sujet avec Richard Nixon en 1973 : « *Nous sommes profondément inquiets d'une situation où les USA et l'URSS seraient à l'abri, et où [...] le Proche-Orient, serait un endroit*

20. Louis René Bérés, "Preserving The Third Temple Commonwealth, Israel's Nuclear Strategy", Purdue University, to the Department of War Studies, King's College, London, 16 octobre 1996.

où l'on peut se taper dessus plus ou moins nucléairement »²¹. La doctrine Gallois permet de menacer Moscou même avec peu de bombes. Pour Israël, l'URSS ayant toujours été une cible, les vecteurs doivent être à longue portée, dépassant largement la sphère moyen-orientale.

De la First use doctrine à la second strike capability... en théorie

La First Use Doctrine ou *frappe en premier* est retenue par Israël jusqu'à l'après guerre du Kippour. Il s'agit de ne pas attendre la frappe NBC ennemie, parce qu'Israël est un *one state bomb* et que ses premières infrastructures stratégiques sont vulnérables²². Pendant la guerre des Six jours, le quartier-général n'exclut pas de larguer les bombes si l'Égypte et la Syrie, avec leurs armes chimiques, menaçaient de les employer en cas de défaite totale. Les cibles auraient été notamment le barrage d'Assouan, selon les méthodes américaines qui pensaient faire de même au Viêt-nam. En 1973, l'Égypte et la Syrie ont notamment pour objectif de s'emparer des infrastructures nucléaires d'Israël. Tel-Aviv, à deux reprises, fait savoir que ses missiles sont prêts à être tirés si la pénétration se poursuit et si les deux superpuissances ne réagissent pas avant l'escalade. Le pont aérien américain et les pressions de Moscou et Washington convainquent Tel-Aviv de mettre fin à l'alerte.

Le 28 février 1976, Moshé Dayan, lors d'une visite à Paris, déclare : « *Ce qui est sûr, c'est que nous serons les premiers à l'utiliser* »²³. Dégagé de ses obligations officielles, Dayan confirme sans ambiguïté la *first use doctrine*. Cependant, malgré la doctrine « officielle », l'arme est strictement défensive. Israël n'a jamais pensé sérieusement à cette option, compte tenu du risque d'engrenage. Il s'agit juste de menacer d'employer l'atome si les alliés ne l'aident pas militairement ou diplomatiquement.

Aussi, Tel-Aviv cherche, dans la mesure du possible, à confier à ses alliés des actions anti-prolifération, comme en Irak ou en Libye. En cas d'échec, Israël envisage d'agir lui-même dans le cadre

21. Entretien entre Georges Pompidou et Richard Nixon, 31 mai 1973, Reykjavik, *Archives de la République*, 5AG2-117, Archives Nationales.

22. Cameron S Brown, "Israel and the WMD Threat: Lessons for Europe", *Middle East Review of International Affairs*, septembre 2004.

23. Pierre Razoux, *Tsahal, nouvelle histoire de l'armée israélienne*, Paris, Perrin, 2006, p. 490.

de la doctrine Begin, nous en reparlerons. Certes, Israël n'est pas membre de l'Otan, mais demeure un *major non-Nato Ally*. Les accords de défense avec certains de ses membres en font finalement un des leurs *de facto*. Ce secret de polichinelle est établi dès les années 50, lorsque les États-Unis proposent à Israël son parapluie nucléaire afin d'éviter d'ailleurs, du moins à l'origine, un programme national. La France, au début de l'ère gaullienne, n'exclut pas cette possibilité. L'Otan a évoqué cette décision. Des frappes pourraient être utilisées en riposte à une attaque « *de l'Irak contre Israël ou ses voisins [...] contre des objectifs capables de résister à des attaques non nucléaires, ou en représailles à une offensive mettant en œuvre des armes NBC* »²⁴. Ainsi, lors des tirs de *Scud* irakiens en 1991, Israël met en alerte son arsenal. La coalition frappe en priorité les infrastructures NBC irakiennes, et livre des antimissiles *Patriot* en échange de la renonciation israélienne à des représailles.

Le 6 février 2006, les États-Unis présentent la *Quadriennial Défense Review* qui s'articule autour de la défense en profondeur du territoire par la mise en place d'un système antimissile et la prévention de la prolifération nucléaire. Cette doctrine concerne les mêmes menaces pesant sur Israël. Washington distingue les « Réseaux terroristes », les « États voyous » (Iran), les « États faillis » (Pakistan) et enfin les « concurrents stratégiques » (Chine). Pour ce faire, Israël et les États-Unis se doivent d'interdire le trafic de technologies pour ADM, de brandir la menace de représailles, puis de frapper préventivement si nécessaire. Or, une question demeure sans réponse. Si l'Iran tisse un partenariat stratégique avec un autre État nucléaire, les États-Unis et l'Europe prendraient-ils le risque d'un engrenage atomique en cas de conflit Iran/Israël ? De même, si l'un des alliés d'Israël (Turquie, États-Unis, Union européenne, Inde) est attaqué, l'État hébreu mettra-t-il à disposition ses armes nucléaires ? Il semble à notre connaissance qu'aucun accord de réciprocité n'ait été contracté en ce sens, même avec les États-Unis.

Un virage stratégique est amorcé en juin 1998, motivé par l'imminente mise en service de sous-marins lanceurs d'engins. Comme il semble désormais impossible à un adversaire d'écraser Israël de manière conventionnelle ou non-conventionnelle sans écoper de la seconde frappe, le Premier ministre Benjamin

24. Assemblée parlementaire Otan, Rapport général, *Défense des démocraties : défense du territoire, non-prolifération et sécurité euro-atlantique*, Rapporteur général Pierre Lellouche, novembre 2004.

Netanyahou réunit les responsables concernés pour redéfinir la doctrine. David Ivri, directeur-général du ministère de la défense, estime qu'il convient de privilégier la *second strike* face à l'Irak, l'Iran ou la Libye, simplement parce que ces pays n'ont que des missiles chimiques à effets réduits et ne peuvent pas rayer Israël de la carte²⁵. Le *first use* devient donc inutile. Le ministre de la défense, Yitzhak Mordechai, reconnaît aussi que Tel-Aviv devrait examiner la nouvelle géopolitique et modifier « *nos propres capacités et les autres facteurs clés pour actualiser ce qui fait notre stratégie* », sans toucher à l'ambiguïté. À l'inverse, Ben Yisrael, responsable de la R&D au ministère de la défense, est partisan de la *pre-emptive strike capability*, c'est-à-dire de frappes préventives. Le député du sous-comité à la défense, Ephraïm Sneh, l'emporte et défend le 5 août les capacités de seconde frappe par les sous-marins, au détriment des autres vecteurs, ce qui rompt avec l'image d'un pays perpétuellement agresseur. Et le bouclier anti-missile s'inscrit dans la droite ligne de cette vision : défendre et se protéger et non frapper en premier.

Cependant, les deux doctrines cohabitent dans les faits. En effet, la *Revolution in Military Affairs* et la *Nuclear Posture Review* de 2001, représentent la nouvelle politique des États-Unis dans ce domaine. Israël l'a inspiré car c'est en réalité sa doctrine, à savoir la cohabitation de la dissuasion nucléaire et conventionnelle, des frappes préventives et enfin des antimissiles. Rappelons que le bouclier américain est développé conjointement avec Israël. En janvier 2002, au Congrès, Wayne Allard, président de la sous-commission du Sénat sur les forces stratégiques, milite pour l'utilisation « *tactique préventive en premier* » par l'intermédiaire des mininukes de faible puissance, contre les infrastructures NBC des *Rogues States*, et spécialement ceux qui menacent Israël²⁶.

En février 2008, l'Otan entérine l'usage préventif d'ADM afin d'empêcher un pays ou une force terroriste de développer et d'employer des ADM. C'est ce que l'on pourrait appeler une *doctrine Begin bis*, mais nucléaire. Il s'agit d'une révolution car, à l'origine, la bombe devait dissuader toute attaque conventionnelle ou non, plutôt que prévenir son développement. Reste la problématique terroriste contre laquelle « *les concepts traditionnels de dissuasion ne fonctionneront*

25. Eliot Cohen, « Jewish State Studies Atomic Arms Option After Founding », *Washington Times*, 12 août 1998,.

26. « Les armes high-tech du conflit », *Les Echos*, 20 mars 2003.

pas »²⁷. *Tsahal* utilisera t-elle ses ADM contre des États soutenant le terrorisme, s'il s'attaque aux centres vitaux? Avidgor Lieberman, ministre des affaires étrangères de Benjamin Netanyahu, en 2009, évoque l'utilisation d'armes atomiques dans la bande de Gaza²⁸. Les *mininukes* semblent la seule solution pour atomiser des repaires souterrains ? Mais il s'agit encore une fois d'une éventualité.

CONCLUSION : LA DOCTRINE BEGIN COMME SEULE DISSUASION

Israël cherche à tout prix à éviter l'extrémité non-conventionnelle, peu compatible avec la « pureté des armes » et l'opacité. C'est pourquoi le Premier ministre Menahem Begin officialise une solution par défaut : la frappe préventive conventionnelle contre les installations NBC de ses ennemis, mais qui les dissuadent aussi de persévérer dans leurs programmes respectifs. En 1977, Menahem Begin ordonne de saboter le programme irakien par des assassinats d'ingénieurs, des sabotages et des pressions diplomatiques, puis au final, par la chasse israélienne lors du bombardement du réacteur de Tammuz en juin 1981. Selon la même procédure, ses successeurs l'imitent. Le programme libyen est saboté par plusieurs actions des services secrets, dans les années 1980 et 1990, avec l'aide des Américains et Européens. Dernièrement, la Syrie reçoit une sévère gifle lorsque le réacteur de Dayr az-Zwar est détruit le 6 septembre 2007. Au printemps 2009, des cargaisons de missiles iraniens à destination du *Hamas* sont pulvérisées au Soudan par l'aviation. Ce ne sont là que les actions les plus connues. Au final, Israël, qui comprend que l'atome est une arme trop lourde et inappropriée, réinvente la dissuasion classique.

Cette option sera probablement effective en Iran, en cas de conflit, avec des armes conventionnelles spéciales, l'outil satellitaire optimisant cette stratégie. Il n'y aura donc probablement pas de représailles atomiques israéliennes. Cette contre-prolifération remet en question la science dissuasive nucléaire. Comme l'affirme le géopoliticien Alain Joxe, « *deux puissances nucléaires opposées n'engageront pas de guerre nucléaire* »²⁹. Si l'Iran possède la bombe, il n'y aura donc pas

27. Assemblée parlementaire Otan, 2004, 167 PCTR 04 F - « Les implications du concept de sécurité de l'Union Européenne pour l'Union Européenne », Rapporteur : Ruprecht Polenz.

28. *Réalités*, 2 avril 1999, « La guerre de Gaza et l'image d'Israël », Pascal Boniface.

29. France 3, Ce soir ou jamais, 9 juin 2009, « La prolifération nucléaire ».

de confrontation atomique, sauf si l'Iran ne craint pas les représailles par martyrologie, mais cela reste peu probable. La doctrine Begin demeure une alternative, mais dangereuse et incertaine. Et c'est ce qui fait débat au sein même de la communauté militaire israélienne.

Nicolas Ténèze

SIGLES EMPLOYÉS :

ADM: Armes de destruction massives

AIEA: Agence internationale de l'énergie atomique

CAB: Convention sur les armes biologiques

CAC: Convention sur les armes chimiques

CIA: Central Intelligence Agency

EDAN : États dotés de l'arme nucléaire

ENDAN : États non dotés de l'arme nucléaire

IAEC: Agence israélienne à l'Énergie Atomique

ICBM: missile balistique intercontinental

IDF: *Israeli Defense Forces*

IDS : Initiative de défense stratégique

Kt: Kilotonne

Mgw: Mégawatt

NMD : *National Missile Defense*

ONU : Organisation des Nations unies

OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

SR: Service de Renseignement

SNLE : sous-marin nucléaire lanceur d'engins

TNP : Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires

UE : Union Européenne

USA: United States of America

URSS : Union des Républiques socialistes soviétiques

ADM: armes de destruction massive

LA DÉFENSE ISRAËLIENNE FACE AU 'DYNAMIC SECURITY CONCEPT' : UNE PERCEPTION EUROPÉENNE

Le 16 avril 2009, George Mitchell, envoyé du nouveau gouvernement américain pour le processus de paix, rencontrait le chef d'état-major israélien, le lieutenant-général Gabi Ashkenazi. Après avoir fait la tournée des acteurs politiques israéliens et palestiniens, l'ancien conseiller de Bill Clinton ne pouvait ignorer le chef de *Tsahal*¹, preuve de l'interconnexion particulière entre défense et politique en Israël. L'enjeu est majeur, il faut relancer le « processus de paix », et les discussions sur la sécurité, cœur du processus depuis ses prémises.

Les négociations à Annapolis, en novembre 2007, ont permis le déploiement de plans de sécurité en Cisjordanie, à Naplouse, Jénine et Hébron, censés favoriser le modèle du « *West Bank First* », quelques mois après la prise de la bande de Gaza par le *Hamas*. Autrement dit,

1. *Tsahal* est l'acronyme, de Tsèva Hagana lè Israel, l'armée de défense d'Israël, traduit en anglais par Israel Defense Forces (IDF).

la priorité est d'ériger la Cisjordanie en modèle d'administration, à travers le renforcement de son système de sécurité, afin d'y contrer l'influence du Hamas. Un effet *spillover* de la sécurité sur les autres secteurs, économique et surtout politique, théorisé à travers le « *dynamic security concept* »² par l'équipe du Quartette³, est censé favoriser ce processus. La réforme du secteur de la sécurité palestinienne (RSSP), lancé par Salam Fayyad début 2005, en est un élément à part entière.

Néanmoins, si le « *dynamic security concept* » a porté ses fruits dans les deux villes du nord de la Cisjordanie, il a révélé ses « limites »⁴ à Hébron, affirme un diplomate européen, et Tsahal est montrée du doigt comme étant un des principaux auteurs de cet échec. Les colonies israéliennes entourent et pénètrent la ville du sud de la Cisjordanie, notamment dans son centre historique, venant naturellement accentuer la présence de l'armée israélienne. Les Européens, qui participent directement à la RSSP, à travers EUPOL COPPS, mission de police dans les territoires palestiniens lancée en novembre 2005, sont particulièrement critiques à cet égard. Dans la mesure où leur mission vise à « *accroître 'la sûreté et la sécurité' de la population palestinienne* »⁵, et ceci à travers une stratégie de *capacity building*⁶, ils sont aux premières loges pour constater l'impuissance de l'Autorité palestinienne à assurer la sécurité de sa population, dans un contexte particulièrement complexe mêlant occupation et interdépendance sécuritaire avec Tsahal.

Sur le terrain, la mission civile européenne est strictement encadrée par la défense israélienne et soumise à des contraintes importantes. Le ministère de la défense israélien, à travers le COGAT [Coordinator of Government Activities in the Territories], en charge de l'administration civile en Cisjordanie, contrôle étroitement son

-
2. Entretien avec un membre du Quartette, Jérusalem le 8 décembre 2008.
 3. Le Quartette, créé sur une initiative européenne en mai 2002, est composé de l'Union européenne, des États-Unis, de l'Onu et de la Russie.
 4. Entretien avec un diplomate européen le 25 avril 2009 à Paris.
 5. Action commune 2005/797/PESC du Conseil concernant la mission de police européenne pour les territoires palestiniens, considérant n°5.
 6. Sur le terrain, EUPOL COPPS octroie de petits budgets aux commissariats palestiniens de district, participe à la formation des policiers palestiniens, évalue les besoins et distribue les donations internationales, en étroite collaboration avec les Palestiniens à travers le Police Steering Committee (PSC). Ce dernier regroupe les ministres de l'intérieur et des finances palestiniens, le chef de la police palestinienne, le chef de la mission EUPOL COPPS ainsi que certains représentants des pays donateurs.

action. « *Honnêtement, ils nous ont montré à diverses occasions qu'ils pouvaient bloquer ce qu'ils voulaient sur le terrain* », avoue un fonctionnaire européen. La perception européenne de *Tsahal* repose donc sur un paradoxe, et reflète ainsi particulièrement bien les enjeux du « *dynamic security concept* » sur le terrain. C'est à partir d'entretiens menés avec des acteurs européens que nous avons tenté de la saisir.

En termes de capacité, l'Union européenne dépend entièrement du bon vouloir israélien sur le terrain. Sans celui-ci, difficile d'acheminer du matériel à destination de la police palestinienne, depuis l'aéroport David Ben Gourion de Tel-Aviv. Parallèlement, des observateurs européens condamnent l'incohérence apparente de *Tsahal* qui continue, à travers l'intrusion de ses soldats, à délégitimer la souveraineté de l'Autorité palestinienne en Cisjordanie, déjà bien entamée par la victoire du *Hamas* aux élections législatives de janvier 2006. Cette relation complexe repose donc à la fois sur la perception d'une dépendance internalisée, et sur une exigence stratégique vis-à-vis de la défense israélienne afin de faire fonctionner le « *dynamic security concept* » en Cisjordanie.

LES EUROPÉENS ET L'IDF (ISRAEL DEFENSE FORCES) FACE À LA RÉFORME DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ PALESTINIEN : UNE DÉPENDANCE MANIFESTE

Si le concept de RSSP est réellement né en 2005, la coordination sécuritaire entre Israéliens et Palestiniens date du Processus d'Oslo. La seconde *Intifada* de septembre 2000 y a cependant mis fin. Encore aujourd'hui, Européens et Israéliens ont du mal à s'accorder sur une vision commune d'une « réforme sécuritaire palestinienne », et ceci malgré la dépendance européenne à l'égard d'Israël dans la définition des « contraintes » de sa mission civile EUPOL COPPS.

Réformer le secteur de la sécurité palestinien (RSSP) : une stratégie globale, des fins divergentes

Le 12 octobre 2001, deux réservistes israéliens se font lyncher par une foule palestinienne à Ramallah. La scène est filmée par la RAI, la chaîne de télévision italienne, elle fait le tour du monde, et parvient jusqu'aux écrans israéliens. La colère est grande en Israël et,

en guise de représailles, 47 installations de police palestinienne sont bombardées à l'aide de F16. Les accords d'Oslo prévoyaient la tenue régulière de patrouilles de police communes israélo-palestiniennes. Le déclenchement de la seconde *Intifada* en septembre 2001 gèle entièrement ce dispositif. L'infime confiance sur laquelle reposait entièrement le processus d'Oslo est donc brisée. Le plan Tenet, du nom de l'ancien chef de la CIA, négocié par les États-Unis auprès du gouvernement d'Ehoud Barak à l'été 2001, souhaitait relancer ce processus mais ne fut jamais réellement appliqué.

Néanmoins, en 2005, Mahmoud Abbas, nouvellement élu à la tête de l'Autorité palestinienne, établit comme priorité de réformer le secteur de la sécurité. Sur le terrain, trois missions internationales (européenne, égyptienne et américaine) sont mises en place dès les premiers mois de l'année 2005. Si les différentes missions appellent à plus de coopération, les objectifs qu'elles poursuivent ne sont pas toujours identiques, donnant des airs de « grand jeu »⁷ à cette minuscule région du monde, le territoire cisjordanien, scène principale de la RSS palestinienne, d'une superficie de 5842 km², l'équivalent du département de l'Orne en Basse Normandie. Les États-Unis, à travers la voix de Condoleezza Rice, prennent vite la tête du dispositif international, sans résultat tangible dans un premier temps.

Ce n'est qu'à l'automne 2007 que le « processus de paix » reprend un nouveau souffle, à travers le processus d'Annapolis. Ce dernier prévoit la mise en place de différents plans de sécurité palestiniens. En d'autres termes, les « polices palestiniennes », la « police verte », les National Security Forces, sorte de proto-armée palestinienne, entraînée par les États-Unis à travers la mission Dayton, et la « police bleue », force civile de sécurité, renforcée par les Européens à travers la mission EUPOL COPPS, doivent venir conjointement renforcer les effectifs des forces de sécurité de l'Autorité palestinienne à Naplouse, Jénine puis Hébron, de novembre 2007 à décembre 2008. L'objectif est d'y « ramener l'ordre et de restaurer l'état de droit »⁸.

7. L'expression de "Great Game" est utilisée par Rudyard Kipling dans son roman *Kim*, afin de qualifier l'atmosphère particulière caractérisant l'Asie du Sud-Est de la fin du XIX^e siècle, où les grandes puissances, Russes et Anglais en tête, se mènent une lutte sans merci pour la domination de la région, cf *Kim*, New York, Dover publication, 2005, p.118. Henry Laurens la reprend dans son livre *Paix et Guerre au Moyen-Orient* (Paris, Armand Colin, p.9) pour qualifier le jeu que se mènent les grandes puissances au Proche et Moyen-Orient.

8. Entretien avec un Conseiller politique à la mission EUPOL COPPS, Jérusalem, le 18 octobre à Jérusalem.

Dans ce processus, les missions internationales, l'Autorité palestinienne et Israël sont étroitement liés. L'intérêt pour les Israéliens d'encourager la RSSP et le processus d'Annapolis est connu : renforcer l'Autorité palestinienne, à travers le modèle du « *West Bank First* », après la prise de la bande de Gaza par le Hamas en juin 2007. Autrement dit, la mission européenne repose de fait sur l'interdépendance israélo-palestinienne en termes de sécurité, et coordonne étroitement son action avec le COGAT en Cisjordanie. Cette interdépendance est perçue comme stratégique mais aussi restrictive par les Européens présents sur le terrain.

Concernant la perception de la RSSP, si la sécurité semble bien être la pierre angulaire du processus de paix, certaines visions s'affrontent quant aux objectifs de la réforme palestinienne dans ce secteur. Différents entretiens ont démontré en effet que celle de l'Union européenne n'est pas forcément équivalente à celle d'Israël ou des États-Unis, particulièrement dans le contexte de la montée en puissance du Hamas sur la scène politique palestinienne à la suite des élections législatives de janvier 2006, et depuis la prise de la bande de Gaza en juin 2007.

Dans une perspective européenne, la RSSP fait partie d'un processus plus large auquel EUPOL COPPS contribue afin de « *construire les fondations d'un futur État palestinien* », affiche le premier slide de la présentation power point d'un chef adjoint à la mission EUPOL COPPS⁹. Selon un autre membre, la mission européenne chercherait ainsi à « *convaincre les Israéliens que l'occupation doit arrêter* »¹⁰. En renforçant la police palestinienne, dont la crédibilité a été particulièrement affectée par la seconde *Intifada* aux yeux des Israéliens, il s'agit de démontrer la capacité de l'Autorité palestinienne à assurer l'ordre public, et donc l'inutilité de la présence de *Tsahal*. Ainsi, le succès des plans de sécurité de Naplouse et de Jénine est censé persuader Israël qu'un futur État palestinien serait à même d'assurer la sécurité de l'État juif. La mission civile européenne renforcerait en ce sens la position normative des États européens vis-à-vis du conflit, qui consiste à lier l'existence d'un État Palestinien à la sécurité israélienne¹¹.

9. Entretien avec un chef adjoint à la mission EUPOL COPPS, à Ramallah, le 12 décembre 2008.

10. Entretien avec un membre de la mission EUPOL COPPS à Ramallah, le 3 novembre 2008.

11. La conclusion du Conseil d'Amsterdam des 16 et 17 juin 1997 est la première à aller dans ce sens, affirmant que « *la création d'une entité palestinienne souveraine, viable et pacifique, est le meilleur*

Néanmoins, l'établissement à terme d'un État nécessiterait de prendre en considération l'enjeu politique d'une réconciliation nationale. Cet objectif ne va pas de soi dans la mesure où l'UE, en 2003, a inscrit collectivement la branche politique du Hamas dans la liste des organisations terroristes. Ainsi si la réconciliation nationale palestinienne est un préalable nécessaire à l'établissement d'un État palestinien, l'Union européenne se trouve dans une position diplomatique particulièrement délicate.

Du point de vue américain, l'objectif de la mission Dayton reste de renforcer les services de sécurité palestiniens. Cependant, la mission doit affronter de nombreuses réticences israéliennes à voir sa présence ou sa capacité renforcées sur le terrain. Elle est limitée dans ses effectifs, ne pouvant dépasser 16 personnels militaires, une restriction imposée par le Pentagone lors de la mise en place de la mission Ward, qui a précédé celle du général Dayton en 2005. Du reste, au niveau budgétaire, le US Department of State dont elle dépend, rechigne à lui accorder un financement direct et régulier ce qui complexifie et nuit à l'efficacité de sa mission sur place¹². Par ailleurs, selon le président d'une ONG suisse spécialisée sur la RSSP :

« La notion d'un État palestinien [Palestinian Statehood] et d'une souveraineté entière est finalement incompatible avec les visions palestinienne et américaine d'une responsabilité limitée de l'Autorité palestinienne en termes sécuritaires. L'initiative américaine d'entraîner et d'équiper la Garde présidentielle et les National Security Forces pour contrer le nouveau gouvernement du Hamas (...) a d'importants défauts... »¹³

L'objectif de la formation des bataillons des *National Security Forces* consiste principalement à contrer les forces du Hamas en Cisjordanie, afin de rassurer Israël, allié des États-Unis, et d'éviter qu'il ne doive coexister dans l'avenir avec un État palestinien gouverné par le Hamas. Roland Friedrich appelle ainsi les puissances du Quartette à prendre davantage en compte les intérêts sécuritaires palestiniens : « ou il n'y aura pas de progrès dans la RSSP. Le boycott financier et diplomatique

garant de la sécurité d'Israël ».

12. Voir à ce sujet le rapport de la Task Force du Washington Near East Institute. Security First. Washington Near East institute, CROUCH, MONTGOMERY, WALTER, 2008, <http://www.washingtoninstitute.org/templateC04.php?CID=303>.
13. Roland FRIEDRICH, Arnold LUETHOLDS (dir.), *Entry points to Palestinian Security Sector Reform*, Genève, Centre for the Democratic Control of Armed Forces, 2007, p.151.

du gouvernement du Hamas, les arrestations nombreuses de représentants élus et la destruction renouvelée des infrastructures sécuritaires palestiniennes en 2006 ont annihilé la capacité des institutions palestiniennes ». ¹⁴

En ce sens, l'intérêt palestinien sur le long terme, celui d'un État palestinien, diffère potentiellement de l'intérêt de *Tsahal* sur le court terme qui vise à empêcher à tout prix une prise de contrôle de la Cisjordanie par le *Hamas*. Ainsi, dans le discours israélien, le premier argument utilisé pour justifier le maintien des troupes de *Tsahal* sur le sol cisjordanien est la supériorité militaire du *Hamas* par rapport aux forces du *Fatah*, qu'elle a néanmoins contribué à désarmer à travers les accords de paix. L'objectif d'une réconciliation nationale, défendu côté occidental par différents observateurs européens, quoique de manière ambiguë, dans les rapports de *l'International Crisis Group*, et appelé de ses vœux par la diplomatie égyptienne et les pays de la Ligue arabe, se retrouve donc contrecarré par les exigences de sécurité exprimées par Israël.

La mission que s'est fixée l'UE à travers EUPOL COPPS, celle d' « *aider l'AP à remplir les obligations qui lui incombent en vertu de la feuille de route* » ¹⁵, censée déboucher sur la création d'un État palestinien, semble particulièrement complexe à remplir dans ce cadre, étant donné l'enchevêtrement complexe des intérêts des différents acteurs. La dépendance européenne vis-à-vis du ministère de la défense israélien, visible à travers la définition des contraintes de la mission sur le terrain, illustre bien cet état de fait.

La dépendance européenne à l'égard d'Israël sur le terrain

« *On ne peut rien faire sans les Israéliens* » ¹⁶, confie un membre du Centre d'opération du Conseil de l'Union européenne. Lancée à la suite d'un échange de lettres entre le représentant spécial de l'UE pour le processus de paix, Marc Otte et le premier ministre de l'Autorité palestinienne, Ahmed Qurei, en avril 2005, EU COPPS, l'ancêtre d'EUPOL COPPS, n'a pourtant pas attendu l'aval israélien. Néanmoins l'immunité diplomatique des membres de la mission

14. Ibidem, p.145.

15. Action Commune 2005/797/PESC du Conseil du 14 novembre 2005 concernant la mission de police de l'Union européenne pour les territoires palestiniens, considérant n°5.

16. Entretien avec un Political Adviser du Conseil le 6 octobre 2008 à Bruxelles.

ne fut accordée par Israël qu'à l'hiver 2007, soit plus d'un an après le début de la mission. Les difficultés de déplacement des membres, de la gestion des besoins de la police palestinienne et de l'acheminement des équipements nécessaires, sont jusque là particulièrement contraignantes. Un fonctionnaire européen du Conseil explique ce délai : « *afin d'obtenir l'immunité diplomatique pour plus de 20 agents européens, les Israéliens souhaitaient que nous changions les conclusions du Conseil général [affaires extérieures], dès qu'il y avait une critique d'Israël, au sujet de leurs colonies* »¹⁷. Cette reconnaissance qui se limite aux membres de la mission n'est pas sans poser de problème à la mission en elle-même, qui « *doit passer par la délégation de la Commission européenne de Tel-Aviv* »¹⁸, notamment pour bénéficier d'avantages fiscaux.

Par ailleurs, au-delà de la reconnaissance de la mission, l'aval israélien est nécessaire à l'action européenne sur le terrain. Le contexte restant celui du cadre fixé par les accords d'Oslo, cadre qui crée une interdépendance de fait entre l'Autorité palestinienne et Israël, il n'est pas possible à l'UE de fournir un seul « *tonfa* » à la police palestinienne sans avoir l'aval israélien. Concrètement, les Palestiniens ne sont pas autorisés à s'entraîner au tir dans leurs territoires : « *tout ce qui touche aux armes à feu, que ce soit équipements ou entraînement est en dehors de notre mandat. Donc on ne leur apprend pas à tirer ou à entretenir des armes à feu. C'est peut-être un détail à retenir. Mais c'est un problème qu'il va falloir tôt ou tard solutionner car l'armement de la police civile est un désastre. Je ne vois pas l'avantage qu'il y a à continuer à leur faire traîner cette kalachnikov alors qu'il y a moyen de leur donner un pistolet. Sur le plan image ce serait moins agressif. Mais pour l'instant ce n'est pas possible* »¹⁹.

La mission européenne ayant notamment pour objet de renforcer la légitimité de la police palestinienne vis-à-vis de la population, mais aussi vis-à-vis d'elle-même, l'enjeu n'est pas des moindres. Donner l'image d'une police moderne ayant les moyens d'agir efficacement est difficile sans armes à feu, d'autant plus que les différents groupes armés dans les territoires n'ont pas les mêmes scrupules.

17. Idem.

18. Entretien avec un membre de la mission, réalisé le 20 octobre 2008 à Jérusalem.

19. Entretien avec un haut responsable à la mission EUPOL COPPS, à Ramallah, le 7 décembre 2008.

Les États-Unis sont soumis aux mêmes contraintes que les Européens sur cette question, au sens où ils ne sont pas autorisés à entraîner les forces proto-militaires de la NSF, aussi appelées « police verte », dans les territoires. Ilan Paz, ancien chef israélien de l'administration civile en Cisjordanie de 2002 à 2005, précise : « ils ont entraîné les National Security Forces à Jénine, en partie parce qu'Israël ne leur permet pas de s'entraîner avec des armes à feu [en Cisjordanie], et en partie parce qu'ils ont plus de place à leur disposition là bas ».²⁰

Un rapport du *Washington Institute for Near East Policy*, publié en 2008 et intitulé « *Security First* », affirme qu'il est nécessaire de rendre les réunions entre l'IDF et la mission Dayton plus régulières : « Tout, depuis le déploiement des effectifs jusqu'aux armes, les minutions, et le transfert d'équipements, nécessite l'aval et la coordination israélienne, une relation intime et productive entre le conseiller américain pour la sécurité, l'IDF et le ministère de la défense israélien est essentielle. Néanmoins, parce que le conseiller américain ne dispose pas d'une coordination régulière à un haut niveau avec l'IDF et le ministère de la défense, depuis un certain temps, il agit avec les mains liées »²¹.

Néanmoins, contrairement aux Européens, la mission du Général Dayton est autorisée à fournir de l'armement dit courant : « cela a été accepté par Israël [mais] pour ce qui est de l'armement plus lourd, ils n'ont pas accepté. Car ils [les Israéliens] ont toujours en tête que cela peut trouver un autre usage », précise un membre d'EUPOL COPPS²².

Concernant les gilets pare-balles, Américains et Européens sont logés à la même enseigne : « ils n'ont pas approuvé non plus les gilets pare-balles, que ce soit pour la National Security Force ou la police civile. Disons qu'il y a différentes classes de gilets pare-balles, certains servent à arrêter les projectiles d'une carabine à plomb et d'autres servent réellement à arrêter des munitions de guerre. En réalité, ils sont d'accord pour approuver des gilets pare-balles qui n'en sont pas. Ils sont parfaitement inutiles, car du côté israélien on tire avec des M16 et côté palestinien avec des fusils d'assaut. »²³

20. Entretien avec Ilan Paz, ancien chef de l'administration civile en Cisjordanie de 2002 à 2005, et ancien commandant des districts de Ramallah et de Jenin, Tel Aviv, le 11 décembre 2008.

21. CROUCH, MONTGOMERY, WALTER, *Security First*, Washington Near East institute, 2008, art.cit.

22. Ibidem.

23. Ibid.

Dans le même sillage, la remise de sac individuel de maintien de l'ordre a été refusée par Israël, du fait « *du casque de maintien de l'ordre* » qu'il comprenait. Pourtant, il s'agissait « *juste de leur donner confiance en eux* »²⁴, explique un membre de la mission.

Les contraintes auxquelles doit faire face la mission européenne sont ainsi particulièrement importantes, ce qui nuit à l'efficacité d'EUPOL COPPS, notamment à l'objectif contenu dans l'action commune de novembre 2005 qui indique que l'UE souhaite « *contribuer au développement des capacités palestiniennes en matière de sécurité par le biais de la police palestinienne* »²⁵. Par conséquent, la difficulté intrinsèque au processus de réforme du secteur de la sécurité palestinien, auquel l'UE contribue, est contenue dans le fait « *que tout soit contrôlé par les Israéliens* »²⁶, remarque un responsable du Quartette. Dans ce contexte, nombreux sont les Européens présents sur place qui condamnent le rôle d'Israël dans l'échec du « *dynamic security concept* ».

LE DILEMME TSAHALIEN FACE À LA RSSP : LA PRIMAUTÉ DU BITARON²⁷ SUR LE PROCESSUS POLITIQUE

Le « *dynamic security concept* » n'a pas engendré l'effet *spillover* désiré, sur les secteurs économique et politique. Les incursions régulières de *Tsahal*, motivées par des raisons de sécurité, n'ont pas favorisé ce processus, soulignent certains acteurs européens. Ce dernier n'en reste pas moins naturellement limité par l'absence d'une souveraineté effective de l'Autorité palestinienne en Cisjordanie.

L'échec du « *dynamic security concept* » malgré le succès relatif des plans de sécurité

Un conseiller politique du Quartette à Jérusalem illustre la logique de ces opérations par le « *dynamic security concept* ». Autrement dit, « *la démonstration du succès des opérations de redéploiement du personnel de sécurité palestinien peut amener à une dynamique vertueuse de soutien au*

24. Entretien avec un membre de la mission, à Jérusalem, le 24 octobre 2008.

25. Action Commune 2005/797/PESC du Conseil du 14 novembre 2005 concernant la mission de police de l'Union européenne pour les territoires palestiniens, considérant n°4.

26. Entretien avec un responsable du Quartette, à Jérusalem, le 23 novembre 2008.

27. *Bitaron*, « sécurité » en Hébreu, est un concept souvent utilisé par la défense israélienne pour justifier des actions de *Tsahal* qui sembleraient « illégales » au regard du droit international.

processus politique »²⁸. Il faut entendre par « processus politique », des accords de paix permettant la naissance d'un État palestinien, dirigé par l'Autorité palestinienne, née du processus d'Oslo. La même logique est contenue dans la feuille de route qui souhaite faire émerger un État palestinien à partir de la sécurisation des territoires palestiniens. Néanmoins, cet objectif semble être, d'un point de vue européen, constamment conditionné par le souci constant d'Israël de la *Bitaron*, sa sécurité. Il n'en reste pas moins que convaincre cet État de l'aptitude des Palestiniens à assurer eux-mêmes leur sécurité est, dans le cadre du « *dynamic security concept* », une étape préalable nécessaire, afin de déboucher sur un processus politique. L'articulation logique est la suivante : les forces de sécurité palestiniennes sont renforcées à Naplouse dans le cadre d'un plan de sécurité, l'armée israélienne retire tout ou partie de ses effectifs, les Palestiniens démontrent qu'ils parviennent à faire régner une relative sécurité, et Israël octroie un peu plus de liberté à l'Autorité palestinienne dans la gestion de la sécurité en Cisjordanie. Cette dynamique s'est en effet avérée relativement fructueuse, malgré la faiblesse des équipements des forces de sécurité palestiniennes : « *pour ce qui est de Naplouse et de Jénine, c'est un grand succès. Selon les normes européennes, jamais on n'aurait pu faire ce qu'ils ont fait avec leur matériel. Le commandant du GIGN français sur place lors du déploiement me disait qu'ils n'avaient même pas de gilets pare-balles* »²⁹.

A Naplouse, le redéploiement des forces de sécurité a mis l'accent sur le rétablissement de l'ordre, la police fut donc à l'honneur. L'objectif est de « rétablir la règle de droit »³⁰ dans une ville connue pour son activisme, et de surcroît désignée par les Palestiniens comme « une prison », du fait de la difficulté pour les habitants de Naplouse de sortir de la ville via le check point de Huwara. Un effet de *spillover* s'est étendu au nord de la Cisjordanie : « *Comme l'ordre fut rétabli à Naplouse, les National Security Forces s'établirent dans des villes adjacentes dont Tubas, Tulkarem, Qalqilya, Salfit et dans des villages de la campagne environnante.* »³¹

28. Entretien avec un conseiller du Quartette, Jérusalem, le 8 décembre 2008.

29. Ibid.

30. Ibid.

31. Ruling Palestine II: The West Bank Model?, International Crisis Group, *Middle East Report*, N°79, 17 juillet 2008, p.20.

Selon Ilan Paz, « la situation s'est améliorée, tout comme la sécurité, l'ordre et le droit. Néanmoins le plus facile a été fait, avec les plans de sécurité de Jénine et de Naplouse. Au sud, à Hébron, la plupart de la population soutient le Hamas, ce qui n'est pas le cas au nord ». Les déploiements de renforts des services de sécurité palestiniens à Hébron, à l'automne 2008, ont en effet dû faire face à certaines réticences de la population³², et notamment des membres du Hamas, qui dénonçaient le plan de sécurité comme un moyen d'éliminer sa présence dans la région. Les nombreuses arrestations qui s'en suivirent ont poussé le gouverneur de la ville, Hussein Al-Aaraj, à déclarer que l'Autorité palestinienne « n'a jamais remis et ne remettra jamais l'un de ses prisonniers aux Israéliens »³³. Cependant de nombreux membres du Hamas se sont plaints de mauvais traitements subis, avant d'être relâchés, notamment dans le but de dissuader le Hamas d'agresser les membres du Fatah présents à Gaza.

Côté européen, Tsahal est montrée du doigt comme un des acteurs de l'échec du « *dynamic security concept* » sur le terrain. Selon un membre de la mission, « il n'a pas pu être mis en œuvre en raison des incursions constantes des Forces israéliennes »³⁴ en Cisjordanie. Début janvier 2008, alors que le plan de sécurité palestinien se déploie à Naplouse, l'armée israélienne y arrête 20 militants, principalement du Fatah³⁵, nuisant directement à la légitimité de l'Autorité palestinienne et donc à la doctrine du « *West Bank first* ». En juillet 2008, un militant du Hamas est tué par un soldat israélien³⁶. Salam Fayyad condamne alors ces actions qui « nuisent à son autorité »³⁷. Plus récemment, à la mi-mars 2009, l'armée israélienne réussit un « coup de filet » contre la branche politique du Hamas en Cisjordanie³⁸. « Tsahal ne joue aucun rôle positif dans le cadre des plans de sécurité palestiniens »³⁹, conclut un membre d'EUPOL COPPS.

32. Le quotidien israélien de gauche, *Haaretz*, dans son édition du 7 octobre 2008, publiait un article dans lequel des habitants des grandes colonies juives de Kiryat Arba et de Gush Etzion, attenantes à la ville d'Hébron, exprimaient leur crainte quant au « transfert de la sécurité de la ville d'Hébron aux forces de l'Autorité palestinienne ».

33. Ibid.

34. Entretien avec un membre du Quartette, Paris, 27 mars 2009.

35. "IDF withdraws from Nablus after 3-day operation in W. Bank city", *Haaretz*, 6 janvier 2008.

36. "Fayyad warns Israeli raids in West Bank are undermining his authority", *AP Worldstream*, 9 janvier 2008.

37. Ibidem.

38. « Coup de filet israélien contre la direction du Hamas », *Le Figaro*, 20 mars 2009.

39. Entretien avec un membre de la mission EUPOL COPPS, Paris, le 15 mars 2009.

Néanmoins, l'efficacité du redéploiement des forces de police palestiniennes à Jénine, par exemple, a été particulièrement remarquée, notamment par le ministre de la défense israélien⁴⁰, Ehoud Barak : « *jusqu'à maintenant, Jénine est un grand succès, la police palestinienne y a créé une atmosphère différente* »⁴¹. L'ancien envoyé spécial américain dans la région, le Général Jones, après une visite dans la région de Jénine en septembre 2008, déclare : « *je vois cela comme une sorte de répétition générale pour la création d'un État, un creuset où les deux parties peuvent se prouver des choses l'une à l'autre* »⁴².

Néanmoins, différents facteurs ont favorisé le succès des plans de sécurité à Naplouse et à Jénine. Parmi eux, l'absence de colonies juives de grande importance, alors que les colons, particulièrement bien organisés⁴³ sont potentiellement les premiers à vouloir empêcher le départ des forces israéliennes au profit de la police palestinienne, comme à Hébron. La faiblesse du *Hamas* dans ce secteur est un autre facteur. Cela explique que le déploiement des forces de sécurité dans la ville d'Hébron, qui contient d'importantes colonies israéliennes, et subit une forte influence du *Hamas*, ne se soit pas fait sans heurts. Il faut donc conclure à un succès en demi-teinte des plans de sécurité effectués à ce jour en Cisjordanie, l'exemple de Jénine étant à opposer à la situation particulière d'Hébron.

En outre, les Israéliens justifient le maintien de *Tsahal* en Cisjordanie par la nécessité d'empêcher une montée en puissance du *Hamas* en Judée Samarie, arguant du fait que même à Jénine, « *leurs collègues palestiniens sont efficaces pour faire respecter la loi et l'ordre mais pas pour arrêter des groupes terroristes* »⁴⁴. Or, si les forces de sécurité palestiniennes ne sont pas jugées aptes à combattre le terrorisme, il est peu probable qu'Israël décide de retirer ses troupes, et de suspendre ses incursions en zone A.

40. Char Ha Bitaron en hébreu, littéralement ministre de la Sécurité.

41. <http://www.nytimes.com/2008/09/12/world/middleeast/12jenin.html?scp=1&sq=jenin&st=cse>.

42. Ibidem.

43. Au sujet de l'influence des colons sur le gouvernement israélien, et particulièrement via le ministère de la défense, dont le COGAT (Coordinator of Government Activities in the Territories) dépend, voir l'article de Hoded Haclai, "Religious-Nationalist Mobilization and State Penetration, lessons From Jewish Settlers Activism in Israel and the West Bank", *Comparative Political Studies*, Vol. 40 n° 6, juin 2007.

44. <http://www.nytimes.com/2008/09/12/world/middleeast/12jenin.html?scp=1&sq=jenin&st=cse>.

Par conséquent, il est naturel de s'interroger sur le réalisme d'un processus de paix prévoyant un effet *spillover* de la sécurité sur l'économie et la politique, dans un contexte d'occupation, dans la mesure où il est peu probable qu'Israël laisse l'Autorité palestinienne assurer la sécurité des colons juifs de Cisjordanie⁴⁵.

Assurer la sécurité en l'absence d'État palestinien: les limites intrinsèques au «dynamic security concept»

« Nous sommes là pour soutenir un État qui n'en est pas un et qui est occupé par une autre nation »⁴⁶, ironise un membre de la mission EUPOL COPPS. « Je ne vois pas le sens de l'action européenne. C'est une mission qui convient à une situation de post-conflit. C'est un pays en guerre qui a d'autres priorités »⁴⁷, affirme une nouvelle recrue de la Rule of Law Mission, extension récente d'EUPOL COPPS. Pour un autre membre, « cette mission arrive beaucoup trop tôt. Elle est en avance de dix ans », précise-t-il. La question est complexe et le contexte ne l'est pas moins. La stratégie européenne, contenue dans les déclarations du Conseil européen, et des chefs d'État, consiste à démontrer à Israël qu'un État palestinien servirait ses propres intérêts dans la mesure où il lui permettrait d'assurer sa sécurité. L'idée est reprise dans la feuille de route, document de paix publié en mai 2003 par le Quartette, mais dont le processus en trois phases visant à la constitution d'un État palestinien reste bloqué à la première phase, qui prévoit la reprise de la coopération israélo-palestinienne dans le secteur de la sécurité et l'arrêt de l'extension des colonies israéliennes. Cette stratégie n'a donc pas, pour l'instant, porté ses fruits, et les propos de certains des membres d'EUPOL COPPS démontrent assez bien la frustration qui peut en être ressentie. « Je suis venu ici pour faire quelque chose pour les Palestiniens et pas pour faire quelque chose pour moi et ça, c'est vraiment frustrant », soupire un membre de la Rule of Law Mission.

Concrètement, le fait que l'Autorité palestinienne n'ait pas de souveraineté sur l'ensemble de la Cisjordanie signifie que le mandat de la police palestinienne se limite essentiellement aux villes de la zone A, fixée par les accords d'Oslo II⁴⁸. En outre, les services de

45. Roland Friedrich et Arnold Luethold s'interrogent de la même façon sur la logique de la feuille de route qui définit comme prémisses à un État palestinien l'arrêt de la violence et du terrorisme : "By making a precondition for governing what is in fact the outcome of successful governing, the international community is guilty of either blundering or of acting cynically", *Entry points to the PSSR*, op. cit, p.146.

46. Entretien effectué avec un membre d'EUPOL COPPS le 4 novembre 2008 à Ramallah.

47. Entretien effectué avec un membre de la rule of law le 25 novembre 2008 à Ramallah.

48. La zone A comprend les principales villes de Cisjordanie, Jénine, Tulkarem, Qalkilya, Naplouse,

sécurité palestiniens travaillent en étroite collaboration avec Israël, notamment avec la COGAT. Vis-à-vis des colons, les services de sécurité palestiniens ne sont pas autorisés à agir. Par exemple, lors du ramassage des olives en 2008, qui a lieu tous les ans à la fin du mois d'octobre, de nombreux heurts ont éclaté entre les colons israéliens et les fermiers palestiniens. Des journaux arabes et palestiniens et dans une moindre mesure israéliens, s'en sont fait l'écho⁴⁹. De ce fait, l'impuissance de la police et des autres services de sécurité palestiniens à assurer la sécurité de la population, même en zone A, nuit naturellement à la crédibilité de l'Autorité palestinienne vis-à-vis des Palestiniens, et renforce les arguments du *Hamas*. Par ailleurs, *Tsahal*, dont la mission est de défendre la sécurité des Israéliens, voit son rôle mis à rude épreuve, lorsqu'elle évacue des bâtiments acquis « illégalement » par des colons, comme par exemple l'événement de la « maison de la discorde » à Hébron en décembre 2008. La situation, particulièrement tendue sur le terrain, entre colons et Palestiniens, ne saurait favoriser la confiance et la sécurité sur le long terme, à même d'engendrer une solution politique.

Par conséquent, la perception européenne de *Tsahal* est naturellement déterminée par le rôle attribué à l'Union européenne dans le cadre de la réforme du secteur palestinien de la sécurité. Les contraintes de la mission EUPOL COPPS sur le terrain nourrissent la frustration des membres de la mission. Enfin, un véritable processus politique entre les deux parties, que les Européens appellent de leurs vœux, pouvant déboucher sur une solution à deux États, semble paralysé par la politique de « *Bitaron first* » menée par Israël, mais aussi par la division géographique et politique, depuis juin 2007, des territoires palestiniens, vis-à-vis de laquelle les Européens ont aussi leur part de responsabilité.

Enfin, l'objectif alloué à la mission européenne « *d'accroître la sécurité de la population palestinienne* », à travers le renforcement de la police palestinienne, semble difficile à atteindre alors que l'Autorité palestinienne n'est autorisée à assurer la sécurité que sur une zone représentant 3% du territoire de la Cisjordanie.

Caroline Du Plessix

Ramallah, Bethléem, la zone Hébron, Jéricho et Gaza.

49. “Window on Israel: A ‘Jewish Intifada’?”, *Jerusalem Post*, jeudi 4 décembre 2008; “EU Condemns Israeli Settler Brutality”, *Miftah*, 1^{er} novembre 2008.

UN REGARD SUR L'ARMÉE ISRAËLIENNE

INTERVIEW DU GÉNÉRAL (2S) BERTRAND BINNEDIJK
RÉALISÉE PAR CAROLINE DU PLESSIX

Question : Les Israéliens ont une perception très réaliste de leur sécurité. Selon le mot de Kissinger, Israël n'aurait pas de politique étrangère, mais uniquement une politique intérieure visant à assurer sa sécurité. D'un autre côté, l'Allemagne, la France, les anciens ennemis séculaires, ont créé de telles interdépendances politique, économique et stratégique entre leurs deux États que toutes perspectives de guerres sur le vieux continent semblent désormais impossibles, au point que l'objectif d'une défense européenne est souvent mis de côté. Quel est pour vous l'apport de ces années passées en Israël, dans votre carrière de général français, européen ?

Réponse : Une bonne partie des fonctions qui ont suivi mon séjour en Israël a été consacrée à la coopération avec les pays de cette région là, aussi bien Israël que le monde arabe. Cela m'a servi directement, car j'ai appris à connaître le mode de fonctionnement psychologique des Israéliens, leur fonctionnement militaire, leur système de renseignement, et, moins bien sans doute mais également, le système de pensée de leurs adversaires arabes. Je suis d'accord avec ce qu'a dit Kissinger : les Israéliens sont obsédés par

leur sécurité, à un point que nous ne soupçonnons pas et que nous ne comprenons pas en Occident. Cette forme de «paranoïa», même si le terme fait bondir les Israéliens, et je l'utilise avec précaution, s'explique et/ou se justifie par l'histoire du peuple juif, que nous n'avons pas nécessairement à l'esprit mais qu'eux portent quasiment génétiquement en eux, et je pèse mes mots. C'est la pratique intime des Israéliens, et pas uniquement des militaires, qui m'a convaincu de cela. Ils font revenir l'histoire de leur peuple jusqu'à Abraham. Il y a une approche biblique, même s'ils ne sont pas religieux ; on leur a inculqué à l'école cette histoire d'un peuple à qui une terre a été donnée, et qui a toujours dû se battre pour la conquérir et la reconquérir (je pense à Moïse rentrant d'Égypte) puis au cours des siècles, et pendant ces cent dernières années, pour s'y installer en tant qu'État après s'y être réinstallé en tant que colonie, faisant suite à ce que j'appelle le summum de monstruosité que fut la *Shoah*. Quand on a vécu là-bas, quand on a parlé avec les gens et surtout quand on les a écoutés, on comprend ce que cela représente, au moins pour les Ashkénazes, car ce sont surtout eux qui ont fait les frais de la *Shoah*, alors que les Séfarades en ont été préservés. Cela donne un peuple pour lequel on crée un État en 1947, et qui, depuis, a conduit trois guerres pour se protéger contre des agresseurs provenant d'un axe de 280° (et non pas 360 car il y a la mer !) et qui fait face à un ennemi intérieur, considéré comme tel, avec la conviction intime que, de toute façon, les Arabes veulent les remettre à la mer un jour ou l'autre. Ce sont des certitudes qui, elles aussi, sont quasi génétiques, d'où cette dureté dans l'approche militaire, et tout leur système de pensée politique est tourné vers cela. Il faut avoir en tête les trois grands piliers de la doctrine Ben Gourion qui sont : un taux d'éducation hors normes, ce qui fait qu'Israël est le premier pays au monde en nombre d'ingénieurs au mètre carré, une armée surpuissante, et un système d'alliance sur lequel on peut s'appuyer, avec le grand frère américain en priorité mais également au Nord la Turquie et à l'Est l'Inde. La Turquie est un État musulman et l'Inde a une forte minorité musulmane, 150 millions, et donc des problématiques communes, et des intérêts communs. Cependant, cette politique d'alliance n'est pas une servitude, les Israéliens se sentent complètement libres par rapport à cela. Il faut citer le mot d'Ariel Sharon, qui, alors que Bush fils venait d'être élu, s'était permis de le traiter de Chamberlain, alors que George W. Bush s'était prononcé en faveur d'une solution à deux États. C'était insultant, surtout à l'égard de Bush junior,

qui était le plus pro-israélien des présidents depuis des dizaines d'années. Cela démontre que les Israéliens, lorsqu'ils sentent que l'on pourrait d'une manière ou d'une autre attenter à leur conception de leur sécurité, sont prêts à se brouiller avec leurs meilleurs amis. Cette « approche paranoïaque » de leur sécurité est donc à mettre en préambule. Maintenant, qu'est-ce que c'est qu'Israël ? C'est un État démocratique, malgré les limites que l'on peut apporter à ce concept de démocratie qui est un peu en contradiction avec l'appellation d'État juif alors qu'il y a quand même 20 % de population arabe. Néanmoins le système fonctionne selon un procédé démocratique, avec un système judiciaire relativement indépendant. Mais Israël, comme je le dis souvent sous forme de boutade, c'est aussi une gigantesque armée avec quelques civils, et ces civils sont soit des permissionnaires, soit des réservistes, soit des retraités de l'armée. Donc c'est un pays complètement militarisé. Un jeune soldat basé à un *checkpoint* se sent investi pleinement de la sécurité de son pays, on le leur dit et on le leur répète, ce qui explique qu'il y ait eu un certain nombre de bavures à des *checkpoints*, parce qu'un jeune de 18 ans, qui sait qu'un de ses camarades a été assassiné à un autre *checkpoint*, va se montrer très nerveux vis-à-vis de tout ce qui n'est pas juif.

Il est difficile de cerner une vision à long terme chez les Israéliens. Dans la pratique quotidienne de ces trois ans que j'ai vécus en Israël, alors qu'il y avait des attentats et des représailles en permanence, j'ai constaté que dans tous les domaines, politique, militaire mais aussi économique et bancaire, c'était plutôt une vision à court terme qui prédominait. On réagit à chaud à un événement ponctuel. Le plus bel exemple pour moi, pour étayer cela, c'est l'opération menée au sud Liban en 2006. Les Israéliens ne voulaient pas y retourner. Pendant les 20 ans pendant lesquels ils ont occupé le sud Liban, ils ont eu énormément de pertes, par attentats, snipers, etc... La décision de quitter le sud Liban fut, selon moi, courageuse, car du coup, Israël perdait cette zone tampon qui le mettait à l'abri des attaques des organisations palestiniennes qui avaient quitté la Jordanie après septembre noir pour s'installer à Beyrouth. (La situation était la même que lorsqu'ils ont évacué la bande de Gaza. La situation était sans issue, cela ne servait à rien de rester, mais c'était quand même une décision difficile. Et il faut rendre hommage à Ariel Sharon, car cela s'est fait sans effusion de sang, d'un côté comme de l'autre.) Ils ne voulaient plus retourner au Liban, ils me l'ont dit

des centaines de fois. Ce qui s'est passé en 2006 est comparable à la situation des Gaulois dans Astérix qui sortent de leur village pour rentrer dans «Babaorum» ! C'est exactement ce qu'ils ont fait, selon une planification qui semble avoir laissé une grande part à l'improvisation. Pourquoi ont-ils fait ça ? parce que, en moins de quinze jours, on venait de leur enlever trois soldats, Shalit à Gaza et deux soldats dans une embuscade le long de la frontière nord. Pour les Israéliens, il n'y a rien de pire que ce genre de kidnapping. Ils préfèrent que les hommes se fassent tuer - et pourtant Dieu sait si la vie d'un Juif est sacrée - que de les voir enlever, car lorsqu'un soldat est enlevé, ou un civil peu importe, lorsqu'un Juif est enlevé par des Arabes, ils savent que cela va permettre à ces derniers de rentrer dans une logique de négociation ; or, la différence entre les Arabes et les Juifs, c'est qu'un Arabe qui est tué, c'est un martyr qui va au paradis. Mais pour les Juifs, la vie d'un Juif est sacrée, à un point que vous n'imaginez pas. Depuis la *Shoah*, c'est terminé, on ne tuera plus de Juifs « gratuitement », ça aussi, c'est génétique. Donc leur enlever un soldat, pour eux, c'est l'horreur de l'abomination. Et les Arabes l'ont parfaitement compris. Ce qui s'est passé en 2006, c'est une sorte de jeu d'équilibre entre les Juifs et le *Hezbollah*. Or, le *Hezbollah* a dépassé les limites de ce qu'il pouvait faire, de ce que les Juifs toléraient, et par conséquent, ça a été le syndrome de «Babaorum», il n'y a pas d'autres explications. La preuve, c'est que cela n'a pas été un succès flambant. Ils se sont dit qu'ils allaient leur donner une leçon. Le problème, c'est que malgré le système de détection et de renseignements sophistiqués dont ils disposaient, certaines choses leur avaient échappé : le *Hezbollah* était bien préparé et il avait bétonné un certain nombre de positions qui leur permettaient de se protéger. Cela ne signifie pas que cela a été un échec total, contrairement à ce que l'on a dit. Il faut nuancer les comptes -rendus qui ont souvent été partiels et partiels. Je crois savoir que les Israéliens avaient atteint à l'époque environ 70 % de leurs objectifs opérationnels et donc ça a réellement affecté le *Hezbollah*. Il suffit pour s'en convaincre de relire le discours que prononça alors M. Nasrallah, le chef du *Hezbollah*, qui exprimait à la fois sa stupeur quant à la riposte israélienne et son regret d'avoir déclenché cette opération, eu égard aux pertes libanaises.

Quant à la victoire en termes médiatiques et sur la scène internationale, c'est une autre question. Les Israéliens sont souvent mal à l'aise avec leur communication et leur propagande. Ils sont

tellement persuadés que leur bon droit s'impose de lui-même qu'ils ne savent pas faire de pédagogie. Donc, il existe souvent une difficulté des Israéliens à prévoir les conséquences politique ou diplomatique de leurs actions. Ils sont tellement convaincus de leur légitimité, que, puisqu'on leur a tué dans un attentat, dix femmes, quinze enfants, quinze vieillards, le fait qu'ils aillent ensuite appliquer des représailles leur paraît évident et justifié [pendant la seconde *Intifada*]. Ils étaient très choqués après de voir sur France 2, que l'on reçoit en Israël, le compte rendu de l'opération qu'ils avaient menée le matin même à Ramallah, et où on les traitait de tous les noms, en leur reprochant le principe même de ces représailles. Ils ne comprenaient pas et souffraient d'un profond sentiment d'injustice. Ils me disaient : « ils (les Palestiniens) viennent de nous tuer 20 personnes dans un bus, des innocents ; alors, nous, on rentre là-bas pour essayer de faire peur à Arafat, pour qu'il donne des ordres pour empêcher cela. On n'a tué personne (ce qui était authentique, ils étaient juste rentrés là-dedans avec leur bulldozer et détruit l'Elysée local) ». Et je leur répondais : « Oui, c'est vrai, mais vous êtes une démocratie et une démocratie qui se respecte ne réagit pas comme cela, et doit s'interdire de réagir comme ça ». Mais cela, ils avaient du mal à le comprendre.

Q : Vous évoquiez le manque de planification de l'armée israélienne pendant la guerre du Liban de 2006. Comment estimez-vous plus généralement l'action de l'armée israélienne depuis l'opération paix en Galilée menée au Liban en 1982 jusqu'à l'opération Plomb durci en décembre/janvier 2009 ? Y-a-t-il une stratégie poursuivie selon vous ?

R : Cette stratégie n'est pas immédiatement lisible. Les Israéliens veulent se mettre en position de faire face à tout. J'avais écrit un article sur la bataille de Naplouse menée par l'armée israélienne en avril 2002¹. Sur le plan tactique, ils développaient leur doctrine, heure après heure, en même temps qu'ils menaient leur combat. L'armée israélienne, c'est l'adaptation permanente, ce qui est à la fois une grande force mais peut aussi être une faiblesse. En 2006, cela n'a pas été un succès total. Pourquoi ? Parce que cette armée, depuis 1973, n'a plus mené de grands combats au sens combat lourd, de haute intensité, classique, avec des chars et de l'artillerie. C'est une armée qui s'est en quelque sorte dévoyée en ne faisant plus que

1. La bataille de Naplouse fait partie de l'opération "rempart" menée en avril 2002 par l'armée israélienne pendant la seconde *Intifada* déclenchée en septembre 2000, visant au réinvestissement de l'ensemble des grandes villes cisjordanienes.

des opérations de police pour mater les révoltes successives des Palestiniens, durant la première mais surtout la deuxième *Intifada*. Progressivement, vous n'êtes plus vraiment un militaire, vous devenez un policier, et c'est un peu ce qu'ils sont devenus. Ils sont quand même avec leurs chars, ils tirent de temps en temps, mais sur les murs, et qui fait le sale boulot ? Ce sont les fantassins qui font du combat de rue. C'est un peu comparable à ce que nous mêmes avons fait dans la *Casbah* d'Alger en 1958. On était devenu très bon à ce jeu là mais on ne faisait plus la guerre, c'était des opérations de police. Lorsqu'ils sont rentrés au sud Liban, ils pensaient faire la même chose, mais ils sont tombés sur des gens mieux armés, mieux équipés, mieux entraînés. Depuis, ils en ont tiré les enseignements et ils ont durci leur entraînement pour être en mesure de faire face à une autre opération de ce type, au sud Liban ou ailleurs. Ils sont de toute façon dans une position plutôt défensive, ils ne réagissent qu'à la piquûre de guêpe en trop. Ce n'est pas que les Israéliens n'ont aucune vision stratégique, mais cette vision stratégique est exclusivement défensive si vous voulez. Ils ne se préparent pas à faire une grande bataille de chars ou d'avions au Liban même s'ils peuvent toujours remonter jusqu'à Beyrouth comme ils l'ont déjà fait. Certes, ils ont déclaré que si le *Hezbollah* faisait partie du gouvernement libanais, Israël considérerait que l'État du Liban devenait un ennemi en tant que tel, alors que jusqu'à présent, les Israéliens avaient clairement établi une différence entre l'État libanais d'une part et le *Hezbollah* d'autre part. Et ils ne s'occupaient que du *Hezbollah*. À partir du moment où le *Hezbollah* était susceptible de rentrer au gouvernement [novembre 2009], ils avaient affirmé que si l'on venait les provoquer, c'est à Beyrouth qu'ils frapperaient, puisqu'ils étaient désormais solidaires [le gouvernement libanais avec le *Hezbollah* CORD]. Mais vous voyez, cela ressemble plutôt à de l'intimidation.

Q : Dans votre article² sur l'opération rempart menée en avril 2002 par l'armée israélienne, visant à « mettre fin aux actions terroristes des brigades du Tanzim du Fatah, ou du Hamas », vous soulignez le succès de cette opération, notamment grâce à ses effets de surprise, la décentralisation de la mission et l'inventivité des Israéliens. Dans une mission de « contre-terrorisme », Israël est parvenu, je vous cite, à « imposer sa volonté à l'ennemi », qui est l'un

2. Bertrand BINNENDIJK, «La bataille de Naplouse», *Doctrine* n°3, juin 2004.

des objectifs de la guerre selon Karl Von Clausewitz. Cette expérience est-elle riche d'enseignements pour l'armée française, voire pour les armées occidentales aujourd'hui engagées sur des théâtres d'opération comme l'Afghanistan ou l'Irak ?

R : Je vais d'abord être très prudent. Les enseignements qu'il faut tirer sont très spécifiques, le terrain est très petit en distance, les Israéliens le connaissent comme leur poche, et c'est un adversaire qu'ils connaissent très bien. Certaines conclusions s'imposent. Au sujet des savoir-faire maîtrisés par les Israéliens, qu'il était intéressant de comparer avec les nôtres: d'abord le couple armée au sol et drone. A l'époque, il y avait une remarquable maîtrise israélienne dans ce domaine, car cela faisait des dizaines d'années qu'ils développaient des drones et j'ai vu la façon dont ils travaillaient en direct, commandant directement des troupes au sol à partir d'images du drone reçues en temps réel par la compagnie, ce qui leur donne une réactivité remarquable. La deuxième chose sur laquelle les Israéliens avait développé selon moi des savoir-faire tout à fait exceptionnels, c'était la jonction troupes au sol/hélicoptère, et au-delà drone/troupes au sol/hélicoptère, avec la capacité de recevoir directement dans l'hélicoptère les images en temps réel transmises par les drones. Cela demande une très grande maîtrise technologique et beaucoup d'entraînement. A l'époque dont je vous parle, cela fait pratiquement sept ans, ils étaient très bons, dans leur réactivité, face au combattant de la liberté/terroriste, selon que l'on est d'un côté ou de l'autre. Sa force à lui [du combattant/terroriste], c'est sa furtivité dans une ville grouillante comme Kaboul aujourd'hui, comme Gaza pour les Israéliens, ou comme Bagdad pour les Irakiens. Grâce à un système de drones qui est 24h sur 24 dans les airs et qui vous a « *spoté* », vous êtes repéré, identifié et suivi à la trace ; donc au moment où vous sortez de votre maison, vous rentrez dans la voiture et la caméra vous suit et transmet votre image avec les coordonnées millimétriques à un hélicoptère qui arrive à 4 000 mètres avec son missile de longue portée. De temps en temps, vous pouvez vous tromper de cibles, ce sont malheureusement des choses qui arrivent. Dans le cas de la lutte contre le « terrorisme », ils avaient développé des savoir-faire tout à fait remarquables, sans parler du renseignement dans lequel ils excellent. C'est l'addition de tous ces moyens de renseignement humain, technique, technologique, qui permet de mener un combat « anti-terroriste », je reprends l'expression israélienne,

avec une certaine efficacité dans le court terme. Vous voyez bien la nuance que j'apporte, des savoir-faire militaires efficaces mais qui n'ont finalement aucune portée politique, puisque nous en sommes toujours à une situation de blocage de part et d'autre. Donc vous voyez bien, ils disposent de savoir-faire militaires qu'ils perfectionnent en permanence, et de manière très pragmatique, voire empirique. Sachez que dans l'armée israélienne, qui dispose d'une industrie d'armement extrêmement complète, sophistiquée et de grande qualité, les ingénieurs sont souvent des officiers de réserve. Et donc, pour faire un peu caricatural, l'ingénieur, qui est pilote dans la réserve, va travailler dans son laboratoire lundi mardi mercredi, puis le jeudi il va partir en mission et il va piloter l'avion sur lequel il a travaillé, ce qui va lui permettre de tester ce qu'il a expérimenté, et la semaine suivante, il va corriger les imperfections qu'il a constatées. C'est donc une boucle extrêmement courte entre les enseignements opérationnels et leur application technologique et vice versa. Dans un autre domaine, celui des brouilleurs IED, les Israéliens ont développé d'excellentes technologies. C'était un de leurs fléaux en particulier le long de la frontière avec le Liban. La nuit, les Palestiniens ou le *Hezbollah* venaient mettre des bombes de leur côté des barbelés, côté libanais, mais quand elles explosaient, les éclats traversaient les barbelés. C'était donc leur obsession, car régulièrement, ils avaient des soldats tués par ce genre de choses. Les Israéliens ont développé des technologies, des capteurs, des brouilleurs, des outils permettant d'empêcher que les éventuels IED placés le long des routes puissent exploser sur leur passage. Ils auraient eu probablement beaucoup plus de morts s'ils n'avaient pas développé ces technologies.

Q : *L'armée israélienne s'est retirée du sud Liban en mai 2000, puis de la bande de Gaza en septembre 2005. Des politiciens israéliens soulignent les conséquences négatives de ces retraits du fait de la montée en puissance du Hamas à Gaza, du Hezbollah au sud Liban, pour démontrer qu'une stratégie qui consisterait à privilégier le retrait de l'armée israélienne de Cisjordanie ne serait pas efficace. Côté palestinien, on souligne plutôt le fait que c'est l'armée israélienne qui a permis la montée en puissance du Hamas face au Fatah, dans les années 80/90.*

R : Sur le plan politique, on peut estimer que les Israéliens se sont efforcés d'affaiblir leurs adversaires en les divisant politiquement. Au sujet des retraits israéliens, vous avez deux courants : le courant de gauche, très minoritaire et très affaibli cherche la paix. Il était encore

majoritaire en Israël en 2001, avant le déclenchement de l'Intifada. A l'époque, les sondages disaient que 70 % de la population était favorable à l'évacuation de l'ensemble des colonies, à la création d'un État palestinien, avec des frontières sur la ligne verte : *« nous chez nous, eux chez eux, et ça se passera bien. »* Le problème, c'est que le déclenchement de l'Intifada a fait basculer massivement la population à droite. Dans cette obsession sécuritaire, les Israéliens me disaient, et nous sommes toujours dans cette sphère psychologique: *« Lorsque nous nous sommes retirés du Liban en 2000, de Gaza en 2005, les Arabes ont immédiatement crié victoire, en publiant des photos dans le monde entier de Palestiniens avec le drapeau du Hamas, et criant : «Victoire, nous avons vaincu la meilleure armée du monde !». Ils croiront donc qu'ils nous ont battus »*. Or, les Israéliens se placent dans une vision de dissuasion, pas nécessairement nucléaire, par rapport aux peuples arabes qui résident à leurs frontières. Cette dissuasion consiste à réagir immédiatement à toute agression, avec des moyens importants pour faire comprendre qu'ils sont les plus forts. Le retrait souhaité par le premier ministre Ehud Barak, ancien chef d'État major des armées, actuel ministre de la défense, a été découragé à l'époque, car beaucoup lui disaient : *« si vous le faites, vous allez voir, ils vont chanter victoire, nous n'aurons rien gagné et ils vont continuer à nous harceler »*. L'opinion publique israélienne considère que l'Histoire leur a depuis donné raison. Ils disent : *« On n'a rien gagné, on a procédé au retrait sous la pression internationale, on s'est retiré et ils continuent de nous agresser. Le Liban on ne veut plus y retourner, on a assez de morts comme ça »*. Je leur répondais : *« Certes, mais au moins, vous êtes maintenant dans la légalité internationale, (mais ça ils ont beaucoup de mal à le comprendre). Vous n'êtes plus en train d'occuper un pays qui n'est pas à vous. Au moins, l'opinion publique internationale reconnaît que vous êtes dans la légalité internationale et du coup on ne pourra plus vous reprocher d'être les seuls auteurs de trouble. Alors que quand vous occupiez le sud Liban, tout ce qui s'y passait vous était imputé »*. Ils m'écoutaient, mais je ne suis pas sûr qu'ils étaient convaincus. En ce qui concerne Gaza, il faut savoir que le lobby colon est très puissant en Israël. Il ne représente pas moins de douze députés sachant qu'il faut à peu près 40 000 personnes pour avoir un député en Israël. En volume, cela représente environ 450 à 500 000 personnes. Les colons de Gaza affirmaient : *« Si on quitte Gaza, nous quittons la « terre éternelle – Eretz - Israel » (cela est discutable sur le plan biblique) et ils seront sur nos synagogues si nous ne les détruisons pas, ils planteront des drapeaux du Hamas sur nos synagogues, et ça, c'est impensable, c'est inacceptable »*. On peut les comprendre d'une certaine manière. Cependant, c'est aussi le

résultat d'une politique de colonisation qui ne reposait pas sur une vision politique à long terme. Pour revenir à notre sujet, c'est donc pour cela qu'ils ont tout rasé avant de partir de Gaza. Ce n'était pas moralement satisfaisant de raser ces colonies, qui représentaient des centaines de logements et des dizaines d'écoles. Mais ça, c'est la réflexion d'un Européen qui se veut rationnel. Je leur ai dit à plusieurs reprises : « *donnez leur, les Palestiniens seront contents de pouvoir les occuper et ils vous en sauront gré* ». Et ils me répondaient : « *Tu ne veux quand même pas voir des drapeaux du Hamas sur nos synagogues ou nos écoles ? Donc on va leur donner un terrain plat* ». Les Palestiniens s'en fichaient, ils ont de toute façon mis le drapeau du Hamas sur les ruines et dit : « *Nous avons vaincu les Juifs* », donc atteinte à l'idée israélienne de dissuasion, ce qui explique ce qui s'est passé en début d'année 2009, car tout se tient. Cela aussi était absolument planifiable. La scission entre le Hamas et le Fatah est une catastrophe, et les tunnels sont une réalité. Les Israéliens savaient qu'ils passaient de l'armement à travers ces tunnels, donc à un moment donné ils ont dit : « *Cela devient une poudrière, donc il va falloir que l'on y retourne* ». Et là encore, nonobstant la brutalité de l'opération, ils ne voulaient pas le faire, car ils savaient qu'une fois de plus, ils allaient être montrés du doigt ce qui n'a pas manqué de se produire. C'est pour cela qu'ils ont fait autant d'efforts pédagogiques cette année-là. Ils ont envoyé partout, dans toutes les capitales, des messages et des explications : « *voilà ce que nous faisons, voilà ce que nous nous interdisons de faire* ». Ils ont tenu un peu plus longtemps que d'habitude, car ils ont fait une bonne campagne de presse, mais ça a duré trop longtemps, et il n'y avait pas d'état final recherché, comme on dit dans le jargon militaire. L'idée était de juste leur donner « *une raclée* », et donc de reconstituer la capacité dissuasive. C'est une idée forte : à travers « *ces raclées* » qu'ils souhaitent donner aux Palestiniens, ils pensent reconstituer leur capacité pour leur montrer que lorsqu'ils dépassent les bornes, ils doivent en assumer les conséquences. Et ils s'achètent ainsi une tranquillité pour six mois, un an, deux ans.

Q : *L'armée israélienne ne poursuivrait-elle que des objectifs défensifs, comme l'indiquerait son acronyme (Tshal : Tsèva lèhagana lèIsrael : l'armée de défense israélienne), notamment à travers la stratégie de dissuasion que vous évoquez ?*

Je ne crois pas que les Israéliens veuillent avoir des aventures extraterritoriales. C'est une armée défensive, mais avec des capacités offensives très importantes, car eux estiment avoir à leurs frontières une menace que nous, en France et en Europe, nous n'avons

plus. Donc, j'utilise les termes IDF (*Israel Defense Force*) ou *Tsahal* indifféremment. C'est une armée défensive, je le pense sincèrement, qui a des équipements technologiques très perfectionnés. En revanche, de mon point de vue, il y a quelques lacunes dans son fonctionnement. Je l'ai dit aux responsables militaires israéliens qui m'ont fait l'amitié de me demander ce que je pensais d'eux, avant mon départ; ils savaient que j'avais beaucoup été dans les territoires, et que j'avais pu ainsi observer leurs façons de faire. Je leur ai dit que leurs soldats connaissaient une situation de stress permanent liée au risque terroriste, par nature imprévisible. Cette situation de stress expliquait selon moi un certain nombre de bavures, en particulier aux *checkpoints*, même si elles ne les excusaient pas. Je leur ai dit que, toujours selon moi, c'est l'absence d'un corps de sous-officiers digne de ce nom qui expliquait en grande partie ces bavures. L'armée israélienne n'a pas de corps de sous-officiers. C'est une armée dans laquelle tout le monde vient faire son service militaire à l'âge de 18 ans. Il n'y a pas de sursis. On fait ses études après l'armée. Le service militaire dure deux ans pour les filles, trois pour les garçons, et un an de plus s'ils sont officiers. C'est donc sur la masse que l'on va prendre les sous-officiers du moment. Donc le sous-officier a dix-huit ans et deux mois. C'est un jeune garçon ou une jeune fille qui se retrouve responsable mais sans vraie formation, car la formation se fait, un tout petit peu en école et beaucoup sur le tas, sur le terrain. Donc, vous n'avez pas de sous-officiers dignes de ce nom, à la française, ou à la britannique. En France et en Grande-Bretagne, ce sont les corps de sous-officiers qui structurent les forces armées et constituent un véritable corps de maîtrise. Ensuite, vous avez des officiers qui sont des chefs qui commandent, donnent des ordres qui sont mis en œuvre concrètement par les soldats. De cette manière, l'engagement militaire est structuré, planifié, commandé et contrôlé. En Israël, aux *checkpoints*, souvent le soldat le plus âgé n'avait pas 20 ans. Or, sur le plan éducatif, il faut savoir qu'en Israël, l'enfant est un peu roi. Donc à 18 ans, ils sont extrêmement sympathiques, mais en même temps, ils peuvent se raidir brutalement dès que la situation se tend et commettre à ce moment-là des actes irréparables, des « *bavures* ». Si à chaque *checkpoint*, il y avait un adjudant, ou un sergent-chef ancien, qui soit marié, père de famille, stabilisé dans la vie, cela permettrait d'aider les jeunes soldats à mieux contrôler leur stress et à avoir un comportement mieux adapté. Et cela leur fait cruellement défaut.

Q : L'opération rempart que vous évoquez est, selon la terminologie employée, une mission de « contre-terrorisme ». Or, le livre blanc français sur la défense et la sécurité nationale publié l'année dernière fait référence à une « situation de plus grande vulnérabilité directe à cause du terrorisme de type djihadiste », dans laquelle la France et l'Europe seraient plongées. Les États européens, et la France plus particulièrement, auraient-ils intérêt à s'inspirer de l'expérience israélienne en matière de contre-terrorisme ?

R : On pourra toujours s'inspirer de savoir-faire militaires que les Israéliens, ou les Américains en Irak, ont pu développer, du fait qu'ils se sont battus dans un endroit donné, dans un climat donné, par rapport à un habitat donné, par rapport à une population donnée. Cette expérience n'est pas forcément exportable à d'autres terrains ou d'autres cultures. Il faut bien faire la différence ; le combat israélo-palestinien est d'abord un conflit nationaliste, c'est une chose très importante qu'il faut garder à l'esprit. Ce sont deux peuples qui se battent pour la même terre. La résolution 181 de 1947 votée par l'assemblée générale des Nations Unies décidait simultanément la création d'un État juif et d'un État arabe. Sur l'ancienne Palestine mandataire britannique, deux États étaient créés : l'un était un État palestinien, plutôt fort, et un État israélien qui était en fait une peau de panthère faite de petites taches à partir des différentes colonies qui s'étaient implantées depuis la fin du 19^e siècle. En fait, un État ingérable, sans aucune continuité géographique. Les États arabes ont refusé cette décision et l'on connaît la suite : trois guerres et deux « Intifada », et leur cortège de souffrances et de morts. Comme l'a écrit le journaliste israélien Amos OZ, il s'agit d'un divorce où les deux époux sont condamnés à rester dans le même petit appartement qu'il faudra pourtant bien se partager, y compris les parties communes ! C'est donc un conflit de nationalité. Nous n'étions ni dans un conflit religieux, ni dans un choc de civilisations.

Q : Et au niveau de la méthode adoptée pour faire face à « l'ennemi », peut-on s'inspirer de l'expérience israélienne ?

R : A partir du moment où près de soixante ans après la création de l'État de l'Israël, ce conflit n'est toujours pas soldé, et les Palestiniens n'ont toujours pas un État digne de ce nom, on peut parler d'un échec de la communauté internationale, en dépit des efforts innombrables. Il faut avoir présent à l'esprit que 95 % des lieux saints de la Bible sont dans les territoires palestiniens, ce qui est un drame pour les Juifs religieux. Les colons ne sont pas tous

des religieux ; les anciens de l'Union soviétique ne sont pas tous mus par des raisons religieuses ou idéologiques; ils sont venus là parce que cela coûtait moins cher (pas d'impôt) dans des colonies comme Ariel, Maaleh Adumim. En revanche, les Juifs religieux que j'ai rencontrés dans leur colonie, au nord de Jérusalem, m'expliquaient que cette situation était un drame pour eux, que c'était la terre de leurs ancêtres, en l'occurrence l'ancienne capitale de Samarie, donc leurs racines bibliques. Et honnêtement ceux-là étaient sincères et plutôt sympathiques. C'étaient des Juifs arrivés de New York trente ans auparavant, qui s'étaient installés là alors qu'il n'y avait personne à ce moment là, et que cela ne posait, apparemment au moins, aucun problème à quiconque. Les Palestiniens qui les ont vus arriver à l'époque, les invitaient à venir boire le thé chez eux, et les deux communautés s'invitaient réciproquement à leurs mariages. Mais malheureusement au plan politique, cela n'était pas viable à long terme. Et je disais aux Israéliens : « *Comment voulez-vous que l'on puisse négocier ? Mettez-vous à la place des Palestiniens* ». Ces derniers se sentaient désemparés depuis qu'en juin 2003, Ariel Sharon était allé à Washington pour sceller l'amitié entre les deux pays et avait débarqué à l'aéroport Ben Gourion en brandissant la lettre que le Président Bush avait signée, dans laquelle il affirmait que dans les négociations de paix qui allaient avoir lieu, on ne remettrait pas en cause les colonies qui existaient déjà. Il avait vidé d'un seul coup le contenu même des négociations.

Q : *Vous avez évoqué tout à l'heure les difficultés de la démocratie israélienne. Samy Cohen évoque le lien entre l'armée et la démocratie en Israël dans Tsahal à l'épreuve du terrorisme, publié récemment. Il affirme qu'il est nécessaire pour Israël de refuser « de se laisser enfermer dans la logique où les groupes armés essaient de l'entraîner, c'est-à-dire se battre selon les règles du jeu qui leur sont le plus favorables et leur faire commettre des atrocités contre la population civile »³, car cela délégitimerait le combat mené par une démocratie et aboutirait à la légitimation de la cause défendue par l'ennemi.*

R : Les Israéliens sont dans un cas de guerre asymétrique. Ils se retrouvent en effet face à un adversaire qui n'utilise pas les mêmes armes qu'eux, ce qui les laisse souvent désemparés, d'où les difficultés et les tentations d'utiliser les mêmes armes, ce qui serait

3. COHEN, Samy, *Tsahal à l'épreuve du terrorisme*, Paris, Seuil, 2009, P.46

un déshonneur pour une démocratie digne de ce nom... Pourtant, en dépit de ces difficultés et de ces tentations, il y a eu une évolution, entre 2001 et 2004. Au début, les Israéliens ont été surpris par cette *Intifada*. Ils ont réagi avec des moyens et des méthodes inadaptés dont certains ont donné lieu aux bavures déjà évoquées. Mais par la suite, progressivement, bien sûr, j'ai constaté une évolution dans la façon dont ils essayaient finalement de prendre en compte un certain nombre de problèmes constatés sur le terrain. Ils essayaient de mieux former leurs officiers et leurs soldats dans l'accomplissement de leur mission. Je témoigne d'une évolution positive indéniable sur le terrain. Par le développement des échanges dans le cadre de la coopération militaire avec les différents pays représentés diplomatiquement en Israël, les autorités militaires israéliennes se sont intéressées aux processus de formation des armées occidentales en particulier et ont pu retenir certains principes pour leur propre processus de formation. Ils avaient en particulier réalisé un Code du bon soldat, qui définissait les comportements à avoir face à des situations de stress particulières, auxquelles les soldats israéliens étaient quotidiennement confrontés. Bien sûr, tout ne s'est pas transformé du jour au lendemain, mais il y avait une volonté d'améliorer les choses. C'est un exemple parmi d'autres, mais qui me paraît de nature à montrer que si tout est loin d'être parfait, les militaires israéliens rendent des comptes au politique. Certes, il y a toujours d'anciens généraux au gouvernement (il y en avait sept en 2001 !), mais Israël demeure une démocratie, confrontée à ce qu'elle perçoit toujours comme une menace existentielle. L'appareil militaire assure une paix relative, mais tout le monde est conscient que seule une solution politique permettra une paix durable. Mais cela supposera des concessions douloureuses.

Q : *L'armée israélienne est souvent pointée du doigt comme étant le véritable centre de pouvoir en Israël. Dans le film «Valse avec Bashir» [d'Ari Folman], on voit Ariel Sharon, alors ministre de la défense s'abstenir d'exiger des troupes israéliennes, présentes à l'entrée du camp de Shabra et Shatila, d'y pénétrer afin de faire cesser les massacres des Palestiniens par les Phalanges chrétiennes, en septembre 1982. Comment qualifieriez-vous le rapport entre l'armée et le politique en Israël, selon votre expérience ?*

R : C'est très simple, l'État d'Israël depuis sa création doit sa survie à son armée. Toute la réponse est là. Et encore aujourd'hui, depuis Ben Gourion, il bénéficie d'une armée suréquipée,

omniprésente, pas politiquement mais pour défendre le pays. Elle tient sa légitimité de cela. Mais c'est quand même une démocratie comme je viens de le dire. Le service militaire est initiatique dans la mesure où toute la jeunesse israélienne est pétrie et forgée par le service militaire. D'autant que pendant les trois ans, ils vont sans doute tirer un coup de fusil contre des Palestiniens ou quelqu'un d'autre. Ils vont voir des copains se faire tuer. Cela les marque psychologiquement. L'armée est présente et très visible mais en même temps elle doit rendre des comptes. En 1973, la guerre du Kippour a constitué un traumatisme non encore soldé aujourd'hui. Il y a encore des articles dans la presse israélienne pour essayer de retrouver la responsabilité de cette énorme frayeur qu'ils ont eue à l'époque, comme on a pu le voir après l'affaire libanaise de l'été 2006, quand le ministre de la défense, le chef d'état-major et plusieurs autres généraux ont été démis de leurs fonctions. L'opinion publique a joué un rôle extrêmement important en demandant des comptes. Il y a des réservistes qui se sont plaints en expliquant qu'ils n'étaient pas assez équipés. L'armée jouit d'un statut et d'un prestige exceptionnels, et cela durera aussi longtemps qu'elle sera considérée comme la protection et la cuirasse d'Israël. Le jour où les Israéliens seront en paix avec leurs voisins, une vraie paix avec le Liban et la Syrie, l'armée rentrera dans le rang. Mais Israël est bien une démocratie où l'armée pèse indéniablement, mais sans avoir le pouvoir.

LES AUTEURS

Le Général BINNENDIJK est saint-cyrien et titulaire d'un DEA de relations internationales et d'histoire militaire. Au cours de sa carrière militaire, il a notamment occupé les fonctions d'officier de liaison-instructeur à l'École de guerre britannique, à Camberley, de 1994 à 1997, et d'attaché de défense près l'ambassade de France à Tel Aviv, de 2001 à 2004, au moment de la deuxième *Intifada*. Il a quitté le service actif le 1er mars 2010.

Samy COHEN est directeur de recherche à Sciences Po / Centre d'études et recherches internationales, Paris. Spécialiste des questions de politique étrangère et de défense, il a également travaillé sur les rapports entre les États et les acteurs non-étatiques et sur les démocraties en guerre contre le terrorisme. Il enseigne au master recherche Politique comparée de Science Po Paris. Il est l'auteur d'une douzaine d'ouvrages de science politique, dont six sous sa direction, parmi lesquels *La défaite des généraux: le pouvoir politique et l'armée sous la Ve République*, Paris, Fayard, 1994 ; *La résistance des États. Les démocraties face au défi de la mondialisation*, Paris, Le Seuil, coll. L'épreuve des faits, 2003, 263 p. (traduit en anglais: *The Resilience of the State. Democracy and the Challenges of Globalization*, Hurst publications / CERJ, 2006); *Democracies at War against Terrorism. A Comparative Perspective* (Ed.) Sciences Po Series in IR and PE, Palgrave MacMillan, 2008; *Tsahal à l'épreuve du terrorisme*, Paris, Seuil, 2009.

Alain DIECKHOFF est directeur de recherche au CNRS (Centre d'Etudes et de Recherche internationales, Sciences Po Paris). Il a dirigé *L'État d'Israël*, Paris, Fayard, 2008.

Caroline DU PLESSIX est doctorante à Sciences Po et chargée de cours sur les relations internationales et l'Union européenne à l'ESC Rouen.

Ilan GREILSAMMER est professeur au département de science politique de l'université Bar-Ilan, Ramat-Gan, Israël. Il est spécialiste d'histoire politique d'Israël et du Moyen-Orient, auteur d'une douzaine de livres sur la société israélienne et le conflit israélo-arabe.

Marc HECKER est chercheur au Centre des études de sécurité de l'Institut Français des Relations Internationales (IFRI) et doctorant au Centre de Recherches Politiques de la Sorbonne (CRPS). Il a notamment publié *La presse française et la première guerre du Golfe* (L'Harmattan, 2003), *La défense des intérêts de l'État d'Israël en France* (L'Harmattan, 2005) et *War 2.0. Irregular Warfare in the Information Age* (avec Thomas Rid, Praeger, 2009).

David KHALFA est chargé de conférences à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris et consultant. Spécialiste du processus décisionnel en matière de politique étrangère et de sécurité, il a mené ses recherches en Israël dans le cadre d'un doctorat portant sur l'impact du mouvement des colons sur la politique étrangère d'Israël. Ancien boursier du Centre de recherche français de Jérusalem (CRFJ), il a également enseigné à l'Université de Paris I - Panthéon-Sorbonne et à l'ESSEC Business School.

Camille LORETTE est diplômée de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, département Etudes politiques, et travaille actuellement au Sénat. Elle a notamment écrit «Les droits de l'homme et les militaires français» dans le numéro 20 de la revue *Les Champs de Mars*.

Pierre RAZOUX est responsable de recherches au Collège de défense de l'Otan, auteur de *Tsa'hal – Nouvelle histoire de l'armée israélienne* (Perrin, Tempus, 2008).

Thomas RID est Calouste Gulbenkian Fellow à la School of Advanced International Studies (SAIS) de l'université Johns Hopkins. Auparavant, il a travaillé à la Rand Corporation, à l'IFRI et à la Stiftung Wissenschaft und Politik. Il a notamment publié *War and Media Operations* (Routledge, 2007) et *War 2.0*. Il travaille actuellement sur un projet de livre consacré à la dissuasion et à la violence politique.

Nicolas TÈNÈZE a soutenu sa thèse de science politique intitulée: « Israël et sa dissuasion: Histoire et paradoxe », en avril 2009, sous la direction de Michel-Louis Martin, à l'IEP de Toulouse. Ce travail a reçu le prix Sydney Forado de l'Académie des Belles Lettres de Toulouse.